



Ministère *des* Finances

**COMPTES
PUBLICS
de
L'ONTARIO**

2013–2014

**ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES**

Volume 1



Ministère *des* Finances

**COMPTES
PUBLICS
de
L'ONTARIO

2013–2014**

**ÉTATS DES MINISTÈRES
ET ANNEXES**

Volume 1

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Guide d'interprétation des comptes publics	iii
Sources de renseignements supplémentaires	vi

Section 1 – Annexes – Recettes et dépenses

Détails des recettes	1-1
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale	1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses	1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Fonctionnement.....	1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses – Immobilisations.....	1-22
Fonds ontarien d'initiative	1-25
Crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être.....	1-27

Section 2 – États financiers des ministères

Affaires autochtones	2-1
Affaires civiques et Immigration	2-7
Affaires municipales et Logement.....	2-19
Agriculture et Alimentation / Affaires rurales	2-31
Bureau de l'Assemblée législative	2-45
Bureau du Conseil des ministres	2-53
Bureau du directeur général des élections	2-59
Bureau du lieutenant-gouverneur	2-65
Bureau du vérificateur général.....	2-69
Cabinet du Premier ministre	2-73
Développement du Nord et Mines	2-79
Développement économique, Commerce et Emploi / Recherche et Innovation	2-91
Éducation.....	2-103
Énergie	2-117
Environnement.....	2-127
Finances	2-139
Formation, Collèges et Universités	2-163
Infrastructure	2-177
Office des affaires francophones	2-187
Ombudsman Ontario	2-195
Procureur général.....	2-201
Richesses naturelles.....	2-225
Santé et Soins de longue durée.....	2-241
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2-271
Services à l'enfance et à la jeunesse.....	2-297
Services aux consommateurs.....	2-309
Services gouvernementaux	2-315
Services sociaux et communautaires	2-335
Tourisme, Culture et Sport.....	2-345
Transports.....	2-367
Travail.....	2-385

TABLE DES MATIÈRES – (Suite)

	Page
Section 3 – Annexes – Dette	
Dette à long-terme émise	3-1
Remboursement de la dette à long terme.....	3-4
Variation nette de la dette à court terme	3-9
Sommaire de l'encours de la dette	3-10
Encours de la dette	3-13
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)	3-40
Section 4 – Autres annexes supplémentaires	
Prêts et investissements	4-1
Fonds et autre passif	4-8
Passif éventuel – Obligations garanties par la province de l'Ontario	4-13
Créances exigibles de la Couronne	4-16

GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

1 PRÉSENTATION DES COMPTES PUBLICS

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2013-2014 comprennent le **Rapport annuel** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les états des ministères et des annexes détaillées sur la dette et d'autres éléments. Les états des ministères portent sur les activités financières de chaque ministère. Ils sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice et comparent les crédits autorisés aux dépenses réelles. Les charges des ministères comprennent toutes les charges autorisées par l'Assemblée législative, mais excluent les redressements découlant de la consolidation des organismes publics dont les charges ne sont pas autorisées.

Le **volume 2** contient les états financiers des organismes de services du gouvernement et des entreprises publiques qui font partie du périmètre comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient les détails de paiements effectués par les ministères aux fournisseurs (y compris la taxe de vente) et aux bénéficiaires de paiements de transfert, si cette divulgation n'est pas réputée être interdite en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

2 GUIDE D'INTERPRÉTATION DU VOLUME 1 DES COMPTES PUBLICS

(1) Annexes — Recettes et dépenses

(2) États financiers des ministères

La présente section renferme des états financiers pour chaque ministère. Les cinq états financiers suivants sont présentés, s'il y a lieu :

(a) « État des dépenses et des actifs par programme »

Cet état donne un aperçu des dépenses et des actifs par programme. Ils sont comparés aux crédits alloués et aux chiffres réels des exercices précédents.

(b) « État des dépenses et des actifs par crédits et postes »

Cet état énumère les différents postes de chaque crédit ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'exercice avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil du Trésor. Les crédits législatifs correspondent aux paiements autorisés par un texte législatif et ne sont pas prévus dans la *Loi de crédits*. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* ont pour but de donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

(c) « Détail des dépenses et des actifs par postes et selon la classification »

Pour chaque crédit ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différents postes, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. Les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

(d) « État des recettes »

Cet état présente les recettes perçues au cours de l'exercice selon les sources de recettes figurant dans les comptes de la province. On trouvera également, s'il y a lieu, une analyse plus détaillée des montants pour chaque source. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont responsables de la perception des recettes qui figurent dans leurs états financiers.

(e) « État des remboursements des prêts et investissements »

Cet état présente, de manière comparative, les remboursements de prêts et les recouvrements d'investissements effectués par le ministère. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

(3) Annexes de la dette

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette à la fin de l'exercice.

(4) Annexes supplémentaires

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les créances exigibles de la Couronne.

3 TERMES ET DÉFINITIONS UTILISÉS**Mandats spéciaux**

On délivre des mandats spéciaux pour autoriser le paiement de dépenses gouvernementales générales et nécessaires lorsque l'Assemblée législative n'est pas en session.

Recouvrement des coûts

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des coûts d'un poste soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde est indiqué par un montant nominal de 1 000 \$.

Crédits législatifs

Ils représentent des paiements autorisés par un texte législatif précis et ne sont pas prévus dans la Loi de crédits. Les crédits législatifs figurent dans le Budget des dépenses aux fins d'information et ne sont pas votés par l'Assemblée législative. Les montants requis pour les crédits législatifs sont inscrits séparément, s'il y a lieu, dans la rubrique « Classification par catégorie de dépenses » associée à chaque poste.

Catégories de dépenses

Les prévisions des dépenses pour l'exercice 2012-2013 sont présentées par poste dans la rubrique « Catégories de dépenses ». Les descriptions des catégories de dépenses qui suivent sont fournies à titre indicatif et ne sont pas exhaustives.

DÉPENSES**Traitements et salaires**

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et autres montants versés au personnel permanent, stagiaire, non classifié et autre à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les indemnités versées aux députés de l'Assemblée législative et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les cotisations versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au Régime de pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à l'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales, tels que les pupilles de la province, les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés, les frais de déménagement de mobilier et de matériel de bureau, les coûts de transport de marchandises (autres que pour la livraison initiale), les frais d'acheminement du courrier (p. ex., affranchissement et courrier recommandé) et les frais de communication (p. ex., téléphone et transmission de données).

Services

Cette catégorie comprend, notamment, les services suivants : publicité et communications assurées par des agences privées et campagnes publicitaires confiées directement aux médias; location et achat de services indépendants de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; services de traitement des données; primes d'assurances; autres services professionnels et spéciaux.

Fournitures et matériel

Cette catégorie comprend l'achat de toutes les machines et de tout le matériel (véhicules automobiles et ordinateurs compris), neufs et d'occasion, et l'achat de tous les matériaux, toutes les fournitures et tous les services publics nécessaires.

Paiements de transfert

Cette catégorie comprend les subventions, subsides et aides versées à des particuliers, des entreprises, des organismes à but non lucratif et d'autres organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, telles que les bonifications d'intérêts et les subsides, les garanties honorées, les pertes sur prêts et les subventions remboursables.

ACTIFS

L'actif correspond aux comptes de bilan qui doivent faire l'objet d'un crédit dans le Budget des dépenses. Il existe plusieurs catégories d'actif :

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant d'avoir reçu les produits ou services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Terrains

Cette catégorie comprend les terrains achetés ou acquis comme terrains à bâtir ou pour leur utilisation, leur préservation, l'aménagement de parcs et d'aires de loisir, l'infrastructure et d'autres usages dans le cadre des programmes.

Immeubles

Cette catégorie comprend les vastes et complexes tours de bureaux de grande hauteur, les immeubles à destination particulière comme les prisons et les tribunaux, ainsi que les structures simples comme les dômes de sel et les remises à outils. Elle englobe également toute construction rendue nécessaire par les fonctions opérationnelles des occupants ou pour des besoins esthétiques au-delà du budget prévu dans l'enveloppe de base affectée aux locaux (que le gouvernement en soit propriétaire ou qu'il les loue).

Infrastructure des transports

Cette catégorie englobe un réseau complexe de routes, de ponts et d'ouvrages et d'installations connexes.

Matériel de technologie de l'information

Cette catégorie englobe les réseaux physiques de transmission vocale et de données, les plates-formes, les appareils sans fil, les réseaux et les points d'accès, les macro-ordinateurs et les ordinateurs personnels, les serveurs et les dépôts de données, de même que les systèmes d'exploitation et les logiciels s'y rattachant.

Logiciels d'application de gestion

Cette catégorie englobe les éléments logiciels qui automatisent et optimisent les fonctions opérationnelles, les processus, les tâches et les activités.

Parc automobile et flotte de bateaux

Cette catégorie comprend les véhicules automobiles immatriculés qui appartiennent aux ministères : les voitures de tourisme, les véhicules utilitaires moyens et lourds et d'autres véhicules spéciaux. Elle englobe également les traversiers et les bateaux de taille moyenne ou grande.

Avions

Cette catégorie englobe les aéronefs à voilure tournante et à voilure fixe.

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Rapport annuel et États financiers consolidés de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait état des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/paccts.

Budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un budget chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/fr/budget/ontariobudgets et de cliquer sur « Budget de l'Ontario ».

Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1^{er} avril est déposé devant l'assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'assemblée législative est appelée à approuver en vertu de la *Loi de crédits*. Pour une version électronique, visitez www.fin.gov.on.ca/fr/budget/estimates.

Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.

Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/budget/finances.

Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario. Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/fr/economy/ecaccts.

NOTA

Le présent document est publié en français et en anglais. On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de:

Publications ServiceOntario
Téléphone: 416 326-5300
Sans frais 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais: 1 800 268-7095
Site Web: www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca.

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications

For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

section 1

Annexes –

Recettes et dépenses

DÉTAILS DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

	2014 \$	2013 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	26 928 850 454	25 573 836 197
Taxe de vente	20 481 137 704	20 957 365 596
Impôts sur les sociétés	11 422 895 621	12 093 047 448
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires	5 456 818 494	5 510 541 765
Impôt-santé des employeurs.....	5 282 545 110	5 137 107 267
Contribution-santé de l'Ontario	3 128 109 437	3 066 623 565
Taxe sur l'essence	2 363 021 552	2 390 305 974
Droits de cession immobilière	1 601 495 421	1 476 576 552
Taxe sur le tabac	1 110 166 339	1 141 960 327
Taxe sur les carburants	718 076 869	709 862 784
Taxe sur la bière et le vin	557 002 644	560 453 625
Paiements tenant lieu d'impôt (électricité)	543 000 000	324 000 000
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés	181 339 633	206 112 308
Impôt sur l'administration des successions	142 782 976	128 133 244
Redevances sur les revenus bruts – Élément impôt foncier .	19 040 811	18 160 362
Impôt foncier provincial	12 024 676	7 222 129
Impôt sur les bénéfices miniers	11 728 509	110 479 545
Taxe sur le pari mutuel	4 227 018	4 540 538
Impôt calculé sur la superficie en acres – <i>Loi sur les mines</i> .	1 745 550	1 973 765
TOTAL DES RECETTES FISCALES	79 966 008 818	79 418 302 991

L'impôt sur le revenu des particuliers est perçu par le gouvernement fédéral pour le compte de la province. Les montants déclarés par la province ont été réduits de 4 348 641 \$ en crédits d'impôt de l'Ontario (avant les rajustements d'années antérieures) en 2013-2014 et de 1 597 972 \$ en 2012-2013. Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ne comprennent pas les crédits d'impôt passés en charges.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Pour 2014, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 40 120 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 40 120 \$ jusqu'à 80 242 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 80 242 \$ jusqu'à 150 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 150 000 \$ jusqu'à 220 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables de plus de 220 000 \$. Pour 2013, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 39 723 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 39 723 \$ jusqu'à 79 448 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables de plus de 79 448 \$ jusqu'à 509 000 \$; de 13,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 509 000 \$. Pour 2012, les taux d'imposition du revenu des particuliers de l'Ontario sont : de 5,05 % sur les revenus imposables jusqu'à 39 020 \$; de 9,15 % sur les revenus imposables de plus de 39 020 \$ jusqu'à 78 043 \$; de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 78 043 \$ jusqu'à 500 000 \$; de 12,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 500 000 \$. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex., le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 5,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance dépassant 200 \$), avant le calcul de la surtaxe provinciale ou la réduction de l'impôt ontarien. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés tous les ans.

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2014, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 331 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 543 \$. En 2013, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 289 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 489 \$. En 2012, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 213 \$, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 5 392 \$.

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2014, le montant déterminant de base est de 223 \$, auquel on ajoute 413 \$ par personne handicapée à charge ou enfant de 18 ans ou moins, à charge. Pour 2013, le montant déterminant de base est de 221 \$, auquel on ajoute 409 \$ par personne handicapée à charge ou enfant de 18 ans ou moins, à charge. Pour 2012, le montant déterminant de base est de 217 \$, auquel on ajoute 401 \$ par enfant à charge de moins de 18 ans et par personne handicapée à charge.

La taxe de vente harmonisée (TVH) est une taxe de vente sur la valeur ajoutée fondée sur la taxe sur les produits et services (TPS) fédérale. La portion provinciale de la TVH est de 8 % et la portion fédérale est de 5 %, pour un taux combiné de TVH de 13 %. La responsabilité de percevoir la taxe a été confiée au gouvernement fédéral et les revenus en découlant sont versés à la province à l'aide d'une formule de répartition des revenus. L'Ontario conserve également une taxe de vente de 8 % sur les primes de certains types d'assurance et de 13 % sur la cession de véhicules automobiles entre particuliers. Ces deux taxes de vente sont administrées par l'Ontario. Les montants de taxes de vente sont déclarés par la province, déduction faite des crédits de taxe de vente de 1 637 351 687 \$ en 2013-2014 et de 1 602 163 031 \$ en 2012-2013.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur le revenu: Le taux général d'imposition du revenu des sociétés (IRS) prévu par la loi est de 14 %. Il est passé à 12 % le 1^{er} juillet 2010 et à 11,5 % le 1^{er} juillet 2011. Le taux général d'IRS devrait diminuer de nouveau pour passer à 11 % le 1^{er} juillet 2012 et à 10 % le 1^{er} juillet 2013. Dans le budget de l'Ontario de 2012, on proposait de geler le taux général d'IRS à 11,5 % jusqu'à ce que le budget de l'Ontario soit équilibré en 2017-2018. Les revenus des entreprises actives dans les domaines minier, forestier, agricole, et ceux de la pêche et de la fabrication et de la transformation sont assujettis à un taux d'IRS moindre (12 %), qui est passé à 10 % le 1^{er} juillet 2010. Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'IRS plus bas, soit de 5,5 %, qui est passé à 4,5 % le 1^{er} juillet 2010, pour la première tranche de 500 000 \$ de revenus provenant d'une entreprise exploitée activement. La surtaxe sur la déduction accordée aux petites entreprises de 4,25 % élimine graduellement l'avantage du taux d'IRS plus bas lorsque le revenu atteint 1,5 million de dollars. Cette surtaxe a été éliminée le 1^{er} juillet 2010. La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur le revenu des sociétés. L'IMS est la partie du montant équivalant à 4 % du revenu redressé net qui dépasse l'IRS à payer, aux fins de la comptabilité. La province réduit le taux de l'IMS pour le faire passer à 2,7 % à compter du 1^{er} juillet 2010.

Taxe sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance sont assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et à une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux de taxe sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés sont également assujetties à une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

Impôt sur le capital : Avant le 1^{er} juillet 2010, les sociétés sont généralement assujetties à un impôt sur le capital utilisé en Ontario. La première tranche de 15 millions de dollars de capital versé imposable n'est pas assujettie à l'impôt sur le capital. Le taux d'impôt sur le capital des sociétés ordinaires était de 0,15 %. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers. Les taux de 2010 étaient les suivants: 0,3 % sur la première tranche de 400 millions de dollars du capital versé imposable rajusté de l'institution financière et 0,45 % sur tout montant excédentaire. Les institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars sont assujetties à un taux d'impôt sur le capital de 0,36 %. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en faisant des investissements admissibles en Ontario dans de petites entreprises en vertu du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises. L'impôt sur le capital pour les entreprises se livrant principalement à des activités de fabrication et de ressources a été éliminé le 1^{er} janvier 2007. L'impôt sur le capital a été éliminé pour toutes les sociétés à compter du 1^{er} juillet 2010.

Les compagnies d'assurance ne paient pas d'impôt ordinaire sur le capital. Les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital imposable utilisé en Ontario, sous réserve d'une exemption minimale de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires sont perçus par les municipalités et transférés aux conseils scolaires pour le financement de l'éducation. Les taux de ces impôts sont établis annuellement par le ministère des Finances pour chaque catégorie de biens immobiliers. Ces impôts sont prélevés sur la valeur imposable des biens à un taux uniforme de 0,241 % pour les biens résidentiels. Les taux pour les biens commerciaux, industriels et les pipelines varient à l'échelle de la province. Ces taux sont régis par la *Loi sur l'éducation*. Les montants tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires indiqués ont été déduits de crédits d'impôts fonciers et de subventions représentant 1 071 091 728 \$ en 2013-2014 et 946 345 000 \$ en 2012-2013. Les montants résultent aussi d'un certain nombre de remises, de réductions et d'exemptions disponibles à l'échelle de la province. Les montants tiennent aussi compte d'un certain nombre de remboursements, de réductions et d'exemptions offerts à l'échelle de la province.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario est de 200 000 \$ ou moins versent un impôt correspondant à 0,98 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario se situe entre 200 000 \$ et 400 000 \$ versent l'impôt à un taux progressif variant de 1,101 % à 1,829 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario; les employeurs dont la masse salariale annuelle en Ontario dépasse 400 000 \$ versent l'impôt à un taux de 1,95 % de leur masse salariale annuelle imposable en Ontario. La première tranche de 400 000 \$ de la masse salariale annuelle en Ontario pour les employeurs du secteur privé, y compris leurs entités associées, est exonérée de l'impôt-santé. À compter du 1^{er} janvier 2014, le plafond de la masse salariale pour l'exonération de l'impôt est passé de 400 000 \$ à 450 000 \$ et cette exonération a été éliminée pour les employeurs du secteur privé ayant une masse salariale ontarienne annuelle, y compris celles des entités apparentées, de plus de 5 000 000 \$. Les organismes de bienfaisance enregistrés continuent à bénéficier de l'exemption quelle que soit leur masse salariale.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 \$; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 \$ et 250 000 \$; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 \$ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 \$ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % s'applique au montant excédant 400 000 \$. Les primo-accédants qui achètent un logement de construction récente ou un logement revendu visé par une entente d'achat et de vente conclue après le 13 décembre 2007 sont admissibles à un remboursement des droits de cession immobilière jusqu'à hauteur de 2 000 \$.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Le taux spécifique de taxe par cigarette ou gramme, en tout ou en partie, de tabac finement haché et pour tous les autres produits du tabac à l'exception des cigares, est de 12,35 cents. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Les taxes sur la bière et le vin sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Ces taxes ont remplacé certains droits perçus sur l'alcool et n'ont pas eu d'incidence sur les revenus du gouvernement de l'Ontario. Les taxes s'appliquent à chaque achat de bière fait dans un magasin sur les lieux de fabrication, à The Beer Store ou dans un établissement pourvu d'un permis. Les taxes sont aussi imposées sur les achats de bière pression fabriquée par un bistrot-brasserie et sur les achats de vin et de vin panaché faits dans un magasin d'un établissement vinicole.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Les paiements tenant lieu d'impôt (électricité) sont versés par l'OPG, HOI et les services d'électricité municipaux à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO). La SFIEO, qui succède à Ontario Hydro, est responsable du service et du remboursement de la dette et d'un certain nombre d'autres éléments de passif d'Ontario Hydro. Tous ces paiements reçus par la SFIEO sont affectés au service et au remboursement de la dette et d'autres passifs de l'ancienne société Ontario Hydro. Le montant des paiements correspond au montant de l'impôt qui serait perçu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), de la *Loi sur l'imposition des sociétés* et de la *Loi de 2007 sur les impôts*, si ces sociétés ouvertes étaient assujetties aux impôts fédéral et provincial sur les sociétés. Ces sociétés font également des paiements tenant lieu d'impôt foncier.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant de l'impôt à acquitter équivaut à 5 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, en tout ou en partie, de la première tranche de 50 000 \$ de la valeur de la succession et à 15 \$ en ce qui concerne chaque tranche de 1 000 \$, ou tout ou en partie, de la valeur de la succession dépassant 50 000 \$. Les successions d'une valeur de 1 000 \$ ou moins sont exonérées de cette taxe.

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1^{er} janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément impôt foncier est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-13).

L'impôt foncier provincial est perçu sur les biens-fonds situés en territoire non municipalisé selon les taux prescrits par règlement. Le taux s'appliquant dépend de la catégorie de biens dans laquelle est classé le bien-fonds et du fait que le bien-fonds soit situé ou non dans une localité définie par la *Loi sur l'évaluation foncière*.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 \$ et qui découlent de l'exploitation minière en Ontario, à l'exclusion des diamants. Les mines non éloignées sont imposées à un taux de 10 %. Les mines qui ne sont pas dans des régions éloignées peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les trois premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés (nouvelle mine ou projet d'expansion majeure d'une mine existante). Les mines éloignées sont admissibles à un taux d'impôt minier réduit, soit de 5 %. Les nouvelles mines ouvertes dans des régions éloignées de l'Ontario peuvent bénéficier d'une exonération de l'impôt minier pendant les dix premières années sur la première tranche de 10 millions de dollars en profits réalisés. Les diamants sont exclus de l'impôt sur les bénéfices miniers et sont assujettis à une redevance sur la valeur de la production des mines de diamants. Le taux de la redevance est égal à 13 % ou au montant calculé sur la valeur de la production en fonction d'une échelle graduée, selon le moins élevé des deux.

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur la superficie calculée en acres de 0,50 \$ par acre par année est perçu sur les droits miniers concédés par lettres patentes. Le paiement minimal est de 1 \$ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 \$ pour les territoires non érigés en municipalités.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

L'introduction de la contribution-santé de l'Ontario a permis au gouvernement d'effectuer dans le système de soins de santé en point de la province des investissements dont il avait grandement besoin. Chaque sou provenant de la contribution-santé de l'Ontario va à l'amélioration des services de santé de la province. Depuis 2003-2004, les dépenses liées à la santé ont augmenté de 19,8 milliards de dollars, alors que les revenus dans ce domaine, constitués principalement de la contribution-santé de l'Ontario et des transferts fédéraux, ont progressé de 11,2 milliards de dollars. En 2013-2014, les revenus provenant de la contribution-santé de l'Ontario ont augmenté par 61 millions de dollars pour passer à 3 128 millions de dollars, comparativement à 3 067 millions de dollars en 2012-2013. Au cours de la même période, les charges du secteur de la santé ont augmenté de 1 350 millions de dollars pour passer à 48 921 millions de dollars, par rapport à 47 571 millions de dollars en 2012-2013.

Les recettes provenant de la Contribution-santé de l'Ontario sont consacrées aux dépenses dans tous les secteurs qui relèvent du secteur de la santé; elles ne visent pas de secteurs de programme en particulier. En 2013-2014, les recettes tirées de la contribution ont été de 3 128 millions de dollars, ce qui représente 6,4 % des dépenses totales du secteur de la santé, qui se chiffrent à 48 921 millions de dollars. À titre de comparaison, les données en 2012-2013 étaient 3 067 millions de dollars, soit 6,4 % des 47 571 millions de dollars. Le tableau ci-dessous donne un exemple de la façon dont les revenus provenant de la Contribution-santé de l'Ontario appuient les investissements considérables dans le secteur de la santé. Il indique aussi le niveau de soutien que chaque secteur recevrait si le pourcentage des charges en 2012-2013 et en 2013-2014 était réparti proportionnellement entre chaque secteur.

Exemple de la façon dont la Contribution-santé de l'Ontario appuie les investissements dans le secteur de la santé : Revenus tirés de la Contribution-santé de l'Ontario en pourcentage des dépenses totales du secteur de la santé réparties proportionnellement entre les secteurs (En millions de dollars)		
	2013-2014 6,4 %	2012-2013 6,4 %
Hôpitaux	1 047	1 059
Assurance-santé de l'Ontario	827	826
Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale	295	275
Foyers de soins de longue durée	242	237
Programmes de médicaments de l'Ontario	224	220
Santé publique, promotion de la santé et autres	493	450
Total	3 128	3 067

La Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitent en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser sont les suivants : 0 \$ si le revenu imposable est de 20 000 \$ ou moins; 6 % du revenu imposable pour un revenu imposable se situant entre 20 000 \$ et 25 000 \$; 300 \$ pour un revenu imposable entre 25 000 \$ et 36 000 \$; 300 \$ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 \$ pour un revenu imposable entre 36 000 \$ et 38 500 \$; 450 \$ pour un revenu imposable entre 38 500 \$ et 48 000 \$; 450 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 \$ pour un revenu imposable entre 48 000 \$ et 48 600 \$; 600 \$ pour un revenu imposable entre 48 600 \$ et 72 000 \$; 600 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 \$ pour un revenu imposable entre 72 000 \$ et 72 600 \$; 750 \$ pour un revenu imposable entre 72 600 \$ et 200 000 \$; 750 \$ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 \$ pour un revenu imposable entre 200 000 \$ et 200 600 \$; et 900 \$ pour un revenu imposable supérieur à 200 600 \$.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé	11 940 375 000	11 315 154 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 688 634 000	4 590 792 000
Péréquation.....	3 169 357 000	3 260 666 000
Entente sur le développement du marché du travail	622 514 780	607 074 327
Entente sur le logement social.....	474 114 712	482 694 567
Services de bien-être aux Autochtones	226 737 744	220 250 058
Entente sur le marché du travail	192 529 000	189 935 784
Programmes d'infrastructure.....	122 893 336	116 438 044
Transfert pour la réduction des temps d'attente	96 281 000	96 823 000
Expansion du bilinguisme	85 154 040	88 135 338
Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées	76 411 477	76 411 478
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.....</i>	52 433 204	65 544 142
Aide juridique – Droit criminel	51 336 853	50 277 124
Cultivons l'avenir	35 079 488	34 306 398
Aide financière aux étudiants.....	23 948 215	23 754 755
Accord – Personnes gardées pour des raisons d'immigration	21 233 740	17 445 914
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés	11 669 804	13 467 365
Projet des dossiers de santé électroniques	11 055 500	13 248 500
Programme de formation relais.....	6 240 000	10 000 000
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	5 152 686	4 005 899
Fonds de recrutement de policiers	0	31 360 000
Autres.....	363 467 833	353 063 330
TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA	22 276 619 412	21 660 848 023

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses de santé des provinces et des territoires. Le TCS est réparti entre les provinces et les territoires en fonction de la population et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les principes de la *Loi canadienne sur la santé*.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. Depuis 2007-2008, le TCPS est versé aux provinces et aux territoires sous forme de soutien en espèces égal par habitant. Pour recevoir des paiements de transfert en espèces au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

La péréquation est la pratique selon laquelle le gouvernement fédéral transfère des paiements pour rectifier les disparités fiscales parmi les provinces. Les paiements de péréquation sont inconditionnels. Les provinces sont libres d'utiliser ces fonds en fonction de leurs propres priorités.

Le 23 novembre 2005, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement de Canada ont conclu l'Entente sur le développement du marché du travail (EDMT) qui prévoit le transfert à l'Ontario de l'administration des programmes et des services de développement du marché du travail dispensés antérieurement par le gouvernement fédéral. Les fonds provenant de l'EDMT appuient les programmes de formation professionnelle de l'Ontario, en particulier pour les personnes admissibles à des prestations d'assurance-emploi (a.-e.). L'EDMT est financé en vertu de l'autorisation conférée par la Partie II de la *Loi sur l'assurance-emploi*.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral aide la province à fournir des services et des programmes de bien-être aux habitants des réserves indiennes qui sont de même niveau que ceux qui sont offerts aux résidents d'autres collectivités.

Le 21 février 2008, le gouvernement de l'Ontario et le gouvernement du Canada ont signé l'Entente Canada-Ontario sur le marché du travail aux termes de laquelle des fonds financent des programmes et des services axés sur le marché du travail et centrés sur la formation professionnelle des chômeurs non admissibles à des prestations d'assurance-emploi et des personnes qui travaillent et qui n'ont pas un diplôme d'études secondaires ou un certificat reconnu ou qui ont des compétences insuffisantes, notamment en écriture et en lecture.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures proviennent du Fonds Chantiers Canada, de l'Entente concernant l'investissement dans le logement abordable et d'autres ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures matérielles de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les réseaux d'eau.

La fiducie pour les garanties de délai d'attente pour les patients a été créée lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates afin de permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, comme l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, à trouver un emploi et à le conserver.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui sont mis en œuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés.

Cultivons l'avenir est une initiative fédérale-provinciale-territoriale qui appuie la gestion des risques pour les entreprises agricoles et les programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise. L'accord-cadre multilatéral Cultivons l'avenir appuie l'établissement d'un secteur agro-alimentaire innovateur et rentable qui est en mesure de gérer les risques et de répondre aux demandes du marché.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessaires, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Le gouvernement fédéral offre du soutien dans le cadre de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA), qui permet aux chômeurs âgés de 55 à 64 ans de bénéficier de services d'aide à l'emploi et d'activités servant à améliorer l'employabilité, telles des activités axées sur le perfectionnement des compétences et sur l'expérience de travail, destinés à les aider à retourner au travail.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Des fonds sont reçus d'Inforoute Santé du Canada en vue d'appuyer les efforts déployés pour augmenter le nombre de cliniciens qui adoptent et utilisent un système de dossiers de santé électroniques interopérables.

Le gouvernement du Canada verse des fonds à la province pour les programmes de formation relais de l'Ontario. Les fonds appuient des programmes mis sur pied en Ontario pour aider les nouveaux arrivants qualifiés à obtenir une licence ou un certificat pour exercer leur profession ou leur métier, de façon à intégrer le marché du travail en trouvant un emploi correspondant à leurs études et leurs compétences.

Le programme d'investissement dans les dossiers de santé électroniques interopérables d'Inforoute Santé du Canada appuie les projets mis sur pied par des provinces et des territoires pour mettre en place des systèmes de dossiers de santé électroniques interopérables. Le financement fédéral est accordé à l'Ontario dans le cadre de l'entente relative aux dossiers de santé électroniques interopérables/couches d'accès à l'information sur la santé. Ces systèmes permettront aux fournisseurs de soins de santé autorisés d'avoir accès à l'information essentielle sur la santé d'un patient et, dans certains cas, de la mettre à jour.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du Fonds de recrutement de policiers dans son budget de 2008 afin d'appuyer les efforts des provinces et des territoires pour recruter d'autres policiers de première ligne partout au pays afin qu'ils soient affectés à la résolution des crimes à l'échelle locale et à l'accroissement de la sécurité des collectivités. Les fonds ont été répartis entre les provinces et les territoires sur cinq ans, de 2008-2009 à 2012-2013, en fonction d'un montant égal par habitant.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

- a) subsides annuels de 8 824 387 \$ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907*; et
- b) des intérêts de 83 479 \$ sur le fonds des écoles publiques;

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario.....	2 009 034 000	1 815 991 000
Régie des alcools de l'Ontario	1 723 031 000	1 721 054 000
Ontario Power Generation Incorporated	809 000 000	136 000 000
Hydro One Incorporated	796 000 000	796 000 000
TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES	5 337 065 000	4 469 045 000

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province de l'Ontario, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) met sur pied et administre des loteries dans des casinos faisant partie de centres de villégiature, dans d'autres casinos et des salles de machines à sous. La province soumet à la consolidation le revenu net tiré des loteries de l'OLG, des casinos commerciaux, des autres casinos et des salles de machines à sous, dont 20 % des revenus de jeux bruts des casinos Caesars Windsor, Casino Niagara, Niagara Fallsview Casino Resort et Casino Rama, ainsi que de ses salles de machines à sous au Great Blue Heron Charity Casino.

En 2013-2014, le produit des loteries exploitées par l'OLG, des casinos et des salles de machines à sous a été distribué par la province de l'Ontario aux ministères et aux programmes suivants : 115 millions de dollars à la Fondation Trillium de l'Ontario pour l'octroi de subventions à des organismes de bienfaisance et sans but lucratif; 39 millions de dollars au ministère de la Santé et des Soins de longue durée aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif; 10 millions de dollars au ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport pour le soutien financier direct des athlètes ontariens de haut calibre et les possibilités améliorées d'entraînement. Le reste a été accordé au ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour le fonctionnement des hôpitaux.

En 2013-2014, les produits des casinos commerciaux de l'OLG ont été affectés par la province de l'Ontario aux secteurs prioritaires généraux du gouvernement, tels que la santé, l'éducation et l'infrastructure publique.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont générés par la vente de bière, de vin, de coolers et de spiritueux.

Hydro One Incorporated (Hydro One) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été créés dans le cadre de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus de l'OPG proviennent principalement de la vente de l'électricité produite par ses centrales. Les revenus de Hydro One proviennent surtout du transport et de la distribution d'électricité.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
AUTRES RECETTES		
Ventes et locations.....	<u>1 159 545 300</u>	<u>1 187 926 122</u>
Droits, permis et autorisations :		
Droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules.....	1 248 496 871	1 125 000 811
Autres droits et permis :		
Greffiers locaux	50 131 898	51 964 891
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	42 477 696	40 765 082
Air pur Ontario	28 244 163	27 784 039
Constitutions en société	21 630 744	22 086 798
Revenus tirés des jeux	17 568 745	18 839 928
Autres	<u>598 486 402</u>	<u>607 054 999</u>
Total des droits, permis et autorisations	<u>2 007 036 519</u>	<u>1 893 496 548</u>
Redevances :		
Red. sur les revenus bruts – Utilisation d'énergie hydraulique	118 704 628	114 215 043
Droits sur le bois de la Couronne.....	33 016 382	27 566 017
Teranet – Redevances, FIEF	33 000 000	33 000 000
Autres	<u>57 663 758</u>	<u>50 994 057</u>
Total, redevances	<u>242 384 768</u>	<u>225 775 117</u>
Recouvrement de dépenses des années précédentes	<u>788 471 658</u>	<u>677 855 242</u>
Remboursement des dépenses	<u>961 984 924</u>	<u>932 365 323</u>
Amendes et pénalités	<u>59 516 241</u>	<u>54 050 991</u>
Divers :		
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité.....	1 296 000 000	1 323 000 000
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	954 000 000	939 000 000
Réduction nette des contrats d'achat d'électricité.....	243 000 000	263 000 000
Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité	159 573 988	120 046 000
Autres	<u>460 066 181</u>	<u>204 477 726</u>
Total, divers.....	<u>3 112 640 169</u>	<u>2 849 523 726</u>
TOTAL DES AUTRES RECETTES	<u>8 331 579 579</u>	<u>7 820 993 069</u>

DÉTAILS DES RECETTES – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures et de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne.

Les droits de permis de conduire et d'immatriculation des véhicules englobent les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules servent à autoriser la circulation d'un véhicule sur la voie publique. Pour les véhicules utilitaires, les droits les plus récents varient entre 174 \$ et 4 330 \$. Les droits les plus récents pour les véhicules de tourisme et utilitaires légers pesant 3 000 kg ou moins et utilisés à des fins personnelles sont de 90 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et de 45 \$ par année dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 \$ et de 12 \$ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 \$ et de 12 \$ par année dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Le programme Air pur Ontario modernisé a été mis en œuvre le 1^{er} janvier 2013. Les droits liés à ce programme sont perçus auprès des membres du public lorsqu'ils font analyser les gaz d'échappement de leur véhicule.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément utilisation d'énergie hydraulique de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-5.

DÉTAILS DES RECETTES – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Les redevances – Droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne ou lorsque les droits sur le bois sont réservés à la Couronne par lettres patentes. Ces droits sont habituellement calculés au mètre cube selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent un minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois de 2013-2014 étaient de 0,00 \$ (sous-produits seulement), de 4,32 \$ ou de 0,59 \$ le mètre cube, selon les essences et le groupe de produits. Les droits de 0,59 \$ le mètre cube représentent les droits pour plusieurs essences sous-utilisées et tiennent compte de l'instabilité économique de l'industrie forestière. Des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés selon un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers, sont également exigés. Ces droits sont rajustés chaque mois et varient entre 0,00 \$ et 20,20 \$ le mètre cube, selon les prix du marché.

Depuis 2006, les fonds destinés à l'Inventaire des ressources forestières (IRF) sont perçus par l'entremise des droits de coupe prélevés. En 2013-2014, les droits à l'IRF étaient de 2,50 \$ ou de 0,59 \$, compte tenu des groupes d'essence et de l'utilisation finale, et ont été mis de côté dans le compte du Fonds de réserve forestier au titre des charges de l'IRF jusqu'à l'obtention d'un solde de 10 millions de dollars. Une fois le niveau de 10 millions de dollars atteint, les droits liés à l'IRF sont fixés à 0,00 \$; cela s'est produit en octobre 2013 pour cet exercice. Les droits perçus au titre de l'IRF n'ont eu aucune incidence nette sur l'industrie forestière pour ce qui est des droits de coupe, car les droits minimums sont réduits d'un montant équivalant aux droits à l'IRF lorsque les droits à l'IRF sont perçus.

Teranet – Redevances, FIEF - La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues. L'amortissement annuel se chiffre à 15 millions de dollars jusqu'en 2016-2017.

En 2010-2011, la province a négocié la prolongation de l'entente initiale avec Teranet, ce qui a donné lieu à une prolongation de 50 ans du calendrier d'amortissement initial. La somme de 1 milliard de dollars a été reçue en 2010-2011, et ce montant représente les redevances reportées qui seront amorties sur une période de 56 ans, soit de 2011-2012 à 2066-2067. L'amortissement annuel pour la prolongation est de 18 millions de dollars, pour un montant total combiné de 33 millions de dollars par année, à partir de 2011-2012 jusqu'à 2016-2017.

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées après l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois, règlements et règles.

Les revenus tirés des recouvrements liés aux contrats d'approvisionnement en électricité découlent de la revente de l'électricité et du recouvrement auprès des consommateurs d'électricité du coût de l'électricité achetée à des producteurs et des paiements versés à ceux-ci en vertu de contrats d'achat d'électricité et du coût d'autres accords d'approvisionnement conclus avec la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), le successeur légal d'Ontario Hydro.

DÉTAILS DES RECETTES – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

L'ancienne société Ontario Hydro a conclu des contrats d'approvisionnement en électricité avec des producteurs indépendants de l'Ontario. En tant que successeur légal d'Ontario Hydro depuis le 1^{er} avril 1999, la SFIEO est la société de contrepartie à ces contrats. Ceux-ci prévoyaient l'achat d'électricité à des prix qui devaient être supérieurs à ceux du marché. Par conséquent, un passif lié aux contrats d'achat d'électricité a été comptabilisé. Le 1^{er} janvier 2005, en vertu des réformes législatives du marché de l'électricité, la SFIEO a commencé à facturer les prix contractuels réels aux consommateurs et elle ne subit donc plus de pertes relativement à ces contrats d'achat d'électricité. À l'époque, le ministère des Finances prévoyait que la plus grande partie du passif serait éliminée sur une période de 12 ans, au fur et à mesure de l'expiration des contrats d'achat d'électricité existants. Par conséquent, la SFIEO amortit la majorité du passif au titre des revenus au cours de cette période. En outre, à compter du 1^{er} janvier 2009, la SFIEO a conclu un contrat de soutien avec l'Ontario Power Generation (OPG) afin que cette dernière société assure la fiabilité et la disponibilité des centrales au charbon de Lambton et Nanticoke après l'instauration d'une stratégie de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à la fin du 31 décembre 2014. En vertu de ce contrat, la SFIEO a convenu de faire en sorte que l'OPG recouvre les coûts réels d'exploitation des centrales après la mise en œuvre de cette stratégie. Tous les coûts imputés à la SFIEO en vertu de cet accord sont entièrement recouverts auprès des consommateurs. Au 31 décembre 2013, la SFIEO a déclenché une clause de résiliation anticipée du contrat en raison de la fermeture de ces usines un an plus tôt que prévu, soit à la fin de 2013. La SFIEO est autorisée à récupérer les coûts réels qui ne peuvent être raisonnablement évités ou atténués pendant la période allant de la date de fermeture anticipée jusqu'au 31 décembre 2014, ce qui correspond à la date où le contrat devait initialement prendre fin.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs d'électricité, en fonction de leur consommation. La Loi de 1998 sur l'électricité autorise l'établissement de cette redevance jusqu'à ce que la dette insurmontable résiduelle soit éliminée. Cette dette découle de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro et du secteur de l'électricité. Le 23 avril 2014, le gouvernement a annoncé qu'il avait l'intention d'éliminer la redevance de liquidation de la dette (électricité) de la facture d'électricité des consommateurs résidentiels après le 31 décembre 2015. La catégorie des taux résidentiels représente environ le tiers du volume d'électricité assujéti à la redevance, le reste du volume étant utilisé par les consommateurs commerciaux, institutionnels et industriels.

La réduction des contrats d'achat d'électricité représente effectivement l'élimination au fil du temps du passif lié à ces contrats. Le montant des variations est attribuable à la déduction des pertes estimées pour l'année en cours utilisées dans le calcul du passif antérieurement aux réformes législatives du marché de l'électricité qui ont permis d'éliminer le passif lié aux contrats d'achat d'électricité au fil du temps.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur l'électricité*. Il s'agit d'une société sans capital-actions et sans but lucratif qui fonctionne sans liens de dépendance. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE, anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité, rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. Elle dirige le fonctionnement et maintient la fiabilité du réseau d'électricité de la province, établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

	2014	2013
TOTAL DES RECETTES	115 911 272 809 \$	113 369 189 083 \$

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-16.

SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE
pour l'exercice se terminant

Ministère	Recettes fiscales	Gouvernement du Canada	Recettes des entreprises publiques	Remboursements de dépenses	Droits, permis et autorisations	Amendes et pénalités
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	435	-
Affaires civiques et Immigration	-	6 240 000	-	-	3 149 157	-
Affaires municipales et Logement	-	539 914 188	-	102 744 650	590 350	-
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales	-	70 781 491	-	72 789	845 726	-
Bureau de l'Assemblée législative	-	-	-	-	1 206	-
Bureau du Conseil des ministres	-	-	-	-	1 705	-
Bureau du directeur général des élections	-	-	-	-	-	-
Bureau du lieutenant-gouverneur	-	-	-	-	-	-
Bureau du vérificateur général	-	-	-	-	-	-
Cabinet du Premier ministre	-	-	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	1 745 550	-	-	-	1 274 879	410
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation	-	-	-	3 155	13 482	-
Éducation	-	79 347 760	-	-	865 546	-
Énergie	-	-	-	-	3 535	-
Environnement	-	-	-	129 592	44 556 656	-
Finances	79 097 543 178	19 903 554 866	4 104 095 147	145 051 623	147 498 030	609 817
Formation, Collèges et Universités	-	884 093 205	-	1 054 772	1 023 536	773 430
Infrastructure	-	-	-	1 129 582	4 809	-
Office des affaires francophones	-	1 400 000	-	-	-	-
Ombudsman Ontario	-	-	-	-	-	-
Procureur général	-	58 902 763	-	38 966 580	115 599 835	48 855 283
Richesses naturelles	-	7 307 611	-	6 926 525	6 521 939	509 655
Santé et Soins de longue durée	-	64 456 381	-	25 196 186	7 666 492	36 250
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	40 727 845	-	393 666 862	10 243 295	35
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	168 408 004	-	-	41 146	-
Services aux consommateurs	-	-	-	-	7 925 937	50
Services gouvernementaux	-	20 294	-	2 076 527	104 712 766	-
Services sociaux et communautaires	-	134 250 499	-	12 840 645	1 278 303	2 000
Tourisme, Culture et Sport	-	1 030 826	-	-	1 292 899	-
Transports	-	37 397 937	-	-	1 255 506 090	1 970 744
Travail	-	45 532	-	212 056 123	619 257	508 333
Total avant la consolidation	79 099 288 728	21 997 879 202	4 104 095 147	941 915 611	1 711 237 011	53 266 007
Redressements de consolidation et autres	866 720 090	278 740 210	1 232 969 853	20 069 313	295 799 508	6 250 234
Selon les états financiers consolidés	79 966 008 818	22 276 619 412	5 337 065 000	961 984 924	2 007 036 519	59 516 241

ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

le 31 mars 2014

Ventes et locations	Redevances	Recouvrements de dépenses des années précédentes	Divers	Total des recettes	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
12 038 000	-	3 559 232	27	15 597 694	Affaires autochtones
-	-	398 168	122	9 787 447	Affaires civiques et Immigration
226 548	-	13 761 111	44 764 852	702 001 699	Affaires municipales et Logement
22 646 916	-	12 584 184	1 922 673	108 853 779	Agriculture et Alimentation/Affaires rurales
16 905	-	456 949	1 764	476 824	Bureau de l'Assemblée législative
-	-	112 908	20	114 633	Bureau du Conseil des ministres
-	-	-	8 190	8 190	Bureau du directeur général des élections
-	-	-	-	-	- Bureau du lieutenant-gouverneur
-	-	-	-	-	- Bureau du vérificateur général
-	-	-	-	-	- Cabinet du Premier ministre
261 916	3 891 826	1 319 129	258 712	8 752 422	Développement du Nord et Mines
-	874 855	17 179 992	172 888	18 244 372	Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation
-	-	210 588 426	3 495	290 805 227	Éducation
-	-	2 143 714	117	2 147 366	Énergie
856	-	1 281 106	14 216	45 982 426	Environnement
271 771	33 000 000	272 180 478	43 571 550	103 747 376 460	Finances
-	-	63 029 202	9 359 323	959 333 468	Formation, Collèges et Universités
90 200 472	-	2 944 405	3 027 503	97 306 771	Infrastructure
-	-	7 700	11	1 407 711	Office des affaires francophones
-	-	21 172	26 631	47 803	Ombudsman Ontario
373 539	-	5 301 541	86 097 231	354 096 772	Procureur général
13 734 025	157 649 739	1 790 007	754 751	195 194 252	Richesses naturelles
12 754 435	-	637 572 598	1 294 281	748 976 623	Santé et Soins de longue durée
505 485	195 754	(5 169 680)	1 212 809	441 382 405	Sécurité communautaire et Services correctionnels
1 777	-	11 739 399	837 977	181 028 303	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	-	11 263	150	7 937 400	Services aux consommateurs
2 991 403	-	2 135 492	2 225 687	114 162 169	Services gouvernementaux
-	-	18 748 316	2 556 122	169 675 885	Services sociaux et communautaires
79 145	-	3 656 769	9 293	6 068 932	Tourisme, Culture et Sport
25 479 785	14 471	12 417 434	5 232 492	1 338 018 953	Transports
53 130	-	1 461	485 505	213 769 341	Travail
181 636 108	195 626 645	1 289 772 476	203 838 392	109 778 555 327	Total avant la consolidation
977 909 192	46 758 123	(501 300 818)	2 908 801 777	6 132 717 482	Redressements de consolidation et autres
1 159 545 300	242 384 768	788 471 658	3 112 640 169	115 911 272 809	Selon les états financiers consolidés

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	13 748 215	1 719 050	823 083	10 761 065	182 182
Affaires civiques et Immigration	25 347 646	3 654 935	1 142 410	15 012 930	625 062
Affaires municipales et Logement	37 619 158	6 158 480	1 007 890	18 633 438	1 616 572
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales	77 950 619	12 258 224	4 190 713	40 816 196	1 695 080
Bureau de l'Assemblée législative	78 847 531	18 254 160	7 593 637	33 807 768	6 111 461
Bureau du Conseil des ministres	18 244 925	2 351 989	1 000 339	3 286 263	401 590
Bureau du directeur général des élections	6 368 456	1 291 494	15 242	582 871	4 496
Bureau du lieutenant-gouverneur	810 087	86 402	36 777	168 998	81 017
Bureau du vérificateur général	9 497 610	2 146 620	190 306	3 373 406	503 521
Cabinet du Premier ministre	2 245 822	237 491	38 734	16 939	16 934
Développement du Nord et Mines	33 607 836	4 911 932	2 490 609	59 177 632	3 274 932
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation	52 160 573	7 101 257	3 385 404	51 240 411	1 282 847
Éducation	157 313 116	22 072 961	8 603 323	81 984 416	7 199 150
Énergie	18 212 826	2 250 850	632 746	11 754 506	517 562
Environnement	172 863 926	25 919 014	4 471 593	85 066 729	9 287 242
Finances	135 327 782	25 506 102	3 854 318	193 693 740	3 173 884
Formation, Collèges et Universités	94 981 131	14 743 303	4 248 899	75 421 077	1 454 921
Infrastructure	11 721 271	1 482 213	196 132	157 281 728	152 650
Office des affaires francophones	2 213 140	289 553	105 214	1 994 106	41 255
Ombudsman Ontario	7 335 780	1 614 395	355 330	1 382 506	600 089
Procureur général	703 840 424	88 333 509	27 353 620	316 016 922	15 032 803
Richesses naturelles	240 868 016	44 229 172	15 197 443	198 879 934	29 829 676
Santé et Soins de longue durée	277 995 995	48 522 115	17 696 902	197 903 749	22 175 544
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 386 235 590	203 120 313	38 352 957	354 210 916	137 062 185
Services à l'enfance et à la jeunesse	188 904 626	34 410 707	6 815 633	69 937 292	6 535 345
Services aux consommateurs	11 546 168	1 517 051	527 996	10 030 096	182 786
Services gouvernementaux	353 972 037	1 376 581 931	51 926 689	246 128 314	19 793 538
Services sociaux et communautaires	229 873 698	43 560 607	13 509 345	108 467 048	2 795 820
Tourisme, Culture et Sport	36 050 430	4 984 456	1 017 367	18 369 026	2 263 647
Transports	190 158 132	37 901 915	9 063 096	358 939 690	23 690 260
Travail	110 545 234	17 214 924	6 587 501	45 237 573	2 078 792
	4 686 407 800	2 054 427 125	232 431 248	2 769 577 285	299 662 843
Reclassification des dépenses**	257 509 081	30 311 860	4 026 168	(298 325 385)	6 478 276
Total avant la consolidation	4 943 916 881	2 084 738 985	236 457 416	2 471 251 900	306 141 119
Redressements de consolidation et autres	1 271 732 635	1 099 157 817	116 154 106	1 538 780 265	510 905 623
Selon les états financiers consolidés	6 215 649 516	3 183 896 802	352 611 522	4 010 032 165	817 046 742

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

le 31 mars 2014

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
43 075 158	4 704 700	75 013 453	-	75 013 453	Affaires autochtones
118 784 256	-	164 567 239	(60 509 248)	104 057 991	Affaires civiles et Immigration
1 179 260 719	46 348 266	1 290 644 523	(85 947 653)	1 204 696 870	Affaires municipales et Logement
729 519 037	258 524	866 688 393	146 814 666	1 013 503 059	Agriculture et Alimentation/Affaires rurales
262 000	-	144 876 557	(4 107 876)	140 768 681	Bureau de l'Assemblée législative
1 274 000	-	26 559 106	-	26 559 106	Bureau du Conseil des ministres
-	25 025 486	33 288 045	(526 347)	32 761 698	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 339 081	-	1 339 081	Bureau du lieutenant-gouverneur
68 480	-	15 779 943	(751 031)	15 028 912	Bureau du vérificateur général
-	-	2 555 920	-	2 555 920	Cabinet du Premier ministre
337 207 971	263 802 443	704 473 355	14 109 856	718 583 211	Développement du Nord et Mines
818 696 465	5 690 199	939 557 156	(67 185 730)	872 371 426	Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation
25 158 051 692	15 672 393	25 450 897 051	(1 027 823 464)	24 423 073 587	Éducation
1 042 948 524	-	1 076 317 014	241 972 229	1 318 289 243	Énergie
31 516 833	1 995 027	331 120 364	154 793 891	485 914 255	Environnement
860 140 338	10 536 771 764	11 758 467 928	1 566 288 373	13 324 756 301	Finances
7 434 237 046	56 366 814	7 681 453 191	(90 066 046)	7 591 387 145	Formation, Collèges et Universités
70 627 820	3 345 333	244 807 147	(93 238 506)	151 568 641	Infrastructure
-	-	4 643 268	-	4 643 268	Office des affaires francophones
-	-	11 288 100	(567 134)	10 720 966	Ombudsman Ontario
485 720 945	158 464 722	1 794 762 945	18 060 706	1 812 823 651	Procureur général
52 612 008	11 383 140	592 999 389	212 711 220	805 710 609	Richesses naturelles
48 343 953 498	19 325 633	48 927 573 436	(6 626 277)	48 920 947 159	Santé et Soins de longue durée
180 667 012	71 864 403	2 371 513 376	(18 935 248)	2 352 578 128	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 878 687 346	-	4 185 290 949	(106 768 625)	4 078 522 324	Services à l'enfance et à la jeunesse
564 887	-	24 368 984	-	24 368 984	Services aux consommateurs
7 038 587	41 155 484	2 096 596 580	(45 648 969)	2 050 947 611	Services gouvernementaux
9 562 939 305	57 994 667	10 019 140 490	(17 704 703)	10 001 435 787	Services sociaux et communautaires
1 113 595 007	-	1 176 279 933	497 061 269	1 673 341 202	Tourisme, Culture et Sport
2 202 403 353	777 902 949	3 600 059 395	(776 766 328)	2 823 293 067	Transports
103 735 163	1 136	285 400 323	17 103 150	302 503 473	Travail
103 757 587 450	12 098 228 883	125 898 322 634	465 742 175	126 364 064 809	
-	-	0			Reclassification des dépenses**
103 757 587 450	12 098 228 883	125 898 322 634	465 742 175	126 364 064 809	Total avant la consolidation
(6 028 370 598)	1 957 382 327				Redressements de consolidation et autres
97 729 216 852	14 055 611 210			126 364 064 809	Selon les états financiers consolidés

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2013-2014 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	13 748 215	1 719 050	823 083	10 761 065	182 182
Affaires civiles et Immigration	25 347 646	3 654 935	1 142 410	15 012 930	625 062
Affaires municipales et Logement	37 619 158	6 158 480	1 007 890	18 633 438	1 616 572
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales	77 950 619	12 258 224	4 190 713	40 816 196	1 695 080
Bureau de l'Assemblée législative	78 847 531	18 254 160	7 593 637	33 807 768	6 111 461
Bureau du Conseil des ministres	18 244 925	2 351 989	1 000 339	3 286 263	401 590
Bureau du directeur général des élections	6 368 456	1 291 494	15 242	582 871	4 496
Bureau du lieutenant-gouverneur	810 087	86 402	36 777	168 998	81 017
Bureau du vérificateur général	9 497 610	2 146 620	190 306	3 373 406	503 521
Cabinet du Premier ministre	2 245 822	237 491	38 734	16 939	16 934
Développement du Nord et Mines	33 607 836	4 911 932	2 487 347	27 082 761	2 271 420
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation	52 160 573	7 101 257	3 385 404	51 240 411	1 282 847
Éducation	157 313 116	22 072 961	8 603 323	81 984 416	7 199 150
Énergie	18 212 826	2 250 850	632 746	11 754 506	517 562
Environnement	172 863 926	25 919 014	4 471 593	85 066 729	9 287 242
Finances	135 327 782	25 506 102	3 854 318	193 693 740	3 173 884
Formation, Collèges et Universités	94 981 131	14 743 303	4 248 899	75 421 077	1 454 921
Infrastructure	11 721 271	1 482 213	196 132	56 804 388	152 650
Office des affaires francophones	2 213 140	289 553	105 214	1 994 106	41 255
Ombudsman Ontario	7 335 780	1 614 395	355 330	1 382 506	600 089
Procureur général	703 840 424	88 333 509	27 353 620	316 016 922	15 032 803
Richesses naturelles	240 868 016	44 229 172	14 053 910	165 911 731	20 815 845
Santé et Soins de longue durée	277 995 995	48 522 115	17 696 902	197 903 749	22 175 544
Sécurité communautaire et Services correctionnels	1 386 235 590	203 120 313	38 352 957	330 943 109	137 062 185
Services à l'enfance et à la jeunesse	188 904 626	34 410 707	6 815 633	69 937 292	6 535 345
Services aux consommateurs	11 546 168	1 517 051	527 996	10 030 096	182 786
Services gouvernementaux	353 972 037	1 376 581 931	51 926 689	221 769 011	19 793 538
Services sociaux et communautaires	229 873 698	43 560 607	13 509 345	108 467 048	2 795 820
Tourisme, Culture et Sport	36 050 430	4 984 456	1 017 367	14 008 916	1 787 125
Transports	189 041 339	37 779 514	8 986 734	344 128 118	20 496 709
Travail	110 545 234	17 214 924	6 587 501	45 237 573	2 078 792
	4 685 291 007	2 054 304 724	231 208 091	2 537 238 079	285 975 427
Reclassification des dépenses**	257 509 081	30 311 860	4 026 168	(298 325 385)	6 478 276
Total avant la consolidation	4 942 800 088	2 084 616 584	235 234 259	2 238 912 694	292 453 703

* On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

** Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Vérification interne de l'Ontario (ministère des Finances), Services d'information et de technologie de l'information (ministères de l'Éducation et des Transports), et Services d'information et de technologie de l'information, Services communs de l'Ontario, Groupement des services pour la fonction publique et Groupement des services gouvernementaux (ministère des Services gouvernementaux).

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

le 31 mars 2014

Paiements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
33 144 110	-	60 377 705	-	60 377 705	Affaires autochtones
118 784 256	-	164 567 239	(60 509 248)	104 057 991	Affaires civiles et Immigration
1 040 125 511	43 223 811	1 148 384 860	(84 153 472)	1 064 231 388	Affaires municipales et Logement
507 869 761	258 524	645 039 117	157 859 908	802 899 025	Agriculture et Alimentation/Affaires rurales
262 000	-	144 876 557	(4 107 876)	140 768 681	Bureau de l'Assemblée législative
1 274 000	-	26 559 106	-	26 559 106	Bureau du Conseil des ministres
-	25 025 486	33 288 045	(526 347)	32 761 698	Bureau du directeur général des élections
-	155 800	1 339 081	-	1 339 081	Bureau du lieutenant-gouverneur
68 480	-	15 779 943	(751 031)	15 028 912	Bureau du vérificateur général
-	-	2 555 920	-	2 555 920	Cabinet du Premier ministre
222 598 960	234 657	293 194 913	35 008 772	328 203 685	Développement du Nord et Mines
738 196 465	5 690 199	859 057 156	(49 763 180)	809 293 976	Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation
23 956 216 026	-	24 233 388 992	(503 111 864)	23 730 277 128	Éducation
1 042 948 524	-	1 076 317 014	219 419 955	1 295 736 969	Énergie
29 506 833	2 748	327 118 085	151 697 891	478 815 976	Environnement
860 140 338	10 534 134 155	11 755 830 319	1 562 971 682	13 318 802 001	Finances
7 220 564 299	54 814 940	7 466 228 570	(248 086 441)	7 218 142 129	Formation, Collèges et Universités
97 250	3 345 333	73 799 237	16 726 728	90 525 965	Infrastructure
-	-	4 643 268	-	4 643 268	Office des affaires francophones
-	-	11 288 100	(567 134)	10 720 966	Ombudsman Ontario
485 720 945	94 328 064	1 730 626 287	16 142 906	1 746 769 193	Procureur général
50 137 856	1 491 032	537 507 562	212 557 036	750 064 598	Richesses naturelles
47 419 942 390	910 000	47 985 146 695	(381 189 056)	47 603 957 639	Santé et Soins de longue durée
180 667 012	14 500 297	2 290 881 463	(18 935 248)	2 271 946 215	Sécurité communautaire et Services correctionnels
3 851 967 085	-	4 158 570 688	(104 083 713)	4 054 486 975	Services à l'enfance et à la jeunesse
564 887	-	24 368 984	-	24 368 984	Services aux consommateurs
7 038 587	33 162 719	2 064 244 512	(45 648 969)	2 018 595 543	Services gouvernementaux
9 551 185 091	50 061 474	9 999 453 083	(17 704 703)	9 981 748 380	Services sociaux et communautaires
1 072 390 193	-	1 130 238 487	462 310 880	1 592 549 367	Tourisme, Culture et Sport
178 741 751	3 082 313	782 256 478	774 142 701	1 556 399 179	Transports
103 403 930	1 136	285 069 090	17 103 150	302 172 240	Travail
98 673 556 540	10 864 422 688	119 331 996 556	2 106 803 327	121 438 799 883	
-	-	0			Reclassification des dépenses**
98 673 556 540	10 864 422 688	119 331 996 556	2 106 803 327	121 438 799 883	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2013-2014 a été publié.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET
pour l'exercice se terminant

Ministère	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services	Fournitures et matériel
	\$	\$	\$	\$	\$
Affaires autochtones	-	-	-	-	-
Affaires civiques et Immigration	-	-	-	-	-
Affaires municipales et Logement	-	-	-	-	-
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales	-	-	-	-	-
Développement du Nord et Mines	-	-	3 262	32 094 871	1 003 512
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation	-	-	-	-	-
Éducation	-	-	-	-	-
Énergie	-	-	-	-	-
Environnement	-	-	-	-	-
Finances	-	-	-	-	-
Formation, Collèges et Universités	-	-	-	-	-
Infrastructure	-	-	-	100 477 340	-
Procureur général	-	-	-	-	-
Richesses naturelles	-	-	1 143 533	32 968 203	9 013 831
Santé et Soins de longue durée	-	-	-	-	-
Sécurité communautaire et Services correctionnels	-	-	-	23 267 807	-
Services à l'enfance et à la jeunesse	-	-	-	-	-
Services aux consommateurs	-	-	-	-	-
Services gouvernementaux	-	-	-	24 359 303	-
Services sociaux et communautaires	-	-	-	-	-
Tourisme, Culture et Sport	-	-	-	4 360 110	476 522
Transports	1 116 793	122 401	76 362	14 811 572	3 193 551
Travail	-	-	-	-	-
Total avant la consolidation	1 116 793	122 401	1 223 157	232 339 206	13 687 416

*On trouvera (p. iv-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.

Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

le 31 mars 2014

Paielements de transfert	Autres opérations	Total avant la consolidation ¹	Redressements de consolidation et autres	Selon les états financiers consolidés	Ministère
\$	\$	\$	\$	\$	
9 931 048	4 704 700	14 635 748	-	14 635 748	Affaires autochtones
-	-	-	-	-	Affaires civiles et Immigration
139 135 208	3 124 455	142 259 663	(1 794 181)	140 465 482	Affaires municipales et Logement
221 649 276	-	221 649 276	(11 045 242)	210 604 034	Agriculture et Alimentation/Affaires rurales
114 609 011	263 567 786	411 278 442	(20 898 916)	390 379 526	Développement du Nord et Mines
80 500 000	-	80 500 000	(17 422 550)	63 077 450	Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation
1 201 835 666	15 672 393	1 217 508 059	(524 711 600)	692 796 459	Éducation
-	-	-	22 552 274	22 552 274	Énergie
2 010 000	1 992 279	4 002 279	3 096 000	7 098 279	Environnement
-	2 637 609	2 637 609	3 316 691	5 954 300	Finances
213 672 747	1 551 874	215 224 621	158 020 395	373 245 016	Formation, Collèges et Universités
70 530 570	-	171 007 910	(109 965 234)	61 042 676	Infrastructure
-	64 136 658	64 136 658	1 917 800	66 054 458	Procureur général
2 474 152	9 892 108	55 491 827	154 184	55 646 011	Richesses naturelles
924 011 108	18 415 633	942 426 741	374 562 779	1 316 989 520	Santé et Soins de longue durée
-	57 364 106	80 631 913	-	80 631 913	Sécurité communautaire et Services correctionnels
26 720 261	-	26 720 261	(2 684 912)	24 035 349	Services à l'enfance et à la jeunesse
-	-	-	-	-	Services aux consommateurs
-	7 992 765	32 352 068	-	32 352 068	Services gouvernementaux
11 754 214	7 933 193	19 687 407	-	19 687 407	Services sociaux et communautaires
41 204 814	-	46 041 446	34 750 389	80 791 835	Tourisme, Culture et Sport
2 023 661 602	774 820 636	2 817 802 917	(1 550 909 029)	1 266 893 888	Transports
331 233	-	331 233	-	331 233	Travail
5 084 030 910	1 233 806 195	6 566 326 078	(1 641 061 152)	4 925 264 926	Total avant la consolidation

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2013-2014 a été publié.

FONDS ONTARIEN D'INITIATIVE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

Pour l'exercice se terminant le 31 mars	2014	2013
Fonds ontarien d'initiative		
Contribution d'ontariens ¹	144 766 \$	144 766 \$
	144 766 \$	144 766 \$

1. Représente les fonds versés à la province de l'Ontario pour la réduction du déficit et de la dette.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'AMÉNAGEMENT DU LOGEMENT AXÉ SUR LE BIEN-ÊTRE**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Crédit d'impôt pour l'exercice terminé le 31 mars 2013:

Estimation des dépenses 125 000 000 \$

Estimation du coût réel* 14 700 000 \$

La *Loi de 2007* sur les impôts exige que le ministre des Finances compare le coût prévu du crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être au coût réel.

Le coût de ce crédit est inférieur à ce qui avait été estimé initialement parce qu'il y a moins de demandes d'obtention du crédit que ce à quoi on s'attendait.

*Ce n'est que dans la Déclaration de revenus et de prestations de 2012 que les contribuables ont commencé à demander le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être pour leurs dépenses admissibles. À l'heure actuelle, l'Ontario ne dispose de renseignements exacts et raisonnablement complets sur le coût réel du crédit que pour 2012. Le coût de ce crédit en 2012-2013 englobe une portion des crédits pour l'année d'imposition 2013. Le coût réel définitif ne sera pas disponible avant que l'Agence du revenu du Canada n'ait reçu et traité toutes les déclarations de revenus pour les années d'imposition 2012 et 2013.

section 2

**États financiers des
ministères**

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-2
AFFAIRES AUTOCHTONES.....	2-3
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-4
ÉTAT DES RECETTES	2-5

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

62 050 725	Ministère des Affaires autochtones	60 822 114	60 377 705
62 050 725 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	60 822 114 =====	60 377 705 =====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

2 829 024	Ministère des Affaires autochtones	14 642 300	14 635 748
2 829 024 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	14 642 300 =====	14 635 748 =====

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés				Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total		
	\$	\$	\$		\$
2001					
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES		
4	10 715 300	218 500	10 933 800	Administration du ministère	10 849 269
1	50 884 500	(1 064 600)	49 819 900	Affaires autochtones	49 477 125
2	2 000	2 400	4 400	Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale.....	2 010
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DU MINISTÈRE	
	61 665 814	(843 700)	60 822 114	DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....	60 377 705
	=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
3	3 001 000	11 641 300	14 642 300	Ministère des Affaires autochtones.....	14 635 748
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
				- PROGRAMME DU MINISTÈRE	
	3 001 000	11 641 300	14 642 300	DES AFFAIRES AUTOCHTONES	14 635 748
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le mandat du ministère des Affaires autochtones repose sur quatre grandes stratégies : établir des partenariats plus vastes et plus solides avec les Autochtones; diriger la planification des priorités et des politiques stratégiques; régler les revendications territoriales et s'occuper des questions liées aux droits; coordonner les questions autochtones au sein de la fonction publique de l'Ontario (FPO).

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME DU MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES – CRÉDIT 2001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)		
Administration du ministère (Poste 4)			Paielements de transfert		
Traitements et salaires	4 217 572		Règlements des		
Avantages sociaux	501 152		revendications territoriales	2 010	
Transports et communications.....	315 231			-----	
Services	5 724 252			2 010	
Fournitures et matériel	91 062			-----	
	-----		Crédits législatifs		
	10 849 269		Traitement versé au ministre		
Affaires autochtones (Poste 1)			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		
Traitements et salaires	9 481 342			49 301	
Avantages sociaux	1 217 898			-----	
Transports et communications.....	507 852			49 301	
Services	5 036 813			-----	
Fournitures et matériel	91 120		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Paielements de transfert			PROGRAMME DU MINISTÈRE		
Fonds de participation	5 647 871		DES AFFAIRES AUTOCHTONES.....		
Soutien au fonds de				60 377 705	
négociations communautaires..	3 150 000			=====	
Soutien au fonds de négociations			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
avec les Algonquins	1 741 733		Affaires autochtones (Poste 3)		
Négociations sur les revendications			Paielements de transfert		
territoriales des Six-Nations ..	180 232		Programme de subventions		
Les Chefs de l'Ontario.....	247 100		d'immobilisations de la		
Ontario Native Women's			communauté autochtone ...		
Association	371 700		Règlements négociés.....		
Ontario Federation of				2 597 748	
Indian Friendship Centres	446 100			7 333 300	
Métis Nation of Ontario.....	200 000			-----	
Fonds pour cas d'invalidité dus au				9 931 048	
mercure dans les bandes de			Autres opérations		
Grassy Narrows			Perte due à l'aliénation des actifs.....		
et d'Islington.....	1 104 000			4 704 700	
Stratégie pour les Autochtones				-----	
vivant en milieu urbain	500 000			14 635 748	
Fonds pour la participation à				-----	
l'élaboration des politiques....	2 255 631		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Fonds pour les			PROGRAMME DU MINISTÈRE		
nouvelles relations	14 297 733		DES AFFAIRES AUTOCHTONES		
Fonds de développement				14 635 748	
économique des Métis	3 000 000			=====	
	-----	33 142 100			

		49 477 125			

MINISTÈRE DES AFFAIRES AUTOCHTONES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de demande – Accès à l'information	360	315
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> <i>et la protection de la vie privée</i>	40	1 338
Frais pour chèques refusés.....	35	0
	-----	-----
	435	1 653
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Gain due à l'aliénation des actifs.....	12 038 000	0
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 559 232	1 262 312
	-----	-----
DIVERS.....	27	7
	-----	-----
TOTAL RECETTES DU MINISTÈRE	15 597 694	1 263 972
	=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-8
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-9
AFFAIRES CIVIQUES ET IMMIGRATION	2-11
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO	2-13
SERVICES RÉGIONAUX	2-15
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-10
ÉTAT DES RECETTES	2-17

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

18 943 660	Administration du ministère	19 100 587	18 914 527
139 547 693	Affaires civiles et immigration	121 123 700	121 112 552
17 696 284	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	18 078 000	17 992 461
6 350 591	Services régionaux	6 547 700	6 547 699
182 538 228	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	164 849 987	164 567 239
=====		=====	=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

0	Administration du ministère	2 000	0
0	Services régionaux	2 000	0
0	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	4 000	0
=====		=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

0	Administration du ministère	1 000	0
0	Services régionaux	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	18 095 700	924 700	19 020 400	Administration du ministère 18 855 874
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 9 352
	18 175 887	924 700	19 100 587	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 18 914 527
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant des conseils stratégiques et des services de soutien essentiels (communications, ressources humaines, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques et planification et affectation des ressources, etc.). Le programme offre des services généraux à deux ministères (Affaires civiles et Immigration, Tourisme, Culture et Sport).

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	2 415 969	
Traitements et salaires	7 686 335		Avantages sociaux	279 834	
Avantages sociaux	994 325		Transports et communications	51 461	
Transports et communications	264 685		Services	464 219	
Services	9 656 813		Fournitures et matériel	53 747	
Fournitures et matériel	253 716			-----	3 265 230
	-----				-----
	18 855 874		<i>Analyse et planification</i>		
	-----		Traitements et salaires	550 962	
<i>Bureau principal</i>			Avantages sociaux	61 573	
Traitements et salaires	1 371 074		Transports et communications	5 824	
Avantages sociaux	168 741		Services	5 411	
Transports et communications	101 904		Fournitures et matériel	5 925	
Services	122 543			-----	629 695
Fournitures et matériel	34 042				-----
	-----	1 798 304	<i>Services juridiques</i>		
	-----	-----	Transports et communications	12 134	
<i>Services financiers et administratifs</i>			Services	1 992 687	
Traitements et salaires	2 205 585		Fournitures et matériel	66 614	
Avantages sociaux	293 198			-----	2 071 435
Transports et communications	73 980				-----
Services	4 317 910		<i>Systèmes informatiques</i>		
Fournitures et matériel	76 085		Transports et communications	3 802	
	-----	6 966 758	Services	2 726 079	
	-----	-----		-----	2 729 881

<i>Ressources humaines</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	1 142 745		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	190 979		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Transports et communications	15 580		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services	27 964		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		9 352
Fournitures et matériel	17 303				-----
	-----	1 394 571			58 653
	-----	-----			-----
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
			18 914 527		
			=====		

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	118 251 200	2 872 500	121 123 700	Affaires civiles et immigration 121 112 552
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES AFFAIRES
				CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION..... 121 112 552
	118 251 200	2 872 500	121 123 700	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Division des affaires civiles et de l'immigration est responsable de l'immigration, du secteur bénévole et sans but lucratif et des prix et distinctions. La Division œuvre pour que les immigrants puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province, pour que les bénévoles et leurs organismes puissent contribuer pleinement au tissu socio-économique des collectivités de l'Ontario et pour que soient reconnus les particuliers qui ont fait des contributions extraordinaires dans leurs communautés.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION – CRÉDIT 602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Affaires civiles et immigration (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 377 473
Avantages sociaux		1 590 187
Transports et communications.....		479 552
Services		4 819 149
Fournitures et matériel		241 796
Paievements de transfert		
Cours de langues	60 582 155	
Formation en milieu de travail	29 955 792	
Subventions pour l'établissement et l'intégration	9 332 115	
Initiatives de bénévolat	3 732 782	
Subventions versées pour le compte d'autres ministres	1 551	
	-----	103 604 395

		121 112 552

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION.....		121 112 552
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

603
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO**

1	18 356 200	(278 200)	18 078 000	Direction générale de la condition féminine de l'Ontario	17 992 461
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DE LA DIRECTION	
				GÉNÉRALE DE LA CONDITION	
				FÉMININE DE L'ONTARIO.....	17 992 461
	18 356 200	(278 200)	18 078 000		=====
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à promouvoir l'égalité des femmes, à faire avancer la sécurité économique des femmes et à prévenir la violence à l'égard des femmes.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA
CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 603Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires		1 982 012
Avantages sociaux		305 152
Transports et communications.....		75 550
Services		426 176
Fournitures et matériel		23 710
Paielements de transfert		
Initiatives de prévention de la violence	8 402 211	
Initiatives de promotion de l'autonomie financière.....	6 777 650	
	-----	15 179 861

		17 992 461

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA DIRECTION		
GÉNÉRALE DE LA CONDITION		
FÉMININE DE L'ONTARIO		17 992 461
		=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
605	PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	6 710 700	(163 000)	6 547 700	Services régionaux 6 547 699
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX..... 6 547 699
	6 710 700	(163 000)	6 547 700	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Services régionaux 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX..... 0
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Services régionaux 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DES
				SERVICES RÉGIONAUX..... 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Les Services régionaux dispensent à l'échelon local et régional des programmes et services aux clients afin de soutenir le ministère des Affaires civiles et de l'Immigration et le ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX – CRÉDIT 605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services régionaux (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 243 172
Avantages sociaux	765 271
Transports et communications.....	321 794
Services	111 622
Fournitures et matériel	105 840

	6 547 699

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
SERVICES RÉGIONAUX	6 547 699
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme de formation relais	6 240 000	10 000 000
Accord d'immigration.....	0	2 006 462
	<u>6 240 000</u>	<u>12 006 462</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	 <u>3 149 157</u>	 <u>2 767 847</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 <u>398 168</u>	 <u>439 926</u>
 DIVERS.....	 <u>122</u>	 <u>2 000 129</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 <u>9 787 447</u>	 <u>17 214 364</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-20
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-21
SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	2-23
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT	2-25
LOGEMENT ABORDABLE.....	2-27
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-22, 2-26
ÉTAT DES RECETTES.....	2-29
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-30

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
24 528 494	Administration du ministère	24 108 787	23 328 451
50 054 015	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	216 882 000	215 809 775
14 105 157	Administrations locales et politiques d'aménagement	11 821 000*	65 324 204
885 820 928	Logement abordable	844 013 900	843 922 430
974 508 594	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 096 825 687	1 148 384 860
=====		=====	=====

*Les crédits ne comprennent pas les crédits législatifs pour le prêt de Toronto, conformément à la présentation des Comptes publics.

CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	3 301 000	3 124 455
15 273 200	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	14 955 000	13 685 563
0	Administrations locales et politiques d'aménagement	1 000	0
123 913 293	Logement abordable	125 723 600	125 449 645
139 186 493	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	143 980 600	142 259 663
=====		=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS			
0	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	1 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	26 384 100	(2 355 500)	24 028 600	Administration du ministère 23 262 664
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 166
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 621
	<u>26 464 287</u>	<u>(2 355 500)</u>	<u>24 108 787</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 23 328 451
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000	3 300 000	3 301 000	Administration du ministère – immobilisations 3 124 455
	<u>1 000</u>	<u>3 300 000</u>	<u>3 301 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 3 124 455
				=====

Description du programme :

Les objectifs de ce programme sont les suivants : orienter, diriger, coordonner et contrôler l'ensemble des obligations des organismes centraux et des programmes organisationnels et activités du ministère; fournir du soutien efficace en communication et dans la gestion des dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services et conseils juridiques, des services de planification des activités et des ressources, des services ministériels de gestion des situations d'urgence et de la sécurité, du soutien en gestion du risque et en gestion de la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, des normes de service et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation des ressources humaines et financières, des ressources en gestion de l'information et en technologie de l'information et des biens matériels du ministère. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel au ministère.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Transports et communications	21 153	
Traitements et salaires	9 567 785		Services	4 859 984	
Avantages sociaux	1 556 167		Fournitures et matériel	79 846	
Transports et communications.....	221 318				4 960 983
Services	10 699 595				
Fournitures et matériel	1 217 799		<i>Services de vérification</i>		
			Services	1 002 896	
	23 262 664				1 002 896
<i>Bureau principal</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires	1 758 608		Avantages sociaux	6 435	
Avantages sociaux	229 844		Transports et communications	8 961	
Transports et communications.....	89 210		Services	3 167 869	
Services	51 137		Fournitures et matériel	347	
Fournitures et matériel	31 810				3 183 612
		2 160 609			
<i>Services de communication</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	2 179 141		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	490 327		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 166
Transports et communications.....	42 475		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services	262 255		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 621
Fournitures et matériel	22 867				65 787
		2 997 065			
<i>Services financiers et administratifs</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	4 355 672		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Avantages sociaux	670 733				23 328 451
Transports et communications.....	50 135				=====
Services	1 302 741		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Fournitures et matériel	1 067 379		Administration du ministère – immobilisations (Poste 2)		
		7 446 660	Autres opérations	3 124 455	
					3 124 455
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Traitements et salaires	1 274 364		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Avantages sociaux	158 828				3 124 455
Transports et communications.....	9 384				=====
Services	52 713				
Fournitures et matériel	15 550				
		1 510 839			

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1902 SERVICES AUX MUNICIPALITÉS ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
4	23 032 000	193 850 000	216 882 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 215 809 775
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 215 809 775
	23 032 000	193 850 000	216 882 000	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	3 003 000	11 950 000	14 953 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 13 685 563
8	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 13 685 563
	3 005 000	11 950 000	14 955 000	
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
7	1 000		1 000	Services aux municipalités et réglementation du bâtiment 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES SERVICES
				AUX MUNICIPALITÉS ET
				RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est la principale interface du ministère avec les clients municipaux responsables de la prestation des services et de la mise en œuvre des programmes se rattachant aux activités essentielles liées aux services aux municipalités et à la réglementation du bâtiment. Il est aussi le principal point de contact de la province avec le secteur de la construction relativement aux questions liées au Code du bâtiment de l'Ontario. Ses grandes priorités sont les suivantes : superviser la mise en œuvre de la *Loi sur les municipalités*, de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, de la *Loi sur les services de logement*, de la *Loi sur le code du bâtiment ainsi que de la législation*, des politiques et des programmes connexes; renforcer les capacités municipales afin d'atteindre la viabilité financière, la prospérité et la résilience; diriger le système à guichet unique de la province pour l'aménagement du territoire et aider les municipalités à exercer tous leurs pouvoirs en matière d'aménagement; soutenir et coordonner la prestation de services d'éducation et de formation aux clients municipaux. Ce programme soutient également les principales initiatives gouvernementales comme l'énergie renouvelable, la conservation de l'eau, la protection des sources d'eau et l'accès facile dans le milieu bâti. Il administre de nombreux programmes de paiements de transfert, en particulier les programmes provinciaux d'aide en cas de catastrophe, et il gère le Programme de gestion des situations d'urgence mis sur pied en vertu d'un décret.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 4)			Services aux municipalités et réglementation du bâtiment (Poste 3)		
Traitements et salaires	13 296 048		Paiements de transfert		
Avantages sociaux	2 256 285		Projets prioritaires pour les		
Transports et communications.....	497 150		municipalités et les organisations		
Services	3 626 091		municipales	3 000 000	
Fournitures et matériel	232 877		Aide aux municipalités en		
Paiements de transfert			cas de catastrophes.....	10 685 563	
Secours aux victimes					13 685 563
de catastrophes	2 164 585				
Aide aux municipalités					13 685 563
en cas de catastrophes	1 662 339				
Paiements en vertu de la Loi					
sur les subventions tenant lieu					
d'impôt aux municipalités	65 891 306		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Impôts sur les propriétés			PROGRAMME DES SERVICES		
provinciales louées en vertu de la			AUX MUNICIPALITÉS ET		
Loi sur les subventions tenant lieu			RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT	13 685 563	
d'impôt aux municipalités..	9 545 049				
Aide au Conseil de la zone					
de développement					
de Moosonee	1 146 000				
Subventions pour le développement					
des capacités et du leadership à					
l'intention des municipalités et des					
organisations municipales.	300 000				
Projets prioritaires pour les					
municipalités et les organisations					
municipales	278 400				
Aide aux conseils					
d'aménagement	350 000				
Aide ponctuelle aux sinistrés de					
la tempête de verglas.....	190 000 000				
		271 337 679			
		291 246 130			
Moins : Recouvrements.....		75 436 355			
		215 809 775			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES SERVICES					
AUX MUNICIPALITÉS ET					
RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT.....	215 809 775				

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1903				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT
7	11 971 000	(150 000)	11 821 000	Administrations locales et politiques d'aménagement 11 475 393
L	0		0*	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 43 223 811
L	0		0*	Remise du prêt de Toronto, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 10 625 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- ADMINISTRATIONS LOCALES ET
				POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT 65 324 204
	11 971 000	(150 000)	11 821 000	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	1 000		1 000	Administrations locales et politiques d'aménagement - immobilisations 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- ADMINISTRATIONS LOCALES ET
				POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

L'objectif de ce programme est d'avoir des communautés bien planifiées, sécuritaires, dynamiques, durables et saines qui offrent une meilleure qualité de vie et alimentent la prospérité économique. Le programme des administrations locales et des politiques d'aménagement contribue à un cadre stratégique, administratif et législatif à long terme qui améliore la qualité et l'efficacité des administrations locales, renforce la protection de l'environnement, la gestion de la croissance, la conservation des espaces verts et une croissance et résilience économiques saines, fournit des outils permettant d'améliorer la prestation de services à l'échelon local, de réduire les coûts, d'atteindre la viabilité financière et d'améliorer la reddition des comptes aux contribuables, et bâtit et entretient des partenariats efficaces avec les principales associations municipales et professionnelles, les municipalités, les Autochtones et les autres ministères et administrations. Tout ce travail est guidé par une approche fondée sur les partenariats et par une consultation et une participation réelles des intervenants et des municipalités.

*Les crédits ne comprennent pas les crédits législatifs pour le prêt de Toronto, conformément à la présentation des Comptes publics.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ADMINISTRATIONS LOCALES ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT – CRÉDIT 1903

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administrations locales et politiques d'aménagement (Poste 7)	
Traitements et salaires	7 779 676
Avantages sociaux	1 190 670
Transports et communications.....	113 044
Services	2 331 735
Fournitures et matériel	60 268

	11 475 393

Crédits législatifs	
Paiements de transfert	
Toronto Loan Remission,	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	10 625 000
Autres opérations	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>	
<i>l'administration financière</i>	43 223 811

	53 848 811

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
ADMINISTRATIONS LOCALES	
ET POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT.....	65 324 204
	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1904
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE

2	848 266 100	(6 135 700)	842 130 400	Logement social et logement à but lucratif	842 105 598
3	1 533 500	350 000	1 883 500	Location à usage d'habitation	1 816 832
	<u>849 799 600</u>	<u>(5 785 700)</u>	<u>844 013 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	<u>843 922 430</u>
	=====	=====	=====		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

4	125 523 600	200 000	125 723 600	Logement abordable – immobilisations.....	125 449 645
	<u>125 523 600</u>	<u>200 000</u>	<u>125 723 600</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	<u>125 449 645</u>
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Ce programme a pour objectifs d'honorer les engagements du gouvernement en matière de logement abordable et de prévention de l'itinérance, de créer un cadre réglementaire qui protège les locataires et les locateurs et encourage un niveau d'entretien et d'investissement adéquat dans le secteur du logement locatif, et de soutenir les municipalités, les fournisseurs de logements et autres intervenants indépendants afin de les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement. Pour atteindre ces objectifs, le programme offre un éventail complet de services : élaboration de politiques, conception de programmes, conformité de la prestation, règlement des plaintes et financement de programmes à l'intention des promoteurs de logements sociaux et abordables.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE – CRÉDIT 1904

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Location à usage d'habitation (Poste 3)		
Logement social et logement à but lucratif (Poste 2)			Traitements et salaires	1 243 292	
Traitements et salaires	8 578 356		Avantages sociaux	193 789	
Avantages sociaux	1 325 986		Transports et communications	49 650	
Transports et communications	186 614		Services	318 018	
Services	2 823 441		Fournitures et matériel	12 083	
Fournitures et matériel	117 205				
Paiements de transfert					1 816 832
Paievements aux gestionnaires des services, y compris pour les activités sans but lucratif offertes dans les territoires non érigés en municipalité	442 482 282				
Paiements à la Société ontarienne d'hypothèques et de logement	91 989 768		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	843 922 430	=====
Programme de logement en milieu rural et autochtone	7 573 400		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programme de prévention de l'itinérance	246 738 641		Logement abordable – immobilisations (Poste 4)		
Investissement dans le logement abordable – Supplément au loyer – contribution provincial	6 418 136		Paiements de transfert		
Investissement dans le logement abordable – Supplément au loyer - contribution fédéral	6 845 216		Dépenses en immobilisations – Société ontarienne d'hypothèques et de logement	1 794 181	
Investissement dans le logement abordable – Allocation de logement - contribution provincial	15 848 569		Investissement dans le programme de logement abordable – contribution du gouvernement fédéral	57 690 262	
Investissement dans le logement abordable – Allocation de logement - contribution fédéral	16 903 176		Investissement dans le programme de logement abordable – contribution du gouvernement provinciale	51 770 446	
		834 799 188	Programme de logement abordable – contribution du gouvernement provinciale ...	14 194 756	
		847 830 790			125 449 645
Moins : Recouvrements	5 725 192				125 449 645
		842 105 598	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE	125 449 645	=====

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs (S.C.H.L.)	459 421 576	467 099 446
Accord de logement à prix abordable (S.C.H.L.)	57 690 262	55 655 030
Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs	146 809	81 229
Autres	22 655 541	30 432 316
	<u>539 914 188</u>	<u>553 268 021</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO	92 229 761	93 830 063
Intérêt sur la dette publique	10 192 700	10 431 738
Remboursement – SDLO – prêts pour le logement étudiant et intérêts	213 893	213 893
Rénovation urbaine	46 558	46 558
Programme de rénovation des logements de l'Ontario – Municipalités	40 482	84 326
Syndicat/Association	21 256	7 160
	<u>102 744 650</u>	<u>104 613 738</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits – Qualification code du bâtiment droits prévus dans les règlements	438 597	377 249
Droits – Formation adm. code du bâtiment	68 645	70 344
Droits relatifs aux autorisations d'aménagement	59 050	42 758
Évaluation de matériaux de construction	12 348	3 221
Droits d'entretien et liés aux normes	11 710	17 305
Frais pour chèques refusés	0	35
	<u>590 350</u>	<u>510 912</u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Conversion de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	130 150	161 820
Recettes de bails – Société d'hypothèques de l'Ontario	49 790	50 992
Société de logement de l'Ontario – Hypothèque différée	46 608	36 271
	<u>226 548</u>	<u>249 083</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>13 761 111</u>	<u>517 601</u>

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
DIVERS		
Intérêts gagnés sur prêts	43 224 906	1 576
Pénalités – intérêts.....	3 694	1 143
Autres.....	1 536 252	921 879
	44 764 852	924 598
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	702 001 699	660 083 953
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
Crédits d'impôts pour les municipalités et les écoles	13 525	18 209
<i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	4 956	7 058
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	18 481	25 267
	=====	=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-32
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-33
AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT	2-35
SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	2-37
ÉLABORATION DES POLITIQUES	2-41
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-34, 2-36, 2-39
ÉTAT DES RECETTES	2-43
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-43

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
23 427 834	Administration du ministère	25 911 314	25 355 395
85 280 275	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	77 764 700	77 013 692
509 042 934	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	530 854 600	528 216 040
15 304 291	Élaboration des politiques	14 945 200	14 453 990
633 055 334 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	649 475 814 =====	645 039 117 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	300 000	0
4 563 500	Amélioration de la santé publique et de l'environnement	12 300 000	3 608 600
0	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	305 000	0
4 563 500 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	12 905 000 =====	3 608 600 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
289 664	Administration du ministère	1 000	0
194 010 408	Secteurs dynamiques de l'agriculture, de l'alimentation et des bioproduits et collectivités rurales fortes	225 872 800	221 649 276
194 300 072 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	225 873 800 =====	221 649 276 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
1 102 827	Administration du ministère	0	0
1 102 827 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	0 =====	0 =====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	23 852 600	1 994 700	25 847 300	Administration du ministère..... 25 289 427
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>23 916 614</u>	<u>1 994 700</u>	<u>25 911 314</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 25 355 395
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Administration du ministère..... 0
	<u>300 000</u>		<u>300 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> . 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme :

La stratégie menée dans le cadre de ce crédit consiste à fournir une orientation de haut niveau et des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Elle vise à offrir du leadership dans l'harmonisation de la planification et de la gestion de l'effectif avec la stratégie opérationnelle, ainsi que dans la planification financière, le contrôle financier, l'évaluation des programmes, la gestion des revenus, l'évaluation du risque et la mesure du rendement, les services opérationnels et la gestion des installations, l'accès à l'information et la protection de la vie privée, la gestion des dossiers, les initiatives de promotion de la diversité et de la qualité des services et l'intervention dans des situations d'urgence. La stratégie menée dans le cadre de ce crédit assure également le lien avec les organismes centraux et les groupements au nom du ministère afin de garantir la transparence et la responsabilisation par la gestion des liens avec les Services communs de l'Ontario, Vérification interne Ontario et le Groupement ITI pour les terres et les ressources, RHOntario et les Services en français.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 101

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Ressources humaines</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	2 216 850	
Traitements et salaires	14 371 883		Avantages sociaux	297 220	
Avantages sociaux	2 687 532		Transports et communications	29 953	
Transports et communications	567 723		Services	248 710	
Services	7 083 602		Fournitures et matériel	44 474	
Fournitures et matériel	578 687				2 837 207

	25 289 427		<i>Services de communication</i>		
	-----		Traitements et salaires	3 694 774	
<i>Bureau principal</i>			Avantages sociaux	708 184	
Traitements et salaires	2 476 736		Transports et communications	110 639	
Avantages sociaux	271 317		Services	1 139 397	
Transports et communications	146 869		Fournitures et matériel	66 161	
Services	200 440				5 719 155
Fournitures et matériel	46 584				-----
			<i>Services juridiques</i>		
	3 141 946		Traitements et salaires	2 613	
	-----		Transports et communications	24 392	
<i>Services opérationnels</i>			Services	2 553 584	
Traitements et salaires	2 284 788		Fournitures et matériel	28 987	
Avantages sociaux	1 021 319				2 609 576
Transports et communications	210 300				-----
Services	2 302 592		<i>Services de vérification</i>		
Fournitures et matériel	354 649		Transports et communications	268	
	6 173 648		Services	373 853	
	-----				374 121
<i>Planification des activités et services financiers</i>					-----
Traitements et salaires	3 696 122		<i>Crédits législatifs</i>		
Avantages sociaux	389 492		Traitement versé au ministre en vertu		
Transports et communications	45 302		de la Loi sur le Conseil exécutif		49 301
Services	265 026		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Fournitures et matériel	37 832		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 667
	4 433 774				65 968
	-----				-----
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		25 355 395
					=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
107				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
1	85 569 600	(7 814 900)	77 754 700	Amélioration de la santé publique et de l'environnement 77 013 692
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>85 579 600</u>	<u>(7 814 900)</u>	<u>77 764 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 77 013 692
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	500 000		500 000	Amélioration de la santé publique et de l'environnement 0
L	11 800 000		11 800 000	Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, <i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i> 3 608 600
	<u>12 300 000</u>		<u>12 300 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT 3 608 600
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Cette stratégie englobe les principales fonctions législatives et de réglementation du ministère liées à l'inspection des aliments et l'observation des règlements sanitaires, à la santé des animaux et à la gestion des éléments nutritifs. Elle inclut également les programmes non régis par les règlements qui visent la salubrité des aliments, la traçabilité, la santé et le bien-être des animaux, la gestion des éléments nutritifs et l'environnement. Le ministère emploie une gamme complète d'outils pour gérer les risques et encourager l'adoption par l'industrie de pratiques exemplaires de gestion.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

**PROGRAMME D'AMÉLIORATION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 107**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Amélioration de la santé publique et de l'environnement (Poste 1)			Crédits législatifs	
Traitements et salaires		30 616 333	Prêts et investissements	
Avantages sociaux		4 552 895	Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux,	
Transports et communications.....		1 847 684	<i>Loi sur le drainage au moyen de tuyaux</i>	
Services		12 589 750		3 608 600
Fournitures et matériel		512 042		-----
Paiements de transfert				3 608 600
Programme d'infrastructure				
de drainage agricole.....	9 330 605			
Recherche sur les normes				
agro-environnementales	547 810			
Agri-flexibilité – contribution fédérale –				
Amélioration de la santé publique				
et de l'environnement	3 584 764			
Agri-flexibilité – contribution provinciale –				
Amélioration de la santé publique				
et de l'environnement	2 556 509			
Partenariats environnementaux		400 345		
Partenariats pour la salubrité des				
aliments et la traçabilité.....	286 047			
Cultivons l'avenir – contribution				
fédérale – Amélioration				
de la santé publique et				
de l'environnement	7 921 898			
Partenariats agro-environnementaux				
pour le lac Simcoe	293 578			
Autre aide à la santé publique...	2 320 000			
	-----	27 241 556		

		77 360 260		
Moins : Recouvrements.....		346 568		

		77 013 692		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'AMÉLIORATION			PROGRAMME D'AMÉLIORATION	
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET			DE LA SANTÉ PUBLIQUE	
DE L'ENVIRONNEMENT.....		77 013 692	ET DE L'ENVIRONNEMENT	3 608 600
		=====		=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
108				PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES
				BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES
1	202 511 500	4 388 700	206 900 200	Développement économique..... 206 894 569
3	85 077 500	8 299 000	93 376 500	Recherche..... 93 108 278
4	238 055 900	(9 500 000)	228 555 900	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 227 954 669
L	5 000		5 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
L	1 000		1 000	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, Loi sur l'administration financière 0
L	1 000		1 000	Paielements au titre des prêts bancaires garantis, Loi sur l'administration financière 0
L	2 015 000		2 015 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 258 524
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES ..
	527 666 900	3 187 700	530 854 600	528 216 040
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	300 000		300 000	Développement économique..... 0
5	5 000		5 000	Paielements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES SECTEURS
				DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE
				L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS
				ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES ..
	305 000		305 000	0
	=====	=====	=====	=====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

Cette stratégie aide l'Ontario rural à bâtir des collectivités dynamiques et fortes, dotées d'économies diversifiées et jouissant d'un climat social et environnemental sain par une collaboration avec les collectivités rurales, les municipalités, les entreprises et des organismes afin d'entreprendre des initiatives de développement économique.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique (Poste 1)			Paiements de transfert liés à la gestion des risques des entreprises (Poste 4)		
Traitements et salaires	22 649 013				
Avantages sociaux	3 348 338				
Transports et communications.....	1 436 310				
Services	18 541 918				
Fournitures et matériel	472 915				
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Développement de l'agriculture....	9 527 466		AgriCorp	15 092 052	
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – développement économique.....	18 216 139		Agri-protection	37 247 052	
Programme de transition de l'industrie des courses de chevaux.....	61 641 927		Agri-investissement	24 419 825	
Fonds ontarien de développement de la production d'éthanol	37 835 397		Agri-relance.....	67 600	
Programme d'aide à la transition pour le raisin de cuve	2 835 000		Agri-stabilité	26 103 680	
Autre aide aux collectivités rurales.....	3 456 111		Programme ontarien de gestion des risques.....	122 649 900	
Programme de développement économique des collectivités rurales	11 631 440		Autre aide à la gestion des risques.....	439 759	
Programme d'emplois d'été pour les jeunes en milieu rural	2 846 590		Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution fédérale.....	638 604	
Initiatives relatives aux bioproduits.....	8 500 000		Indemnisation des dommages causés par la faune – contribution provinciale.....	689 365	
Secteur de la restauration.....	6 500 000		Initiatives relatives aux risques agricoles – provincial	606 832	
	-----			-----	227 954 669
		162 990 070			227 954 669
		-----			-----
		209 438 564			
Moins : Recouvrements.....		2 543 995			

		206 894 569			

Recherche (Poste 3)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	1 977 117		Autre opérations		
Avantages sociaux	312 969		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i>	258 524	
Transports et communications.....	40 749			-----	
Services	776 612			258 524	
Fournitures et matériel	24 148			-----	
Paiements de transfert					
Recherche concurrentielle	1 980 000		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Recherche sur l'innocuité des aliments.....	500 000		PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES		
Subventions tenant lieu d'impôt ...	750 000		DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION		
Cultivons l'avenir – contribution fédérale – recherche	8 700 000		ET DES BIOPRODUITS ET		
Partenariats stratégiques	6 032 925		COLLECTIVITÉS RURALES FORTES	528 216 040	
Université de Guelph	72 013 758			=====	
	-----	89 976 683			

		93 108 278			

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

**PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION
ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES – CRÉDIT 108**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Charges d'immobilisations liées à l'agriculture et aux affaires rurales (Poste 7)		
Paiements de transfert		
Infrastructure des laboratoires d'hygiène vétérinaire et d'agroalimentaire	500 000	
Fonds pour l'infrastructure à large bande	8 671 177	
Fonds pour l'infrastructure à large bande – contribution fédérale ..	11 524 124	
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités	14 588 731	
Fonds Chantiers Canada – Volet Collectivités – contribution fédérale	19 413 238	
Fonds pour l'infrastructure verte	6 409 154	
Programme ontarien d'aide aux petits réseaux de distribution d'eau – 3 ^e période	9 724 112	
Autre financement pour l'infrastructure communautaire – contribution provinciale	10 263 709	
Investissements dans l'entretien des installations de recherche et d'éducation	3 000 000	
Renouvellement de l'infrastructure de recherche et d'éducation ...	12 481 400	
Infrastructure pour les petites municipalités rurales et du Nord	125 073 631	
	-----	221 649 276

		221 649 276

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DES SECTEURS DYNAMIQUES DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES BIOPRODUITS ET COLLECTIVITÉS RURALES FORTES		221 649 276
		=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	16 949 500	(2 004 300)	14 945 200	Élaboration des politiques 14 453 990
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ÉLABORATION
				DES POLITIQUES 14 453 990
	16 949 500	(2 004 300)	14 945 200	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La stratégie mise en œuvre dans le cadre de ce crédit est axée sur la prestation de conseils et de services d'élaboration de politiques stratégiques novateurs, complets et fondés sur des données probantes. Élaboration des politiques est responsable de l'analyse des politiques ministérielles dans les domaines de la salubrité des aliments, de la santé des animaux, de l'environnement et du développement économique et rural, de la planification et des politiques stratégiques ainsi que du commerce et des relations intergouvernementales. La stratégie comprend également l'élaboration de lois et de programmes et la gestion du financement alloué aux programmes de gestion des risques liés aux exploitations agricoles ainsi que des responsabilités ministérielles relatives à la gouvernance et à la reddition des comptes avec Agricorp.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES – CRÉDIT 109

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Élaboration des politiques (Poste 1)	
Traitements et salaires	10 096 485
Avantages sociaux	1 548 990
Transports et communications.....	345 990
Services	2 336 906
Fournitures et matériel	125 619

	14 453 990

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉLABORATION DES POLITIQUES	14 453 990
	=====

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION /
MINISTÈRE DES AFFAIRES RURALES**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Cultivons l'avenir	35 079 488	34 306 398
Fonds Chantiers Canada	19 413 238	2 520 762
Fonds pour l'infrastructure à large bande.....	11 524 124	10 316 001
Agri-flexibilité – Projet pilote sur l'hygiène des viandes.....	3 584 764	7 196 638
Indemnisation des dommages causés par la faune	816 185	1 156 153
Agri-Stabilité – Administration	363 692	318 000
Autre infrastructure communautaire	0	12 000 000
	-----	-----
	70 781 491	67 813 952
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	72 789	45 240
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	845 726	898 367
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS	0	2 000
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS	22 646 916	23 771 117
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	12 584 184	28 596 783
	-----	-----
DIVERS.....	1 922 673	2 021 219
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	108 853 779	123 148 678
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux.....	5 515 821	6 275 679
Débitures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario.....	135 945	88 300
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	5 651 766	6 363 979
	=====	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-46

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE 2-47

COMMISSAIRES 2-50

ÉTAT DES RECETTES 2-52

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
116 224 627	Bureau de l'Assemblée législative	127 779 300	117 839 927
27 031 126	Commissaires	30 517 800	27 036 630
143 255 753	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE	158 297 100	144 876 557
=====	BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	=====	=====

* Il est à noter que les crédits autorisés et les dépenses réelles de cette entité sont calculés selon la comptabilité de caisse modifiée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
1	400 200		400 200	Présidence 209 248
2	799 300		799 300	Bureau du greffier..... 622 530
3	12 400 600	18 500	12 419 100	Services parlementaires..... 10 841 407
4	11 364 500		11 364 500	Services d'information et de technologie..... 10 506 563
5	6 037 500		6 037 500	Services administratifs 5 368 372
6	25 012 900	(18 500)	24 994 400	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire..... 22 580 377
8	11 695 200		11 695 200	Services de soutien aux groupes parlementaires 11 520 410
9	20 887 800		20 887 800	Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés 19 983 243
10	38 919 300		38 919 300	Services de soutien aux bureaux des députés 35 945 777
11	262 000		262 000	Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario..... 262 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– BUREAU DE L'ASSEMBLÉE
				LÉGISLATIVE 117 839 927

Description du programme :

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$	\$
	Services d'information et de technologie (Poste 4)
	Traitements et salaires..... 6 996 604
	Avantages sociaux..... 1 622 292
	Transports et communications..... 136 371
	Services..... 1 229 844
	Fournitures et matériel..... 521 623

	10 506 734
	Moins : Recouvrements..... 171

	10 506 563

CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Présidence (Poste 1)	
Traitements et salaires..... 18 728	
Avantages sociaux..... 858	
Transports et communications..... 53 238	
Services..... 120 776	
Fournitures et matériel..... 15 648	

209 248	

	Services administratifs (Poste 5)
	Traitements et salaires..... 3 542 319
	Avantages sociaux..... 853 764
	Transports et communications..... 565 026
	Services..... 352 509
	Fournitures et matériel..... 125 945

	5 439 563
	Moins : Recouvrements..... 71 191

	5 368 372

Bureau du greffier (Poste 2)	
Traitements et salaires..... 483 178	
Avantages sociaux..... 83 925	
Transports et communications..... 10 061	
Services..... 36 220	
Fournitures et matériel..... 9 146	

622 530	

	Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)
	Traitements et salaires..... 6 632 004
	Avantages sociaux..... 1 444 527
	Transports et communications..... 45 340
	Services..... 12 435 083
	Fournitures et matériel..... 2 153 827

	22 710 781
	Moins : Recouvrements..... 130 404

	22 580 377

Services parlementaires (Poste 3)	
Traitements et salaires..... 6 948 352	
Avantages sociaux..... 1 572 678	
Transports et communications..... 510 236	
Services..... 1 379 136	
Fournitures et matériel..... 552 752	

10 963 154	
Moins : Recouvrements..... 121 747	

10 841 407	

	Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)
	Traitements et salaires..... 6 206 105
	Avantages sociaux..... 1 204 346
	Transports et communications..... 577 496
	Services..... 3 195 035
	Fournitures et matériel..... 337 428

	11 520 410

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE – CRÉDIT 201
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)	
Traitements et salaires	12 952 648
Avantages sociaux	4 209 296
Transports et communications.....	1 512 674
Services	1 295 384
Fournitures et matériel	13 241

	19 983 243

Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)	
Traitements et salaires	19 250 952
Avantages sociaux	4 074 038
Transports et communications.....	2 819 430
Services	8 046 043
Fournitures et matériel	1 755 314

	35 945 777

Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)	
Paiements de transfert Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario	262 000

	262 000

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	117 839 927
	=====

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DES COMMISSAIRES – CRÉDIT 202

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
Commissaire à l'environnement (Poste 1)		Commissariat aux services en français (Poste 5)	
Traitements et salaires	2 045 697	Traitements et salaires	141 279
Avantages sociaux	461 520	Avantages sociaux	19 916
Transports et communications.....	97 373	Transports et communications	17 434
Services	1 053 155	Services	73 088
Fournitures et matériel	51 265	Fournitures et matériel	25 099
	-----		-----
	3 709 010		276 816
	-----		-----
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2)		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES COMMISSAIRES	
Traitements et salaires	9 146 774		27 036 630
Avantages sociaux	1 820 306		=====
Transports et communications.....	255 082		
Services	1 857 857		
Fournitures et matériel	404 193		

	13 484 212		

Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3)			
Traitements et salaires	997 131		
Avantages sociaux	200 827		
Transports et communications.....	82 372		
Services	492 808		
Fournitures et matériel	15 007		

	1 788 145		

Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes (Poste 4)			
Traitements et salaires	3 485 760		
Avantages sociaux	685 867		
Transports et communications.....	911 504		
Services	2 564 343		
Fournitures et matériel	130 973		

	7 778 447		

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 206	485
VENTES ET LOCATIONS	16 905	26 346
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	456 949	293 617
DIVERS.....	1 764	933
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	476 824 =====	321 381 =====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-54
BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	2-55
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-56
ÉTAT DES RECETTES	2-57

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
26 684 946	Bureau du conseil des ministres	27 775 314	26 559 106
26 684 946	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	27 775 314	26 559 106
=====	LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES	=====	=====

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
1	26 383 300	1 000 000	27 383 300	Bureau principal 26 223 673
2	328 000		328 000	Leader parlementaire du gouvernement 322 843
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 12 590
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
	<u>26 775 314</u>	<u>1 000 000</u>	<u>27 775 314</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES 26 559 106
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Bureau du Conseil des ministres gère le processus décisionnel du gouvernement, travaille avec les ministères pour coordonner les politiques, les communications et la stratégie intergouvernementale, surveille les stratégies gouvernementales et soutient la mise en œuvre et l'atteinte des résultats, offre des conseils sur des points de protocole, les priorités internationales ainsi que les institutions démocratiques du gouvernement, apporte un soutien administratif au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement et assure la liaison avec le lieutenant-gouverneur.

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES – CRÉDIT 401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Affaires intergouvernementales</i>		
Bureau principal (Poste 1)			Traitements et salaires	4 760 080	
Traitements et salaires	17 958 798		Avantages sociaux	744 193	
Avantages sociaux	2 321 457		Transports et communications	162 930	
Transports et communications	995 508		Services	1 206 405	
Services	3 277 008		Fournitures et matériel	91 986	
Fournitures et matériel	396 902		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Subventions pour la promotion		
Subventions pour la promotion			des relations		
des relations			fédérales-provinciales	150 000	
fédérales-provinciales	150 000		Institut des relations		
Institut des relations			intergouvernementales	24 000	
intergouvernementales	24 000		Programme international		
Programme international			de secours en cas		
de secours en cas			de catastrophe	1 100 000	
de catastrophe	1 100 000				8 239 594
		1 274 000			
		26 223 673	<i>Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2)</i>		
			Traitements et salaires	273 537	
			Avantages sociaux	30 532	
			Transports et communications	4 831	
			Services	9 255	
			Fournitures et matériel	4 688	
					322 843
<i>Bureau du Conseil des ministres</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	13 198 718		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	1 577 264		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	12 590	
Transports et communications	832 578				12 590
Services	2 070 603				
Fournitures et matériel	304 916				
		17 984 079			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DU BUREAU		
			DU CONSEIL DES MINISTRES.....	26 559 106	
				=====	

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	1 705	765
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	112 908	950
	-----	-----
DIVERS.....	20	22
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES.....	114 633	1 737
	=====	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-60
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	2-61
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-62
ÉTAT DES RECETTES	2-63

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

33 669 379	Bureau du directeur général des élections	18 247 000	33 288 045
<u>33 669 379</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR LE	<u>18 247 000</u>	<u>33 288 045</u>
=====	BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	=====	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
1	7 728 900		7 728 900	Administration des élections..... 6 708 973
2	10 518 100		10 518 100	Administration du financement des élections 3 362 572
L	0		0	Loi électorale..... 23 216 500
	<u>18 247 000</u>		<u>18 247 000</u>	
	=====		=====	
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU DU
				DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS 33 288 045
				=====

Description du programme :

Le Bureau organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs du scrutin des 107 circonscriptions électorales de l'Ontario.

Le directeur général des élections veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 400 associations de circonscription et 13 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement à apporter aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie tous les formulaires qui lui sont remis pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau offre ses services aux ministères, aux organismes et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS
PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS – CRÉDIT 501
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration des élections (Poste 1)	
Traitements et salaires	5 589 763
Avantages sociaux	1 119 210

	6 708 973

Administration du financement des élections (Poste 2)	
Traitements et salaires	778 693
Avantages sociaux	172 284
Transports et communications.....	15 242
Services	582 871
Fournitures et matériel	4 496
Autres opérations	
Subventionnement des dépenses électorales	
en vertu de la <i>Loi sur le</i>	
<i>financement des élections</i>	1 914 788

	3 468 374
Moins : Recouvrements.....	105 802

	3 362 572

Crédits législatifs	
Autres opérations	
<i>Loi électorale</i>	23 216 500

	23 216 500

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	33 288 045
	=====

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
DIVERS.....	8 190 -----	0 -----
TOTAL DES RECETTES POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	8 190 =====	0 =====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-66

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR 2-67

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

1 334 554	Bureau du lieutenant-gouverneur	1 354 100	1 339 081
<u>1 334 554</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	<u>1 354 100</u>	<u>1 339 081</u>
=====	LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR	=====	=====

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR
1	1 313 700	40 400	1 354 100	Bureau du lieutenant-gouverneur..... 1 339 081
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU BUREAU DU
				LIEUTENANT-GOUVERNEUR..... 1 339 081
	1 313 700	40 400	1 354 100	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur représente la Reine, nomme le premier ministre qui a l'appui de la majorité, fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif, annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône, accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois, approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres et proroge ou dissout chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Il anime ou participe chaque année à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario. Il met de l'avant des thèmes ou des questions liées à l'accessibilité pour les personnes ayant un handicap visible ou invisible, et fait avancer les possibilités en matière d'alphabétisation en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR – CRÉDIT 1701**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1)	
Traitements et salaires	810 087
Avantages sociaux	86 402
Transports et communications.....	36 777
Services	168 998
Fournitures et matériel	81 017
Autres opérations	
Allocation discrétionnaire.....	155 800

	1 339 081

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU DU	
LIEUTENANT-GOUVERNEUR	1 339 081
	=====

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-70
BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	2-71
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-72

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

15 199 588	Bureau du vérificateur général	16 426 700	15 779 943
<u>15 199 588</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	<u>16 426 700</u>	<u>15 779 943</u>
=====	LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	=====	=====

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2501				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	16 024 000		16 024 000	Bureau du vérificateur général 15 327 852
L	402 700		402 700	<i>Loi sur le vérificateur général</i> 452 091
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	16 426 700		16 426 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU BUREAU
				DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL 15 779 943
				=====

Description du programme :

Le vérificateur général, qui est un officier de l'Assemblée législative, procède à la vérification impartiale des programmes du gouvernement, des états financiers de la province, de nombreux organismes de la Couronne et d'organisations du secteur parapublic, ainsi qu'à des examens conformément à la *Loi sur le vérificateur général* et à d'autres lois et textes de référence. Ces vérifications et examens lui permettent d'offrir assurance, renseignements objectifs et conseils à l'Assemblée législative. Le Bureau du vérificateur général aide ainsi l'Assemblée à tenir le gouvernement, ses administrateurs et les bénéficiaires de subventions responsables de la saine gestion des fonds publics et de l'optimisation des ressources utilisées pour dispenser les services au public.

Le vérificateur général est également tenu, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, d'examiner certains types d'annonces publicitaires et d'imprimés proposés par les bureaux gouvernementaux afin d'établir s'ils satisfont aux normes exigées par cette loi.

Le vérificateur général doit, aux termes des deux lois, présenter directement à l'Assemblée législative un rapport annuel sur ses travaux.

En vertu de la *Loi de 2004 sur la transparence et la responsabilité financières*, le vérificateur général est aussi tenu d'examiner et de produire une déclaration indiquant que le Rapport préélectoral préparé par le ministère des Finances est raisonnable.

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL – CRÉDIT 2501
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Bureau du vérificateur général (Poste 1)

Traitements et salaires	9 110 028
Avantages sociaux	2 146 620
Transports et communications.....	190 306
Services	3 308 897
Fournitures et matériel	503 521
Paiements de transfert	
CCAF – FCVI Inc.	68 480

	15 327 852

Crédits législatifs
Loi sur le vérificateur général

Traitements et salaires	387 582
Services	64 509

	452 091

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DU BUREAU	
DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL	15 779 943
	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-74
CABINET DU PREMIER MINISTRE	2-75
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-76
ÉTAT DES RECETTES	2-77

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

2 442 090	Cabinet du Premier ministre	2 668 861	2 555 920
<u>2 442 090</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>2 668 861</u>	<u>2 555 920</u>
=====	POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	=====	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	2 563 000		2 563 000	Cabinet du Premier ministre 2 450 162
L	89 688		89 688	Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 92 424
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 13 334
	<u>2 668 861</u>	<u> </u>	<u>2 668 861</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	– PROGRAMME DU
				CABINET DU PREMIER MINISTRE..... 2 555 920
				<u>=====</u>

Description du programme :

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE – CRÉDIT 2401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Cabinet du Premier ministre (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 140 064
Avantages sociaux	237 491
Transports et communications.....	38 734
Services	16 939
Fournitures et matériel	16 934

	2 450 162

Crédits législatifs	
Traitement versé au premier ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	92 424
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	13 334

	105 758

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE	2 555 920
	=====

CABINET DU PREMIER MINISTRE
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	0 -----	157 -----
TOTAL DES RECETTES POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE	0 =====	157 =====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-80
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-81
DÉVELOPPEMENT DU NORD	2-84
MINES ET MINÉRAUX	2-87
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-83, 2-86, 2-89
ÉTAT DES RECETTES	2-90

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
11 208 344	Administration du ministère	12 626 014	11 743 934
236 195 866	Développement du Nord	258 528 200	249 731 253
53 959 033	Mines et minéraux	43 296 500	31 719 726
301 363 243	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	314 450 714	293 194 913
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
5 467 917	Développement du Nord	5 248 700	5 000 000
0	Mines et minéraux	1 000	0
5 467 917	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	5 250 700	5 000 000
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
6 968	Administration du ministère	2 000	0
342 745 644	Développement du Nord	378 567 500	402 482 247
17 288 099	Mines et minéraux	8 802 000	8 796 195
360 040 711	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	387 371 500	411 278 442
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
522 238 301	Développement du Nord	553 323 000	496 541 141
118 081	Mines et minéraux	1 000	0
522 356 382	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	553 325 000	496 541 141
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	11 880 300	680 700	12 561 000	Administration du ministère 11 691 346
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 3 287
	<u>11 945 314</u>	<u>680 700</u>	<u>12 626 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 11 743 934
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère – immobilisations 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Ce programme offre son leadership ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Il appuie les activités du ministère grâce à la prestation de conseils et de services dans des domaines divers - ressources humaines, planification financière, comptabilité et administration - et à des services de soutien professionnel (p. ex., juridiques et de vérification). Il apporte également un soutien stratégique de base dans les domaines des communications et des politiques ministérielles.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communications</i>		
Traitements et salaires	6 642 600		Traitements et salaires	1 541 848	
Avantages sociaux	902 337		Avantages sociaux	208 972	
Transports et communications.....	418 009		Transports et communications	106 802	
Services	9 579 967		Services	315 118	
Fournitures et matériel	279 288		Fournitures et matériel	29 385	
				-----	2 202 125
	17 822 201				
Moins : Recouvrements.....	6 130 855		<i>Analyse et planification</i>		
	-----		Traitements et salaires	1 234 633	
	11 691 346		Avantages sociaux	155 733	
	-----		Transports et communications	35 389	
<i>Bureau principal</i>			Services	74 688	
Traitements et salaires	1 623 077		Fournitures et matériel	19 550	
Avantages sociaux	185 787			-----	1 519 993
Transports et communications.....	160 001				
Services	106 272		<i>Services juridiques</i>		
Fournitures et matériel	45 135		Transports et communications	17 663	
	-----	2 120 272	Services	1 594 751	
			Fournitures et matériel	19 320	
<i>Services financiers et administratifs</i>				-----	1 631 734
Traitements et salaires	1 578 499				
Avantages sociaux	170 137		<i>Services de vérification</i>		
Transports et communications.....	64 195		Services	145 000	
Services	6 485 194			-----	145 000
Fournitures et matériel	149 591				
	-----		<i>Systèmes informatiques</i>		
	8 447 616		Services	779 218	
Moins : Recouvrements.....	5 455 180		Moins : Recouvrements.....	675 675	
	-----	2 992 436		-----	103 543
<i>Ressources humaines</i>					
Traitements et salaires	664 543				
Avantages sociaux	181 708				
Transports et communications.....	33 959				
Services	79 726				
Fournitures et matériel	16 307				
	-----	976 243			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2201**

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$
Crédits législatifs	
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	3 287

	52 588

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	11 743 934
	=====

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD
1	192 297 400	63 629 800	255 927 200	Développement économique du Nord 249 477 707
L	2 601 000		2 601 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 253 546
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	194 898 400	63 629 800	258 528 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD..... 249 731 253
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	5 248 700		5 248 700	Actif de fonctionnement pour le développement du Nord 5 000 000
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	5 248 700		5 248 700	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD 5 000 000
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste		Crédits autorisés			Dépenses réelles
		Prévisions	par le Conseil		
		\$	\$	\$	\$
2202				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				DU NORD	
2	117 680 500	32 214 400	149 894 900	Développement économique du Nord	141 669 279
L	228 672 600		228 672 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	260 812 968
	<u>346 353 100</u>	<u>32 214 400</u>	<u>378 567 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE	
				DÉVELOPPEMENT DU NORD	402 482 247
					=====
BIENS IMMOBILISÉS					
4	553 323 000		553 323 000	Développement du Nord – biens immobilisés	496 541 141
	<u>553 323 000</u>		<u>553 323 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DE	
				DÉVELOPPEMENT DU NORD	496 541 141
					=====

Description du programme:

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités dynamiques, fortes et durables. Le ministère dirige des initiatives visant à stimuler la croissance économique, à créer des emplois, à promouvoir le commerce et les investissements, à améliorer l'infrastructure et à rehausser la qualité de vie des Nord-Ontariens, et il contribue à leur réalisation.

Les programmes ministériels s'attachent à attirer des débouchés en matière de commerce et d'investissement pour aider les entreprises du Nord à s'implanter sur les marchés intérieurs et étrangers et à y étendre leurs activités. Le ministère appuie également la diversification économique grâce aux programmes améliorés de la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, notamment le Programme des entrepreneurs, un de sept programmes visant à aider les secteurs public et privé dans leurs efforts de croissance et de diversification de l'économie du Nord. Parmi les autres initiatives ayant pour but de stimuler la croissance économique et la création d'emplois, mentionnons le Programme de réceptivité des collectivités du Nord à l'investissement et le Programme de réduction des tarifs d'électricité pour le secteur industriel du Nord.

Le ministère dirige conjointement la mise en œuvre du Plan pour la prospérité du Nord du gouvernement, coordonne les initiatives provinciales de développement économique dans le Nord et fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et des débouchés qu'offre le Nord de l'Ontario. Des investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord, et dans la technologie des télécommunications et de l'information améliorent les liens entre le Nord et le reste de l'Ontario et du Canada et d'autres pays.

Grâce à ce programme, le réseau de bureaux du ministère offre aux collectivités, aux entreprises et aux entrepreneurs du Nord un accès aux programmes et services gouvernementaux de développement économique. En faisant participer les Nord-Ontariens aux initiatives gouvernementales, notamment les activités concernant les politiques et la planification, le programme permet également aux Nord-Ontariens de participer à l'élaboration des programmes et services gouvernementaux qui les touchent.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

[illegible]

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX
1	57 395 400	(14 499 900)	42 895 500	Compétitivité du secteur des minéraux 31 738 615
L	401 000		401 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> ¹ (18 889)
	<u>57 796 400</u>	<u>(14 499 900)</u>	<u>43 296 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 31 719 726
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	1 000		1 000	Actif de fonctionnement pour les mines et les minéraux 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	5 001 000	3 800 000	8 801 000	Compétitivité du secteur des minéraux 8 796 195
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>5 002 000</u>	<u>3 800 000</u>	<u>8 802 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 8 796 195
				=====

1. Le solde créditeur découle du recouvrement de créances irrécouvrables passées en charges.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2203				
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Mines et minéraux – immobilisations..... 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DES
				MINES ET DES MINÉRAUX 0
	1 000		1 000	0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme génère de nouvelles richesses et retombées en soutenant le secteur de l'exploitation minière de l'Ontario. De plus, ce programme fait la promotion d'un Ontario dynamique, sain et durable en générant de l'information géologique et en administrant la *Loi sur les mines* de l'Ontario de manière équitable et uniforme. Cela comprend la collecte et la diffusion de données géoscientifiques afin d'attirer et d'orienter les investissements du secteur minier et d'alimenter un vaste éventail de priorités stratégiques gouvernementales.

Le programme administre aussi la *Loi sur les mines* de l'Ontario pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. À cette fin, il veille à ce que le public ait un accès équitable aux droits miniers de la Couronne, à ce que les terrains miniers de l'Ontario soient gérés de façon équitable et efficace et à ce que l'exploitation des minéraux et la réhabilitation des terrains miniers se fassent de façon sécuritaire et respectueuse de l'environnement grâce à la modernisation de la *Loi sur les mines* et des règlements et politiques s'y rattachant.

Ce programme encourage, promeut et facilite les retombées économiques durables des ressources minières de l'Ontario et administre le règlement de l'Ontario relatif aux redevances sur les diamants, évalue les pierres non taillées destinées à l'exportation et travaille avec les partenaires de l'industrie pour exploiter les possibilités à valeur ajoutée dans toute l'industrie du diamant.

Le secteur de programme a la responsabilité d'encourager et de faciliter la participation des Autochtones à l'économie ontarienne de manière à ce que soient respectés les droits et la culture autochtones et à ce que les obligations de l'Ontario en matière de consultation soient satisfaites.

Ce programme soutient l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes consacrés à tout un éventail d'enjeux et de possibilités liés au développement dans la zone connue sous le nom de Cercle de feu. Un secrétariat spécial travaille avec toutes les parties concernées, en consultant les Nord-Ontariens (y compris les Autochtones) et la communauté minière afin d'encourager un développement durable et responsable.

2. Le solde créditeur découle du recouvrement de créances irrécouvrables passées en charges.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière – <i>Loi sur les mines</i>	1 745 550	1 973 765
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits d'exploitation minière (<i>Loi sur les mines</i>).....	1 272 599	1 154 170
Droits de demande – Accès à l'information.....	2 140	3 659
Frais pour chèques refusés.....	140	140
	-----	-----
	1 274 879	1 157 969
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Frais de confiscations – Impôt calculé sur la superficie en acres.....	410	330
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS	261 916	299 875
	-----	-----
REDEVANCES	3 891 826	3 867 276
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 319 129	6 122 834
	-----	-----
DIVERS		
Prêts - Intérêts.....	253 546	221 150
Autres.....	5 166	1 901
	-----	-----
	258 712	223 051
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	8 752 422	13 645 100
	=====	=====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-92
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-93
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, COMMERCE ET EMPLOI	2-95
RECHERCHE ET INNOVATION	2-99
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-94, 2-98
ÉTAT DES RECETTES	2-101
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-101

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
16 079 345	Administration du ministère	17 299 128	17 148 153
279 304 179	Développement économique, Commerce et Emploi	329 548 500	285 085 660
650 417 030	Recherche et Innovation	564 991 600	556 823 343
945 800 554 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	911 839 228 =====	859 057 156 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
21 353 122	Développement économique, Commerce et Emploi	50 504 000	19 317 862
21 353 122 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	50 504 000 =====	19 317 862 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Développement économique, Commerce et Emploi	2 000	0
131 708 000	Recherche et Innovation	80 500 000	80 500 000
131 708 000 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	80 502 000 =====	80 500 000 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Développement économique, Commerce et Emploi	1 000	0
0 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	1 000 =====	0 =====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	17 061 100	109 000	17 170 100	Administration du ministère 17 019 550
L	95 682		95 682	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 98 602
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 30 001
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	17 190 128	109 000	17 299 128	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 17 148 153
				=====

Description du programme :

Ce programme offre aux programmes opérationnels des ministères et à certains de leurs organismes des services généraux (financiers, juridiques, ressources humaines, planification et autres). Il fournit aussi des services de soutien au ministère des Services aux consommateurs.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 901

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	9 792 638		Traitements et salaires	2 752 956	
Avantages sociaux	1 313 940		Avantages sociaux	398 372	
Transports et communications.....	426 123		Transports et communications	93 156	
Services	5 247 017		Services	911 342	
Fournitures et matériel	239 832		Fournitures et matériel	72 135	
	-----			-----	4 227 961
	17 019 550				-----
	-----		<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	12 690	
Traitements et salaires	2 980 519		Transports et communications	22 961	
Avantages sociaux	348 099		Services	1 554 061	
Transports et communications.....	169 996		Fournitures et matériel	12 773	
Services	354 621			-----	1 602 485
Fournitures et matériel	25 928				-----
	-----	3 879 163			
	-----		<i>Services de vérification</i>		
<i>Planification et finances</i>			Services	935 000	
Traitements et salaires	3 238 415			-----	935 000
Avantages sociaux	404 310				-----
Transports et communications.....	126 714		<i>Crédits législatifs</i>		
Services	1 326 604		Traitements versés aux ministres en vertu		
Fournitures et matériel	115 095		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		98 602
	-----	5 211 138	Traitements versés aux adjoints parlementaires		
	-----		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		30 001
<i>Ressources humaines</i>				-----	128 603
Traitements et salaires	808 058				-----
Avantages sociaux	163 159		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	13 296		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		17 148 153
Services	165 389				=====
Fournitures et matériel	13 901				
	-----	1 163 803			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE ET D'EMPLOI
13	356 331 000	(44 873 000)	311 458 000	Développement économique, Commerce et Emploi 265 720 698
15	16 144 500		16 144 500	Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario 13 674 763
L	1 946 000		1 946 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 5 690 199
	374 421 500	(44 873 000)	329 548 500	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE
				ET D'EMPLOI 285 085 660
				=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

14	50 504 000		50 504 000	Développement économique, Commerce et Emploi 19 317 862
	50 504 000		50 504 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE
				ET D'EMPLOI 19 317 862
				=====

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
902				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE ET D'EMPLOI
21	1 000		1 000	Développement économique, Commerce et Emploi 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE
				ET D'EMPLOI 0
	2 000		2 000	=====
	=====	=====	=====	
BIENS IMMOBILISÉS				
22	1 000		1 000	Développement économique, Commerce et Emploi 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT
				ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE
				ET D'EMPLOI 0
	1 000		1 000	=====
	=====	=====	=====	

Description du programme :

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour ce faire, il attire les investissements dans les principaux secteurs et groupements commerciaux, et administre les programmes de financement connexes; il fournit de l'aide aux secteurs industriels et aux collectivités de l'Ontario qui sont confrontés à des difficultés économiques; il dirige l'élaboration de politiques économiques à l'échelle du gouvernement et joue le rôle de champion de la recherche en matière de développement économique; il modernise l'administration et améliore les services aux entreprises par l'initiative globale L'Ontario propice aux affaires; il travaille avec ses partenaires (ministères, organismes et intervenants) pour promouvoir l'entrepreneuriat social en Ontario; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié pour l'investissement et comme fournisseur de biens et services de calibre mondial; il accroît les échanges commerciaux de l'Ontario en aidant les entreprises ontariennes désireuses de commencer à exporter ou d'élargir leurs activités dans de nouveaux marchés; il assume le leadership en gestion des litiges et dans les négociations commerciales internationales et interprovinciales; il met à profit sur les dix centres ontariens de marketing à l'étranger; il développe les possibilités d'investissement par des efforts de génération de pistes d'investissement; il soutient les petites et moyennes entreprises ontariennes très performantes par les douze bureaux des Services consultatifs aux entreprises établis dans les régions; il fait la promotion de l'entrepreneuriat comme un choix professionnel viable parmi les jeunes ontariens; il rend l'Ontario accessible en développant, examinant et surveillant la conformité avec les normes d'accessibilité au sein des organisations; il forge des partenariats stratégiques visant à promouvoir les initiatives liées à l'accessibilité; il fournit des outils, des ressources et de l'information à l'intention du public pour la planification de l'accessibilité et l'exécution de programmes en la matière, notamment en faisant la promotion des possibilités d'emplois pour les personnes handicapées.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE ET D'EMPLOI – CRÉDIT 902

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Développement économique, Commerce et Emploi (Poste 13)			<i>Développement économique, Investissement et Industrie</i>		
Traitements et salaires	36 320 378		Traitements et salaires	20 288 555	
Avantages sociaux	5 002 701		Avantages sociaux	2 802 011	
Transports et communications	2 809 415		Transports et communications	975 272	
Services	42 386 862		Services	9 052 252	
Fournitures et matériel	943 570		Fournitures et matériel	399 041	
Paielements de transfert			Paielements de transfert		
Stratégie d'investissement dans le			Stratégie d'investissement dans le		
secteur de fabrication de pointe –			secteur de fabrication de pointe –		
Bonifications d'intérêts	158 538		Bonifications d'intérêts	158 538	
Collectivités en transition	407 195		Collectivités en transition	407 195	
Fonds de développement			Fonds de développement		
de l'Est de l'Ontario	5 419 888		de l'Est de l'Ontario	5 419 888	
Fonds pour les emplois dans les			Fonds pour les emplois dans les		
secteurs émergents	47 694 083		secteurs émergents	47 694 083	
Fonds pour la Stratégie ontarienne			Fonds pour la Stratégie ontarienne		
d'investissement dans			d'investissement dans		
l'industrie automobile	1 995 564		l'industrie automobile	1 995 564	
Subventions de soutien			Subventions de soutien		
aux secteurs	24 006 520		aux secteurs	24 006 520	
Fonds de développement du			Fonds de développement du		
Sud-ouest de l'Ontario	5 263 591		Sud-ouest de l'Ontario	5 263 591	
Fonds pour les emplois et les			Fonds pour les emplois et les		
investissements stratégiques	64 264 795		investissements stratégiques	64 264 795	
Fonds pour les emplois et les			Fonds pour les emplois et les		
investissements stratégiques			investissements stratégiques		
– Bonifications d'intérêts	1 692 918		– Bonifications d'intérêts	1 692 918	
Projet de développement accéléré			Projet de développement accéléré		
des technologies de l'eau	1 448 730		des technologies de l'eau	1 448 730	
Institute for Competitiveness					
and Prosperity	1 000 000			185 868 953	
Expérience d'entrepreneuriat pour			Moins : Recouvrements	900 000	
les étudiants – Entreprise d'été ...	1 251 726				184 968 953
Partenariats Jeunesse	1 573 419				
Fonds ontarien d'aide aux jeunes					
entrepreneurs	12 690 933				
Programme de formation					
ciblée pour les jeunes	10 289 872				
	-----	179 157 772			

		266 620 698			
Moins : Recouvrements		900 000			

		265 720 698			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE ET D'EMPLOI – CRÉDIT 902

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$	\$		\$	\$
<i>Politiques et stratégies</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	7 811 367		Autres opérations		
Avantages sociaux	1 024 420		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Transports et communications.....	217 030		<i>l'administration financière</i>	5 690 199	
Services	7 159 829			5 690 199	
Fournitures et matériel	234 724			-----	
Paiements de transfert					
Institute for Competitiveness					
and Prosperity.....	1 000 000		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Expérience d'entrepreneuriat pour			PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
les étudiants – Entreprise d'été .	1 251 726		ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE		
Partenariats Jeunesse	1 573 419		ET D'EMPLOI	285 085 660	
Fonds ontarien d'aide aux jeunes				=====	
entrepreneurs	12 690 933				
Fonds de formation ciblée					
pour les jeunes.....	10 289 872		ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
	-----	43 253 320			

<i>Commerce et marketing</i>			Développement économique, Commerce et Emploi (Poste 14)		
Traitements et salaires	8 220 456		Prêts et investissements		
Avantages sociaux	1 176 270		Stratégie d'investissement dans le		
Transports et communications.....	1 617 113		secteur de fabrication de pointe	2 410 973	
Services	26 174 781		Fonds pour les emplois et les		
Fournitures et matériel	309 805		investissements stratégiques	16 049 452	
	-----	37 498 425	Garantie du service de la dette	857 437	
		-----		-----	19 317 862

					19 317 862

Direction générale de l'accessibilité pour l'Ontario (Poste 15)			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	5 918 954		PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT		
Avantages sociaux	784 615		ÉCONOMIQUE, DE COMMERCE		
Transports et communications.....	149 867		ET D'EMPLOI	19 317 862	
Services	3 606 532			=====	
Fournitures et matériel	99 445				
Paiements de transfert					
Partenariats stratégiques					
pour l'accessibilité	3 115 350				
		13 674 763			

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
903	PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	558 322 200	6 669 400	564 991 600	Recherche et Innovation 556 823 343
	558 322 200	6 669 400	564 991 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE RECHERCHE ET
				D'INNOVATION 556 823 343
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	80 500 000		80 500 000	Recherche et Innovation 80 500 000
	80 500 000		80 500 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE RECHERCHE ET
				D'INNOVATION 80 500 000
				=====

Description du programme :

Ce programme appuie le renforcement de l'écosystème de recherche et d'innovation en Ontario. Pour ce faire, il élabore et gère l'ensemble des programmes de recherche des ministères qui investissent dans l'exploitation, l'infrastructure et le personnel afin de soutenir les recherches et les chercheurs de calibre international qui travaillent dans les institutions financées par des fonds publics de tout l'Ontario; il offre des programmes de perfectionnement des compétences, d'expansion commerciale et de commercialisation axés sur les secteurs clés et les possibilités de développement régional; il fournit des programmes et services qui aident au démarrage d'entreprise et aux premiers stades de développement par le réseau ontarien de 57 Centres d'encadrement des petits entrepreneurs; par l'entremise du Réseau ontarien d'excellence, il aide des sociétés et des entrepreneurs axés sur la technologie à se lancer et à croître; il met en relation des innovateurs et des entrepreneurs de toute la province, en veillant à ce que les entreprises à fort potentiel puissent attirer les compétences et les capitaux nécessaires pour être concurrentielles dans les marchés mondiaux et en offrant des possibilités pour que les idées mises au point dans les laboratoires aboutissent aux marchés; il fait la promotion de l'entrepreneuriat comme un choix professionnel viable parmi les jeunes ontariens; il favorise l'adoption des technologies informatiques et associées au commerce électronique par les petites et moyennes entreprises et l'accès à des services abordables à large bande ultrarapides dans tout l'Ontario; il surveille les efforts de l'Ontario pour promouvoir l'innovation et favorise la solidité de l'industrie du capital-risque.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION – CRÉDIT 903

**Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Recherche et Innovation (Poste 1)			Recherche et Innovation (Poste 2)		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonds de soutien aux écosystèmes d'affaires.....	17 977 914		Investissements mineurs en immobilisations	290 000	
Crédit d'impôt de l'Ontario pour les entreprises parrainant les instituts de recherche	12 261 715		Fonds pour la recherche en Ontario.....	80 210 000	80 500 000
Centre de recherche et d'innovation en bio économie.....	3 500 000				80 500 000
Soutien aux réseaux d'innovation et de commercialisation	57 766 089				
Subventions à l'appui de la recherche et de l'innovation.....	11 850 289				
Fonds pour les projets pilotes d'innovation.....	2 651 910				
Collaborations internationales.....	2 331 496				
Initiative Next Generation of Baycrest.....	4 914 863				
Fonds pour les emplois dans les secteurs émergents – Programme d'investissement dans le secteur biopharmaceutique..	1 907 277				
Fonds ontarien de développement des technologies émergentes	14 996 704				
Crédit d'impôt à l'innovation de l'Ontario	223 199 291				
Institut ontarien de recherche sur le cancer	77 000 000				
Stratégie ontarienne de commercialisation des sciences de la vie.....	1 136 543				
Fonds pour la recherche en Ontario	65 031 895				
Fonds de capital-risque de l'Ontario - phase II.....	20 000 000				
Institut Perimeter	10 000 000				
Projet en matière d'énergie renouvelable	300 000				
Programmes visant les talents en recherche.....	2 947 357				
Partenariats et sensibilisation aux sciences et à la technologie	50 000				
Stratégie d'emploi pour les jeunes – Entrepreneuriat.....	12 000 000				
Stratégie d'emploi pour les jeunes – Innovation.....	15 000 000				
	556 823 343				
	556 823 343				
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION	556 823 343		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INNOVATION	80 500 000	=====
	=====				

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET
DE L'EMPLOI / MINISTÈRE DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	3 155	6 505 673
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS	13 482	23 012
	-----	-----
REDEVANCES		
Bombardier Inc.....	504 584	2 677 044
Divers.....	370 271	326 353
	-----	-----
	874 855	3 003 397
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Recouvrement lié aux radiations	98 752	167 810
Recouvrements de dépenses des années précédentes – autres	17 081 240	15 134 838
	-----	-----
	17 179 992	15 302 648
	-----	-----
DIVERS.....	172 888	626 454
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	18 244 372	25 461 184
	=====	=====

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	31 405 194	23 256 193
Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	2 993 021	0
Fonds pour les projets pilotes d'innovation	1 000 000	600 000
Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques.....	0	1 000 000
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	35 398 215	24 856 193
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-104
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-105
ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE.....	2-107
GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ	2-111
GARDE D'ENFANTS	2-113
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-106, 2-109, 2-110, 2-114
ÉTAT DES RECETTES	2-115

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
18 022 080	Administration du ministère	17 531 214	15 297 002
23 200 008 963	Éducation élémentaire et secondaire	23 383 308 600	23 213 329 682
28 910 169	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	30 591 300	30 579 667
972 982 228	Garde d'enfants	974 195 700	974 182 641
24 219 923 440 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	24 405 626 814 =====	24 233 388 992 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
2 965 200	Éducation élémentaire et secondaire	2 000 000	1 690 608
0	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité	1 000	0
2 965 200 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 001 000 =====	1 690 608 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 197 342 856	Éducation élémentaire et secondaire	1 293 855 800	1 208 194 572
8 592 301	Garde d'enfants	9 794 500	9 313 487
1 205 935 157 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 303 650 300 =====	1 217 508 059 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
376 341	Éducation élémentaire et secondaire	5 173 600	5 160 878
3 219 639	Garde d'enfants	6 660 000	6 581 714
3 595 980 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	11 833 600 =====	11 742 592 =====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	22 162 100	(4 694 900)	17 467 200	Administration du ministère 15 243 627
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 4 074
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>22 226 114</u>	<u>(4 694 900)</u>	<u>17 531 214</u>	<u>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</u>
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION</u>
				<u>DU MINISTÈRE 15 297 002</u>
				<u>=====</u>

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour que le ministère de l'Éducation atteigne ses objectifs et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes opérationnels du ministère.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	16 083 756		Traitements et salaires	5 235 603	
Avantages sociaux	2 552 654		Avantages sociaux	862 798	
Transports et communications.....	393 809		Transports et communications	128 500	
Services	6 306 865		Services	876 053	
Fournitures et matériel	351 304		Fournitures et matériel	82 256	
				7 185 210	
	25 688 388		Moins : Recouvrements.....	3 773 061	
Moins : Recouvrements.....	10 444 761				3 412 149
	15 243 627		<i>Services juridiques</i>		
			Traitements et salaires	13 973	
<i>Bureau principal</i>			Transports et communications	33 225	
Traitements et salaires	2 221 814		Services	3 288 299	
Avantages sociaux	250 014		Fournitures et matériel	72 496	
Transports et communications.....	47 172			3 407 993	
Services	80 425		Moins : Recouvrements.....	1 223 000	
Fournitures et matériel	37 944				2 184 993
		2 637 369			
			<i>Services de vérification</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Transports et communications	184	
Traitements et salaires	6 585 637		Services	1 277 902	
Avantages sociaux	1 211 994				1 278 086
Transports et communications.....	124 227				
Services	380 466		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel	128 518		Traitement versé au ministre en vertu		
			de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
	8 430 842		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Moins : Recouvrements.....	4 158 000		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		4 074
		4 272 842			53 375
<i>Ressources humaines</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		
Traitements et salaires	2 026 729		POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..		
Avantages sociaux	227 848				15 297 002
Transports et communications.....	60 501				=====
Services	403 720				
Fournitures et matériel	30 090				
	2 748 888				
Moins : Recouvrements.....	1 290 700				
		1 458 188			

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1002				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
1 22 414 649 200	(113 768 600)	22 300 880 600	Politiques et prestation des programmes	22 197 710 029
2 145 422 600	(1 994 600)	143 428 000	Activités éducatives	142 860 406
L 939 000 000		939 000 000	Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	872 759 247
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
			- PROGRAMME D'ÉDUCATION	
23 499 071 800	(115 763 200)	23 383 308 600	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	23 213 329 682
=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4 2 000 000		2 000 000	Politiques et prestation des programmes	1 690 608
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
			- PROGRAMME D'ÉDUCATION	
2 000 000		2 000 000	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	1 690 608
=====	=====	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3 1 553 389 800	(259 879 000)	1 293 510 800	Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire	1 207 899 564
5 1 000		1 000	Éducation élémentaire et secondaire – autres charges liées aux immobilisations	0
L 344 000		344 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	295 008
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			- PROGRAMME D'ÉDUCATION	
1 553 734 800	(259 879 000)	1 293 855 800	ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	1 208 194 572
=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario	
Politiques et prestation des programmes (Poste 1)			Paiements de transfert	
Traitements et salaires	69 937 340		Prestations prises en charge par le gouvernement, <i>Loi sur le régime de retraite des enseignants</i>	872 759 247
Avantages sociaux	8 922 546			872 759 247
Transports et communications.....	6 530 504			
Services	63 142 404			
Fournitures et matériel	1 358 557			
Paiements de transfert				
Subventions de fonctionnement				
aux conseils scolaires.....	14 282 921 586			
Programmes d'éducation				
– Autres.....	1 168 924 498			
Office de la qualité et de la				
responsabilité en éducation...	32 077 100			
Projets des langues officielles...	35 255 373			
Subventions diverses.....	1 870 564			
Charge sans effet				
sur la trésorerie				
relative à l'impôt				
foncier scolaire.....	6 527 857 157			
	-----	22 048 906 278		
		22 198 797 629		
Moins : Recouvrements.....	1 087 600			
		22 197 710 029		

Activités éducatives (Poste 2)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires	48 838 338		Politiques et prestation des programmes (Poste 4)	
Avantages sociaux	7 850 816			
Transports et communications.....	1 124 879		Dépôts et charges payées d'avance.....	1 690 608
Services	10 823 170			1 690 608
Fournitures et matériel	4 821 738			-----
Paiements de transfert				
Paiements tenant lieu d'impôt				
aux municipalités.....	50 325			
Office des télécommunications				
éducatives de langue				
française de l'Ontario	24 484 700			
Office de la télécommunication				
éducative de l'Ontario.....	44 866 440			
	-----	69 401 465		
		142 860 406		

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
			ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
			23 213 329 682	
			=====	
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME D'ÉDUCATION	
			ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	
			1 690 608	
			=====	

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE – CRÉDIT 1002

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS	
Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3)		Éducation élémentaire et secondaire (Poste 6)	
Paiements de transfert		Matériel de technologie de l'information	451 011
Subventions d'immobilisations –		Logiciels d'application de gestion –	
conseils scolaires	747 551 078	coûts relatifs aux immobilisations.....	4 709 867
Programme d'apprentissage			-----
des jeunes enfants	391 204 903		5 160 878
Office des télécommunications			-----
éducatives de langue			
française de l'Ontario.....	1 000 000		
Office de la télécommunication		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
éducative de l'Ontario	1 600 000	PROGRAMME D'ÉDUCATION	
Conseils scolaires – Financement		ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	5 160 878
des immobilisations pour les			=====
services de garde d'enfants.	51 339 876		

	1 192 695 857		
Autres opérations			
Soutien à l'éducation élémentaire			
et secondaire	15 203 707		

	1 207 899 564		

Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	295 008		

	295 008		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME D'ÉDUCATION			
ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE	1 208 194 572		
	=====		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ
1	29 764 900	826 400	30 591 300	Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité 30 579 667
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE
				LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR
				LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ..... 30 579 667
	29 764 900	826 400	30 591 300	
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

				Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité 0
2	1 000		1 000	
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE
				LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR
				LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ..... 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour les services à la collectivité offre des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Affaires municipales et Logement; Affaires civiques et Immigration; Formation et Collèges et Universités; Tourisme, Culture et Sport; Éducation. Le Groupement travaille en collaboration avec les ministères pour leur proposer des solutions technologiques rapides et bon marché qui leur permettent d'atteindre leurs objectifs, pour encourager les affaires électroniques et les services gouvernementaux en direct afin de mieux servir le public et pour garantir un bon rendement des investissements en ITI.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE
L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ – CRÉDIT 1003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les services à la collectivité (Poste 1)	
Traitements et salaires	24 391 687
Avantages sociaux	3 079 552
Transports et communications.....	300 404
Services	76 566 520
Fournitures et matériel	629 012

	104 967 175
Moins : Recouvrements.....	74 387 508

	30 579 667

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES SERVICES À LA COLLECTIVITÉ.....	30 579 667
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS
1	971 034 700	3 161 000	974 195 700	Élaboration des politiques et prestation des programmes..... 974 182 641
	<u>971 034 700</u>	<u>3 161 000</u>	<u>974 195 700</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS 974 182 641
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	8 536 700	925 000	9 461 700	Immobilisations pour les services de garde d'enfants..... 9 139 809
5	1 000		1 000	Garde d'enfants – Charges d'immobilisations 0
L	331 800		331 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 173 678
	<u>8 869 500</u>	<u>925 000</u>	<u>9 794 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS 9 313 487
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	6 660 000		6 660 000	Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants 6 581 714
	<u>6 660 000</u>		<u>6 660 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS 6 581 714
				=====

Description du programme :

Des services de garde d'enfants de haute qualité sont indispensables à un système intégré et homogène soutenant l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

L'intégration de la garde et de l'apprentissage des jeunes enfants améliore les résultats du système d'éducation en fournissant un continuum de services de garde et d'éducation pour les enfants de 0 à 12 ans, avec des efforts centrés sur le développement sain des enfants et des résultats positifs pour les enfants et leurs familles par une gestion coordonnée des systèmes locaux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS – CRÉDIT 1004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Crédits législatifs	
Élaboration des politiques et prestation des programmes (Poste 1)		Autres opérations	
		Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> ...	173 678

			173 678

Traitements et salaires	6 832 363	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Avantages sociaux	942 083	– PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	9 313 487
Transports et communications.....	321 898		=====
Services	818 789		
Fournitures et matériel	118 472		
Paiements de transfert			
Garde d'enfants	965 149 036		

	974 182 641		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		BIENS IMMOBILISÉS	
– PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	974 182 641		
	=====		
		Modernisation de la TI pour les services de garde d'enfants (Poste 4)	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	6 581 714

			6 581 714

Immobilisations pour les services de garde d'enfants (Poste 2)		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		– PROGRAMME DE GARDE D'ENFANTS	6 581 714
			=====
Paiements de transfert			
Stabilisation pour les services de garde d'enfants	9 139 809		

	9 139 809		

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Langues officielles dans l'enseignement.....	67 870 312	69 773 312
Entente sur le bien-être des Indiens.....	11 477 448	11 585 458
	-----	-----
	79 347 760	81 358 770
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	139 924
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Inspection des écoles secondaires et des écoles privées / des écoles privées de form. prof.....	811 261	624 923
Permis – Garderies	54 075	61 640
Frais pour chèques refusés.....	210	35
	-----	-----
	865 546	686 598
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Fournisseurs	18 808 385	9 164 532
Autres.....	191 780 041	159 759 038
	-----	-----
	210 588 426	168 923 570
	-----	-----
DIVERS		
Intérêts bancaires.....	3 495	3 123
	-----	-----
	3 495	3 123
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	290 805 227	251 111 985
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-118
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-119
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE	2-121
ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	2-123
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-120
ÉTAT DES RECETTES	2-125

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

13 223 957	Administration du ministère	16 227 014	15 731 179
70 558 962	Développement et gestion des sources d'énergie	34 487 400	29 119 881
1 017 734 273	Atténuation du prix de l'électricité	1 045 538 600	1 031 465 954
<u>1 101 517 192</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>1 096 253 014</u>	<u>1 076 317 014</u>
=====		=====	=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

0	Développement et gestion des sources d'énergie	2 000	0
<u>0</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>2 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

0	Développement et gestion des sources d'énergie	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2901				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	16 163 000		16 163 000	Administration du ministère 15 665 525
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 353
	<u>16 227 014</u>	<u>=====</u>	<u>16 227 014</u>	<u>TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)</u>
				<u>- PROGRAMME D'ADMINISTRATION</u>
				<u>DU MINISTÈRE 15 731 179</u>
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>

Description du programme :

Ce programme s'attache à réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement en offrant une orientation de haut niveau, des conseils stratégiques et des services généraux essentiels (communications, ressources humaines stratégiques, accessibilité, services en français, solutions technologiques et opérationnelles, services juridiques, accès à l'information et protection de la vie privée, gestion de l'information et des documents, gestion des locaux et des installations, approvisionnement, planification de la continuité des opérations, comptabilité et contrôle financier, planification et affectation stratégique et des ressources, etc.). Le programme offre également des services généraux à deux ministères, le ministère de l'Énergie et le ministère de l'Infrastructure.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2901

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services financiers et administratifs</i>		
Traitements et salaires	7 664 258		Traitements et salaires	8 765	
Avantages sociaux	893 890		Avantages sociaux	2 217	
Transports et communications.....	372 994		Transports et communications	28	
Services	9 568 910		Services	4 059 289	
Fournitures et matériel	405 473		Fournitures et matériel	243 817	
				4 314 116	
	18 905 525		Moins : Recouvrements.....	2 321 000	
Moins : Recouvrements.....	3 240 000				1 993 116
	15 665 525				
			<i>Ressources humaines</i>		
<i>Bureau principal</i>			Avantages sociaux	166	
Traitements et salaires	2 164 618		Services	26 232	
Avantages sociaux	236 213			26 398	
Transports et communications.....	121 757		Moins : Recouvrements.....	19 000	
Services	67 973				7 398
Fournitures et matériel	44 205				
	2 634 766		<i>Services de vérification</i>		
			Services	413 007	
<i>Services de communication</i>			Moins : Recouvrements.....	340 000	
Traitements et salaires	2 565 290				73 007
Avantages sociaux	302 947				
Transports et communications.....	149 805		<i>Systèmes informatiques</i>		
Services	776 083		Transports et communications	9 460	
Fournitures et matériel	24 690		Services	885 066	
	3 818 815		Fournitures et matériel	33 932	
				928 458	
<i>Services juridiques</i>			Moins : Recouvrements.....	560 000	
Traitements et salaires	23 931				368 458
Transports et communications.....	29 977				
Services	3 225 129		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel	17 720		Traitement versé au ministre en vertu		
	3 296 757		de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
			Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
<i>Analyse et planification</i>			en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 353
Traitements et salaires	2 901 654				65 654
Avantages sociaux	352 347				
Transports et communications.....	61 967		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services	116 131		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Fournitures et matériel	41 109			15 731 179	
	3 473 208				

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2902				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE
1	38 487 400	(4 000 000)	34 487 400	Politiques et programmes..... 29 119 881
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET
				GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 29 119 881
	38 487 400	(4 000 000)	34 487 400	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie – autres charges liées aux immobilisations..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET
				GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 0
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
5	1 000		1 000	Développement et gestion des sources d'énergie 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET
				GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario, qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et prospère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour que l'Ontario dispose de réseaux d'approvisionnement, de transport et de distribution d'énergie propres, fiables, rentables et durables. Il appuie la conservation et le rendement énergétiques, la mise en valeur d'énergies plus propres et la mise en œuvre de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte et l'économie verte*. De plus, ce programme supervise l'engagement et la consultation des Autochtones à l'égard des activités et projets provinciaux dans le secteur de l'énergie tout en facilitant la participation des communautés autochtones aux avancées à l'égard de nouveaux systèmes d'énergie renouvelable et de transport.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE – CRÉDIT 2902

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques et programmes (Poste 1)		
Traitements et salaires		10 482 913
Avantages sociaux		1 356 960
Transports et communications.....		259 753
Services		5 425 596
Fournitures et matériel		112 089
Paiements de transfert		
Ententes relatives à la participation des		
Autochtones	75 000	
Initiatives en matière d'énergie verte.....	3 378 221	
Fonds de développement du réseau intelligent.....	8 029 349	
	-----	11 482 570

		29 119 881

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET		
GESTION DES SOURCES D'ÉNERGIE.....		29 119 881
		=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2905				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ
1	1 040 000 000	(20 000 000)	1 020 000 000	Prestation ontarienne pour l'énergie propre 1 006 201 055
2	25 000 000	538 600	25 538 600	Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario 25 264 899
	<u>1 065 000 000</u>	<u>(19 461 400)</u>	<u>1 045 538 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ..... 1 031 465 954
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'atténuation du prix de l'électricité aide les Ontariens et Ontariennes à gérer les coûts d'électricité et facilite pour les consommateurs la transition vers un système d'électricité fiable et plus propre.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ – CRÉDIT 2905

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Prestation ontarienne pour l'énergie propre (Poste 1)	
Paiements de transfert	
La Loi de 2010 sur la prestation ontarienne pour l'énergie propre	1 006 201 055

	1 006 201 055

Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario (Poste 2)	
Paiements de transfert	
Crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario	25 264 899

	25 264 899

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ATTÉNUATION DU PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ	1 031 465 954
	=====

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Accès à l'information – Droits	3 535	11 648
	-----	-----
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paievements de transfert.....	2 056 771	6 679 370
Services et Locations	86 943	32 609
	-----	-----
	2 143 714	6 711 979
	-----	-----
 DIVERS		
Intérêt.....	117	7
	-----	-----
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	2 147 366	6 723 634
	=====	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-128
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-129
PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES	2-131
SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION.....	2-133
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	2-135
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-130, 2-136
ÉTAT DES RECETTES	2-137

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
21 125 786	Administration du ministère	22 102 714	22 101 912
55 000 132	Planification et analyses environnementales	58 535 900	58 423 679
68 119 826	Sciences environnementales et information	69 515 100	69 512 708
178 233 223	Protection de l'environnement	177 092 100	177 079 786
322 478 967 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	327 245 814 =====	327 118 085 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
96 238 108	Protection de l'environnement	4 045 200	4 002 279
96 238 108 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	4 045 200 =====	4 002 279 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
7 772 743	Protection de l'environnement	19 014 700	18 919 366
7 772 743 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	19 014 700 =====	18 919 366 =====

Nota : Le ministère a restructuré ses activités et sa présentation passant d'une structure de crédit-poste axée sur le milieu (assainissement de l'air, assainissement de l'eau et gestion des déchets) à un modèle fonctionnel (planification environnementale et analyse, science de l'environnement et information, et protection de l'environnement). Les chiffres réels de 2012-2013 par programmes ont donc été redressés en fonction de la restructuration.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	22 037 700		22 037 700	Administration du ministère..... 22 035 944
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	22 102 714		22 102 714	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 22 101 912
				=====

Description du programme :

Ce crédit comprend le soutien global à la gestion des activités ministérielles, notamment par l'apport de leadership et de conseils stratégiques connexes à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Ressources humaines</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	1 232 325	
Traitements et salaires	13 363 424		Avantages sociaux	162 425	
Avantages sociaux	1 939 424		Transports et communications	23 187	
Transports et communications	364 972		Services	345 990	
Services	6 116 912		Fournitures et matériel	8 844	
Fournitures et matériel	285 212				1 772 771

	22 069 944		<i>Communications</i>		
Moins : Recouvrements	34 000		Traitements et salaires	4 247 279	
	-----		Avantages sociaux	654 602	
	22 035 944		Transports et communications	95 026	
	-----		Services	447 437	
			Fournitures et matériel	38 180	
					5 482 524

<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	2 006 212		Services	487 600	
Avantages sociaux	220 794				487 600
Transports et communications	59 996				-----
Services	34 712				
Fournitures et matériel	18 433				

	2 340 147				

<i>Planification et contrôle financière</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	5 877 608		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	901 603		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Transports et communications	186 763		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services	4 801 173		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
Fournitures et matériel	219 755				65 968
	-----				-----
	11 986 902				
Moins : Recouvrements	34 000				

	11 952 902				

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		22 101 912
					=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1109				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES
1	30 120 700	(3 272 500)	26 848 200	Planification et analyses environnementales..... 26 739 214
2	36 071 400	(4 383 700)	31 687 700	Conception et planification de la mise en œuvres des programmes 31 684 465
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DU PLANIFICATION ET
				ANALYSES ENVIRONNEMENTALES 58 423 679
	66 192 100	(7 656 200)	58 535 900	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la planification et des analyses requises pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'intégration des fonctions liées aux politiques et à la conception et l'exécution des programmes du ministère en vue de soutenir l'atteinte des priorités du ministère et du gouvernement.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES – CRÉDIT 1109

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Planification et analyses environnementales (Poste 1)		
Traitements et salaires	13 320 215	
Avantages sociaux	2 026 924	
Transports et communications.....	311 550	
Services	8 393 091	
Fournitures et matériel	2 687 434	

	26 739 214	

Conception et planification de la mise en œuvre des programmes (Poste 2)		
Traitements et salaires	14 994 648	
Avantages sociaux	2 249 197	
Transports et communications.....	237 728	
Services	2 414 830	
Fournitures et matériel	685 875	
Paiements de transfert		
Subventions pour les interventions et partenariats environnementaux	5 392 538	
Subventions pour le dialogue, la participation et la collaboration	95 000	
Subventions pour la protection des sources	934 185	
Subventions pour la collecte et la gestion des déchets domestiques dangereux.....	4 680 464	

	11 102 187	

	31 684 465	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU PLANIFICATION ET ANALYSES ENVIRONNEMENTALES.....	58 423 679	=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1110				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION
1	65 889 300	3 625 800	69 515 100	Sciences environnementales et information..... 69 512 708
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES SCIENCES
				ENVIRONNEMENTALES
				ET INFORMATION 69 512 708
	65 889 300	3 625 800	69 515 100	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la surveillance de l'état de l'environnement en Ontario par des études scientifiques sur le terrain et des analyses et avancées technologiques et en laboratoire, par l'élaboration de normes environnementales, de lignes directrices et de pratiques environnementales novatrices et par des comptes rendus réguliers et transparents au public et aux intervenants.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION – CRÉDIT 1110

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sciences environnementales et information (Poste 1)		
Traitements et salaires		34 706 252
Avantages sociaux		5 204 938
Transports et communications.....		1 204 767
Services		23 342 052
Fournitures et matériel		2 788 629
Paielements de transfert		
Subventions pour l'action contre le changement climatique.....	249 500	
Subventions pour les chaires de recherche en environnement.....	800 000	
Subventions pour la recherche scientifique et technique.....	1 216 570	
	-----	2 266 070
		69 512 708

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SCIENCES ENVIRONNEMENTALES ET INFORMATION		69 512 708
		=====

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1111 PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	25 975 600	(138 200)	25 837 400	Autorisations environnementales 25 829 965
2	107 448 200	(225 000)	107 223 200	Conformité environnementale 107 221 716
3	39 398 800	4 631 700	44 030 500	Programmes environnementaux 44 025 357
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 2 748
	<u>172 823 600</u>	<u>4 268 500</u>	<u>177 092 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DE LA PROTECTION
				DE L'ENVIRONNEMENT 177 079 786
				<u>=====</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	4 072 000	(358 700)	3 713 300	Immobilisations 3 713 133
5	176 000	81 000	257 000	Immobilisations - Assainissement de l'environnement 256 862
L	74 900		74 900	Amortissement - Loi sur l'administration financière . 32 284
	<u>4 322 900</u>	<u>(277 700)</u>	<u>4 045 200</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DE LA PROTECTION
				DE L'ENVIRONNEMENT 4 002 279
				<u>=====</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
6	14 212 500	4 802 200	19 014 700	Actif d'immobilisations 18 919 366
	<u>14 212 500</u>	<u>4 802 200</u>	<u>19 014 700</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DE LA PROTECTION
				DE L'ENVIRONNEMENT 18 919 366
				<u>=====</u>

Description du programme :

Ce crédit est responsable de la protection de la qualité de l'air, de l'eau et des sols de l'Ontario par la gestion d'autorisations ministérielles, d'évaluations environnementales, de la délivrance de permis et des programmes de délivrance de licences, par l'exécution d'enquêtes et de mesures d'application de la loi et par des investissements dans des immobilisations à l'appui de la protection de l'environnement.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – CRÉDIT 1111

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Autorisations environnementales (Poste 1)		Immobilisations (Poste 4)	
Traitements et salaires	15 743 479	Paiements de transfert	
Avantages sociaux	2 361 523	Subventions pour la protection des sources.....	2 010 000
Transports et communications.....	279 740	Autres opérations	
Services	7 385 888	Investissements dans les immobilisations.....	1 703 133
Fournitures et matériel	59 335		
	25 829 965		3 713 133
Conformité environnementale (Poste 2)		Immobilisations - Assainissement de l'environnement (Poste 5)	
Traitements et salaires	75 617 356	Autres opérations	
Avantages sociaux	11 379 122	Investissements dans les immobilisations.....	256 862
Transports et communications.....	1 866 356		256 862
Services	17 033 881		
Fournitures et matériel	1 325 001		
Paiements de transfert			
Assainissement et remise en			
état dans les collectivités.....	171 338		
	107 393 054		
Moins : Recouvrements.....	171 338		
	107 221 716		
Programmes environnementaux (Poste 3)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	5 052 583		
Avantages sociaux	757 887		
Transports et communications.....	206 481		
Services	20 414 075		
Fournitures et matériel	1 455 755		
Paiements de transfert			
Subventions pour la protection des sources.....	16 138 576		
	44 025 357		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Créances irrécouvrables,			
Loi sur l'administration financière.....	2 748		
	2 748		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 4 002 279	
		BIENS IMMOBILISÉS	
		Actif d'immobilisations (Poste 6)	
		Machines et équipement – coûts relatifs aux immobilisations	2 344 829
		Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	15 696 394
		Parc automobile et flotte de bateaux – coûts relatifs aux immobilisations.....	878 143
			18 919 366
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT		18 919 366	

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA	0	283 858
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	129 592	579 740
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Air pur	28 244 163	27 784 039
Autorisation environnementale (auparavant appelée certificats d'autorisation)	5 747 310	5 620 209
Frais liés aux déchets dangereux.....	5 357 976	5 087 486
Autres.....	5 207 207	6 000 452
	44 556 656	44 492 186
VENTES ET LOCATIONS	856	4 760
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 281 106	3 316 324
DIVERS.....	14 216	5 724
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	45 982 426 =====	48 682 592 =====

MINISTÈRE DES FINANCES

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-140

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2-142

POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX
ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE 2-144

POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES 2-146

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS 2-150

INVESTIR DANS L'ONTARIO 2-153

ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS..... 2-155

TRÉSOR 2-159

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) 2-143, 2-149, 2-152, 2-157, 2-158, 2-160

ÉTAT DES RECETTES..... 2-161

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS..... 2-162

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
34 635 150	Administration du ministère	44 344 587	38 742 866
23 198 212	Politiques relatives à la fiscalité, aux organismes et aux régimes de retraite	22 650 800	19 789 557
1 331 838 998	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 106 099 400	1 397 266 787
3 230 929	Réglementation de l'industrie des services financiers	3 740 600	1 966 324
376 515 982	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	408 042 000	392 306 865
9 539 823 819	Trésor	9 878 532 000	9 905 757 920
11 309 243 090 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	12 463 409 387 =====	11 755 830 319 =====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

518 307 702	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	593 434 473
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	1 000	0
26 378 801	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	27 550 000	26 440 539
544 686 503 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	27 552 000 =====	619 875 012 =====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

0	Administration du ministère	2 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	2 000	0
0	Réglementation de l'industrie des services financiers	2 000	0
0	Investir dans l'Ontario	1 000	0
2 637 609	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	2 638 600	2 637 609
2 637 609	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	2 645 600	2 637 609
=====		=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques économiques, budgétaires et financières	1 000	0
141 139	Réglementation de l'industrie des services financiers	6 989 000	4 945 250
0	Administration des taxes et des avantages fiscaux et prestations	1 000	0
141 139	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	6 992 000	4 945 250
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1201				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	42 374 300	1 889 100	44 263 400	Administration du ministère 38 676 898
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	42 455 487	1 889 100	44 344 587	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 38 742 866
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Ce programme, qui comprend les bureaux du ministre et du sous-ministre, assure les fonctions de planification, de consultation, d'avis juridique et de contrôle financier nécessaires à l'orientation et la gestion de programmes de fonctionnement conformes aux politiques et à la législation du gouvernement de l'Ontario. Le programme gère également les relations en matière de services et de reddition des comptes avec la Division de la vérification interne de l'Ontario, RHOntario et les Services communs de l'Ontario; il veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié, et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1201

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	14 609 718		Traitements et salaires	4 298 731	
Avantages sociaux	2 125 572		Avantages sociaux	801 356	
Transports et communications.....	766 946		Transports et communications	382 636	
Services	20 684 081		Services	4 724 028	
Fournitures et matériel	490 581		Fournitures et matériel	126 556	
	-----			-----	10 333 307
	38 676 898				-----

<i>Bureau principal</i>			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires	3 502 949		Traitements et salaires	2 103	
Avantages sociaux	386 897		Transports et communications	173 785	
Transports et communications.....	134 507		Services	8 620 688	
Services	322 832		Fournitures et matériel	227 653	
Fournitures et matériel	49 311			-----	9 024 229
	-----	4 396 496			-----

<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	5 522 593		Services	1 409 323	
Avantages sociaux	823 785			-----	1 409 323
Transports et communications.....	62 816				-----
Services	5 268 484				
Fournitures et matériel	80 764				
	-----	11 758 442			

<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	1 283 342		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	113 534		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Transports et communications.....	13 202		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
Services	338 726		en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
Fournitures et matériel	6 297			-----	
	-----	1 755 101			65 968
		-----			-----
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		38 742 866
					=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1202				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE
5	11 918 900	(282 300)	11 636 600	Politiques fiscales..... 9 778 225
6	6 021 500	2 119 300	8 140 800	Régimes de retraite, sécurité du revenu et recherche..... 7 430 092
7	2 959 900	(86 500)	2 873 400	Surveillance des organismes générateurs de revenus..... 2 581 240
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES
				À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES
				ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE 19 789 557
	20 900 300	1 750 500	22 650 800	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme comprend la fiscalité et ses aspects intergouvernementaux, la législation et l'élaboration de politiques aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu ainsi que les recherches et analyses quantitatives. Le programme est chargé de suivre les nouvelles tendances et l'évolution et d'établir les répercussions économiques et budgétaires des politiques relatives à la fiscalité, aux régimes de retraite et à la sécurité du revenu, et de conseiller et d'aider le ministre et le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer des documents de premier plan de nature économique, quantitative, budgétaire et stratégique. Le programme est également responsable de faciliter la surveillance par le ministre de la Régie des alcools de l'Ontario et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario ainsi que la reddition des comptes qui s'y rattache, et de gérer le Programme de consignation de l'Ontario mis en place pour les contenants boissons alcoolisées.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX
ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE – CRÉDIT 1202Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques fiscales (Poste 5)	
Traitements et salaires	5 282 088
Avantages sociaux	675 442
Transports et communications.....	69 868
Services	3 638 486
Fournitures et matériel	112 341

	9 778 225

Régimes de retraite, sécurité du revenu et recherche (Poste 6)	
Traitements et salaires	5 956 696
Avantages sociaux	742 643
Transports et communications.....	70 303
Services	601 566
Fournitures et matériel	58 884

	7 430 092

Surveillance des organismes générateurs de revenus (Poste 7)	
Traitements et salaires	1 931 343
Avantages sociaux	248 895
Transports et communications.....	26 117
Services	568 298
Fournitures et matériel	16 780

	2 791 433
Moins : Recouvrements.....	210 193

	2 581 240

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE POLITIQUES RELATIVES À LA FISCALITÉ, AUX ORGANISMES ET AUX RÉGIMES DE RETRAITE	19 789 557
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
1	10 828 600	219 700	11 048 300	Politiques économiques 10 686 089
5	25 754 100	(3 813 100)	21 941 000	Relations provinciales-municipales en matière de finances 18 701 582
6	725 219 100	10 300 000	735 519 100	Programmes de soutien aux municipalités..... 735 519 100
8	48 854 400	(18 719 600)	30 134 800	Bureau du budget et du Conseil du Trésor 27 732 551
9	5 894 700	(177 700)	5 717 000	Vérification interne Ontario..... 5 627 465
10	500 000 000	141 646 500	641 646 500	Fonds de prévoyance ‡..... 0
21	150 000 000	(88 909 300)	61 090 700	Fonds de transition 0
12	192 000 000	407 000 000*	599 000 000	Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.. 599 000 000
22	100 000	(100 000)	0	Charges liées aux achats et ventes d'actions dans le secteur automobile 0
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la <i>Loi de 2006</i> <i>sur le financement par surcroît d'impôts</i> 0
L	1 000		1 000	Garanties et indemnités, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES..... 1 397 266 787
	1 658 652 900	447 446 500	2 106 099 400	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
L	1 000		1 000	Taxe de vente harmonisée, <i>Loi sur l'administration financière</i> 593 434 473
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES..... 593 434 473
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

‡Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

Dans le cadre de la gestion des dépenses en cours d'exercice, les économies des ministères ont été consignées dans le Fonds de prévoyance. Ainsi, l'augmentation de 141 646 500 \$ des crédits dans le Fonds de prévoyance représente les économies des ministères qui y ont été consignées, déduction faite des crédits accordés pendant l'exercice pour financer des programmes et des activités de divers ministères. Les coûts réels engagés n'ont pas été déduits du Fonds de prévoyance, mais des programmes et des activités en question. Il n'y a donc aucune dépense indiquée à l'égard du crédit dans le Fonds de prévoyance.

*Inclut une ordonnance de 407 000 000 \$ rendue par le Conseil du Trésor après la fin de l'exercice, autorisée par le Conseil du Trésor le 22 juillet 2014 et appliquée rétroactivement à l'exercice 2013-2014 pour des autres opérations.

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1203				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES
14	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
13	1 000		1 000	Programme des politiques économiques, budgétaires et financières 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES
				ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES
				ET FINANCIÈRES 0
				=====

Description du programme :

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires éclairées pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit et surveille la performance économique de l'Ontario et rend compte des résultats obtenus; il offre son expertise et ses conseils sur l'élaboration d'initiatives gouvernementales économiquement saines; il prépare les prévisions démographiques de la province; il élabore le cadre législatif et stratégique régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en œuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il aide le ministre des Finances et le gouvernement à formuler les politiques fédérales-provinciales en matière de finances; il élabore le plan budgétaire de la province, surveille son application et rend compte de ses résultats; il offre des conseils stratégiques et des services de vérification interne aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité budgétaire dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme fournit des conseils sur la politique d'évaluation et d'impôt foncier, les subventions aux municipalités et les taux de taxes scolaires, et surveille les liens financiers et budgétaires que le gouvernement provincial entretient avec les municipalités, y compris le versement de paiements de transfert aux municipalités. Il reflète par ailleurs le transfert des revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société du gouvernement provincial à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.

Ce programme aide le ministre, le sous-ministre des Finances et le gouvernement à préparer le plan budgétaire et à rendre compte des résultats de la province par la publication du Budget de l'Ontario, des rapports trimestriels des finances de l'Ontario, du document intitulé Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario et des Comptes publics, ainsi que par le processus annuel visant à obtenir de l'Assemblée législative l'autorisation d'engager les dépenses. De plus, le programme aide le Conseil du Trésor et le Conseil de gestion du gouvernement en offrant des conseils concernant les plans pluriannuels axés sur les résultats que publient chaque année les ministères, ainsi que la gestion par ces derniers des dépenses pour l'exercice en cours, et ce, afin de garantir l'utilisation judicieuse des ressources publiques pour réaliser les priorités du gouvernement. Le programme fournit également à la fonction publique de l'Ontario et au secteur parapublic des conseils en matière de contrôle financier et de politiques de gestion financière et de comptabilité, prépare le Rapport préélectoral sur les finances de l'Ontario, réalise des projections démographiques annuelles qui serviront à la planification et l'affectation des ressources et apporte son soutien au ministre des Finances et au gouvernement dans la formulation des stratégies de l'Ontario concernant les accords fiscaux entre la province et le gouvernement fédéral.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$	\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Bureau du budget et du Conseil du Trésor (Poste 8)	
Politiques économiques (Poste 1)		Traitements et salaires..... 15 408 375	
		Avantages sociaux..... 2 055 295	
		Transports et communications..... 229 586	
		Services..... 9 854 419	
		Fournitures et matériel..... 184 876	

		27 732 551	

Traitements et salaires..... 7 415 797			
Avantages sociaux..... 989 502			
Transports et communications..... 96 867			
Services..... 1 404 739			
Fournitures et matériel..... 279 184			
Paiements de transfert			
Subventions pour la recherche dans le			
domaine des politiques en matière de			
services financiers et économiques		Bureau du budget et du Conseil du Trésor	
500 000			

10 686 089			

		Traitements et salaires..... 8 822 081	
		Avantages sociaux..... 1 281 659	
		Transports et communications..... 119 120	
		Services..... 2 935 203	
		Fournitures et matériel..... 78 466	

		13 236 529	

Relations provinciales-municipales			
en matière de finances (Poste 5)			
		Bureau du contrôleur provincial	
Traitements et salaires..... 4 711 095			
Avantages sociaux..... 523 530			
Transports et communications..... 103 512			
Services..... 13 302 435			
Fournitures et matériel..... 61 010			
		Traitements et salaires..... 6 586 294	
		Avantages sociaux..... 773 636	
		Transports et communications..... 110 466	
		Services..... 6 919 216	
		Fournitures et matériel..... 106 410	

		14 496 022	

Programmes de soutien aux municipalités (Poste 6)			
		Vérification interne Ontario (Poste 9)	
Paiements de transfert			
Fonds de partenariat avec les			
municipalités de l'Ontario..... 568 916 700			
Paiements spéciaux			
aux municipalités..... 19 322 400			
Soutien complémentaire –			
élimination du fonds commun des			
municipalités de la RGT..... 136 980 000			
Aide municipale ponctuelle..... 10 300 000			
		Traitements et salaires..... 22 489 180	
		Avantages sociaux..... 2 610 115	
		Transports et communications..... 375 054	
		Services..... 3 846 769	
		Fournitures et matériel..... 170 342	

		29 491 460	

		Moins : Recouvrements..... 23 863 995	

		5 627 465	

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES – CRÉDIT 1203

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
Revenus du secteur de l'électricité réservés à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (Poste 12)		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Autres opérations		Crédits législatifs	
Revenu réservé du secteur de l'électricité.....	599 000 000		

	599 000 000		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		Avances et montants récupérables	
PROGRAMME DES POLITIQUES		Taxe de vente harmonisée,	
ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES		<i>Loi sur l'administration financière</i>	593 434 473
ET FINANCIÈRES	1 397 266 787		-----
	=====		593 434 473

		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DES POLITIQUES	
		ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES	
		ET FINANCIÈRES	593 434 473
			=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	3 738 600		3 738 600	Commission des services financiers de l'Ontario .. 1 966 324
2	1 000		1 000	Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles 0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi</i> <i>sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS..... 1 966 324
	3 740 600		3 740 600	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE
				RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE
				DES SERVICES FINANCIERS..... 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1204				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
			– PROGRAMME DE	
			RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE	
			DES SERVICES FINANCIERS	0
	2 000		2 000	
	=====	=====	=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

3	6 989 000		6 989 000	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers..... 4 945 250
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
			– PROGRAMME DE	
			RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE	
			DES SERVICES FINANCIERS	4 945 250
	6 989 000		6 989 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur des services financiers de la province, en particulier les compagnies d'assurance, les régimes de retraite, les crédits unions, les caisses populaires, les courtiers et agents en hypothèques et les administrateurs d'hypothèques, les compagnies de prêt et de fiducie et les coopératives. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre des Finances sur les questions touchant ces secteurs. Par ailleurs, elle est responsable de l'administration du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (FIVAVA), qui indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation. La CSFO est aussi responsable de l'administration du Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR). Le Fonds verse un niveau minimal de prestations de retraite dans l'éventualité de la liquidation d'un régime de retraite qui ne possède pas suffisamment d'avoirs.

La CSFO travaille avec le ministère des Finances, les consommateurs et les intervenants de l'industrie afin de protéger l'intérêt public, d'accroître la confiance du public et d'établir un climat commercial qui favorise la compétitivité intérieure et internationale de l'Ontario.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS – CRÉDIT 1204

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	35 850 399	Autres opérations	
Avantages sociaux	8 376 797	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i>	307 876
Transports et communications.....	813 348	Moins : Recouvrements.....	307 876
Services	38 528 475		-----
Fournitures et matériel	546 164		0
	-----		-----
	84 115 183	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements.....	82 148 859	PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION	
	-----	DE L'INDUSTRIE DES	
	1 966 324	SERVICES FINANCIERS	0
	-----		=====
Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2)		BIENS IMMOBILISÉS	
Traitements et salaires	1 733 507	Programme de réglementation de l'industrie des services financiers (Poste 3)	
Avantages sociaux	271 066	Matériel de technologie de l'information	158 271
Transports et communications.....	51 389	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires	1 259 969
Services	5 399 217	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux.....	272 643
Fournitures et matériel	11 557	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations	3 254 367
	-----		-----
	7 466 736		4 945 250
Moins : Recouvrements.....	7 466 736		-----
	-----	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
	0	PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION	
	-----	DE L'INDUSTRIE DES	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		SERVICES FINANCIERS	4 945 250
PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION			=====
DE L'INDUSTRIE DES			
SERVICES FINANCIERS	1 966 324		
	=====		

Le programme Investir dans l'Ontario a la responsabilité de l'allocation (totale ou partielle) de l'excédent consolidé correspondant à un exercice (réduit par toute affectation à la réduction du déficit accumulé pouvant être prescrite par la réglementation) aux bénéficiaires admissibles pour les besoins et de la manière énoncés dans la réglementation. Les bénéficiaires admissibles doivent également être prescrits par la réglementation et être des entités, autres que des particuliers, dont les activités n'ont pas pour objet le gain ou le profit.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME INVESTIR DANS L'ONTARIO – CRÉDIT 1208

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Investir dans l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
<i>Loi de 2008 permettant d'investir dans l'Ontario ...</i>	0

	0

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME INVESTIR	
DANS L'ONTARIO	0
	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS
1	453 367 200	(80 825 200)	372 542 000	Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations 357 885 987
L	30 000 000		30 000 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 29 376 235
L	5 500 000		5 500 000	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i> 5 044 643
	488 867 200	(80 825 200)	408 042 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS 392 306 865
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	350 000		350 000	Actifs 266 782
L	19 100 000		19 100 000	Avances, <i>Loi sur l'éducation</i> 17 963 493
L	4 000 000		4 000 000	Avances, <i>Loi sur les régies</i> <i>des services publics du Nord</i> 3 918 681
L	4 100 000		4 100 000	Avances, <i>Loi sur les régies des routes locales</i> 4 291 583
	27 550 000		27 550 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS 26 440 539
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1209				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations..... 0
L	2 637 600		2 637 600	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 2 637 609
	2 638 600		2 638 600	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS..... 2 637 609
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

4	1 000		1 000	Taxes, avantages fiscaux et prestations..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DES TAXES ET DES AVANTAGES
				FISCAUX ET PRESTATIONS..... 0
				=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration efficace et efficiente des lois fiscales de l'Ontario et des programmes de crédits d'impôt et d'avantages fiscaux. Il s'attache à optimiser les revenus et fait la promotion de l'inscription aux programmes d'avantages fiscaux. Les revenus perçus au moyen des programmes fiscaux et non fiscaux constituent le fondement budgétaire sur lequel reposent de nombreux programmes et services gouvernementaux. Afin de garantir l'équité pour tous les contribuables, le programme encourage l'observation de la loi en offrant des services d'information au contribuable, des services à la clientèle et des examens indépendants des contestations, et il décourage la fraude, l'évasion fiscale et la participation à l'économie souterraine par des activités de recouvrement, des vérifications, des inspections et des enquêtes. Le programme dirige également des initiatives organisationnelles comme la transformation de la prestation des services liés aux avantages fiscaux et la centralisation des recouvrements, et gère les relations de la province avec l'Agence du revenu du Canada afin de veiller à l'administration efficace des taxes collectées en son nom.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES
AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Partenariats stratégiques relatives aux programmes</i>		
Administration des taxes, des avantages fiscaux et des prestations (Poste 1)			Traitements et salaires	21 699 873	
Traitements et salaires	76 677 410		Avantages sociaux	4 652 113	
Avantages sociaux	16 779 246		Transports et communications	113 172	
Transports et communications	2 401 410		Services	101 230 526	
Services	137 172 906		Fournitures et matériel	72 714	
Fournitures et matériel	1 873 196		Paievements de transfert		
Paievements de transfert			Prestation de transition à la		
Régime de revenu			taxe de vente	938 638	
annuel garanti	123 182 600				128 707 036
Prestation de transition à la					
taxe de vente	938 638				
		124 121 238			
		359 025 406	<i>Programmes de conformité</i>		
Moins : Recouvrements	1 139 419		Traitements et salaires	33 042 976	
		357 885 987	Avantages sociaux	7 768 932	
			Transports et communications	1 029 254	
			Services	11 166 892	
			Fournitures et matériel	1 456 425	
					54 464 479
<i>Prestations des programmes</i>			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	21 934 561		Services		
Avantages sociaux	4 358 201		Paievements à des agences de recouvrement		
Transports et communications	1 258 984		privées, <i>Loi sur l'administration financière</i>	5 044 643	
Services	24 775 488		Autres opérations		
Fournitures et matériel	344 057		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Paievements de transfert			<i>l'administration financière</i>	29 376 235	
Régime de revenu					34 420 878
annuel garanti	123 182 600				
		175 853 891			
Moins : Recouvrements	1 139 419				
		174 714 472			
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DES TAXES		
			ET DES AVANTAGES		
			FISCAUX ET PRESTATIONS		
				392 306 865	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DES TAXES ET DES
AVANTAGES FISCAUX ET PRESTATIONS – CRÉDIT 1209

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Actifs (Poste 2)		Crédits législatifs	
Avances et montants récupérables		Autres opérations	
Régime de revenu annuel garanti	266 782	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	2 637 609
	-----		-----
	266 782		2 637 609
	-----		-----
Crédits législatifs		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Avances et montants récupérables		ADMINISTRATION DES TAXES	
Avances, <i>Loi sur l'éducation</i>	17 963 493	ET DES AVANTAGES	
Avances, <i>Loi sur les régies</i>		FISCAUX ET PRESTATIONS.....	
des services publics du Nord	3 918 681		2 637 609
Avances, <i>Loi sur les régies</i>			=====
des routes locales	4 291 583		

	26 173 757		

	26 173 757		

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			
ADMINISTRATION DES TAXES			
ET DES AVANTAGES			
FISCAUX ET PRESTATIONS	26 440 539		
	=====		

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

L
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DU TRÉSOR

L	9 878 532 000		9 878 532 000	Intérêts sur la dette.....	9 905 757 920
	<u>9 878 532 000</u>		<u>9 878 532 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>9 905 757 920</u>
	=====		=====	- PROGRAMME DU TRÉSOR	=====

Description du programme :

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion de la dette de la province, de ses investissements, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs et des activités de gestion financière connexes. Il fournit au gouvernement provincial des services centralisés pour les opérations bancaires et la gestion des liquidités, se charge d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il contribue à l'analyse financière du secteur de l'électricité et au soutien de tout passif réel et éventuel de la province et surveille les retombées budgétaires; il conseille le gouvernement et le secteur parapublic sur leurs politiques et initiatives financières; il gère les garanties accordées et les prêts consentis par la province et fournit de l'aide dans le domaine des investissements aux sociétés de la Couronne et aux organismes gouvernementaux; il gère des services de garde et d'agent financier pour le gouvernement provincial et certains organismes. Il est également responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario. L'Office ontarien de financement fournit un vaste éventail de services financiers à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario).

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DU TRÉSOR – CRÉDIT LÉGISLATIFS

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits législatifs		
Intérêts sur la dette		
Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario		
À des fins générales.....	9 634 570 187	
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	506 103 305	
Caisse de retraite des fonctionnaires de l'Ontario	50 050 473	
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario	23 776 708	
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	8 722 010	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants ..	19 503 139	
	-----	10 242 725 822
Moins : Autres paiements à titre d'intérêts, de dépôts, d'escomptes et de commissions.....	179 473 241	
Moins: Intérêts capitalisés dans les crédits des ministères	1 829 510	
Moins: Intérêts sur les investissements	679 709 755	
	-----	9 381 713 316
Intérêts sur la dette payable à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	524 044 604	
	-----	9 905 757 920

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU TRÉSOR	9 905 757 920	=====

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
RECETTES FISCALES		
Impôt sur le revenu des particuliers	26 924 501 813	25 514 441 846
Taxe de vente harmonisée.....	18 281 070 073	18 975 003 218
Impôt sur les sociétés	11 422 895 621	12 093 047 448
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires.....	5 456 818 494	5 510 541 765
Impôt-santé des employeurs.....	5 282 545 110	5 137 107 267
Contributions – santé de l'Ontario	3 128 109 437	3 066 623 565
Taxe de vente au détail.....	2 200 067 632	1 982 362 378
Taxe sur l'essence	2 039 301 462	2 390 305 974
Droits de cession immobilière	1 601 495 421	1 476 576 552
Taxe sur le tabac.....	1 110 166 339	1 141 960 327
Taxe sur les carburants.....	718 076 869	709 862 784
Taxe sur la bière et le vin	557 002 644	560 453 625
Impôt sur les dividendes privilégiés des sociétés.....	181 339 633	206 112 309
Impôt sur l'administration des successions	142 782 976	128 133 244
Impôt sur les barrages hydroélectriques	19 040 811	18 160 362
Impôt foncier provincial	12 024 675	7 222 129
Impôt sur les bénéfices miniers.....	11 728 509	110 479 545
Taxe sur le pari mutuel.....	4 227 018	4 540 538
Crédits d'impôt de l'Ontario.....	3 820 113	785 387
Crédits d'impôt administrés par le gouvernement fédéral	528 528	58 608 965
	79 097 543 178	79 092 329 228
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Transfert canadien en matière de santé.....	11 940 375 000	11 315 154 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 688 634 000	4 590 792 000
Paieement de péréquation	3 169 357 000	3 260 666 000
Transfert pour la réduction des temps d'attente.....	96 281 000	96 823 000
Subvention annuelle par personne – <i>Loi de 1907</i> <i>sur l'Amérique du Nord Britannique</i>	8 824 387	7 999 827
Intérêts sur les Fonds des écoles communes	83 479	82 494
Fonds de recrutement de policiers	0	31 360 000
	19 903 554 866	19 302 877 321
RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES		
Société des loteries et des jeux de l'Ontario – Bénéfices des loteries	2 076 730 147	1 903 254 575
Régie des alcools de l'Ontario – Bénéfices.....	1 740 000 000	1 700 000 000
Hydro One Incorporated.....	287 365 000	217 765 000
	4 104 095 147	3 821 019 575
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Évaluation des coûts du système de santé – subrogation de l'Assurance-santé de l'Ontario – Commission des assurances de l'Ontario	142 327 944	142 327 944
Évaluations – de base et recouvrements	537 213	423 636
Remboursements généraux.....	2 186 466	2 595 398
	145 051 623	145 346 978

MINISTÈRE DES FINANCES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits de garantie – Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	136 527 656	134 602 310
Droits de garantie – Ontario Power Generation Inc.....	7 755 000	7 732 500
Droits d'administration.....	2 266 585	2 415 235
Droits de garantie – autres.....	194 331	159 000
Autres.....	754 458	760 330
	<u>147 498 030</u>	<u>145 669 375</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS	 609 817	 657 135
	<u> </u>	<u> </u>
 VENDES ET LOCATIONS	 271 771	 89 388
	<u> </u>	<u> </u>
 REDEVANCES		
Redevances - Teranet Polaris.....	33 000 000	33 000 000
	<u> </u>	<u> </u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	 272 180 478	 31 307 158
	<u> </u>	<u> </u>
 DIVERS		
Dividendes	24 402 570	11 762 110
Autre revenu – Toronto	5 191 273	3 122 302
Réserve pour le transfert des chèques en circulation	2 564 355	2 142 843
Dons – Fonds ontarien d'initiative	126 598	144 766
Autre revenu – Oshawa	11 286 754	10 950 453
	<u>43 571 550</u>	<u>28 122 474</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	 103 747 376 460	 102 600 418 632
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	424 000 000	405 000 000
Office ontarien de financement – financement non fondé sur prêts	293 371 557	719 333 586
Fonds de garantie des prestations de retraite	11 000 000	11 000 000
Billets à terme adossés à des actifs	10 626	15 753 474
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....	0	805 800 000
	<u> </u>	<u> </u>
 TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	 728 382 183	 1 956 887 060
	<u>=====</u>	<u>=====</u>

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-164
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-165
ÉDUCATION POSTSECONDAIRE	2-167
EMPLOI ONTARIO	2-170
POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES	2-173
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-166, 2-169, 2-172
ÉTAT DES RECETTES	2-175
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-176

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
19 137 224	Administration du ministère	25 726 114	22 121 393
5 938 088 321	Éducation postsecondaire	6 123 721 100	6 098 514 813
1 279 669 426	Emploi Ontario	1 330 551 800	1 326 024 165
18 927 078	Politiques stratégiques et programmes	21 778 300	19 568 199
7 255 822 049 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	7 501 777 314 =====	7 466 228 570 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
70 101 257	Éducation postsecondaire	71 400 000	69 550 568
1 520 300	Emploi Ontario	3 000 000	872 700
71 621 557 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	74 400 000 =====	70 423 268 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
154 923 340	Éducation postsecondaire	198 091 500	198 076 392
17 117 643	Emploi Ontario	17 188 000	17 148 229
172 040 983 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	215 279 500 =====	215 224 621 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
9 345 985	Éducation postsecondaire	9 852 500	8 834 307
9 345 985 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	9 852 500 =====	8 834 307 =====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	20 267 300	5 394 800	25 662 100	Administration du ministère 22 055 425
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	0		0	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>20 331 314</u>	<u>5 394 800</u>	<u>25 726 114</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 22 121 393
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs, et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services juridiques</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Services	1 223 000	1 223 000
Traitements et salaires	1 425 896			-----	-----
Avantages sociaux	346 364				
Transports et communications.....	71 093				
Services	20 175 402				
Fournitures et matériel	36 670				
	-----		<i>Services de vérification</i>		
	22 055 425		Services	1 223 375	1 223 375
	-----			-----	-----
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires	1 425 896				
Avantages sociaux	178 261		<i>Systèmes informatiques</i>		
Transports et communications.....	54 221		Services	2 895 823	2 895 823
Services	54 427			-----	-----
Fournitures et matériel	35 571				

	1 748 376				

<i>Services financiers et administratifs</i>					
Avantages sociaux	168 103				
Transports et communications.....	16 872				
Services	9 715 016				
Fournitures et matériel	1 099				

	9 901 090				

<i>Ressources humaines</i>					
Services	1 290 700				

	1 290 700				

<i>Services de communication</i>					
Services	3 773 061				

	3 773 061				

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		22 121 393
					=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3002
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

1	6 171 253 800	(74 072 700)	6 097 181 100	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	6 055 570 948
L	26 540 000		26 540 000	Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – <i>Loi sur l'administration financière</i>	42 943 865
	<u>6 197 793 800</u>	<u>(74 072 700)</u>	<u>6 123 721 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	<u>6 098 514 813</u>
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4	71 400 000		71 400 000	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants.....	69 550 568
	<u>71 400 000</u>		<u>71 400 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE.....	<u>69 550 568</u>
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3002				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE
3	197 711 200		197 711 200	Soutien à l'éducation postsecondaire..... 197 710 152
L	380 300		380 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 366 240
	198 091 500		198 091 500	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE..... 198 076 392
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

6	9 852 500		9 852 500	Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants..... 8 834 307
	9 852 500		9 852 500	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'ÉDUCATION
				POSTSECONDAIRE..... 8 834 307
				=====

Description du programme :

La Division de l'éducation postsecondaire collabore avec la Division des politiques stratégiques et des programmes afin de mettre en œuvre les stratégies et les politiques gouvernementales pour l'éducation postsecondaire en Ontario. Elle établit et met en œuvre des politiques opérationnelles et du soutien financier aux établissements d'enseignement postsecondaire et aux étudiants de l'Ontario, à l'appui des objectifs socio-économiques stratégiques du gouvernement, dans le but d'offrir des possibilités d'éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments clés du programme sont notamment : le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario; l'administration des paiements de transfert aux collèges et universités se rattachant au fonctionnement et aux immobilisations; la gestion des relations financières et de gouvernance avec les établissements postsecondaires; la gestion des mécanismes de responsabilisation (tels les indicateurs de rendement clés et les rapports annuels relatifs aux ententes de responsabilisation pluriannuelles); la réglementation des collèges publics d'arts appliqués et de technologie et des écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 1)			Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 4)		
Prêts et investissements			Prêts et investissements		
Soutien aux étudiantes et étudiants			Soutien aux étudiantes et étudiants		
69 550 568			69 550 568		
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		
69 550 568			69 550 568		
=====			=====		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)			Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3)		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges			Subventions d'immobilisations – collèges		
1 437 883 856			42 489 252		
Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités			Subventions d'immobilisations – universités		
3 538 964 923			155 220 900		
Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).....			197 710 152		
781 168			=====		
Renouvellement de l'éducation postsecondaire.....			14 702 189		
14 702 189			Programmes d'aide financière aux étudiantes et étudiants		
1 014 048 188			1 014 048 188		
-----			-----		
6 006 380 324			6 006 380 324		
-----			-----		
6 055 570 948			6 055 570 948		
-----			-----		
Crédits législatifs			Crédits législatifs		
Autres opérations			Autres opérations		
Créances irrécouvrables – Prêts aux étudiants – Loi sur l'administration financière			Amortissement – Loi sur l'administration financière ..		
42 943 865			366 240		
-----			-----		
42 943 865			366 240		
-----			-----		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		
6 098 514 813			198 076 392		
=====			=====		
BIENS IMMOBILISÉS			BIENS IMMOBILISÉS		
Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)			Soutien aux collèges, aux universités et aux étudiantes et étudiants (Poste 6)		
Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations			Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations		
8 834 307			8 834 307		
-----			-----		
8 834 307			8 834 307		
-----			-----		
TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE		
8 834 307			8 834 307		
=====			=====		

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3003
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO

7	1 369 370 200	(44 904 500)	1 324 465 700	Système Emploi Ontario.....	1 314 153 090
				Créances irrécouvrables – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail – <i>Loi sur l'administration financière</i>	238 764
L	503 600		503 600		
				Créances irrécouvrables – autres, <i>Loi sur l'administration financière</i>	11 632 311
L	5 582 500		5 582 500		
	<u>1 375 456 300</u>	<u>(44 904 500)</u>	<u>1 330 551 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	1 326 024 165
					=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

9	3 000 000		3 000 000	Système Emploi Ontario.....	872 700
	<u>3 000 000</u>		<u>3 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO	872 700
					=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3003	PROGRAMME EMPLOI ONTARIO			
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
10	16 001 000		16 001 000	Système Emploi Ontario..... 15 962 595
L	1 187 000		1 187 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 1 185 634
	<u>17 188 000</u>		<u>17 188 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	– PROGRAMME EMPLOI ONTARIO 17 148 229
				=====

Description du programme :

Emploi Ontario (EO) est le réseau intégré d'emploi et de formation en Ontario. Il aide les Ontariens et les Ontariennes à trouver les programmes et services d'emploi et de formation dont ils ont besoin. Pour que la province demeure compétitive dans une économie mondiale, EO contribuera à la réalisation de l'objectif de l'Ontario, qui est d'avoir la population la plus instruite et la main-d'œuvre la plus qualifiée dans le monde. Les programmes et services d'EO peuvent se grouper selon quatre grandes catégories :

1. Programmes d'emploi et de formation
2. Programmes d'apprentissage
3. Programmes relatifs aux compétences fondamentales
4. Programmes liés au marché du travail

Les programmes et services d'EO sont exécutés par l'entremise du réseau EO, formé du réseau communautaire ontarien de fournisseurs de services d'emploi, de fournisseurs de services d'alphabétisation, de collèges publics, de bureaux de l'apprentissage chargés de la prestation directe et d'agents responsables de la formation. EO a pour but de fournir des services d'emploi et de formation intégrés, axés sur le client et efficaces afin d'accroître l'avantage économique de l'Ontario.

PROGRAMME EMPLOI ONTARIO – CRÉDIT 3003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$			\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Système Emploi Ontario (Poste 7)			Système Emploi Ontario (Poste 9)		
Traitements et salaires	65 906 295		Prêts et investissements		
Avantages sociaux	10 560 098		Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	872 700	
Transports et communications.....	2 652 863			-----	
Services	19 827 078			872 700	
Fournitures et matériel	1 022 781			-----	
Paiements de transfert					
Emploi et formation	919 300 475		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
Crédit d'impôts de l'Ontario			PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	872 700	
pour la formation				=====	
en apprentissage	253 781 500				
Crédit d'impôts de l'Ontario pour					
l'éducation coopérative	41 102 000				
	-----	1 214 183 975			

		1 314 153 090			

			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Crédits législatifs			Système Emploi Ontario (Poste 10)		
Autres opérations			Paiements de transfert		
Créances irrécouvrables – Prêts pour			Fonds pour l'amélioration des		
l'acquisition d'outils de travail –			installations d'apprentissage	15 962 595	
<i>Loi sur l'administration financière</i>	238 764			-----	
Créances irrécouvrables – autres,				15 962 595	
<i>Loi sur l'administration financière.....</i>	11 632 311			-----	

	11 871 075				

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			Crédits législatifs		
PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	1 326 024 165				
	=====				
			Autres opérations		
			Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	1 185 634	

				1 185 634	

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
			PROGRAMME EMPLOI ONTARIO.....	17 148 229	
				=====	

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES

1	25 638 300	(3 860 000)	21 778 300	Politiques stratégiques et programmes	19 568 199
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- POLITIQUES STRATÉGIQUES	
	25 638 300	(3 860 000)	21 778 300	ET PROGRAMMES	19 568 199

La Division des politiques stratégiques et des programmes dirige l'élaboration des politiques stratégiques et la conception des programmes pour l'éducation postsecondaire et la formation liée au marché du travail. Elle assume également pour le ministère des fonctions essentielles comme les prévisions à long terme, la planification et l'évaluation des immobilisations ainsi que la gestion des relations entre les divers paliers de gouvernement, y compris la supervision des ententes fédérales-provinciales relatives au marché du travail. Le travail de la Division contribue à l'objectif du gouvernement de former une main-d'œuvre très instruite et qualifiée capable de réussir dans l'économie actuelle en pleine évolution.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES – CRÉDIT 3004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Politiques stratégiques et programmes (Poste 1)	
Traitements et salaires	12 056 596
Avantages sociaux	1 890 790
Transports et communications.....	249 624
Services	5 455 382
Fournitures et matériel	164 198

	19 816 590
Moins : Recouvrements.....	248 391

	19 568 199

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLITIQUES STRATÉGIQUES ET PROGRAMMES.....	19 568 199
	=====

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur le développement du marché du travail	618 474 000	603 145 625
Entente sur le marché du travail.....	192 529 000	189 935 784
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	19 102 869	19 102 870
Programme canadien de prêts aux étudiants.....	15 368 412	14 418 924
Langues officielles dans l'enseignement – Complémentaire.....	14 111 487	14 581 000
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés.....	11 669 804	13 467 365
Subventions spéciales à des étudiants avant des handicaps permanents.....	8 579 803	9 335 830
Entente sur le développement du marché du travail – Locaux.....	4 040 780	3 928 702
Transfert gratuit.....	217 050	0
	<u>884 093 205</u>	<u>867 916 100</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Formation d'étudiants en optométrie – Université de Waterloo.....	1 054 772	1 064 693
	<u>1 054 772</u>	<u>1 064 693</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Collèges privés d'enseignement professionnel	910 372	793 069
Frais pour chèques refusés.....	201 844	10 400
Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire	110 401	140 000
Gens de métiers et apprentis*.....	(199 081)	7 897 180
	<u>1 023 536</u>	<u>8 840 649</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>773 430</u>	<u>318 065</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>63 029 202</u>	<u>46 343 924</u>
 DIVERS		
Pénalités - intérêt	9 354 739	9 267 842
Autres.....	4 584	17 355
	<u>9 359 323</u>	<u>9 285 197</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>959 333 468</u>	<u>933 768 628</u>

*Représente un rajustement ponctuel des droits de renouvellement du certificat des gens de métier et des apprentis transférés à l'Ordre des métiers de l'Ontario.

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
Remboursement – Prêts aux étudiants	94 074 746	109 732 567
Remboursement – Prêts pour l'acquisition d'outils de travail	3 689 657	3 045 486
	-----	-----
TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	97 764 403 =====	112 778 053 =====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-178
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-179
PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE.....	2-181
DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES.....	2-183
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-184
ÉTAT DES RECETTES.....	2-185
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS.....	2-186

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
1 311 075	Administration du ministère	2 167 214	1 334 594
11 580 872	Planification de l'infrastructure et de la croissance	16 544 700	14 168 750
66 804 746	Développement et gestion des activités immobilières	61 136 100	58 295 893
79 696 693	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	79 848 014	73 799 237
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
60	Planification de l'infrastructure et de la croissance	81 760 000	199 464
218 749 473	Développement et gestion des activités immobilières	185 221 800	170 808 446
218 749 533	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	266 981 800	171 007 910
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Développement et gestion des activités immobilières	11 581 000	5 542 341
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	11 581 000	5 542 341
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4001				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	
1	2 103 200		2 103 200	Administration du ministère 1 334 594
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
	<u>2 167 214</u>	<u> </u>	<u>2 167 214</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 1 334 594
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce programme comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre. Il assure l'orientation et la direction générales du ministère ainsi que l'administration interne. D'autres services administratifs sont fournis au ministère par le ministère de l'Énergie.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 4001

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Administration du ministère (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 144 440
Avantages sociaux	113 412
Transports et communications.....	21 050
Services	47 150
Fournitures et matériel	8 542

	1 334 594

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	1 334 594
	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4003				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE
1	15 094 100	1 450 600	16 544 700	Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance 14 168 750
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE
				ET DE LA CROISSANCE 14 168 750
	15 094 100	1 450 600	16 544 700	=====
	=====	=====	=====	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	131 280 500	(130 278 500)	1 002 000	Programmes d'infrastructure 199 464
3	100 000 000	(19 242 000)	80 758 000	Fonds de prévoyance pour les immobilisations ‡.. 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE
				ET DE LA CROISSANCE 199 464
	231 280 500	(149 520 500)	81 760 000	=====
	=====	=====	=====	

Description du programme :

Le programme d'infrastructure soutient : l'élaboration et la mise en œuvre de solides stratégies d'infrastructure pour la province, y compris la gestion par un organisme central du processus de planification de l'infrastructure provinciale et l'élaboration du budget d'immobilisations; la mise en œuvre du plan d'infrastructure à long terme; l'élaboration de propositions de politiques et de programmes horizontaux et sectoriels relatifs à l'infrastructure; les négociations avec le gouvernement fédéral concernant de nouveaux programmes d'infrastructure à coûts partagés; la coordination de la mise en œuvre des programmes d'infrastructure, notamment les investissements visant à stimuler l'économie; l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre de gestion des actifs pour le gouvernement; la prestation d'analyses et de conseils économiques et financiers relatifs aux infrastructures; la gestion de l'information pour les investissements en matière d'infrastructure; des connaissances spécialisées sur les considérations économiques liées à l'eau.

Le programme de planification de la croissance dirige l'élaboration et la mise en œuvre de la politique gouvernementale de gestion de la croissance à l'échelle de la province. Ces efforts comprennent l'élaboration de plans régionaux de gestion de la croissance avec les administrations locales, les collectivités autochtones, les autres intervenants concernés et le grand public, ainsi que la facilitation de l'harmonisation de la politique et du financement du gouvernement entre divers ministères pour soutenir la mise en œuvre du programme.

‡ Les charges liées au Fonds de prévoyance pour les immobilisations sont exclues des chiffres réels du ministère de l'Infrastructure parce que les montants du Fonds alloués sont transférés aux ministères responsables qui engagent les coûts et comptabilisent les charges.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DE LA PLANIFICATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE LA CROISSANCE – CRÉDIT 4003

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Gestion des biens</i>		
Politiques et programmes relatifs à l'infrastructure et à la croissance (Poste 1)			Services	175 464	
			Paievements de transfert		
			Gestion des biens	24 000	199 464
				-----	-----
Traitements et salaires	7 834 208		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Avantages sociaux	1 029 196		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION		
Transports et communications.....	134 662		DE L'INFRASTRUCTURE		
Services	4 948 757		ET DE LA CROISSANCE		199 464
Fournitures et matériel	124 677				=====
Paievements de transfert					
Fonds de croissance.....	97 250				

	14 168 750				

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION					
DE L'INFRASTRUCTURE					
ET DE LA CROISSANCE	14 168 750				
	=====				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
Programmes d'infrastructure (Poste 2)					
Services	175 464				
Paievements de transfert					
Gestion des biens.....	24 000				

	199 464				

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
4004				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES
1	58 992 100	2 000 000	60 992 100	Programmes immobiliers 57 935 843
L	144 000		144 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 360 050
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DU
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION
				DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES 58 295 893
	59 136 100	2 000 000	61 136 100	=====
	=====	=====	=====	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	185 219 800		185 219 800	Programmes immobiliers 170 808 446
3	1 000		1 000	Développement et gestion des activités immobilières – autres charges liées aux immobilisations 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DU
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION
				DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES 170 808 446
	185 221 800		185 221 800	=====
	=====	=====	=====	
BIENS IMMOBILISÉS				
4	11 581 000		11 581 000	Développement et gestion des activités immobilières.... 5 542 341
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DU
				DÉVELOPPEMENT ET GESTION
				DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES 5 542 341
	11 581 000		11 581 000	=====
	=====	=====	=====	

Description du programme :

Ce programme a la responsabilité intégrée de la planification stratégique, de l'élaboration de politiques et de la gestion immobilière d'un portefeuille comprenant environ un million d'acres de terres et des milliers de bâtiments et de structures détenus un peu partout en Ontario. Il est également chargé de l'acquisition, la cession et l'utilisation des biens immobiliers ainsi que de la gouvernance et la surveillance de l'agent de prestation de services, la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier. Dans ce rôle, outre sa collaboration avec les ministères et organismes de l'Ontario à l'appui de leurs besoins en matière d'utilisation des terres, de gestion des propriétés et de locaux, le programme fournit des services et des conseils spécialisés en immobilier pour soutenir les objectifs des politiques et des programmes de l'Ontario. Aujourd'hui, le programme réalise plusieurs des objectifs environnementaux et stratégiques de l'Ontario par sa gestion efficace des biens immobiliers, l'optimisation de la valeur des biens immobiliers existants et la mise à la disposition des fonctionnaires de l'Ontario d'espaces de travail appropriés et suffisants. Ce programme est par ailleurs chargé de la surveillance de Waterfront Toronto, une société sans capital-actions créée par les trois ordres de gouvernement (la cité de Toronto, le gouvernement provincial de l'Ontario et le gouvernement fédéral du Canada) pour superviser la revitalisation du secteur riverain.

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE

PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION DES ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES – CRÉDIT 4004

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Programmes immobiliers (Poste 1)		Programmes immobiliers (Poste 2)		
Traitements et salaires	2 742 623	Services	100 301 876	
Avantages sociaux	339 606	Paielements de transfert		
Transports et communications.....	40 419	Revitalisation du secteur		
Services	51 808 480	riverain de Toronto	55 935 820	
Fournitures et matériel	19 432	Infrastructure du village des		
Autres opérations	2 985 283	athlètes des Jeux panaméricains		
	-----	et parapanaméricains.....	14 570 750	
	57 935 843		-----	70 506 570
	-----			-----
				170 808 446

		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT		
		ET GESTION DES ACTIVITÉS		
		IMMOBILIÈRES	170 808 446	=====
Crédits législatifs				
Autres opérations				
Créance irrécouvrable,				
<i>Loi sur l'administration financière</i>	360 050			

	360 050			

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –				
PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT				
ET GESTION DES ACTIVITÉS				
IMMOBILIÈRES	58 295 893			
	=====			
		BIENS IMMOBILISÉS		
		Développement et gestion des activités immobilières (Poste 4)		
		Terrains.....	5 542 341	

			5 542 341	

		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
		PROGRAMME DU DÉVELOPPEMENT		
		ET GESTION DES ACTIVITÉS		
		IMMOBILIÈRES	5 542 341	=====

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Recouvrement des coûts de projets	1 049 430	4 518 675
Coûts de diligence raisonnable : Vente de biens/bâtiments/servitudes.....	80 152	209 510
	<u>1 129 582</u>	<u>4 728 185</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Accès à l'information – Droits	<u>4 809</u>	<u>5 240</u>
 VENTES ET LOCATIONS		
Ventes – Terrains et bâtiments	63 860 443	117 200 373
Locations – Terrains et bâtiments	25 306 894	29 388 398
Locations – Autres	1 033 135	1 690 118
	<u>90 200 472</u>	<u>148 278 889</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Services et Locations	2 737 412	769 416
Paiements de transfert	206 993	0
Créances irrécouvrables	0	83 101
	<u>2 944 405</u>	<u>852 517</u>
 DIVERS		
Intérêt	1 960 746	1 718 381
Paiements pour services rendus	1 066 757	1 116 002
Autres.....	0	979 645
	<u>3 027 503</u>	<u>3 814 028</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>97 306 771</u>	<u>157 678 859</u>

MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE
ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario.....	139 500 -----	171 250 -----
TOTAL – REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS	139 500 =====	171 250 =====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-188
AFFAIRES FRANCOPHONES	2-189
COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	2-191
ÉTAT DES RECETTES	2-193

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
4 149 452	Affaires francophones	4 120 100	3 995 270
833 606	Commissariat aux services en français	698 500	647 998
4 983 058	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) POUR	4 818 600	4 643 268
=====	L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES	=====	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1301
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES

1	4 120 100		4 120 100	Coordination des affaires francophones.....	3 995 270
	<u>4 120 100</u>		<u>4 120 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				- PROGRAMME DES	
	4 120 100		4 120 100	AFFAIRES FRANCOPHONES	3 995 270
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Ce programme donne des conseils au gouvernement de l'Ontario sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux Affaires francophones et aux services en français. Il suit et encadre l'observation de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et les organismes et formule des recommandations sur l'ajout de nouvelles régions désignées à l'annexe et la désignation d'organismes offrant des services publics en vertu de la Loi. Il examine la disponibilité et la qualité des services fournis par les ministères à la population francophone, et fournit des renseignements, des conseils, de l'expertise et de l'aide à la communauté francophone. Il coordonne le transfert des fonds fédéraux aux autres ministères et aux organismes pour les projets financés en vertu de l'Entente Canada-Ontario sur les services en français.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES – CRÉDIT 1301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Coordination des affaires francophones (Poste 1)	
Traitements et salaires	1 766 145
Avantages sociaux	246 169
Transports et communications.....	82 451
Services	1 881 475
Fournitures et matériel	19 030

	3 995 270

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
AFFAIRES FRANCOPHONES.....	3 995 270
	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1302
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS

1	869 100	(170 600)	698 500	Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes	647 998
	<u>869 100</u>	<u>(170 600)</u>	<u>698 500</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	<u>647 998</u>
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le Commissariat encourage l'application de la *Loi sur les services en français* en menant des enquêtes sur la portée et la qualité de la conformité, que ce soit à la suite de plaintes ou de sa propre initiative; il prépare des rapports et des recommandations; il surveille l'observation de la Loi par les organismes gouvernementaux et conseille la ministre déléguée aux Affaires francophones sur les questions liées à l'administration de la Loi.

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS – CRÉDIT 1302

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commissariat aux services en français – enquêtes à la suite de plaintes (Poste 1)	
Traitements et salaires	446 995
Avantages sociaux	43 384
Transports et communications.....	22 763
Services	112 631
Fournitures et matériel	22 225

	647 998

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – COMMISSARIAT AUX SERVICES EN FRANÇAIS	647 998
	=====

OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i>	1 400 000	1 510 000
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES.....	0	629
	-----	-----
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Remboursements des fournisseurs.....	7 700	9 350
	-----	-----
DIVERS.....	11	2
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES.....	1 407 711	1 519 981
	=====	=====

OMBUDSMAN ONTARIO

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE 2-196

OMBUDSMAN ONTARIO..... 2-197

ÉTAT DES RECETTES..... 2-199

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES DE FONCTIONNEMENT

11 159 300	Ombudsman Ontario	11 288 100	11 288 100
<u>11 159 300</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	<u>11 288 100</u>	<u>11 288 100</u>
=====	POUR OMBUDSMAN ONTARIO	=====	=====

OMBUDSMAN ONTARIO

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT
et
poste

Crédits autorisés

Prévisions

par le
Conseil

Total

Dépenses
réelles

\$

\$

\$

\$

2301

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
– PROGRAMME –
OMBUDSMAN ONTARIO

Description du programme:

L'ombudsman enquête sur les plaintes concernant l'administration d'organismes gouvernementaux de la province de l'Ontario et fait des recommandations en vue d'améliorer les politiques, programmes et services gouvernementaux. L'ombudsman peut enquêter sur des plaintes individuelles et systémiques présentées par des membres du public, des députés ou de son propre chef. Les services de l'ombudsman sont gratuits.

Au cours de l'exercice 2012-2013, le Bureau de l'ombudsman a enregistré une hausse de 6 % du nombre de dossiers, avec plus de 19 700 plaintes reçues. Il semble bien que ce chiffre sera dépassé en 2013/2014. Le Bureau de l'ombudsman a un effectif de 86 ETP, dont 63 membres du Syndicat canadien des employés et employés professionnels et de bureau (SEPB). La convention collective actuelle du Bureau a expiré le 31 mars 2013.

L'ombudsman examine également les plaintes de citoyens concernant des réunions à huis clos en vertu de la *Loi sur les municipalités*, lorsqu'aucun enquêteur municipal n'est en poste. Cette compétence a été ajoutée en 2008 et mise en œuvre à partir des ressources existantes, sans hausse connexe du budget de fonctionnement du Bureau. L'ombudsman publie également un rapport annuel sur les enquêtes menées par son bureau concernant les réunions à huis clos, ainsi que des rapports spéciaux sur des enquêtes précises.

Le Bureau de l'ombudsman est très présent sur les médias sociaux. Les particuliers peuvent communiquer avec le Bureau pour déposer une plainte en personne, par écrit, en appelant une ligne sans frais, par courriel, par Internet ou au moyen d'une application Web pour mobiles. Le Bureau donne de nombreux renseignements concernant ses activités et certaines enquêtes, en français et en anglais, sur son site Web (www.ombudsman.on.ca).

OMBUDSMAN ONTARIO

PROGRAMME – OMBUDSMAN ONTARIO – CRÉDIT 2301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Ombudsman (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 335 780
Avantages sociaux	1 614 395
Transports et communications.....	355 330
Services	1 382 506
Fournitures et matériel	600 089

	11 288 100

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME –	
OMBUDSMAN ONTARIO	11 288 100
	=====

OMBUDSMAN ONTARIO
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	21 172 -----	18 056 -----
DIVERS.....	26 631 -----	26 349 -----
TOTAL DES RECETTES POUR OMBUDSMAN ONTARIO	47 803 =====	44 405 =====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-202
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-204
POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS.....	2-207
POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES	2-209
SERVICES JURIDIQUES	2-214
SERVICES AUX TRIBUNAUX	2-216
SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES	2-218
CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES.....	2-221
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-206, 2-208, 2-213, 2-215, 2-217, 2-220
ÉTAT DES RECETTES.....	2-223

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
179 351 694	Administration du ministère	185 296 414	184 194 089
258 601 391	Poursuites contre les criminels	263 407 000	261 702 919
543 714 565	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	539 873 000	538 917 661
37 888 294	Services juridiques	49 750 800	137 742 809
426 126 534	Services aux tribunaux	431 448 800	431 328 468
166 629 843	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	170 173 700	168 527 741
5 754 995	Crédit d'impôt pour contributions politiques	8 212 600	8 212 600
1 618 067 316 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 648 162 314 =====	1 730 626 287 =====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

0	Administration du ministère	16 600	15 805
0	Poursuites contre les criminels	1 408 300	1 315 084
0	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	72 900	72 543
0	Services juridiques	205 700	203 383
0	Services aux tribunaux	83 500	69 193
0	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	87 800	85 979
0 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 874 800 =====	1 761 987 =====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
26 488 736	Administration du ministère	29 622 800	27 390 733
58 032	Poursuites contre les criminels	71 300	58 032
294 379	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	817 800	335 819
10 488	Services juridiques	11 900	10 488
21 610 022	Services aux tribunaux	37 462 400	36 320 213
23 405	Services aux victimes et aux personnes vulnérables	3 800	21 373
48 485 062	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	67 990 000	64 136 658
=====		=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

247 129	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes	4 376 500	1 304 045
267 019 700	Services aux tribunaux	138 559 000	93 403 157
267 266 829	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	142 935 500	94 707 202
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
301				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	200 191 300	(14 958 900)	185 232 400	Administration du ministère 184 128 121
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	200 255 314	(14 958 900)	185 296 414	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 184 194 089
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	8 600	8 000	16 600	Paiement anticipé des cotisations au Barreau 15 805
	8 600	8 000	16 600	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 15 805
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	31 105 800	(1 500 000)	29 605 800	Renouvellement des installations 27 377 070
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	16 000		16 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 13 663
	31 122 800	(1 500 000)	29 622 800	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 27 390 733
				=====

Description du programme :

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans les domaines suivants : planification des activités et des finances, ressources humaines, gestion des urgences et gestion des installations. La Division fournit aussi aux ministères du secteur de la justice des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français, et administre les services de vérification et d'assurance de la qualité dispensés centralement, ainsi que les Services communs de l'Ontario. Le programme d'administration du ministère sert également le Bureau du procureur général, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau du sous-ministre associé ainsi que la Direction des communications.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
<i>Administration du ministère (Poste 1)</i>			<i>Locaux – Frais de location</i>		
Traitements et salaires	19 639 154		Services	157 084 436	
Avantages sociaux	2 784 581			-----	157 084 436
Transports et communications.....	473 503				-----
Services	161 149 418		<i>Planification opérationnelle</i>		
Fournitures et matériel	215 719				

	184 262 375		Traitements et salaires.....	4 454 782	
Moins : Recouvrements.....	134 254		Avantages sociaux	715 482	
	-----		Transports et communications	71 776	
	184 128 121		Services	746 912	
	-----		Fournitures et matériel	85 350	
				-----	6 074 302

<i>Bureau principal</i>			<i>Services en français</i>		
Traitements et salaires	3 696 998				
Avantages sociaux	373 089		Traitements et salaires.....	601 440	
Transports et communications.....	106 211		Avantages sociaux	83 088	
Services	311 812		Transports et communications	17 797	
Fournitures et matériel	25 593		Services	114 430	
	-----	4 513 703	Fournitures et matériel	8 828	
		-----		-----	
				825 583	
<i>Services de communication</i>			Moins : Recouvrements.....	134 254	
Traitements et salaires	2 159 758			-----	691 329
Avantages sociaux	296 072				-----
Transports et communications.....	39 484		<i>Accès à l'information et protection de la vie privée</i>		
Services	231 184				
Fournitures et matériel	16 882		Traitements et salaires.....	1 695 059	
	-----	2 743 380	Avantages sociaux	197 495	
		-----	Transports et communications	48 546	
			Services	127 719	
<i>Services de vérification</i>			Fournitures et matériel	32 532	
Services	1 740 250			-----	2 101 351
	-----	1 740 250			-----
		-----	<i>Ressources humaines</i>		
<i>Services des installations</i>			Traitements et salaires.....	3 551 581	
Traitements et salaires	3 479 536		Avantages sociaux	542 501	
Avantages sociaux	576 854		Transports et communications	94 264	
Transports et communications.....	95 425		Services	423 102	
Services	369 573		Fournitures et matériel	13 776	
Fournitures et matériel	32 758			-----	4 625 224
	-----	4 554 146			-----

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 301

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$	\$
Crédits législatifs		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	Renouvellement des installations (Poste 2)		
Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667			
	-----	Autres opérations		
	65 968	Investissements dans les		
	-----	immobilisations –		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		renouvellement des actifs.....	22 827 195	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	184 194 089	Investissements dans les		
	=====	immobilisations –		
		charges de renouvellement	4 549 875	
			-----	27 377 070

				27 377 070

ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
		Crédits législatifs		
Paie ment anticipé des cotisations au Barreau (Poste 5)				
		Autres opérations		
Dépôts et charges payées d'avance.....	15 805	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	13 663	
	-----		-----	
	15 805		13 663	
	-----		-----	
TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	15 805	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....	27 390 733	
	=====		=====	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
302				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS
2	263 250 600	(3 921 500)	259 329 100	Droit criminel..... 257 339 438
3	4 076 900		4 076 900	Projet de la justice applicable aux Autochtones..... 4 076 900
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 286 581
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE POURSUITES
	267 328 500	(3 921 500)	263 407 000	CONTRE LES CRIMINELS 261 702 919
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	1 427 300	(19 000)	1 408 300	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 1 315 084
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE POURSUITES
	1 427 300	(19 000)	1 408 300	CONTRE LES CRIMINELS 1 315 084
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000		1 000	Poursuites contre les criminels 0
L	70 300		70 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 58 032
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DE POURSUITES
	71 300		71 300	CONTRE LES CRIMINELS 58 032
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Droit criminel (Poste 2)			Paie ment anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)	
Traitements et salaires	197 443 852		Dépôts et charges payées d'avance.....	1 315 084
Avantages sociaux	20 986 949			1 315 084
Transports et communications.....	3 740 665			
Services	25 821 127		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Fournitures et matériel	3 650 642		PROGRAMME DE POURSUITES	
Paie ments de transfert			CONTRE LES CRIMINELS	1 315 084
Comités de justice				=====
pour la jeunesse.....	2 156 750			
Programmes de				
responsabilisation directe.....	3 533 868			
Indemnisation des victimes				
à partir de la confiscation				
des actifs criminels	5 585			
	-----	5 696 203		

		257 339 438		

Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3)			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Paie ments de transfert			Crédits législatifs	
Programme d'assistance parajudiciaire				
aux Autochtones de l'Ontario	361 324			
Projets de la justice				
applicable aux Autochtones	3 715 576			
	-----	4 076 900		

		4 076 900		

Crédits législatifs			Autres opérations	
			Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	
			58 032	

			58 032	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DE POURSUITES			PROGRAMME DE POURSUITES	
CONTRE LES CRIMINELS			CONTRE LES CRIMINELS	
261 702 919			58 032	
=====			=====	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
2	354 549 100	1 535 700	356 084 800	Aide juridique Ontario 356 084 800
4	59 772 800	3 053 200	62 826 000	Relations avec les organismes 62 651 812
7	46 812 800	401 500	47 214 300	Tribunaux de justice sociale 46 861 173
8	17 375 200	371 500	17 746 700	Politiques et tribunaux décisionnels 17 648 319
9	32 099 500	(735 200)	31 364 300	Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels 31 068 086
10	18 031 100	(101 600)	17 929 500	Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario 17 815 297
11	7 390 100	(684 700)	6 705 400	Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario 6 512 777
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrable, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
L	1 000		1 000	Audiences tenues en vertu de la <i>Loi sur</i> <i>les services policiers</i> 275 397
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 538 917 661
	536 032 600	3 840 400	539 873 000	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
12	71 900	1 000	72 900	Paiement anticipé des cotisations au Barreau 72 543
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 72 543
	71 900	1 000	72 900	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
303				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME RELATIF AUX ORGANISMES
5	1 000		1 000	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes..... 0
L	816 800		816 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i> 335 819
	<u>817 800</u>		<u>817 800</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 335 819
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	4 376 500		4 376 500	Politiques, programmes de justice et programme relatif aux organismes 1 304 045
	<u>4 376 500</u>		<u>4 376 500</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES POLITIQUES,
				PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
				RELATIF AUX ORGANISMES 1 304 045
				=====

Description du programme :

Dans le cadre de ce programme, la Division des politiques et des tribunaux décisionnels est chargée du programme de politiques et de législation du procureur général et de la prestation de conseils stratégiques et juridiques sur les politiques. Il supervise les initiatives stratégiques et fournit du soutien et de l'expertise à d'autres divisions du ministère. Le programme est aussi responsable de l'administration des renseignements au public et des relations fédérales-provinciales-territoriales du ministère.

La Division des politiques et des tribunaux décisionnels assure également la liaison et gère les relations du ministère avec divers tribunaux décisionnels. Il s'agit des Tribunaux de l'environnement et de l'aménagement du territoire Ontario (la Commission de révision de l'évaluation foncière, le Tribunal de l'environnement, la Commission des biens culturels, la Commission des affaires municipales de l'Ontario et la Commission de négociation), des Tribunaux de justice sociale Ontario - la Commission de la location immobilière, le Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, le Tribunal de l'aide sociale, la Commission de révision des placements sous garde, la Commission de révision des services à l'enfance et à la famille, le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (anglais) et le Tribunal de l'enfance en difficulté de l'Ontario (français) -, les Tribunaux de la sécurité, des appels en matière de permis et des normes Ontario (le Tribunal d'appel en matière de permis, la Commission d'étude des soins aux animaux, la Commission de la sécurité-incendie, la Commission civile de l'Ontario sur la police et la Commission ontarienne des libérations conditionnelles), ainsi que de la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels.

La Division des relations avec les organismes gère les relations de responsabilisation entre divers organismes et programmes non décisionnels, en particulier : la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, la Commission ontarienne des droits de la personne, le Centre d'assistance juridique en matière de droits de la personne, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police, l'Unité des enquêtes spéciales, Aide juridique Ontario et le Programme de vérification et de supervision des mises en liberté sous caution.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Aide juridique Ontario (Poste 2)			<i>Vérification et supervision des libérations sous caution</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Certificats délivrés dans le cadre			Vérification et supervision des		
du Fonds d'aide juridique			libérations sous caution	6 594 377	6 594 377
– Services aux clients.....	290 455 800			-----	-----
Certificats délivrés dans le cadre			<i>Victimes de mauvais traitements</i>		
du Fonds d'aide juridique			Paiements de transfert		
– Administration.....	25 348 100		Victimes de mauvais traitements	2 846	2 846
Cliniques juridiques communautaires				-----	-----
financées dans le cadre du			<i>Commission ontarienne des droits de la personne</i>		
Fonds d'aide juridique	40 280 900		Traitements et salaires.....	4 418 567	
	-----	356 084 800	Avantages sociaux.....	540 173	
		-----	Transports et communications	156 531	
		356 084 800	Services.....	496 260	
		-----	Fournitures et matériel	119 002	
				-----	5 730 533

Relations avec les organismes (Poste 4)			<i>Centre d'assistance juridique en</i>		
Traitements et salaires	63 961 714		<i>matière de droits de la personne</i>		
Avantages sociaux	10 770 879		Paiements de transfert		
Transports et communications.....	2 532 036		Centre d'assistance juridique en		
Services	14 378 518		matière de droits de la personne..	5 756 200	5 756 200
Fournitures et matériel	1 299 112			-----	-----
Paiements de transfert					
Vérification et supervision			<i>Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police</i>		
des libérations sous caution	6 594 377		Traitements et salaires.....	4 055 925	
Victimes de mauvais traitements ...	2 846		Avantages sociaux.....	497 369	
Centre d'assistance juridique en			Transports et communications	157 824	
matière de droits de la personne..	5 756 200		Services.....	782 090	
	-----	12 353 423	Fournitures et matériel	99 619	
		-----		-----	5 592 827
		105 295 682			-----
Moins : Recouvrements.....		42 643 870			

		62 651 812			

<i>Relations avec les organismes et gestion des programmes</i>					
Traitements et salaires	1 921 360				
Avantages sociaux	251 751				
Transports et communications.....	23 968				
Services	178 408				
Fournitures et matériel	20 159				
	-----	2 395 646			

**PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303**

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
<i>Unité des enquêtes spéciales</i>			<i>Politiques</i>		
Traitements et salaires	6 245 986		Traitements et salaires	5 324 652	
Avantages sociaux	726 251		Avantages sociaux	451 610	
Transports et communications.....	458 698		Transports et communications	202 510	
Services	972 204		Services	717 005	
Fournitures et matériel	171 354		Fournitures et matériel	61 847	
	-----	8 574 493	Paielements de transfert		
		-----	Liste de jurés	177 250	
				-----	6 934 874

<i>Commission des alcools et des jeux de l'Ontario</i>			<i>Renseignements au public</i>		
Traitements et salaires	47 319 876		Traitements et salaires	217 144	
Avantages sociaux	8 755 335		Avantages sociaux	41 811	
Transports et communications.....	1 735 015		Transports et communications	470 102	
Services	11 949 556		Services	9 622 694	
Fournitures et matériel	888 978		Fournitures et matériel	39 694	
	-----			-----	10 391 445
	70 648 760				-----
Moins : Recouvrements.....	42 643 870				
	-----	28 004 890			

<i>Tribunaux de justice sociale (Poste 7)</i>			<i>Commission du droit de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires	30 253 209		Paielements de transfert		
Avantages sociaux	4 389 513		Commission du droit de l'Ontario....	322 000	
Transports et communications.....	2 281 703			-----	322 000
Services	9 327 720				-----
Fournitures et matériel	609 028				

	46 861 173				

<i>Politiques et tribunaux décisionnels (Poste 8)</i>			<i>Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 9)</i>		
Traitements et salaires	5 541 796		Traitements et salaires	3 297 415	
Avantages sociaux	493 421		Avantages sociaux	563 348	
Transports et communications.....	672 612		Transports et communications	505 813	
Services	10 339 699		Services	2 294 150	
Fournitures et matériel	101 541		Fournitures et matériel	52 224	
Paielements de transfert			Paielements de transfert		
Commission du droit de l'Ontario	322 000		Indemnisation des victimes d'actes criminels	24 355 136	
Liste de jurés	177 250			-----	
	-----	499 250			31 068 086
		-----			-----
		17 648 319			-----

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES POLITIQUES, PROGRAMMES DE JUSTICE ET PROGRAMME
RELATIF AUX ORGANISMES – CRÉDIT 303

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
304				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
2	27 082 800	17 042 900	44 125 700	Services juridiques..... 44 011 847
3	6 019 800	(395 700)	5 624 100	Services des conseillers législatifs 5 438 538
L	1 000		1 000	Loi sur les actions contre la Couronne..... 88 292 424
	33 103 600	16 647 200	49 750 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES JURIDIQUES 137 742 809
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	195 700	10 000	205 700	Paiement anticipé des cotisations au Barreau..... 203 383
	195 700	10 000	205 700	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES JURIDIQUES 203 383
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services juridiques..... 0
L	10 900		10 900	Amortissement – Loi sur l'administration financière... 10 488
	11 900		11 900	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES JURIDIQUES 10 488
				=====

Description du programme:

Ce programme appuie le rôle du procureur général de premier conseiller juridique de la Couronne; à cet effet, il s'assure que l'administration des affaires publiques est conforme à la loi, par la prestation de conseils experts en matière de droit et de services d'intervention et de représentation devant tous les types de tribunaux. Ce programme assure le déroulement des litiges pour et contre la Couronne relativement à toute question relevant de la compétence de la Législature.

Ce programme comprend le travail du Bureau des conseillers législatifs, qui est chargé des services de rédaction législative en français et en anglais. Cela comprend la préparation des projets de loi pour le gouvernement et les députés à l'Assemblée législative et la rédaction des règlements. Le Bureau fournit également des conseils juridiques et des services de révision et de publication connexes, notamment l'apport du contenu pour le site Web Lois-en-ligne.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES – CRÉDIT 304

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Services des conseillers législatifs (Poste 3)	
Services juridiques (Poste 2)			Traitements et salaires	5 832 063
Traitements et salaires	116 619 502		Avantages sociaux	939 470
Avantages sociaux	12 062 566		Transports et communications	39 852
Transports et communications	652 159		Services	353 112
Services	7 695 128		Fournitures et matériel	32 754
Fournitures et matériel	736 152			7 197 251
Paiements de transfert			Moins : Recouvrements	1 758 713
Recours civils à l'égard d'activités				5 438 538
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –			Crédits législatifs	
Indemnisation des victimes	19 844 278		Autres opérations	
Recours civils à l'égard d'activités			Loi sur les actions contre la Couronne	88 292 424
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –				88 292 424
Subventions	1 290 816			
	-----	21 135 094		
		158 900 601		
Moins : Recouvrements		114 888 754	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
		44 011 847	PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES ...	137 742 809
		-----		=====
<i>Droit civil et constitutionnel</i>			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires	26 598 906		Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)	
Avantages sociaux	2 734 025		Dépôts et charges payées d'avance	203 383
Transports et communications	652 159			203 383
Services	7 695 128			
Fournitures et matériel	736 152		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Paiements de transfert			PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES ...	203 383
Recours civils à l'égard d'activités				=====
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –			CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Indemnisation des victimes	19 844 278		Crédits législatifs	
Recours civils à l'égard d'activités			Autres opérations	
illicites – <i>Loi sur les recours civils</i> –			Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	10 488
Subventions	1 290 816			10 488

	59 551 464		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements	15 541 083		PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES ...	10 488
	-----	44 010 381		=====

<i>Services juridiques détachés</i>				
Traitements et salaires	90 020 596			
Avantages sociaux	9 328 541			

	99 349 137			
Moins : Recouvrements	99 347 671			
	-----	1 466		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
305				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX
1	268 794 300	(2 196 000)	266 598 300	Administration de la justice..... 265 972 020
2	156 340 500	3 810 000	160 150 500	Services judiciaires..... 159 882 786
L	4 700 000		4 700 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 5 473 662
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	429 834 800	1 614 000	431 448 800	– PROGRAMME DES SERVICES
	=====	=====	=====	AUX TRIBUNAUX 431 328 468
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	83 500		83 500	Paieement anticipé des cotisations au Barreau 69 193
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	83 500		83 500	– PROGRAMME DES SERVICES
	=====	=====	=====	AUX TRIBUNAUX 69 193
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	32 086 600	4 353 500	36 440 100	Construction de tribunaux 36 158 100
4	1 000		1 000	Services aux tribunaux..... 0
L	1 021 300		1 021 300	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 162 113
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	33 108 900	4 353 500	37 462 400	– PROGRAMME DES SERVICES
	=====	=====	=====	AUX TRIBUNAUX 36 320 213
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
5	138 559 000		138 559 000	Services aux tribunaux..... 93 403 157
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	138 559 000		138 559 000	– PROGRAMME DES SERVICES
	=====	=====	=====	AUX TRIBUNAUX 93 403 157
				=====

Description du programme :

La Division des services aux tribunaux est responsable de l'administration et du fonctionnement des tribunaux criminels, civils, de la famille et des petites créances de l'Ontario. Ces services sont répartis en trois catégories : administration des tribunaux; services judiciaires; construction de tribunaux. L'administration des tribunaux et les services judiciaires contribuent à la gestion efficace et efficiente du système de justice. Le volet Construction de tribunaux, qui est exécuté par la Division de la gestion des services ministériels (Direction de la gestion des installations et Bureau des projets de diversification des modes de financement et d'approvisionnement pour les tribunaux) finance l'aménagement de nouveaux palais de justice et les rénovations de grande envergure effectuées dans les tribunaux existants afin de soutenir un système de justice moderne, sûr et accessible.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX – CRÉDIT 305

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Administration de la justice (Poste 1)		Construction de tribunaux (Poste 3)	
Traitements et salaires	161 011 538	Autres opérations	
Avantages sociaux	27 850 836	Projets d'infrastructure de grande envergure.....	36 158 100
Transports et communications.....	9 828 965		-----
Services	60 473 332		36 158 100
Fournitures et matériel	6 807 349		-----
	265 972 020		

Services judiciaires (Poste 2)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	133 946 652	Autres opérations	
Avantages sociaux	9 981 065	Amortissement – Loi sur l'administration financière ..	162 113
Transports et communications.....	2 872 428		-----
Services	12 201 364		162 113
Fournitures et matériel	649 326		-----
Paiements de transfert			
Subventions – Institut national de la			
magistrature/Conférence des juges	231 951		

	159 882 786		

Crédits législatifs		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Autres opérations		PROGRAMME DES SERVICES	
Créances irrécouvrables,		AUX TRIBUNAUX	
Loi sur l'administration financière	5 473 662		36 320 213
	-----		=====
	5 473 662		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		BIENS IMMOBILISÉS	
PROGRAMME DES SERVICES		Services aux tribunaux (Poste 5)	
AUX TRIBUNAUX		Immeubles - diversification des modes	
	431 328 468	de financement et de l'approvisionnement	87 327 584
	=====	Machines et équipement –	
		coûts relatifs aux immobilisations.....	6 075 573

			93 403 157

ACTIF DE FONCTIONNEMENT		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 6)		PROGRAMME DES SERVICES	
Dépôts et charges payées d'avance	69 193	AUX TRIBUNAUX	
	-----		93 403 157
	69 193		=====

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
AUX TRIBUNAUX			
	69 193		
	=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
306				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	72 470 400	(6 133 400)	66 337 000	Services aux victimes..... 65 588 874
2	22 009 900	(673 700)	21 336 200	Programme d'aide aux victimes et aux témoins 21 004 078
6	80 232 600	2 267 900	82 500 500	Personnes vulnérables..... 81 934 789
	174 712 900	(4 539 200)	170 173 700	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES..... 168 527 741
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	87 800		87 800	Paiement anticipé des cotisations au Barreau 85 979
	87 800		87 800	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====		=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES..... 85 979
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Services aux victimes et aux personnes vulnérables..... 0
L	2 800		2 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 21 373
	3 800		3 800	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====		=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				AUX VICTIMES ET AUX
				PERSONNES VULNÉRABLES..... 21 373
				=====

Description du programme:

Ce programme offre des services de soutien aux victimes et aux personnes vulnérables dans le cadre du système de justice pénale et il administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. La Division gère les Services aux victimes - Ontario, le Bureau du Tuteur et curateur public, le Bureau de l'avocat des enfants et le Programme de visites surveillées. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels relève également de ce programme.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Services aux victimes (Poste 1)			Avocat des enfants		
Traitements et salaires	7 161 714		Traitements et salaires	8 374 647	
Avantages sociaux	950 063		Avantages sociaux	1 134 190	
Transports et communications.....	495 416		Transports et communications	235 094	
Services	3 810 957		Services	33 608 099	
Fournitures et matériel	95 136		Fournitures et matériel	209 955	
Paiements de transfert					
Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents	10 503 163			43 561 985	
Projets spéciaux d'aide aux victimes	7 648 937		Moins : Recouvrements.....	114 916	43 447 069
Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle	13 049 291				
Programme d'aide aux enfants victimes	1 506 950				
Services spécialisés	600 000				
Programme d'aide aux victimes d'actes criminels	11 827 521				
Visites surveillées	7 939 726				
	-----	53 075 588			
		65 588 874			

Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2)			Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)		
Traitements et salaires	16 131 878		Traitements et salaires	30 091 131	
Avantages sociaux	2 728 838		Avantages sociaux	4 013 837	
Transports et communications.....	1 003 146		Transports et communications	1 053 278	
Services	895 111		Services	2 977 734	
Fournitures et matériel	245 105		Fournitures et matériel	351 740	
	-----	21 004 078		-----	38 487 720
		-----			-----
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		
			168 527 741		
			=====		
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Personnes vulnérables (Poste 6)			Paiement anticipé des cotisations au Barreau (Poste 7)		
Traitements et salaires	38 465 778		Dépôts et charges payées d'avance.....	85 979	
Avantages sociaux	5 148 027			85 979	
Transports et communications.....	1 288 372				
Services	36 585 833				
Fournitures et matériel	561 695				
	-----	82 049 705			
		114 916			

Moins : Recouvrements.....		81 934 789			

			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES		
			85 979		
			=====		

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES ET AUX PERSONNES VULNÉRABLES – CRÉDIT 306

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Crédits législatifs	
Autres opérations	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	21 373

	21 373

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
AUX VICTIMES ET AUX	
PERSONNES VULNÉRABLES	21 373
	=====

Le crédit d'impôt pour contributions politiques est un crédit pour les contributions versées à un parti de l'Ontario, à une association de circonscription ou à un candidat inscrit en vertu de la *Loi sur le financement des campagnes électorales de l'Ontario*.

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES – CRÉDIT 307

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédit d'impôt pour contributions politiques (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédit d'impôt pour contributions politiques	8 212 600	

	8 212 600	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE CRÉDIT D'IMPÔT		
POUR CONTRIBUTIONS		
POLITIQUES.....	8 212 600	
	=====	

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Aide juridique – Criminel	51 336 853	50 277 124
Gouvernement du Canada – Fonds de soutien des familles.....	4 160 429	4 160 429
<i>Loi sur les contraventions</i> fédérale.....	1 766 300	1 831 921
Travailleurs judiciaires autochtones	1 039 602	891 592
Langue française.....	5 941	439 105
Autres.....	593 638	644 536
	-----	-----
	58 902 763	58 244 707
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Tuteur et curateur public de l'Ontario	22 093 000	22 169 000
Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la <i>Loi sur les infractions provinciales</i>	16 496 671	16 031 533
Avocat des enfants.....	376 739	96 950
Autres.....	170	0
	-----	-----
	38 966 580	38 297 483
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Registres locaux.....	50 131 898	51 964 891
Frais judiciaires	12 844 455	13 014 195
Droits – Tribunal du logement de l'Ontario.....	12 017 104	12 109 198
Procédure/Recherche/Shérifs	9 969 976	10 015 635
Jeux – Droits du programme provincial des billets à fenêtres	6 239 961	6 905 628
Jeux – Licences des loterie.....	5 750 210	6 284 406
Jeux – Droits d'inscription	5 578 574	5 649 894
Permis – Permis de vente	4 096 584	4 111 600
Commission de révision de l'évaluation foncière (droits)	3 661 966	1 382 643
Permis pour occasions spéciales.....	2 936 513	3 101 783
Droits de cession de permis	1 496 490	1 320 840
Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario.....	266 225	223 720
Permis – Vineries ontariennes	258 661	171 905
Permis – Brasseurs provinciaux.....	181 125	104 525
Droits du Tribunal d'appel en matière de permis.....	71 746	71 700
Permis – Fabricants de spiritueux	40 320	25 200
Droits d'enregistrement – Agents/Représentants.....	15 460	12 809
Frais pour chèques refusés.....	9 800	11 340
Autres.....	32 767	54 657
	-----	-----
	115 599 835	116 536 569
	-----	-----

MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes provinciales/coûts/frais d'administration	46 868 666	39 683 855
Cautionnement certifié confisqué/Cautionnement non réglé/Restitution	1 970 713	6 470 469
Amendes – Paiements en trop	15 904	21 112
	<u>48 855 283</u>	<u>46 175 436</u>
VENTES ET LOCATIONS	<u>373 539</u>	<u>400 734</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	<u>5 301 541</u>	<u>6 736 998</u>
DIVERS		
Fonds d'aide aux victimes	50 531 400	52 280 100
CRIA – <i>Loi sur les recours civils</i>	22 685 520	2 699 049
Division du droit civil – Règlements	8 958 215	655 738
Tuteur et curateur public – Biens en déshérence	1 112 991	2 716 527
Confiscations – Produits de la criminalité	625 635	629 603
Autres	2 183 470	1 311 362
	<u>86 097 231</u>	<u>60 292 379</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>354 096 772</u>	<u>326 684 306</u>

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-226
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-227
GESTION DES RICHESSES NATURELLES.....	2-229
PROTECTION DU PUBLIC	2-235
INFORMATION ET TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES.....	2-237
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-228, 2-232, 2-234, 2-236
ÉTAT DES RECETTES	2-239

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
31 822 254	Administration du ministère	36 998 014	35 784 183
356 806 434	Gestion des richesses naturelles	355 679 000	351 577 191
185 763 469	Protection du public	126 923 800	126 365 278
25 039 922	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	24 012 400	23 780 910
599 432 079 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	543 613 214 =====	537 507 562 =====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
1 126 000	Gestion des richesses naturelles	519 500	217 485
53 600	Protection du public	62 500	40 354
167 210	Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources	0	0
1 346 810 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	582 000 =====	257 839 =====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
58 148 920	Gestion des richesses naturelles	51 979 200	49 952 917
4 254 950	Protection du public	5 659 000	5 538 910
62 403 870 =====	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	57 638 200 =====	55 491 827 =====
BIENS IMMOBILISÉS			
18 358 517	Gestion des richesses naturelles	28 184 100	23 908 874
18 169 280	Protection du public	29 175 300	20 489 197
36 527 797 =====	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	57 359 400 =====	44 398 071 =====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	33 467 800	3 465 200	36 933 000	Administration du ministère 35 718 215
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>33 532 814</u>	<u>3 465 200</u>	<u>36 998 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE 35 784 183
				=====

Description du programme:

Le programme d'administration offre aux secteurs d'activités son leadership en matière de gestion stratégique ainsi que des conseils, des avis juridiques, des services de communications et des services administratifs.

Il offre aussi son leadership et ses conseils pour la planification axée sur les résultats, la gestion financière, le contrôle financier et la gestion des ressources humaines.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2101

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	3 470 667	
Traitements et salaires	15 210 614		Avantages sociaux	500 630	
Avantages sociaux	5 905 150		Transports et communications	65 570	
Transports et communications	573 998		Services	482 618	
Services	13 565 332		Fournitures et matériel	119 016	
Fournitures et matériel	483 080			-----	
	35 738 174			4 638 501	
Moins : Recouvrements	19 959		Moins : Recouvrements	2 678	
	35 718 215			-----	4 635 823
			<i>Services juridiques</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	15 901	
Traitements et salaires	2 690 715		Transports et communications	57 078	
Avantages sociaux	329 236		Services	4 775 138	
Transports et communications	153 144		Fournitures et matériel	52 825	
Services	904 915			-----	4 900 942
Fournitures et matériel	93 748				
	4 171 758		<i>Services de vérification</i>		
			Services	422 933	
<i>Finances et administration</i>				-----	422 933
Traitements et salaires	4 766 580		<i>Commission de l'escarpement du Niagara</i>		
Avantages sociaux	695 787		Traitements et salaires	1 760 824	
Transports et communications	156 900		Avantages sociaux	230 209	
Services	6 046 399		Transports et communications	67 019	
Fournitures et matériel	134 763		Services	297 872	
	11 800 429		Fournitures et matériel	42 460	
Moins : Recouvrements	2 678			-----	
	11 797 751			2 398 384	
			Moins : Recouvrements	5 357	
<i>Ressources humaines</i>				-----	2 393 027
Traitements et salaires	2 505 927		<i>Crédits législatifs</i>		
Avantages sociaux	4 149 288		Traitement versé au ministre en vertu		
Transports et communications	74 287		de la Loi sur le Conseil exécutif		49 301
Services	635 457		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Fournitures et matériel	40 268		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 667
	7 405 227			-----	65 968
Moins : Recouvrements	9 246				
	7 395 981		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		35 784 183
					=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
1	346 214 800	(8 200 900)	338 013 900	Gestion durable des ressources..... 337 604 423
2	10 965 200	1 607 900	12 573 100	Parcs Ontario 12 481 736
L	5 091 000		5 091 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 1 491 032
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	<u>362 272 000</u>	<u>(6 593 000)</u>	<u>355 679 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 351 577 191
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	501 000	18 500	519 500	Gestion des richesses naturelles - actif de fonctionnement 217 485
	<u>501 000</u>	<u>18 500</u>	<u>519 500</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 217 485
				=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2103				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES
3	41 818 000	2 228 000	44 046 000	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles..... 43 390 897
L	7 933 200		7 933 200	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i> 6 562 020
	49 751 200	2 228 000	51 979 200	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 49 952 917
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

4	15 470 100	12 714 000	28 184 100	Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations . 23 908 874
	15 470 100	12 714 000	28 184 100	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION
				DES RICHESSES NATURELLES 23 908 874
				=====

Description du programme:

Le Programme de gestion des richesses naturelles dirige et supervise la gestion des forêts, des terres de la Couronne, de l'eau, de l'énergie renouvelable et des ressources en agrégats et en pétrole de l'Ontario par l'élaboration, la mise en œuvre et l'amélioration des lois, politiques, programmes, systèmes d'information et normes.

Le Programme s'attache à veiller à la vigueur et la viabilité de l'industrie forestière en Ontario et à favoriser un environnement d'affaires compétitif en faisant la promotion des emplois et des investissements dans le secteur forestier.

Le Programme dirige et supervise également la gestion des ressources fauniques et en poissons, des parcs et des zones protégées de l'Ontario, notamment la protection et la gestion des attractions naturelles, culturelles et récréatives importantes pour la province afin de promouvoir des écosystèmes sains et durables, de préserver la biodiversité et d'élargir les possibilités de loisirs de plein air.

De plus, le Programme dirige et supervise la gestion des biens d'infrastructure tels les installations piscicoles, des parcs, des terres de la Couronne, de l'eau et d'autres investissements dans l'infrastructure comme l'élaboration et l'application de l'information géographique et terrestre et l'infrastructure nécessaire pour partager cette information aux fins de l'exécution des programmes du ministère.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Cartographie et information géographique</i>			
Gestion durable de ressources (Poste 1)			Traitements et salaires	6 955 105		
Traitements et salaires	178 569 453		Avantages sociaux	1 139 414		
Avantages sociaux	32 579 043		Transports et communications	197 864		
Transports et communications	11 207 352		Services	5 324 240		
Services	139 610 865		Fournitures et matériel	136 818		
Fournitures et matériel	10 710 667					
Paiements de transfert						
Intendance des espèces				13 753 441		
en péril en Ontario	4 324 602		Moins : Recouvrements	5 368 772		
Centre de gestion des						8 384 669
espèces envahissantes	1 160 000					
Institut de la fourrure	40 000		<i>Politiques et planification</i>			
Rentes et primes versées			Traitements et salaires	23 108 984		
aux Indiens en vertu du			Avantages sociaux	3 647 185		
Traité numéro 9	76 588		Transports et communications	1 149 941		
Programme promotion			Services	5 103 696		
du bois de l'Ontario	953 932		Fournitures et matériel	360 145		
Développement économique des			Paiements de transfert			
communautés autochtones	326 350		Intendance des espèces			
Attraction d'investissements			en péril en Ontario	4 324 602		
dans la bioéconomie	10 264 000		Centre de gestion des			
Partenaires pour la prestation			espèces envahissantes	1 160 000		
des programmes de reboisement			Institut de la fourrure	40 000		
des terres privées et en			Rentes et primes versées			
milieu urbain dans le			aux Indiens en vertu du			
Sud de l'Ontario	5 565 000		Traité numéro 9	76 588		
Paiements tenant lieu d'impôt					5 601 190	
aux municipalités	6 303 162					
Impôts acquittés sur les					38 971 141	
bien-fonds provinciaux			Moins : Recouvrements	418 341		
occupés par des locataires	4 667 167					38 552 800
Subventions aux offices de			<i>Industrie forestière</i>			
protection de la nature –			Traitements et salaires	8 393 163		
Fonctionnement			Avantages sociaux	1 313 341		
des programmes	8 085 900		Transports et communications	790 210		
Programme du Grand Nord	2 573 997		Services	52 334 492		
Mise en valeur des ressources			Fournitures et matériel	270 306		
des Premières nations	935 000		Paiements de transfert			
Programme d'encouragement			Programme Promotion			
pour les propriétaires de			du bois de l'Ontario	953 932		
puits de gaz privés	28 759		Développement économique			
Intendance des ressources	4 330 491		des communautés			
Expérience Été	570 478		autochtones	326 350		
Le Fonds de prospérité			Attraction d'investissements			
pour le secteur forestier	548 506		dans la bioéconomie	10 264 000		
		50 753 932	Le Fonds de prospérité			
			pour le secteur forestier	548 506		
					12 092 788	
Moins : Recouvrements		423 431 312				
		85 826 889			75 194 300	
			Moins : Recouvrements	5 356		
		337 604 423				75 188 944

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>					
Traitements et salaires	34 901 236				
Avantages sociaux	5 669 327				
Transports et communications.....	1 601 002				
Services	15 515 112				
Fournitures et matériel	3 427 476				
	61 114 153				
Moins : Recouvrements.....	11 481 184				
	-----	49 632 969			

<i>Opérations régionales</i>					
Traitements et salaires	66 645 744				
Avantages sociaux	13 325 336				
Transports et communications.....	4 194 632				
Services	18 085 012				
Fournitures et matériel	1 994 251				
Paiements de transfert					
Partenaires pour la prestation					
des programmes de reboisement					
des terres privées et en					
milieu urbain dans le					
Sud de l'Ontario	5 565 000				
Paiements tenant lieu d'impôt					
aux municipalités	6 303 162				
Impôts acquittés sur les					
bien-fonds provinciaux					
occupés par des locataires	4 667 167				
Subventions aux offices de					
protection de la nature –					
Fonctionnement					
des programmes.....	8 085 900				
Programme du Grand Nord	2 573 997				
Mise en valeur des ressources					
des Premières nations	935 000				
Programme d'encouragement					
pour les propriétaires de					
puits de gaz privés	28 759				
	132 403 960				
Moins : Recouvrements.....	2 008 804				
	-----	130 395 156			

<i>Fonds spéciaux pour la protection du poisson et de la faune</i>					
Traitements et salaires	35 227 584				
Avantages sociaux	7 067 315				
Transports et communications.....	3 193 907				
Services	16 068 364				
Fournitures et matériel	4 409 830				
	65 967 000				
Moins : Recouvrements.....	65 967 000				
	-----	0			

<i>Administration du programme</i>					
Traitements et salaires	3 337 637				
Avantages sociaux	417 125				
Transports et communications	79 796				
Services	27 179 949				
Fournitures et matériel	111 841				
Paiements de transfert					
Intendance des ressources.....	4 330 491				
Expérience Été	570 478				
	36 027 317				
Moins : Recouvrements.....	577 432				
	-----	35 449 885			

<i>Parcs Ontario (Poste 2)</i>					
Traitements et salaires	43 970 894				
Avantages sociaux	6 204 850				
Transports et communications	1 763 967				
Services	18 261 156				
Fournitures et matériel	14 495 558				
Paiements de transfert					
Programme de bourses des					
partenaires de Parcs Ontario	16 000				
	84 712 425				
Moins : Recouvrements.....	72 230 689				
	-----	12 481 736			

<i>Crédits législatifs</i>					
Autres opérations					
Créances irrécouvrables,					
<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 491 032				
	1 491 032				

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES					
		351 577 191			=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>		
Gestion des richesses naturelles – actif de fonctionnement (Poste 5)			Transports et communications	802 566	
Dépôts et charges payées d'avance	193 200		Services	1 971 727	
Inventaire détenu à des fins de revente	24 285		Fournitures et matériel	2 977 688	
			Autres opérations	1 593	
				-----	5 753 574
		217 485			-----

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES		217 485	<i>Opérations régionales</i>		
		=====	Transports et communications	148 252	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			Services	19 180 637	
Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3)			Fournitures et matériel	803 605	
Transports et communications	1 116 157		Paielements de transfert		
Services	34 553 616		Infrastructure des offices		
Fournitures et matériel	6 482 387		de protection de la nature	2 474 152	
Paielements de transfert				-----	22 606 646
Infrastructure des offices					-----
de protection de la nature	2 474 152		<i>Industrie forestière</i>		
Autres opérations	1 367 585		Services	495 677	
				-----	495 677

		45 993 897			
Moins : Recouvrements	2 603 000				

		43 390 897			

			<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
<i>Infrastructure à usage public – routes, régulation des eaux, décharges</i>			Transports et communications	106 001	
Transports et communications	34 028		Services	3 662 297	
Services	2 418 988		Fournitures et matériel	372 638	
Fournitures et matériel	394 639		Autres opérations	879 673	
Autres opérations	2 271			-----	5 020 609

		2 849 926			
Moins : Recouvrements	2 603 000				

		246 926			

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES – CRÉDIT 2103

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
			<i>Infrastructure à usage public - routes, régulation des eaux, décharges</i>		
<i>Infrastructure de Parcs Ontario</i>					
Transports et communications.....	25 310		Terrains.....	306 475	
Services	6 824 290		Barrages et ouvrages d'art – coûts		
Fournitures et matériel	1 933 817		relatifs aux immobilisations	2 714 017	
Autres opérations	484 048			-----	3 020 492
	-----	9 267 465			-----
		-----	<i>Services provinciaux - sciences et recherche</i>		
Crédits législatifs					
Autres opérations			Immeubles - coûts relatifs		
Amortissement, Loi sur l'administration financière.....	6 562 020		aux immobilisations.....	264 370	
	-----		Barrages et ouvrages d'art – coûts		
		6 562 020	relatifs aux immobilisations	447 027	
		-----	Machines et équipement	622 762	
			Parc automobile et flotte de bateaux		
			– coûts relatifs aux immobilisations ..	1 075 129	
				-----	2 409 288

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			<i>Parcs Ontario</i>		
PROGRAMME DE GESTION					
DES RICHESSES NATURELLES		49 952 917	Terrains.....	6 263	
		=====	Immeubles - coûts relatifs		
			aux immobilisations.....	9 159 841	
			Barrages et ouvrages d'art – coûts		
			relatifs aux immobilisations	5 996 658	
			Machines et équipement	234 920	
			Infrastructure des transports.....	1 684 174	
				-----	17 081 856

BIENS IMMOBILISÉS			<i>Infrastructure de soutien ministériel</i>		
<i>Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles – actifs d'immobilisations (Poste 4)</i>					
Terrains.....	340 488		Terrains.....	27 750	
Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	10 326 876		Immeubles - coûts relatifs		
Barrages et ouvrages d'art – coûts			aux immobilisations.....	902 665	
relatifs aux immobilisations	9 157 702		Parc automobile et flotte de bateaux –		
Machines et équipement	857 682		coûts relatifs aux immobilisations	466 823	
Infrastructure des transports.....	1 684 174			-----	1 397 238
Parc automobile et flotte de bateaux – coûts					-----
relatifs aux immobilisations	1 541 952				

	23 908 874				

			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
			PROGRAMME DE GESTION		
			DES RICHESSES NATURELLES		23 908 874
					=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2104 PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	103 653 000	23 260 800	126 913 800	Protection du public..... 126 365 278
L	10 000		10 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	<u>103 663 000</u>	<u>23 260 800</u>	<u>126 923 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ... 126 365 278
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	54 800	7 700	62 500	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement 40 354
	<u>54 800</u>	<u>7 700</u>	<u>62 500</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ... 40 354
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 643 800	1 990 200	3 634 000	Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence 3 581 786
L	2 025 000		2 025 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière 1 957 124
	<u>3 668 800</u>	<u>1 990 200</u>	<u>5 659 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ... 5 538 910
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	33 647 500	(4 472 200)	29 175 300	Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations 20 489 197
	<u>33 647 500</u>	<u>(4 472 200)</u>	<u>29 175 300</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ... 20 489 197
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de protection du public administre le Programme de gestion des situations d'urgence du ministère dont le rôle est d'assurer la protection du public et des biens dans les circonstances suivantes : incendies de forêt; inondations; sécheresse; érosion; instabilité du sol et de l'assise rocheuse; prospection de pétrole brut et de gaz naturel (y compris l'entreposage souterrain de gaz naturel et d'hydrocarbures); situations d'urgence résultant de l'extraction de soluté salin; autres catastrophes survenant dans la province auxquelles il faut faire face.

Le programme assure également la planification et la prestation, directe et indirecte, des services de transport aériens non réguliers pour le compte du gouvernement de l'Ontario.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC – CRÉDIT 2104

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Protection du public (Poste 1)			Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs de fonctionnement (Poste 3)	
Traitements et salaires	63 107 338		Dépôts et charges payées d'avance.....	40 354
Avantages sociaux	9 511 293			40 354
Transports et communications.....	4 599 707			
Services	62 811 900		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
Fournitures et matériel	12 050 651		PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	40 354
				=====
	152 080 889		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Moins : Recouvrements.....	25 715 611		Infrastructure pour la sécurité publique et l'intervention en cas d'urgence (Poste 5)	
	126 365 278		Transports et communications	
			Services	
<i>Sécurité publique et intervention en cas d'urgence</i>			Fournitures et matériel	
Traitements et salaires	28 949 513		Autres opérations.....	
Avantages sociaux	5 243 717			27 376
Transports et communications.....	2 454 997			1 017 587
Services	16 662 616			2 531 444
Fournitures et matériel	4 415 716			5 379
				3 581 786
	57 726 559		Crédits législatifs	
Moins : Recouvrements.....	23 778 577		Autres opérations	
	33 947 982		Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	
				1 957 124
				1 957 124
<i>Lutte d'urgence contre les incendies</i>			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Traitements et salaires	34 157 825		PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC ..	5 538 910
Avantages sociaux	4 267 576			=====
Transports et communications.....	2 144 710		BIENS IMMOBILISÉS	
Services	46 149 284		Sécurité publique et intervention en cas d'urgence – actifs d'immobilisations (Poste 4)	
Fournitures et matériel	7 634 935		Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	
	94 354 330		Parc automobile et flotte de bateaux –	
Moins : Recouvrements.....	1 937 034		coûts relatifs aux immobilisations	
	92 417 296		Barrages et ouvrages d'art – coûts	
			relatifs aux immobilisations.....	
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			Machines et équipement	
PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC .	126 365 278		Avions – coûts relatifs aux immobilisations.....	
	=====			7 071 657
				3 551 839
				600 000
				5 531 441
				3 734 260
				20 489 197
			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			PROGRAMME DE PROTECTION DU PUBLIC	20 489 197
				=====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2105				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES
1	24 840 200	(827 800)	24 012 400	Information et technologie de l'information
				– Groupement pour les terres et les ressources ...
				23 780 910
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME D'INFORMATION
				ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION
				– GROUPEMENT POUR LES
				TERRES ET LES RESSOURCES.....
	24 840 200	(827 800)	24 012 400	23 780 910
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Groupement pour les terres et les ressources assure la prestation des programmes et offre son leadership pour l'élaboration et l'application de la technologie de l'information et de la gestion de l'information aux ministères qui sont ses clients, à savoir : Richesses naturelles, Affaires autochtones, Environnement, Agriculture, Alimentation et Affaires rurales et Développement du Nord et des Mines. Il est chargé de mettre en place une infrastructure de technologie de l'information intégrée pour faciliter et rationaliser les activités du gouvernement grâce à la prestation électronique des services et d'améliorer les services publics grâce aux affaires électroniques et aux services gouvernementaux en direct.

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE D'INFORMATION
– GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES – CRÉDIT 2105Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Information et technologie de l'information – Groupement pour les terres et les ressources (Poste 1)	
Traitements et salaires	19 215 954
Avantages sociaux	2 712 578
Transports et communications.....	650 223
Services	64 486 951
Fournitures et matériel	149 652

	87 215 358
Moins : Recouvrements.....	63 434 448

	23 780 910

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – GROUPEMENT POUR LES TERRES ET LES RESSOURCES ...	23 780 910 =====

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Affaires indiennes et Nord canadien – sécurité incendie dans le Grand-Nord	2 899 263	2 592 336
Stations radars abandonnées du réseau Mid-Canada	2 594 604	3 994 396
Accord sur le bois d'œuvre résineux	1 644 775	6 736 325
Programme d'infrastructures Canada-Ontario	168 969	298 318
	7 307 611	13 621 375
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	6 926 525	5 115 974
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Agrégats	5 919 989	6 301 637
Autres	601 950	1 217 967
	6 521 939	7 519 604
AMENDES ET PÉNALITÉS	509 655	396 262
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes d'immobilisations	1 390 782	652 046
Autres	12 343 243	4 996 070
	13 734 025	5 648 116
REDEVANCES		
Énergie hydraulique	118 704 628	114 215 043
Droits de la Couronne	33 016 382	27 566 017
Ressources pétrolières en mer	3 887 332	2 599 226
Agrégats	2 035 346	1 926 881
Autres	6 051	3 180
	157 649 739	146 310 347
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 790 007	6 083 525
DIVERS	754 751	885 089
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	195 194 252	185 580 292

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-242
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-244
POLITIQUES DE SANTÉ ET RECHERCHE.....	2-246
CYBERSANTÉ ET GESTION DE L'INFORMATION	2-248
ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	2-250
DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE	2-252
RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT.....	2-254
PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE	2-262
SYSTÈMES INFORMATIQUES	2-264
PROMOTION DE LA SANTÉ	2-266
IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ	2-268
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-245, 2-249, 2-251, 2-258, 2-263, 2-265
ÉTAT DES RECETTES.....	2-270

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
98 433 121	Administration du ministère	101 008 260	114 862 493
795 087 584	Politiques de santé et recherche	799 371 100	780 810 826
525 384 018	Cybersanté et gestion de l'information	516 138 600	434 361 764
17 131 087 048	Assurance-santé de l'Ontario	17 509 378 400	17 424 938 029
704 425 270	Division de la santé publique	744 642 600	666 553 315
24 372 475 206	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	24 907 838 800	24 886 679 631
3 027 077 689	Programmes provinciaux et intendance	3 315 715 100	3 239 732 074
83 829 654	Systèmes informatiques	86 621 200	84 347 945
337 732 553	Promotion de la santé	362 306 200	352 860 618
47 075 532 143 =====	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	48 343 020 260 =====	47 985 146 695 =====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

3 900 000	Politiques de santé et recherche	4 900 000	4 500 000
1 800 000	Assurance-santé de l'Ontario	27 950 000	27 950 000
1 000 000	Division de la santé publique	1 000 000	0
58 537 560	Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant	58 537 600	58 537 560
6 202 400	Programmes provinciaux et intendance	11 707 400	10 665 400
500 000	Promotion de la santé	500 000	0
71 939 960 =====	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	104 595 000 =====	101 652 960 =====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

61 776 216	Cybersanté et gestion de l'information	54 516 500	53 471 916
90 570	Programmes provinciaux et intendance	0	0
961 882	Systèmes informatiques	1 302 000	1 002 115
1 463 773 044	Immobilisations dans le domaine de la santé	1 140 481 100	887 952 710
1 526 601 712	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	1 196 299 600	942 426 741
=====		=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

206 979	Programmes provinciaux et intendance	0	0
26 692 918	Systèmes informatiques	43 834 600	42 730 543
26 899 897	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	43 834 600	42 730 543
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1401				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	81 189 600	12 346 900	93 536 500	Administration du ministère 90 295 343
2	7 375 400		7 375 400	Commission ontarienne d'examen 6 865 168
				Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i> 17 636 014
L	0		0	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	47 841		47 841	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	48 519		48 519	
	88 661 360	12 346 900	101 008 260	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 114 862 493
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille et des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle financier du ministère afin d'assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et d'atteindre ainsi les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels pour faciliter l'exécution efficace de tous les programmes et services du ministère : planification des activités, du budget et des immobilisations dans le domaine de la santé; politiques et décisions en matière d'investissement et de financement du système de santé; vérification; installations et chaîne d'approvisionnements, gestion des contrats et des registres; Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; subrogation; ressources humaines stratégiques, y compris la gestion du talent, la planification de l'effectif et la gestion des ressources, la participation et la capacité organisationnelle, la santé, la sécurité et le mieux-être ainsi que les relations de travail stratégiques; accès à l'information, protection de la vie privée et protection des renseignements personnels sur la santé; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; services juridiques; communications et information.

Le Bureau de gestion des projets et d'amélioration des processus du ministère procure au ministère du leadership, des conseils et des services d'apprentissage en vue d'une meilleure exécution des projets, d'une amélioration des principaux processus opérationnels et de l'atteinte de ses résultats.

De plus, des fonds sont prévus pour le soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen, à la Commission du consentement et de la capacité, à la Commission d'appel et de révision des services de santé, à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé et au Comité de révision pour le Programme ontarien d'aide aux victimes de l'hépatite C.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1401

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Administration du ministère (Poste 1)			<i>Services juridiques</i>		
Traitements et salaires	42 610 523		Traitements et salaires	25 547	
Avantages sociaux	13 069 794		Transports et communications	59 258	
Transports et communications.....	2 366 765		Services	2 828 591	
Services	31 438 439		Fournitures et matériel	77 359	
Fournitures et matériel	827 822				2 990 755
	90 313 343		<i>Services de vérification</i>		
Moins : Recouvrements.....	18 000		Services	2 753 347	
					2 753 347
	90 295 343				
			<i>Bureau de gestion des projets et d'amélioration des processus du ministère</i>		
<i>Bureau principal</i>			Traitements et salaires	1 311 585	
Traitements et salaires	4 319 931		Avantages sociaux	146 364	
Avantages sociaux	459 715		Transports et communications	16 236	
Transports et communications.....	102 726		Services	145 163	
Services	732 722		Fournitures et matériel	8 411	
Fournitures et matériel	11 639				1 627 759
		5 626 733			
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Commission ontarienne d'examen (Poste 2)</i>		
Traitements et salaires	26 552 892		Traitements et salaires	1 287 960	
Avantages sociaux	10 894 858		Avantages sociaux	170 870	
Transports et communications.....	1 969 084		Transports et communications	768 396	
Services	19 860 864		Services	4 591 061	
Fournitures et matériel	669 592		Fournitures et matériel	46 881	
					6 865 168
	59 947 290		<i>Crédits législatifs</i>		
Moins : Recouvrements.....	18 000		Service d'approvisionnement médicopharmaceutique du gouvernement de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	17 636 014	
		59 929 290	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
			Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	16 667	
<i>Ressources humaines</i>					17 701 982
Traitements et salaires	2 591 185				
Avantages sociaux	447 185		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Transports et communications.....	36 579		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		
Services	726 655				114 862 493
Fournitures et matériel	8 379				=====
		3 809 983			
<i>Services de communication</i>					
Traitements et salaires	7 809 383				
Avantages sociaux	1 121 672				
Transports et communications.....	182 882				
Services	4 391 097				
Fournitures et matériel	52 442				
		13 557 476			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1402				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE
1	966 727 100	(167 356 000)	799 371 100	Politiques de santé et recherche 780 810 826
	=====	=====	=====	
	966 727 100	(167 356 000)	799 371 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES
				DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 780 810 826
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	4 900 000		4 900 000	Politiques de santé et recherche 4 500 000
	=====	=====	=====	
	4 900 000		4 900 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES POLITIQUES
				DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE 4 500 000
				=====

Description du programme:

Le Programme des politiques de santé et de la recherche intègre les données de recherche probantes sur le système de santé, les politiques stratégiques et celles relatives aux programmes afin d'offrir des orientations stratégiques à l'appui du système de santé de l'Ontario. La planification à l'échelle du système permet au ministère de soutenir l'élaboration des lois et des politiques, de surveiller l'alignement sur les orientations stratégiques et de sélectionner et gérer les portefeuilles, la stratégie et d'autres initiatives au sein du ministère pour faire avancer les objectifs liés au système de santé et aux ressources humaines s'y rattachant. Ce travail comprend l'investissement ciblé, la surveillance et la synthèse de la recherche sur la santé de la population et les services de santé, les politiques stratégiques et la planification relatives à la disponibilité, à la mixité, à la répartition, au recrutement, au maintien en poste, à la détermination du champ d'exercice et à l'éducation et la formation des fournisseurs de soins de santé. Les activités connexes sont la réglementation des professionnels de la santé et les questions touchant les relations de travail pour ce qui a trait aux professionnels de la santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE – CRÉDIT 1402
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 1)		
Traitements et salaires		14 857 935
Avantages sociaux		2 106 043
Transports et communications.....		352 237
Services		4 569 795
Fournitures et matériel		84 730
Paielements de transfert		
Formation clinique	712 523 560	
Fonds de recherche sur le		
système de santé.....	46 316 526	
	-----	758 840 086
		780 810 826

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES POLITIQUES DE		
SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		780 810 826
		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Politiques de santé et recherche (Poste 2)		
Avances et montants récupérables		
Formation clinique	4 500 000	
	-----	4 500 000
		4 500 000

TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES POLITIQUES DE		
SANTÉ ET DE LA RECHERCHE		4 500 000
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1403				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION	
1	516 138 600		516 138 600	Cybersanté et gestion de l'information..... 434 361 764
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE
				GESTION DE L'INFORMATION..... 434 361 764
	516 138 600		516 138 600	=====
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	68 997 900	(14 894 400)	54 103 500	Cybersanté et gestion de l'information..... 53 113 600
L	413 000		413 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ... 358 316
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE
				GESTION DE L'INFORMATION..... 53 471 916
	69 410 900	(14 894 400)	54 516 500	=====
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de cybersanté garantit que l'information et la technologie de l'information sont utilisées de manière à améliorer et à moderniser le système de santé ontarien et à améliorer la qualité des services de santé et l'accès à ces services. Cybersanté Ontario offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques sécuritaires de renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario et appuie les initiatives de cybersanté du ministère.

Le programme de gestion de l'information fournit de l'information et des analyses relatives à la santé qui permet de prendre des décisions fondées sur des preuves à l'appui d'un système de santé durable en Ontario.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET DE GESTION DE L'INFORMATION – CRÉDIT 1403

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Cybersanté et gestion de l'information (Poste 1)		
Traitements et salaires		19 785 077
Avantages sociaux		2 544 595
Transports et communications.....		487 324
Services		28 648 617
Fournitures et matériel		96 187
Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario.....	300 786 369	
Programmes de technologie		
de l'information	56 870 283	
Gestion de l'information sur		
le système de santé.....	25 143 312	

		382 799 964

		434 361 764

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET		
DE GESTION DE L'INFORMATION.....		434 361 764
		=====

CHARGES D'IMMOBILISATIONS

Cybersanté et gestion de l'information (Poste 2)

Paiements de transfert		
Cybersanté Ontario – immobilisations		53 113 600

		53 113 600

Crédits législatifs

Autres opérations		
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>		358 316

		358 316

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME DE CYBERSANTÉ ET		
DE GESTION DE L'INFORMATION.....		53 471 916
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1405				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO
1 13 342 662 900	197 606 600	13 540 269 500	Assurance-santé de l'Ontario	13 461 075 750
2 3 639 912 900	(102 598 300)	3 537 314 600	Programmes de médicaments	3 532 675 561
4 429 536 800	1 587 500	431 124 300	Programme d'appareils et accessoires fonctionnels	430 686 718
L 670 000		670 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	500 000
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	17 424 938 029
17 412 782 600	96 595 800	17 509 378 400		
=====	=====	=====		=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5 27 950 000		27 950 000	Programme d'assurance-santé de l'Ontario	27 950 000
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO	27 950 000
27 950 000		27 950 000		
=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Le programme d'assurance-santé de l'Ontario vise des volets essentiels du système de santé ontarien : les politiques relatives à l'admissibilité des clients et aux cartes de santé; la rémunération des médecins pour les services pris en charge en vertu de la *Loi sur l'assurance maladie*; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province ou hors pays; les établissements de soins autonomes; les services de sages-femmes; les services aux régions insuffisamment desservies; les subventions aux résidents du Nord pour frais de transport à des fins médicales; les services de télétriage; le dépistage du cancer; la prévention des maladies; la qualité des services de santé; les programmes de médicaments; les laboratoires communautaires; la protection contre la fraude liée aux services de santé; les appareils et accessoires fonctionnels (p. ex., l'oxygénothérapie à domicile).

En Ontario, les soins sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres, depuis les cabinets de généralistes jusqu'aux centres hospitaliers universitaires et aux hôpitaux, en passant par Télésanté Ontario et le Service téléphonique d'aide médicale (STAM), où des conseils permettant le triage et des renseignements sur la santé sont offerts par du personnel infirmier autorisé. Les services financés par le gouvernement sont offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario. Le Programme des services aux régions insuffisamment desservies et le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales offrent divers services de soutien intégrés permettant aux collectivités des régions rurales et du Nord d'obtenir les soins dont elles ont besoin. En matière de prévention des maladies, la priorité est accordée à l'amélioration de la santé et des soins de santé pour les Ontariens et les Ontariennes qui ont le diabète, une insuffisance cardiaque congestive, une maladie pulmonaire obstructive chronique ou de l'hypertension, ou qui présentent un risque élevé dans l'un de ces domaines. La Stratégie ontarienne de lutte contre le diabète met à profit les investissements nouveaux et existants pour améliorer l'accès aux services et aux soins pour personnes diabétiques ainsi que la qualité de ces services et de ces soins. Cela sert à renforcer la prévention et la gestion de la maladie. Une détection et une intervention rapides en vue d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé sont les objectifs à l'origine d'autres initiatives de soins préventifs comme la Stratégie intégrée de dépistage du cancer, qui vise à promouvoir le dépistage des cancers du sein, du col utérin et colorectal. Qualité des services de santé Ontario est l'infrastructure provinciale visant à accélérer la prestation de soins de santé de haute qualité fondés sur des preuves afin de contribuer à un système de santé durable.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO – CRÉDIT 1405

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4)		
Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1)			Traitements et salaires	2 391 678	
Traitements et salaires	54 053 786		Avantages sociaux	369 213	
Avantages sociaux	8 587 517		Transports et communications	435 768	
Transports et communications	3 144 624		Services	1 192 807	
Services	35 102 366		Fournitures et matériel	44 939	
Fournitures et matériel	569 473		Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Programme d'appareils et		
Paielements effectués au			accessoires fonctionnels	335 119 482	
titre des services et soins			Programme d'oxygénothérapie		
fournis par des médecins			à domicile	91 132 831	
et autres praticiens	12 934 816 551			-----	426 252 313
Établissements de					-----
santé autonomes	69 542 624				430 686 718
Programme des services aux					-----
régions insuffisamment					
desservies	23 963 500				
Programme de subventions					
aux résidents du Nord de					
l'Ontario pour frais de					
transport à des					
fins médicales	51 632 970				
Services de télétriage	31 911 945				
Programme de gestion					
de la qualité – Services					
de laboratoire	4 748 900				
Services de sages-femmes	113 520 171				
Dépistage du cancer colorectal	62 461 610				
Stratégie de					
prévention des maladies	25 563 580				
Qualité des services					
de santé Ontario	28 851 098				
Initiatives pour la qualité des					
services de santé	12 605 035				
	-----	13 359 617 984			

		13 461 075 750			

Programmes de médicaments (Poste 2)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	8 258 937		Autres opérations		
Avantages sociaux	1 220 910		Créances irrécouvrables,		
Transports et communications	423 026		<i>Loi sur l'administration financière</i>	500 000	
Services	13 994 584			-----	500 000
Fournitures et matériel	79 193				-----
Paiements de transfert					
Programmes de médicaments de l'Ontario	3 508 698 911				

		3 532 675 561			

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
			DE L'ONTARIO		
			17 424 938 029		
			=====		
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
			Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5)		
			Avances et montants récupérables		
			Paielements effectués au		
			titre des services et soins		
			fournis par des médecins		
			et autres praticiens	3 900 000	
			Programme des services aux		
			régions insuffisamment		
			desservies	450 000	
			Services de sages-femmes	3 000 000	
			Équipe de santé familiale	20 000 000	
			Programme de praticiens en		
			soins primaires	500 000	
			Centre hospitalier universitaire	100 000	
				-----	27 950 000

					27 950 000

			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ		
			DE L'ONTARIO		
			27 950 000		
			=====		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1406				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE
4	761 522 400	(16 879 800)	744 642 600	Santé publique 666 553 315
	<u>761 522 400</u>	<u>(16 879 800)</u>	<u>744 642 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 666 553 315
				<u>=====</u>

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

6	1 000 000		1 000 000	Santé publique 0
	<u>1 000 000</u>		<u>1 000 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>		<u>=====</u>	- DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE 0
				<u>=====</u>

Description du programme :

L'objectif du programme de santé publique est de protéger et d'améliorer la santé et de prévenir l'apparition des maladies et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Le mandat de la santé publique englobe toutes les maladies infectieuses, les maladies chroniques et la prévention des blessures, la santé et le développement des enfants, la santé familiale et communautaire, la santé environnementale et la gestion des urgences - l'accent est mis à tous ces égards sur les déterminants clés de la santé et de la maladie. Ce programme centre les ressources de santé sur la prévention, la détection, les interventions précoces et le traitement le cas échéant.

Le programme établit les normes, les protocoles et les objectifs de rendement, finance le système de santé publique de l'Ontario, en particulier les conseils de santé, les associations connexes et Santé publique Ontario, et assure la surveillance des politiques et des programmes pour garantir la reddition des comptes par le système. Il inclut le médecin hygiéniste en chef, qui a des pouvoirs indépendants et doit présenter son rapport annuel sur la santé publique à l'Assemblée législative de l'Ontario. Le programme travaille également en partenariat avec Santé publique Ontario, qui soutient la santé publique aux échelons provincial et local par des conseils scientifiques, des services d'éducation et de formation et du soutien sur le terrain, suivant les besoins.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 1406

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Santé publique (Poste 4)		
Traitements et salaires		9 939 897
Avantages sociaux		1 547 422
Transports et communications.....		588 077
Services		11 345 882
Fournitures et matériel		440 987
Paielements de transfert		
Organismes de santé		
locaux officiels	361 999 018	
Épidémies.....	105 460 346	
Prévention de la tuberculose	9 059 547	
Lutte contre les maladies		
transmissibles sexuellement	2 969 553	
Association pour la		
santé publique	283 317	
Prévention des infections.....	19 554 137	
Agence ontarienne de protection		
et de promotion de la santé.....	143 365 132	
	-----	642 691 050

		666 553 315

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 DIVISION DE LA SANTÉ PUBLIQUE		666 553 315
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1411				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant.....
1	23 389 942 800	1 517 646 000	24 907 588 800	24 886 429 631
L	250 000		250 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>
				250 000
	23 390 192 800	1 517 646 000	24 907 838 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
	=====	=====	=====	24 886 679 631
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
				Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant
2	58 537 600		58 537 600	58 537 560
	58 537 600		58 537 600	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT ...
	=====	=====	=====	58 537 560
				=====

Description du programme:

En tant que protecteur de la viabilité à long terme du système de soins de santé de l'Ontario, le ministère collabore avec 14 réseaux locaux d'intégration des services de santé (RLISS) afin de promouvoir un système de soins de santé intégré, coordonné, axé sur les patients et inspiré par des valeurs. Le ministère se charge de l'orientation et des conseils stratégiques, tandis que les RLISS sont responsables de la planification, de l'intégration et du financement des fournisseurs de services de santé dans leurs systèmes de santé locaux. Les RLISS exercent leurs pouvoirs en vertu de la *Loi de 2006 sur l'intégration du système de santé local*. Des responsabilités supplémentaires et des attentes en matière de rendement sont définies dans le protocole d'entente et l'accord de rendement conclus avec le ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ces réseaux ont la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités et aux besoins locaux uniques en matière de santé par la gestion des services offerts par les hôpitaux publics, privés et psychiatriques spécialisés, les centres d'accès aux soins communautaires, les foyers de soins de longue durée, les centres de santé communautaire, les services communautaires de soutien, les services communautaires aux victimes de traumatismes crâniens, les logements avec services de soutien et les organismes de toxicomanie et de santé mentale. Associé aux RLISS, le ministère veille à la prestation de soins de santé accessibles, sensibles aux besoins de la collectivité et de haute qualité pour toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		<i>Sud-Ouest</i>	
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 1)		Paiements de transfert Fonctionnement des hôpitaux 1 548 863 771 Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics 451 500 Foyers de soins de longue durée 312 891 654 Centres d'accès aux soins communautaires 205 835 989 Services communautaires de soutien 36 979 551 Logement avec services de soutien 17 999 245 Centres de santé communautaire 18 571 568 Services communautaires de santé mentale 53 588 136 Programme de lutte contre les dépendances 11 206 723 Traumatismes crâniens 5 099 419 RLISS – Fonctionnement 8 625 696	
Paiements de transfert			
Érié St-Clair	1 127 742 699		
Sud-Ouest	2 220 113 252		
Waterloo Wellington	1 025 123 507		
Hamilton Niagara Haldimand Brant	2 839 025 019		
Centre-Ouest	851 699 602		
Mississauga Halton	1 377 270 974		
Centre-Toronto	4 714 276 360		
Centre	1 892 579 112		
Centre-Est	2 213 325 599		
Sud-Est	1 118 227 122		
Champlain	2 550 010 525		
Simcoe-Nord Muskoka	845 345 228		
Nord-Est	1 470 310 240		
Nord-Ouest	641 380 392		
	----- 24 886 429 631		
	----- 24 886 429 631		

<i>Érié St-Clair</i>		<i>Waterloo Wellington</i>	
Paiements de transfert		Paiements de transfert	
Fonctionnement des hôpitaux ...	689 176 915	Fonctionnement des hôpitaux	591 256 024
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	172 500	Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	159 225
Foyers de soins de longue durée	194 681 372	Foyers de soins de longue durée	175 861 624
Centres d'accès aux soins communautaires	130 322 363	Centres d'accès aux soins communautaires	122 338 508
Services communautaires de soutien	20 626 440	Services communautaires de soutien	22 095 609
Logement avec services de soutien	9 431 183	Logement avec services de soutien	5 919 978
Centres de santé communautaire	31 424 331	Centres de santé communautaire	20 661 406
Services communautaires de santé mentale	33 878 171	Services communautaires de santé mentale	36 629 712
Programme de lutte contre les dépendances	10 065 094	Programme de lutte contre les dépendances	10 508 805
Traumatismes crâniens	1 558 496	Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés	30 642 050
RLISS – Fonctionnement	6 405 834	Traumatismes crâniens	3 218 563
	----- 1 127 742 699	RLISS – Fonctionnement	5 832 003
	-----		----- 1 025 123 507
	-----		-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>			<i>Mississauga Halton</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement			Fonctionnement des hôpitaux...	917 650 370	
des hôpitaux	1 890 233 326		Subventions versées en		
Subventions versées en			compensation des taxes		
compensation des taxes			municipales – hôpitaux		
municipales – hôpitaux			publics	154 200	
publics	464 025		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	191 735 418	
longue durée	459 275 266		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	147 297 663	
communautaires	302 684 326		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien	40 648 891	
de soutien	44 454 856		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	32 317 160	
services de soutien	30 210 706		Services communautaires		
Centres de santé			de santé mentale	29 685 671	
communautaire	25 270 149		Programme de lutte		
Services communautaires			contre les dépendances	5 863 316	
de santé mentale	56 114 241		Traumatismes crâniens	6 018 966	
Programme de lutte			RLISS – Fonctionnement	5 899 319	
contre les dépendances	16 858 346				1 377 270 974
Traumatismes crâniens	6 821 846				
RLISS – Fonctionnement	6 637 932				
		2 839 025 019			
			<i>Centre-Toronto</i>		
<i>Centre-Ouest</i>			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux...	3 572 450 804	
Fonctionnement des hôpitaux	524 753 610		Subventions versées en		
Subventions versées en			compensation des taxes		
compensation des taxes			municipales – hôpitaux		
municipales – hôpitaux			publics	749 025	
publics	96 975		Foyers de soins de		
Foyers de soins de			longue durée	261 588 792	
longue durée	150 091 649		Centres d'accès aux soins		
Centres d'accès aux soins			communautaires	232 956 277	
communautaires	103 845 729		Services communautaires		
Services communautaires			de soutien	82 187 227	
de soutien	12 389 168		Logement avec		
Logement avec			services de soutien	48 951 451	
services de soutien	8 182 096		Centres de santé		
Centres de santé			communautaire	91 870 185	
communautaire	12 059 366		Services communautaires		
Services communautaires			de santé mentale	118 029 288	
de santé mentale	26 680 644		Programme de lutte		
Programme de lutte			contre les dépendances	34 451 461	
contre les dépendances	4 995 309		Services d'hôpitaux		
RLISS – Fonctionnement	8 605 056		psychiatriques spécialisés	258 817 393	
		851 699 602	Subventions versées		
			en compensation des		
			taxes municipales –		
			hôpitaux psychiatriques	49 050	
			Traumatismes crâniens	1 815 156	
			RLISS – Fonctionnement	10 360 251	
					4 714 276 360

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement			Fonctionnement		
des hôpitaux	1 127 902 340		des hôpitaux	689 122 390	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	240 300		publics	190 725	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	330 282 084		longue durée	177 014 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	258 379 710		communautaires	117 534 373	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	46 758 511		de soutien	27 187 721	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	22 878 340		services de soutien	2 048 566	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	11 588 944		communautaire	27 868 043	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	71 509 270		de santé mentale	59 546 911	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	6 854 019		contre les dépendances	7 418 643	
Traumatismes crâniens	10 615 564		Traumatismes crâniens	4 358 327	
RLISS – Fonctionnement	5 570 030		RLISS – Fonctionnement	5 937 423	
	-----	1 892 579 112		-----	1 118 227 122
		-----			-----
<i>Centre-Est</i>			<i>Champlain</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement			Fonctionnement		
des hôpitaux	1 260 843 365		des hôpitaux	1 680 502 054	
Subventions versées en			Subventions versées en		
compensation des taxes			compensation des taxes		
municipales – hôpitaux			municipales – hôpitaux		
publics	279 675		publics	355 650	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée	428 323 700		longue durée	333 309 253	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	252 697 822		communautaires	220 303 673	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien	41 483 398		de soutien	38 235 348	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	14 634 683		services de soutien	19 287 480	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire	29 231 688		communautaire	59 780 127	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	51 692 606		de santé mentale	64 235 201	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances	12 990 954		contre les dépendances	23 064 339	
Services d'hôpitaux			Services d'hôpitaux		
psychiatriques spécialisés	113 654 937		psychiatriques spécialisés	98 973 012	
Subventions versées			Subventions versées		
en compensation des			en compensation des		
taxes municipales –			taxes municipales –		
hôpitaux psychiatriques ..	25 425		hôpitaux psychiatriques ..	28 425	
Traumatismes crâniens	1 610 915		Traumatismes crâniens	2 321 035	
RLISS – Fonctionnement	5 856 431		RLISS – Fonctionnement	9 614 928	
	-----	2 213 325 599		-----	2 550 010 525
		-----			-----

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>					
Paiements de transfert			<i>Nord-Ouest</i>		
Fonctionnement des hôpitaux	434 138 036		Paiements de transfert		
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	77 625		Fonctionnement des hôpitaux	433 777 478	
Foyers de soins de longue durée.....	137 008 539		Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	105 375	
Centres d'accès aux soins communautaires	94 917 093		Foyers de soins de longue durée.....	69 531 069	
Services communautaires de soutien	13 641 679		Centres d'accès aux soins communautaires	52 178 133	
Logement avec services de soutien	6 991 957		Services communautaires de soutien	14 410 928	
Centres de santé communautaire	10 291 473		Logement avec services de soutien	9 042 001	
Services communautaires de santé mentale	24 142 952		Centres de santé communautaire	9 553 016	
Programme de lutte contre les dépendances	4 828 547		Services communautaires de santé mentale	29 977 056	
Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés....	111 895 509		Programme de lutte contre les dépendances	14 553 828	
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux psychiatriques.....	23 400		Traumatismes crâniens	1 817 346	
Traumatismes crâniens	1 162 414		RLISS – Fonctionnement.....	6 434 162	
RLISS – Fonctionnement	6 226 004				
	-----	845 345 228		-----	641 380 392
		-----			-----
<i>Nord-Est</i>			Crédits législatifs		
Paiements de transfert			Autres opérations		
Fonctionnement des hôpitaux	970 052 398		Créances irrécouvrables,		
Subventions versées en compensation des taxes municipales – hôpitaux publics	240 300		<i>Loi sur l'administration financière</i>		
Foyers de soins de longue durée.....	212 804 252		250 000		
Centres d'accès aux soins communautaires	132 507 757		-----		
Services communautaires de soutien	30 082 157		250 000		
Logement avec services de soutien	18 883 738		-----		
Centres de santé communautaire	18 592 530				
Services communautaires de santé mentale	55 159 538		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT		
Programme de lutte contre les dépendances	21 941 720		24 886 679 631		
Traumatismes crâniens	2 687 549		=====		
RLISS – Fonctionnement.....	7 358 301				
	-----	1 470 310 240			

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			<i>Sud-Ouest</i>		
Réseaux locaux d'intégration des services de santé et fournisseurs de services de santé s'y rattachant (Poste 2)			Paiements de transfert		
Paiements de transfert			Fonctionnement des hôpitaux ...	2 332 600	
Érié St-Clair	2 422 200		Foyers de soins de		
Sud-Ouest.....	5 061 500		longue durée	1 790 000	
Waterloo Wellington.....	2 658 600		Centres d'accès aux soins		
Hamilton Niagara			communautaires	93 800	
Haldimand Brant.....	5 999 363		Services communautaires		
Centre-Ouest	2 609 200		de soutien.....	509 900	
Mississauga Halton.....	2 273 500		Centres de santé		
Centre-Toronto.....	12 517 600		communautaire.....	107 500	
Centre.....	3 721 200		Services communautaires		
Centre-Est.....	5 285 200		de santé mentale	180 400	
Sud-Est.....	3 016 500		Programme de lutte		
Champlain.....	6 083 300		contre les dépendances.....	47 300	
Simcoe-Nord Muskoka.....	1 525 700				5 061 500
Nord-Est	3 987 100				
Nord-Ouest	1 376 597				
		58 537 560			
		58 537 560	<i>Waterloo Wellington</i>		
			Paiements de transfert		
<i>Érié St-Clair</i>			Fonctionnement des hôpitaux ...	1 297 600	
Paiements de transfert			Foyers de soins de		
Fonctionnement des hôpitaux ...	723 600		longue durée	980 000	
Foyers de soins de			Centres d'accès aux soins		
longue durée.....	1 140 000		communautaires	97 800	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien.....	116 900		de soutien.....	20 800	
Logement avec			Logement avec		
services de soutien	29 000		services de soutien.....	3 800	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	206 100		communautaire.....	198 200	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	192 500		de santé mentale	31 100	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	14 100		contre les dépendances.....	29 300	
		2 422 200			2 658 600
			<i>Hamilton Niagara Haldimand Brant</i>		
			Paiements de transfert		
			Fonctionnement des hôpitaux ...	1 999 700	
			Foyers de soins de		
			longue durée	2 759 963	
			Centres d'accès aux soins		
			communautaires	77 000	
			Services communautaires		
			de soutien.....	608 900	
			Logement avec		
			services de soutien.....	39 800	
			Centres de santé		
			communautaire.....	146 000	
			Services communautaires		
			de santé mentale	145 200	
			Programme de lutte		
			contre les dépendances.....	56 900	
			Traumatismes crâniens.....	165 900	
					5 999 363

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
<i>Centre-Ouest</i>			<i>Centre</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	588 900		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 260 200	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 000 000		longue durée	2 001 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	330 200		communautaires	1 000	
Centres de santé			Services communautaires		
communautaire.....	40 500		de soutien.....	44 800	
Services communautaires			Centres de santé		
de santé mentale	646 600		communautaire.....	54 900	
Programme de lutte			Services communautaires		
contre les dépendances.....	3 000		de santé mentale	353 400	
	-----	2 609 200	Programme de lutte		
		-----	contre les dépendances.....	5 900	
				-----	3 721 200

<i>Mississauga Halton</i>			<i>Centre-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	626 200		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 137 500	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 200 000		longue durée	2 600 000	
Centres d'accès aux soins			Centres d'accès aux soins		
communautaires	44 500		communautaires	7 500	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien.....	149 300		de soutien.....	141 400	
Logement avec			Centres de santé		
services de soutien	43 200		communautaire.....	124 800	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	92 900		de santé mentale	1 268 600	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	117 400		contre les dépendances.....	5 400	
	-----	2 273 500		-----	5 285 200
		-----			-----
<i>Centre-Toronto</i>			<i>Sud-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	7 914 000		Fonctionnement des hôpitaux ...	903 400	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 740 000		longue durée	1 000 000	
Services communautaires			Centres d'accès aux soins		
de soutien.....	274 300		communautaires	48 200	
Logement avec			Services communautaires		
services de soutien	673 900		de soutien.....	58 400	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	1 061 300		communautaire.....	181 800	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	526 600		de santé mentale	748 300	
Programme de lutte			Programme de lutte		
contre les dépendances.....	247 100		contre les dépendances.....	76 400	
Traumatismes crâniens.....	80 400			-----	3 016 500
	-----	12 517 600			-----
		-----			-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME DES RÉSEAUX LOCAUX D'INTÉGRATION DES SERVICES DE SANTÉ
ET FOURNISSEURS DE SERVICES DE SANTÉ S'Y RATTACHANT – CRÉDIT 1411

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
<i>Champlain</i>			<i>Nord-Est</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	2 582 100		Fonctionnement des hôpitaux ...	1 912 400	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	1 900 000		longue durée	1 200 000	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien.....	245 500		de soutien.....	302 700	
Centres de santé			Logement avec		
communautaire.....	595 600		services de soutien.....	3 800	
Services communautaires			Centres de santé		
de santé mentale	706 400		communautaire.....	126 300	
Programme de lutte			Services communautaires		
contre les dépendances.....	53 700		de santé mentale	299 300	
	-----	6 083 300	Programme de lutte		
			contre les dépendances.....	142 600	
				-----	3 987 100

<i>Simcoe-Nord Muskoka</i>			<i>Nord-Ouest</i>		
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Fonctionnement des hôpitaux ...	354 600		Fonctionnement des hôpitaux ...	367 200	
Foyers de soins de			Foyers de soins de		
longue durée.....	710 000		longue durée	409 997	
Services communautaires			Services communautaires		
de soutien.....	338 400		de soutien.....	155 500	
Centres de santé			Centres de santé		
communautaire.....	56 800		communautaire.....	100 200	
Services communautaires			Services communautaires		
de santé mentale	65 900		de santé mentale	242 800	
	-----	1 525 700	Programme de lutte		
			contre les dépendances.....	100 900	
				-----	1 376 597

			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES RÉSEAUX		
			LOCAUX D'INTÉGRATION DES		
			SERVICES DE SANTÉ ET		
			FOURNISSEURS DE SERVICES		
			DE SANTÉ S'Y RATTACHANT	58 537 560	
				=====	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1412				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMMES PROVINCIAUX ET INTENDANCE
1	3 907 202 800	(1 502 352 900)	2 404 849 900	Programmes provinciaux..... 2 352 268 566
2	838 260 800		838 260 800	Services de santé d'urgence 825 637 112
4	91 128 700	(18 685 300)	72 443 400	Intendance 61 666 396
L	161 000		161 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 160 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMMES PROVINCIAUX
				ET INTENDANCE 3 239 732 074
	4 836 753 300	(1 521 038 200)	3 315 715 100	
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

5	11 707 400		11 707 400	Programmes provinciaux et intendance 10 665 400
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMMES PROVINCIAUX
				ET INTENDANCE 10 665 400
	11 707 400		11 707 400	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Ce crédit englobe les programmes provinciaux, les services de santé d'urgence et l'intendance. Ce programme est responsable de la reddition des comptes à l'égard des paiements de transfert et de l'élaboration des politiques opérationnelles, y compris la planification et le financement d'un large éventail de programmes spécialisés. Parmi ces programmes de paiements de transfert, mentionnons Action Cancer Ontario, le Programme ontarien de dépistage du cancer du sein, les services communautaires et prioritaires, le fonctionnement des établissements connexes, les crédits d'impôt de l'Ontario pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être, les programmes de lutte contre le VIH/sida et l'hépatite C et les programmes de gestion des maladies chroniques. De plus, le programme verse la part de financement de l'Ontario à la Société canadienne du sang et soutient une stratégie de gestion de l'utilisation du sang pour l'Ontario.

Outre les activités liées aux paiements de transfert, les programmes provinciaux et l'intendance comprennent aussi les dépenses de fonctionnement directes correspondant à la gestion et à la prestation des paiements de transfert à l'intérieur du crédit ainsi qu'à l'administration de la supervision (l'intendance) des réseaux locaux d'intégration des services de santé.

Les services de santé d'urgence garantissent l'existence d'un système équilibré et intégré de services de santé d'urgence partout en Ontario. Le système se compose d'une série de programmes et services interreliés, y compris les services d'ambulance terrestre contractuels ou exploités au niveau municipal, l'organisme à but non lucratif d'ambulance aérienne appelé ORNGE, et les services de répartition d'ambulances.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Intendance (Poste 4)		
Programmes provinciaux (Poste 1)			Traitements et salaires 37 098 400		
Paiements de transfert			Avantages sociaux 5 439 440		
Fonctionnement des			Transports et communications 1 882 116		
établissements connexes 48 105 973			Services 16 993 191		
Action Cancer Ontario 1 110 535 300			Fournitures et matériel 253 249		
Société canadienne du sang..... 476 558 550			-----		
Gestion des maladies			61 666 396		
chroniques..... 9 799 512			-----		
Programmes de lutte			Crédits législatifs		
contre le sida et l'hépatite C... 54 685 573			Autres opérations		
Programme ontarien de			Créances irrécouvrables,		
dépistage du cancer du sein .. 30 898 100			Loi sur l'administration financière..... 160 000		
Services communautaires			-----		
et prioritaires 607 695 011			160 000		
Crédit d'impôt pour			-----		
l'aménagement du logement			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
axé sur le bien-être 13 990 547			PROGRAMMES PROVINCIAUX		
----- 2 352 268 566			ET INTENDANCE 3 239 732 074		
----- 2 352 268 566			=====		

Services de santé d'urgence (Poste 2)			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Programmes provinciaux et intendance (Poste 5)			Avances et montants récupérables		
Traitements et salaires 41 683 358			Programme de lutte contre		
Avantages sociaux 7 206 957			le sida et l'hépatite C..... 375 000		
Transports et communications..... 2 069 619			Services communautaires		
Services 12 183 852			et prioritaires 4 393 400		
Fournitures et matériel 569 492			Action Cancer Ontario 5 500 000		
Paiements de transfert			Paiements pour les services		
Paiements pour les services			d'ambulance et services		
d'ambulance et services			d'urgence connexes –		
d'urgence connexes –			Services d'ambulance		
Services d'ambulance			municipaux..... 560 230 032		
municipaux..... 560 230 032			Paiements pour les services		
Paiements pour les services			d'ambulance et services		
d'ambulance et services			d'urgence connexes : autres		
d'urgence connexes – Autres			services d'ambulance et		
services d'ambulance et			services d'urgence		
services d'urgence			connexes..... 397 000		
connexes 60 210 047			-----		
Ambulances aériennes 141 483 755			10 665 400		
----- 761 923 834			-----		
----- 825 637 112			10 665 400		
-----			-----		
			TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMMES PROVINCIAUX		
			ET INTENDANCE 10 665 400		
			=====		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1413				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES
1	81 945 600	4 675 600	86 621 200	Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé 84 347 945
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	81 945 600	4 675 600	86 621 200	INFORMATIQUES 84 347 945
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Systèmes informatiques 0
L	1 301 000		1 301 000	Amortissement - <i>Loi sur l'administration financière</i> . 1 002 115
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	1 302 000		1 302 000	INFORMATIQUES 1 002 115
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	28 940 200	14 894 400	43 834 600	Systèmes informatiques 42 730 543
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE SYSTÈMES
	28 940 200	14 894 400	43 834 600	INFORMATIQUES 42 730 543
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Systèmes informatiques apporte du soutien au ministère de la Santé et des Soins de longue durée pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources d'information et de technologie de l'information afin d'atteindre les objectifs opérationnels visés.

Le programme offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation et au soutien efficaces des programmes du ministère.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE SYSTÈMES INFORMATIQUES – CRÉDIT 1413

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Services de technologie de l'information – Groupement pour les services de santé (Poste 1)		Systèmes informatiques (Poste 4)	
Traitements et salaires	40 633 244	Matériel de technologie de l'information	529 010
Avantages sociaux	5 482 392	Logiciels d'application de gestion – traitements et salaires.....	4 985 048
Transports et communications.....	5 083 366	Logiciels d'application de gestion – avantages sociaux.....	557 641
Services	31 690 251	Logiciels d'application de gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	36 658 844
Fournitures et matériel	1 458 692		42 730 543
	84 347 945		
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)	
– PROGRAMME DE SYSTÈMES		– PROGRAMME DE SYSTÈMES	
INFORMATIQUES.....	84 347 945	INFORMATIQUES	42 730 543
	=====		=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	1 002 115		
	1 002 115		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)			
– PROGRAMME DE SYSTÈMES			
INFORMATIQUES.....	1 002 115		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

1414
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ

1	362 306 200		362 306 200	Promotion de la santé	352 860 618
	<u>362 306 200</u>	<u></u>	<u>362 306 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ.....	352 860 618
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	500 000		500 000	Promotion de la santé	0
	<u>500 000</u>	<u></u>	<u>500 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ.....	0
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Le programme de promotion de la santé travaille avec ses partenaires pour exécuter des programmes et services efficaces, axés sur la reddition des comptes, qui contribuent au mieux-être à long terme des Ontariens et Ontariennes. Le programme offre des outils et des appuis qui font avancer les objectifs gouvernementaux de promotion de la santé par la mise en œuvre des priorités suivantes : promotion de la santé et du mieux-être; prévention des maladies, des traumatismes et des dépendances; stratégie Ontario sans fumée; nutrition et alimentation saine; soutien aux partenariats pour des communautés en santé.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DE PROMOTION DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1414

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Promotion de la santé (Poste 1)		
Traitements et salaires		5 329 233
Avantages sociaux		776 963
Transports et communications.....		113 584
Services		6 152 904
Fournitures et matériel		67 883
Paiements de transfert		
Organismes locaux officiels		
responsables de la santé –		
promotion de la santé	264 361 542	
Nutrition et alimentation saine ...	9 634 512	
Prévention des maladies,		
des traumatismes et		
des dépendances	16 430 702	
Fonds pour les		
communautés en santé.....	6 734 238	
Développement de la capacité		
locale et coordination.....	1 079 000	
Ontario sans fumée.....	42 180 057	
	-----	340 420 051

		352 860 618

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE PROMOTION		
DE LA SANTÉ.....		352 860 618
		=====

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1407				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ
1	1 136 862 100	3 619 000	1 140 481 100	Immobilisations dans le domaine de la santé..... 887 952 710
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	1 136 862 100	3 619 000	1 140 481 100	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ 887 952 710
				<u>=====</u>

Description du programme:

Le programme d'immobilisations en matière de santé est responsable de l'octroi de fonds pour les immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie et les centres de santé communautaire.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ – CRÉDIT 1407

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilitisations dans le domaine de la santé (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Projets visant les		
grands hôpitaux	713 507 340	
Fonds pour le réaménagement		
de l'infrastructure du		
système de santé	56 188 500	
Projets visant les		
petits hôpitaux.....	19 117 299	
Fonds pour l'équipement		
médical et diagnostique	54 950 000	
Programme des soins		
de longue durée.....	5 086 580	
Programmes de santé		
communautaire	5 831 789	
Laboratoires de santé publique.	16 216 000	
	-----	870 897 508
Autres opérations		
Dessalement des hôpitaux		
psychiatriques provinciaux	5 307 065	
Programme d'évaluation		
de l'état des installations	1 346 002	
Perte due à		
l'aliénation des actifs	10 402 135	
	-----	17 055 202

		887 952 710

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ.....	887 952 710	
	=====	

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes	19 102 869	19 102 870
Projet des dossiers de santé électroniques	11 055 500	13 248 500
Services sociaux dispensés aux Indiens	6 668 900	6 259 098
Logement en milieu de soutien	6 568 639	6 569 187
Système d'information de laboratoire de l'Ontario	5 182 385	1 116 351
Projet des dossiers de santé électroniques interopérables	5 152 686	4 005 899
Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux	4 360 122	3 933 693
Programme de contributions pour les politiques en matière de soins de santé	2 753 206	3 264 000
Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance	1 797 812	0
Programme de soutien au financement du traitement de la toxicomanie	1 019 203	3 933 179
Numéros sans frais d'aide au renoncement – Initiative relative à l'emballage des produits du tabac	532 961	456 383
Projet de gouvernance	262 098	0
Mise en œuvre de la Stratégie ontarienne de cybersanté – médicaments	0	9 970 988
Initiative relative aux professionnels de la santé diplômés à l'étranger	0	1 463 982
Préparation aux situations d'urgence	0	789 227
	64 456 381	74 113 357
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Assurance-santé de l'Ontario – Subrogation	25 195 680	24 988 711
Autres	506	36 803
	25 196 186	25 025 514
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Services d'avocats – enquêtes	2 459 651	3 895 280
Quote-part des usagers des services d'ambulance	2 245 573	2 030 430
Vérification de la qualité des services des laboratoires	1 125 055	1 024 024
Frais d'administration de la Commission des accidents du travail	400 000	400 000
Droits pour effectuer le paiement des réclamations	375 638	358 903
Octroi de permis aux laboratoires	288 262	284 303
Droits de permis – Centres de prélèvement	286 858	232 093
Droits d'examen – Préposés aux soins médicaux d'urgence	231 870	212 445
Droits de permis – maisons de soins infirmiers	167 300	128 925
Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes	48 180	25 330
Autres	38 105	42 354
	7 666 492	8 634 087
AMENDES ET PÉNALITÉS	36 250	13 658
VENTES ET LOCATIONS	12 754 435	0
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	637 572 598	539 807 763
DIVERS		
Pénalités – intérêt	551 310	133 352
Autres	742 971	202 854
	1 294 281	336 206
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	748 976 623	647 930 585

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS	
SOMMAIRE	2-272
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-274
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	2-276
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	2-280
SERVICES CORRECTIONNELS	2-283
SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE	2-287
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	2-289
PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE	2-291
DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	2-294
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L).....	2-275, 2-279, 2-281, 2-282, 2-286, 2-288, 2-293
ÉTAT DES RECETTES	2-296

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
124 296 880	Administration du ministère	129 754 787	143 651 626
224 767 944	Division de la sécurité publique	230 322 800	229 732 877
980 105 868	Police provinciale de l'Ontario	1 005 070 000	1 005 002 395
774 615 068	Services correctionnels	786 783 800	786 778 985
57 540 253	Services technologiques pour la justice	50 800 100	50 745 691
577 337	Organismes, conseils et commissions	906 700	882 470
70 995 483	Planification et gestion des situations d'urgence	70 883 600	70 692 368
3 289 723	Division des politiques et de la planification stratégique	3 450 200	3 395 051
2 236 188 556	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 277 971 987	2 290 881 463
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Division de la sécurité publique	2 000	0
0	Police provinciale de l'Ontario	2 000	0
0	Services correctionnels	2 000	0
0	Services technologiques pour la justice	2 000	0
0	Organismes, conseils et commissions	2 000	0
0	Planification et gestion des situations d'urgence	2 000	0
0	Division des politiques et de la planification stratégique	2 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	16 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
1 837 673	Administration du ministère	2 452 000	2 450 999
23 964 602	Division de la sécurité publique	18 356 700	18 220 854
19 999 735	Police provinciale de l'Ontario	24 995 000	23 853 505
19 314 082	Services correctionnels	35 915 800	35 905 360
19 301	Services technologiques pour la justice	19 400	19 301
225 798	Planification et gestion des situations d'urgence	180 100	181 894
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
65 361 191	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	81 920 000	80 631 913
=====		=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
135 416 634	Division de la sécurité publique	29 907 000	22 613 233
51 806 362	Police provinciale de l'Ontario	24 362 700	11 282 658
103 831 995	Services correctionnels	55 977 500	35 680 574
0	Services technologiques pour la justice	1 000	0
211 445	Planification et gestion des situations d'urgence	224 000	200 608
0	Division des politiques et de la planification stratégique	1 000	0
291 266 436	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	110 474 200	69 777 073
=====		=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	128 372 900	1 250 700	129 623 600	Administration du ministère 129 578 682
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 8 056
L	1 000		1 000	Paiements effectués en vertu de la <i>Loi sur l'administration financière</i> 13 965 587
L	50 000		50 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 000
	<u>128 504 087</u>	<u>1 250 700</u>	<u>129 754 787</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 143 651 626
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Administration du ministère 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	2 000 000	451 000	2 451 000	Renouvellement des installations 2 450 999
5	1 000	(1 000)	0	Administration du ministère – autres charges liées aux immobilisations 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 002 000</u>	<u>450 000</u>	<u>2 452 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 2 450 999
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====

Description du programme :

Le programme offre une grande variété de services d'administration générale pour le ministère : ressources humaines, planification financière et opérationnelle, approvisionnement et amélioration opérationnelle, contrôle financier, communications, services juridiques et gestion des installations. Le programme partage les services du secteur de la justice en matière d'accès à l'information, de services en français et de vérification.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Locaux – Frais de location</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Services	106 785 856	106 785 856
Traitements et salaires	13 552 862				
Avantages sociaux	1 780 149		Crédits législatifs		
Transports et communications.....	610 963		Traitement versé au ministre en vertu		
Services	113 341 285		de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	49 301	
Fournitures et matériel	293 423		Traitements versés aux adjoints parlementaires		
			en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>	8 056	
	129 578 682				57 357
<i>Bureau principal</i>					
Traitements et salaires	2 915 225		Crédits législatifs		
Avantages sociaux	355 933		Autres opérations		
Transports et communications.....	172 738		Paiements effectués en vertu de la <i>Loi</i>		
Services	202 078		sur l' <i>administration financière</i>	13 965 587	
Fournitures et matériel	19 184		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
			l' <i>administration financière</i>	50 000	
	3 665 158				14 015 587
<i>Services ministériels</i>					14 015 587
Traitements et salaires	7 744 631		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Avantages sociaux	1 022 676		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		143 651 626
Transports et communications.....	203 744				=====
Services	884 241		CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Fournitures et matériel	195 343		Renouvellement des installations (Poste 2)		
	10 050 635		Services	2 450 999	
<i>Services de communication</i>					2 450 999
Traitements et salaires	2 865 284				
Avantages sociaux	399 954		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Transports et communications.....	107 743		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		2 450 999
Services	507 843				=====
Fournitures et matériel	30 655				
	3 911 479				
<i>Services juridiques</i>					
Traitements et salaires	27 722				
Avantages sociaux	1 586				
Transports et communications.....	126 738				
Services	4 961 267				
Fournitures et matériel	48 241				
	5 165 554				

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2603
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

1	743 400	(20 300)	723 100	Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint	719 024
2	18 385 600	(1 600 000)	16 785 600	Collège de police de l'Ontario	16 785 424
5	185 516 100	(4 382 500)	181 133 600	Direction des relations extérieures	180 564 295
6	4 261 200	(141 000)	4 120 200	Services privés de sécurité et d'enquête.....	4 103 840
7	27 660 300	(100 000)	27 560 300	Centre des sciences judiciaires	27 560 294
	236 566 600	(6 243 800)	230 322 800	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ..	229 732 877
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

4	2 000		2 000	Division des programmes de sécurité publique et des politiques	0
	2 000		2 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ..	0
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2603				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
9	18 638 800	(290 200)	18 348 600	Division de la sécurité publique 18 167 796
L	8 100		8 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 53 058
	<u>18 646 900</u>	<u>(290 200)</u>	<u>18 356 700</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 18 220 854
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

8	29 907 000		29 907 000	Division de la sécurité publique 22 613 233
	<u>29 907 000</u>		<u>29 907 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE 22 613 233
				=====

Description du programme:

La Division de la sécurité publique travaille avec ses partenaires en matière de services de police afin de promouvoir la sécurité communautaire. Elle a notamment les activités suivantes : formation par l'intermédiaire du Collège de police de l'Ontario; analyse scientifique au Centre des sciences judiciaires; surveillance des praticiens en matière de services privés de sécurité; élaboration de normes et de lignes directrices sur les services de police; surveillance et inspection des services de police; allocation des subventions pour la prévention du crime; soutien aux opérations axées sur le renseignement; gestion des nominations provinciales et du Système de sélection des agents de police; mise en œuvre du système de gestion des enquêtes importantes; promotion du bien-être des animaux; représentation de la province dans les négociations relatives aux ententes tripartites sur les services policiers des Premières nations.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Direction des relations extérieures (Poste 5)		
Division de la sécurité publique – Bureau du sous-ministre adjoint (Poste 1)		Traitements et salaires	5 155 160	
Traitements et salaires	569 084	Avantages sociaux	636 576	
Avantages sociaux	64 168	Transports et communications	876 599	
Transports et communications	11 626	Services	5 947 747	
Services	71 692	Fournitures et matériel	271 689	
Fournitures et matériel	2 454	Paiements de transfert		
	-----	Programme de recrutement		
	719 024	de 1 000 agents – partenariat pour		
	-----	des collectivités plus sûres	49 352 260	
Collège de police de l'Ontario (Poste 2)		Subventions pour les services		
Traitements et salaires	8 597 406	de police communautaire		
Avantages sociaux	693 216	et les programmes de		
Transports et communications	606 549	prévention du crime	30 649 928	
Services	4 785 410	Subventions pour les programmes		
Fournitures et matériel	2 102 843	municipaux RIDE	2 300 747	
	-----	Subventions diverses –		
	16 785 424	Services policiers	2 353 474	
	-----	Subventions pour la création de		
		collectivités sûres et dynamiques	851 043	
		Entente fédérale-provinciale		
		sur les services policiers		
		des Premières nations	33 921 062	
		Financement des enquêtes		
		municipales sur les crimes		
		haineux et l'extrémisme	199 511	
		Ontario Association of		
		Crime Stoppers	233 520	
		Subvention pour la		
		sécurité publique	5 500 000	
		Sécurité des tribunaux	40 253 229	
		Subventions pour les enfants victimes		
		d'agression sexuelle et		
		de pornographie	2 061 750	
			-----	167 676 524

				180 564 295

		Services privés de sécurité et d'enquête (Poste 6)		
		Traitements et salaires	1 934 108	
		Avantages sociaux	387 195	
		Transports et communications	65 496	
		Services	1 689 302	
		Fournitures et matériel	27 739	

				4 103 840

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE – CRÉDIT 2603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$
Centre des sciences judiciaires (Poste 7)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	18 247 842	Autres opérations	
Avantages sociaux	2 885 023	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	53 058
Transports et communications.....	429 365		-----
Services	2 374 092		53 058
Fournitures et matériel	3 623 972		-----

	27 560 294	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
	-----	DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	18 220 854
			=====
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	229 732 877		
	=====		
		BIENS IMMOBILISÉS	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		Division de la sécurité publique (Poste 8)	
Division de la sécurité publique (Poste 9)		Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations	21 581 833
		Machines et équipement	1 031 400

			22 613 233

Services	422 950	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
Autres opérations		DIVISION DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	22 613 233
Investissements dans			=====
les immobilisations	17 744 846		

	18 167 796		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO
1	158 887 900	3 881 800	162 769 700	Services ministériels et stratégiques 162 422 191
2	7 165 000	(1 101 000)	6 064 000	Bureau du contrôleur des armes à feu 6 031 407
3	108 216 700	(1 919 800)	106 296 900	Enquêtes et crime organisé..... 106 260 960
4	667 924 900	2 126 200	670 051 100	Services régionaux et circulation..... 670 040 362
5	57 818 400	2 068 900	59 887 300	Gestion du parc automobile 59 762 765
L	1 000		1 000	Paiements en vertu de la <i>Loi sur les services policiers</i> 484 710
	<u>1 000 013 900</u>	<u>5 056 100</u>	<u>1 005 070 000</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 1 005 002 395
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	2 000		2 000	Police provinciale de l'Ontario 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 0
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	18 340 600	(1 159 400)	17 181 200	Police provinciale de l'Ontario 16 833 472
L	7 813 800		7 813 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 7 020 033
	<u>26 154 400</u>	<u>(1 159 400)</u>	<u>24 995 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 23 853 505
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
7	24 362 700		24 362 700	Police provinciale de l'Ontario 11 282 658
	<u>24 362 700</u>		<u>24 362 700</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO 11 282 658
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Relevant du commissaire de la Police provinciale de l'Ontario, la Police provinciale est responsable de la prestation directe de services de police de première ligne dans des centaines de municipalités et de collectivités des Premières nations de toute la province. La Police provinciale enquête sur les crimes concernant l'ensemble de la province et plusieurs paliers de gouvernement, en particulier des affaires de fraude complexes et des activités criminelles organisées. De plus, elle patrouille sur les routes provinciales et est responsable d'un grand nombre des voies d'eau et des réseaux de sentiers dans la province. La Police provinciale gère des registres provinciaux spécialisés comme le Système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALCV) et le Registre des délinquants sexuels de l'Ontario. Elle se charge de la surveillance de stratégies provinciales comme celles touchant l'exploitation des enfants et la lutte contre les bandes de motards. Conformément à son mandat provincial, la Police provinciale fournit aussi un soutien en matière de services d'urgence, est responsable de la sécurité pour les événements internationaux très médiatisés, et offre des services spécialisés de sécurité et de protection pour le gouvernement de l'Ontario dans toute la province.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Services régionaux et circulation (Poste 4)	
Services ministériels et stratégiques (Poste 1)		Traitements et salaires	574 034 180
Traitements et salaires	96 005 865	Avantages sociaux	93 718 283
Avantages sociaux	8 027 956	Transports et communications	5 167 946
Transports et communications	13 561 311	Services	19 824 239
Services	31 012 436	Fournitures et matériel	7 643 649
Fournitures et matériel	14 989 729		700 388 297
	163 597 297	Moins : Recouvrements	30 347 935
Moins : Recouvrements	1 175 106		670 040 362
	162 422 191		
		Gestion du parc automobile (Poste 5)	
Bureau du contrôleur des armes à feu (Poste 2)		Transports et communications	96 532
Traitements et salaires	3 268 888	Services	20 764 924
Avantages sociaux	309 592	Fournitures et matériel	42 374 931
Transports et communications	142 383		63 236 387
Services	2 225 709	Moins : Recouvrements	3 473 622
Fournitures et matériel	84 835		59 762 765
	6 031 407		
		Crédits législatifs	
Enquêtes et crime organisé (Poste 3)		Autres opérations	
Traitements et salaires	87 480 491	Paiements en vertu de la	
Avantages sociaux	5 061 490	<i>Loi sur les services policiers</i>	484 710
Transports et communications	4 553 748		484 710
Services	9 485 798		
Fournitures et matériel	3 277 638		
	109 859 165	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
Moins : Recouvrements	3 598 205	POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	1 005 002 395
	106 260 960		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO – CRÉDIT 2604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS	
Police provinciale de l'Ontario (Poste 8)		Police provinciale de l'Ontario (Poste 7)	
Services	7 909 618	Immeubles - coûts relatifs aux immobilisations*.....	(3 373 430)
Autres opérations		Matériel de technologie de l'information	2 228 251
Investissements dans		Parc automobile et flotte de bateaux –	
les immobilisations.....	8 861 879	coûts relatifs aux immobilisations.....	6 086 835
Perte due à l'aliénation des actifs ..	61 975	Avions - coûts relatifs aux immobilisations	6 341 002
	-----		-----
	8 923 854		11 282 658
	-----		-----
	16 833 472		

		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	11 282 658
			=====
Crédits législatifs			
Autres opérations		*Inclut le rajustement du solde d'une année antérieure.	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	7 020 033		

	7 020 033		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO	23 853 505		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
1	20 697 000	363 700	21 060 700	Administration du programme 21 059 829
2	4 764 900	658 100	5 423 000	Formation du personnel 5 420 759
3	633 342 500	12 831 600	646 174 100	Services en établissement 646 173 926
4	115 472 500	(1 346 500)	114 126 000	Services communautaires 114 124 471
	<u>774 276 900</u>	<u>12 506 900</u>	<u>786 783 800</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS..... 786 778 985
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
7	2 000		2 000	Services correctionnels 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS..... 0
				=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2605				PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	33 554 300	1 004 600	34 558 900	Établissements correctionnels..... 34 521 252
10	1 000	(1 000)	0	Services en établissement – autres charges liées aux immobilisations 0
11	1 000	(1 000)	0	Services communautaires – autres charges liées aux immobilisations 0
L	1 170 000		1 170 000	Amortissement – Services en établissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 198 907
L	186 900		186 900	Amortissement – Services communautaires – <i>Loi sur l'administration financière</i> 185 201
	34 913 200	1 002 600	35 915 800	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 35 905 360
				=====

BIENS IMMOBILISÉS

8	55 977 500		55 977 500	Services en établissement 35 680 574
	55 977 500		55 977 500	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	– PROGRAMME DES
				SERVICES CORRECTIONNELS 35 680 574
				=====

Description du programme:

Le Programme des services correctionnels, qui relève du sous-ministre des Services correctionnels, est responsable de l'administration des prisons, des centres de détention, des centres correctionnels, des services de probation et de libération conditionnelle. Le programme supervise la détention et la libération des adultes détenus et assure la supervision des contrevenants relâchés dans la collectivité en vertu d'une libération conditionnelle accordée par l'Ontario, d'un sursis ou d'une probation. Les principaux services et programmes comprennent la formation, la réadaptation et des services qui donneront aux contrevenants la possibilité de s'adapter, sur le plan personnel et social, à la communauté de manière à réussir leur réinsertion.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		Services en établissement (Poste 3)		
Administration du programme (Poste 1)		Traitements et salaires	439 509 742	
Traitements et salaires	16 613 858	Avantages sociaux	67 231 741	
Avantages sociaux	2 070 646	Transports et communications	6 011 994	
Transports et communications.....	831 887	Services	68 095 995	
Services	1 378 258	Fournitures et matériel	66 063 099	
Fournitures et matériel	165 180	Paiements de transfert		
	-----	Subventions tenant lieu d'impôt		
	21 059 829	aux municipalités	686 925	
	-----	Allocation exceptionnelle		
		aux détenus atteints d'un		
		handicap permanent.....	11 114	
		Programme de sensibilisation		
		à la violence	90 485	
		Programmes de réadaptation		
		des délinquants	2 223 916	
		Programmes de travail		
		communautaire.....	859 254	
			-----	3 871 694

				650 784 265
		Moins : Recouvrements.....		4 610 339

				646 173 926

		Services communautaires (Poste 4)		
Formation du personnel (Poste 2)		Traitements et salaires	81 144 117	
Traitements et salaires	3 513 829	Avantages sociaux	14 096 265	
Avantages sociaux	510 206	Transports et communications	2 284 323	
Transports et communications.....	250 280	Services	9 141 734	
Services	881 575	Fournitures et matériel	829 238	
Fournitures et matériel	264 869	Paiements de transfert		
	-----	Services à la clientèle en		
	5 420 759	résidences communautaires ou		
	-----	résidences externes.....	6 628 794	
			-----	114 124 471

		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
		PROGRAMME DES SERVICES		
		CORRECTIONNELS	786 778 985	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS – CRÉDIT 2605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS	
Établissements correctionnels (Poste 6)		Services en établissement (Poste 8)	
Services	12 484 240	Immeubles – coûts relatifs aux immobilisations	33 641 093
Autres opérations		Machines et équipement –	
Investissements dans les immobilisations	22 037 012	coûts relatifs aux immobilisations.....	147 646
	<u>34 521 252</u>	Parc automobile et flotte de bateaux –	
		coûts relatifs aux immobilisations.....	1 891 835
			<u>35 680 574</u>
Crédits législatifs		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		PROGRAMME DES SERVICES	
		CORRECTIONNELS	35 680 574
			=====
Autres opérations			
Amortissement – Services en établissement –			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	1 198 907		
	<u>1 198 907</u>		
Crédits législatifs			
Autres opérations			
Amortissement – Services communautaires –			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	185 201		
	<u>185 201</u>		
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
CORRECTIONNELS	35 905 360		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2606				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE
1	50 897 400	(97 300)	50 800 100	Services technologiques pour la justice 50 745 691
	<u>50 897 400</u>	<u>(97 300)</u>	<u>50 800 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 50 745 691
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Services technologiques pour la justice 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
5	1 000	(1 000)	0	Services technologiques pour la justice – autres charges liées aux immobilisations 0
L	19 400		19 400	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 19 301
	<u>20 400</u>	<u>(1 000)</u>	<u>19 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 19 301
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Services technologiques pour la justice 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES
				POUR LA JUSTICE..... 0
				=====

Description du programme :

Le Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour la justice a pour mandat de fournir des services technologiques fiables et rentables conformes au plan stratégique général pour l'information et la technologie de l'information, qui exécutent et soutiennent les priorités et les objectifs opérationnels dans tous les ministères du secteur de la justice. Un soutien essentiel est offert relativement aux solutions technologiques, à la planification et la gestion de l'information, à la gestion des services, à la sécurité et à la gestion des projets.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE – CRÉDIT 2606

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Services technologiques pour la justice (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	29 476 586	Autres opérations	
Avantages sociaux	3 700 704	Amortissement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	19 301
Transports et communications.....	829 790		-----
Services	17 096 150		19 301
Fournitures et matériel	170 472		-----

	51 273 702	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements.....	528 011	PROGRAMME DES SERVICES	
	-----	TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE.....	19 301
	50 745 691		=====

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –			
PROGRAMME DES SERVICES			
TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE....	50 745 691		
	=====		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2607				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS
1	891 200	15 500	906 700	Organismes, conseils et commissions
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES ORGANISMES,
				CONSEILS ET COMMISSIONS
	891 200	15 500	906 700	882 470
	=====	=====	=====	=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	2 000		2 000	Organismes, conseils et commissions	0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES ORGANISMES,	
				CONSEILS ET COMMISSIONS	
	2 000		2 000		0
	=====	=====	=====		=====

Description du programme:

Ce programme assure le fonctionnement des organismes relevant du ministère, comme la Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario et le Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 2607

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Organismes, conseils et commissions (Poste 1)		
Traitements et salaires		410 425
Avantages sociaux		93 696
Transports et communications.....		76 402
Services		279 621
Fournitures et matériel		22 326

		882 470

<i>Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario</i>		
Traitements et salaires	133 770	
Avantages sociaux	16 384	
Transports et communications.....	53 661	
Services	187 168	
Fournitures et matériel	13 756	

		404 739

<i>Conseil de surveillance des enquêtes sur les décès</i>		
Traitements et salaires	276 655	
Avantages sociaux	77 312	
Transports et communications.....	22 741	
Services	92 453	
Fournitures et matériel	8 570	

		477 731

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES ORGANISMES,		
CONSEILS ET COMMISSIONS		882 470
		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
1	796 500	52 300	848 800	Bureau du commissaire..... 792 623
2	7 864 100	587 000	8 451 100	Gestion des situations d'urgence Ontario..... 8 368 830
4	23 771 500	930 800	24 702 300	Bureau du commissaire aux incendies..... 24 669 894
5	37 863 500	(982 100)	36 881 400	Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario 36 861 021
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE.....
	70 295 600	588 000	70 883 600	70 692 368
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
3	2 000		2 000	Planification et gestion des situations d'urgence... 0
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE LA
				PLANIFICATION ET GESTION
				DES SITUATIONS D'URGENCE.....
	2 000		2 000	0
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2609				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE
7	1 000	(1 000)	0	Planification et gestion des situations d'urgence – autres charges liées aux immobilisations 0
L	180 100		180 100	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> .. 181 894
	<u>181 100</u>	<u>(1 000)</u>	<u>180 100</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 181 894
	=====	=====	=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

6	224 000		224 000	Planification et gestion des situations d'urgence 200 608
	<u>224 000</u>		<u>224 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE 200 608
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Cette section, qui relève du sous-ministre de la Sécurité communautaire, fournit les services consacrés à la sûreté et la sécurité publiques de la population ontarienne. Pour ce faire, elle s'appuie sur les efforts du Bureau du coroner, du Service de médecine légale de l'Ontario, du Bureau du commissaire des incendies et de Gestion des situations d'urgence Ontario. Toutes les activités visent la détection rapide des problèmes et leur résolution par des initiatives efficaces d'atténuation, de prévention, de préparation, de réponse, de rétablissement, à caractère scientifique, d'enquête, de continuité des opérations et d'éducation du public. La section s'attache à être un chef de file dans les efforts déployés pour assurer la sûreté et la sécurité dans toutes les collectivités diverses de l'Ontario, aidant ainsi le gouvernement à atteindre sa priorité de créer des communautés plus fortes et plus sûres.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION ET GESTION DES SITUATIONS D'URGENCE – CRÉDIT 2609

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Bureau du commissaire (Poste 1)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	621 504		
Avantages sociaux	76 731		
Transports et communications.....	26 976		
Services	59 485		
Fournitures et matériel	7 927		

	792 623		

Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 2)		Autres opérations	
Traitements et salaires	5 415 176	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	181 894
Avantages sociaux	805 848		-----
Transports et communications.....	414 265		181 894
Services	1 689 473		-----
Fournitures et matériel	44 068		

	8 368 830		

Bureau du commissaire aux incendies (Poste 4)		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Traitements et salaires	14 843 681	PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
Avantages sociaux	2 546 207	ET GESTION DES SITUATIONS	
Transports et communications.....	1 262 008	D'URGENCE.....	181 894
Services	3 634 882		=====
Fournitures et matériel	1 763 116		
Paiements de transfert			
Subventions pour la sécurité-incendie.....	620 000		

	24 669 894		

Bureau du coroner en chef et Service de médecine légale de l'Ontario (Poste 5)		BIENS IMMOBILISÉS	
Traitements et salaires	12 357 731	Planification et gestion des situations d'urgence (Poste 6)	
Avantages sociaux	1 257 736		
Transports et communications.....	907 648		
Services	19 971 625		
Fournitures et matériel	496 281		
Paiements de transfert			
Subventions pour les services judiciaires	1 870 000		

	36 861 021		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DE LA PLANIFICATION		PROGRAMME DE LA PLANIFICATION	
ET GESTION DES SITUATIONS		ET GESTION DES SITUATIONS	
D'URGENCE.....	70 692 368	D'URGENCE.....	200 608
	=====		=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2610 DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	3 404 200	46 000	3 450 200	Division des politiques et de la planification stratégique 3 395 051
	<u>3 404 200</u>	<u>46 000</u>	<u>3 450 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 3 395 051
				<u>=====</u>
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	2 000		2 000	Division des politiques et de la planification stratégique 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 0
				<u>=====</u>
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000	(1 000)	0	Division des politiques et de la planification stratégique – autres charges liées aux immobilisations 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u>(1 000)</u>	<u>1 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 0
				<u>=====</u>
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000		1 000	Division des politiques et de la planification stratégique 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	- DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE 0
				<u>=====</u>

Description du programme :

Relevant du sous-ministre de la Sécurité communautaire et du sous-ministre des Services correctionnels, cette division est chargée de diriger ou coordonner l'élaboration de conseils, d'analyses et de recommandations à l'appui des priorités du ministère et du gouvernement. Ses principales fonctions comprennent l'élaboration de textes législatifs et de politiques, la planification stratégique, la recherche et l'évaluation, la mesure du rendement et l'actualisation des indicateurs clés ainsi que la coordination des activités du ministère avec les autres ministères et les principaux intervenants.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE – CRÉDIT 2610

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Division des politiques et de la planification stratégique (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 652 170
Avantages sociaux	421 598
Transports et communications.....	64 676
Services	222 181
Fournitures et matériel	34 426

	3 395 051

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – DIVISION DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE.....	3 395 051
	=====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente sur la surveillance des immigrants.....	21 233 740	17 445 914
Contrôle des armes à feu.....	6 150 200	6 150 000
Entente de placement dans un établissement pénitencier.....	4 409 290	4 827 558
Les services policiers des Premières nations.....	5 158 095	5 017 557
Entente relative aux services de biologie – SCF.....	3 450 000	3 450 000
Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones.....	158 250	43 110
Programme conjoint de la protection civile.....	25 819	26 296
Autres.....	142 451	20
	<u>40 727 845</u>	<u>36 960 455</u>
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Maintien de l'ordre dans les municipalités.....	286 679 962	276 291 591
Remaniement des services locaux.....	92 277 331	88 008 669
Acquittement – Compte Bell.....	4 415 232	3 976 363
Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario.....	2 405 702	2 439 607
Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire).....	750 000	750 000
Autres.....	7 138 635	2 562 480
	<u>393 666 862</u>	<u>374 028 710</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Droits, permis et autorisations.....	10 242 633	13 388 902
Frais pour chèques refusés.....	662	10 687
	<u>10 243 295</u>	<u>13 399 589</u>
AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>35</u>	<u>0</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations.....	338 385	339 941
Les Industries Trilcor.....	167 100	96 725
	<u>505 485</u>	<u>436 666</u>
REDEVANCES		
Systèmes de sélection d'agents – Association des chefs de police de l'Ontario.....	195 754	181 013
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES*	<u>(5 169 680)</u>	<u>17 330 683</u>
DIVERS	<u>1 212 809</u>	<u>4 267 316</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>441 382 405</u>	<u>446 604 432</u>

*Rajustement en 2013-2014 en fonction des recouvrements de dépenses des années précédentes de 2012-2013.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-298
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-299
SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE.....	2-301
INFRASTRUCTURE	2-305
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-300
ÉTAT DES RECETTES	2-307

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
11 285 999	Administration du ministère	12 766 714	11 224 097
4 057 011 587	Services à l'enfance et à la jeunesse	4 167 903 000	4 147 346 591
4 068 297 586	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	4 180 669 714	4 158 570 688
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
377 521	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 003 000	194 061
377 521	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 003 000	194 061
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
139 995	Services à l'enfance et à la jeunesse	2 000	0
33 873 232	Infrastructure	27 697 000	26 720 261
34 013 227	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	27 699 000	26 720 261
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
30 772 319	Services à l'enfance et à la jeunesse	36 642 600	33 716 661
30 772 319	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	36 642 600	33 716 661
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3701	PROGRAMME D'ADMINISTRATION			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	DU MINISTÈRE			
1	14 252 700	(1 550 000)	12 702 700	Administration du ministère 11 158 129
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667

Description du programme :

Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Communications et marketing</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	1 172 626	
Traitements et salaires	6 015 837		Avantages sociaux	171 411	
Avantages sociaux	700 061		Transports et communications	35 758	
Transports et communications.....	196 219		Services	232 095	
Services	4 138 213		Fournitures et matériel	42 022	
Fournitures et matériel	107 799			-----	1 653 912
	-----				-----
	11 158 129		<i>Ressources humaines</i>		
	-----		Traitements et salaires	485 582	
Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)			Avantages sociaux	46 527	
Traitements et salaires	1 898 695		Transports et communications	21 000	
Avantages sociaux	226 113		Services	2 265	
Transports et communications.....	78 768			-----	555 374
Services	92 565				-----
Fournitures et matériel	21 412		<i>Services de vérification</i>		
	-----	2 317 553	Services	479 036	
		-----		-----	479 036
<i>Services opérationnels</i>					-----
Traitements et salaires	2 458 934		Crédits législatifs		
Avantages sociaux	256 010		Traitement versé au ministre en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		49 301
Transports et communications.....	46 895		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif.....		16 667
Services	227 301				-----
Fournitures et matériel	35 865				65 968
	-----	3 025 005			-----
		-----	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE.....		11 224 097
<i>Services juridiques</i>					=====
Transports et communications.....	13 798				
Services	3 104 951				
Fournitures et matériel	8 500				
	-----	3 127 249			

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
3	345 642 900	(5 436 200)	340 206 700	Santé et développement des enfants 338 526 415
7	2 454 509 700	(16 084 800)	2 438 424 900	Enfants et jeunes à risque 2 427 574 492
5	401 003 300	2 850 000	403 853 300	Services spécialisés 397 458 153
8	1 019 584 700	(34 166 600)	985 418 100	Prestation ontarienne pour enfants 983 787 531
	4 220 740 600	(52 837 600)	4 167 903 000	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 4 147 346 591
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
6	2 003 000		2 003 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 194 061
	2 003 000		2 003 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 194 061
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
9	2 000		2 000	Services à l'enfance et à la jeunesse 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 0
				=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3702				
BIENS IMMOBILISÉS				
10	36 642 600		36 642 600	Services à l'enfance et à la jeunesse 33 716 661
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE 33 716 661
	36 642 600		36 642 600	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Les programmes offerts par le ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent le programme santé et développement des enfants, le programme des enfants et jeunes à risque, les services spécialisés et la prestation ontarienne pour enfants. Le programme santé et développement des enfants soutient une combinaison de services de dépistage, d'évaluation et d'intervention précoces, comme le programme Bébés en santé, enfants en santé, le bilan de santé à 18 mois, le Programme de dépistage néonatal des troubles auditifs et d'intervention précoce et les services de rééducation de la parole et du langage. Le crédit d'impôt pour les activités des enfants rembourse une partie des frais payés relativement à des activités pour enfants admissibles (arts, musique, activité physique, etc.), quel que soit le niveau de revenu familial. Le programme des enfants et jeunes à risque comprend la protection de l'enfance, les programmes et services communautaires et en établissement, les services de santé mentale pour les enfants et les jeunes, les services aux enfants et jeunes autochtones, Perspectives Jeunesse, qui fournit des services aux jeunes des quartiers aux besoins élevés (y compris les services d'emploi et de liaison, comme le Programme des intervenants auprès des jeunes, le Programme d'emploi pour les jeunes et l'initiative Expérience de travail dans les services policiers pour les jeunes), ainsi que les services de justice pour la jeunesse à l'intention des jeunes qui sont en conflit avec la loi ou risquent de le devenir. Les services spécialisés soutiennent les enfants et les jeunes ayant des besoins particuliers divers, notamment par des services en autisme, des services de réadaptation (orthophonie, ergothérapie et physiothérapie), des programmes de services de relève et du soutien aux enfants et aux jeunes ayant des besoins particuliers complexes. La prestation ontarienne pour enfants est une aide financière non imposable accordée en fonction du revenu aux familles à faible revenu ayant des enfants de moins de 18 ans, que les membres de ces familles travaillent ou pas. La subvention équivalant à la prestation ontarienne pour enfants est versée aux sociétés d'aide à l'enfance relativement à des enfants et des jeunes pris en charge afin de leur fournir un accès accru à des possibilités sociales, éducatives et récréatives et à un programme d'épargne de manière à aider les jeunes plus âgés en vue de la fin de la prise en charge. Le Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants est une prestation mensuelle non imposable fondée sur le revenu et versée aux familles travailleuses touchant un revenu faible ou moyen et comptant des enfants de moins de sept ans, nés avant le 1er juillet 2009.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE
PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE – CRÉDIT 3702
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
Services spécialisés (Poste 5)		ACTIF DE FONCTIONNEMENT	
Traitements et salaires	3 024 946	Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 6)	
Avantages sociaux	456 261	Avances et montants récupérables	
Transports et communications.....	45 981	Supplément de revenu de l'Ontario	
Services	1 046 585	pour les familles travailleuses ayant	
Fournitures et matériel	4 377	des frais de garde d'enfants	
Paiements de transfert			194 061
Services de traitement et de			-----
réadaptation pour enfants	115 943 357		194 061
Autisme.....	188 063 522		-----
Besoins particuliers complexes ...	88 873 124		

	392 880 003		

	397 458 153		

Prestation ontarienne pour enfants (Poste 8)		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –	
		PROGRAMME DES SERVICES	
		À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	
			194 061
			=====
		BIENS IMMOBILISÉS	
Paiements de transfert		Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 10)	
Prestation ontarienne		Logiciels d'application de	
pour enfants.....		gestion – traitements et salaires	
Subvention équivalent à la Prestation			2 278 372
ontarienne pour enfants		Logiciels d'application de	
Supplément de revenu de		gestion – avantages sociaux	
l'Ontario pour les familles			252 682
travailleuses ayant des		Logiciels d'application de	
frais de garde d'enfants		gestion – coûts relatifs aux immobilisations	
	1 658 284		31 185 607
	-----		-----
	983 787 531		33 716 661
	-----		-----
	983 787 531		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
PROGRAMME DES SERVICES		PROGRAMME DES SERVICES	
À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE		À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE	
4 147 346 591			33 716 661
=====			=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3703
CHARGES D'IMMOBILISATIONS

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE

1	25 297 000	2 400 000	27 697 000	Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations	26 720 261
	<u>25 297 000</u>	<u>2 400 000</u>	<u>27 697 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)	
	=====	=====	=====	– PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE	26 720 261
					=====

Description du programme :

Le financement de l'infrastructure est fourni aux installations exploitées directement par le ministère et aux organismes bénéficiant de paiements de transfert dans les collectivités pour l'acquisition, la construction, la rénovation et la remise à neuf d'immobilisations, et ce, afin de faciliter la prestation efficace des programmes du ministère et la gestion efficace des activités de base du ministère.

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE – CRÉDIT 3703

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Services à l'enfance et à la jeunesse – immobilisations (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Renouvellement des installations des partenaires...	10 812 561	
Subventions d'immobilisations	15 907 700	
	-----	26 720 261

		26 720 261

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE		26 720 261
		=====

MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	115 974 800	111 552 253
<i>Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents</i>	52 229 568	65 340 584
Autres.....	203 636	203 558
	-----	-----
	168 408 004	177 096 395
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Adoption internationale	21 600	25 200
Maison pour groupe d'enfants.....	11 900	14 300
Droits d'adoption	4 800	4 800
Autres.....	2 846	3 197
	-----	-----
	41 146	47 497
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS	1 777	9 764
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	8 807 636	24 889 896
Subventions	2 452 667	424 788
Frais de fonctionnement.....	479 096	702 061
	-----	-----
	11 739 399	26 016 745
	-----	-----
DIVERS		
Redressement découlant de la provision pour restructuration	741 263	1 363 933
Intérêts bancaires – non précisés	4 898	5 887
Autres.....	91 816	464
	-----	-----
	837 977	1 370 284
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	181 028 303	204 540 685
	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-310
SERVICES AUX CONSOMMATEURS	2-311
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-312
ÉTAT DES RECETTES	2-313

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 386 868	Services aux consommateurs	25 934 714	24 368 984
<u>20 386 868</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>25 934 714</u>	<u>24 368 984</u>
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Services aux consommateurs	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Services aux consommateurs	2 000	0
<u>0</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	<u>2 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Services aux consommateurs	1 000	0
<u>0</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	<u>1 000</u>	<u>0</u>
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3101				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
6	23 895 500	1 973 200	25 868 700	Services aux consommateurs 24 319 683
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 0
L	2 000		2 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 0
	23 961 514	1 973 200	25 934 714	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 24 368 984
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	2 000		2 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
4	1 000		1 000	Services aux consommateurs 0
	1 000		1 000	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX CONSOMMATEURS 0
				=====

Description du programme :

Ce programme soutient la protection des consommateurs et la sécurité publique en Ontario en veillant à la mise en place de stratégies efficaces de promotion de la conformité, en modernisant le cadre réglementaire pour les entreprises et la protection des consommateurs et en préservant un cadre réglementaire et juridique moderne qui protège les familles ontariennes, inspire confiance et soutient la croissance économique.

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS
PROGRAMME DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS – CRÉDIT 3101
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Services aux consommateurs (Poste 6)		
Traitements et salaires	11 496 868	
Avantages sociaux	1 517 051	
Transports et communications.....	527 996	
Services	10 120 096	
Fournitures et matériel	182 785	
Paiements de transfert		
Subventions pour les		
services aux consommateurs.....	564 887	

	24 409 683	
Moins : Recouvrements.....	90 000	

	24 319 683	

<i>Administration du ministère</i>		
Traitements et salaires	3 310 566	
Avantages sociaux	428 557	
Transports et communications.....	134 725	
Services	5 652 926	
Fournitures et matériel	59 691	

	9 586 465	

<i>Services aux consommateurs</i>		
Traitements et salaires	8 186 302	
Avantages sociaux	1 088 494	
Transports et communications.....	393 271	
Services	4 467 170	
Fournitures et matériel	123 094	
Paiements de transfert		
Subventions pour les		
services aux consommateurs....	564 887	

	14 823 218	
Moins : Recouvrements.....	90 000	

	14 733 218	

<i>Crédits législatifs</i>		
Traitement versé au ministre en		
vertu de la Loi sur le Conseil exécutif	49 301	

	49 301	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DES SERVICES		
AUX CONSOMMATEURS.....	24 368 984	
	=====	

MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur les cinémas</i>	2 808 001	2 972 001
Paiements des autorités administratives	2 165 015	1 798 449
<i>Loi sur les cimetières</i>	1 183 249	906 243
<i>Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire</i>	928 745	912 907
<i>Loi sur les agences de recouvrement</i>	687 066	832 597
<i>Loi sur le contrôle des sports</i>	123 949	172 227
<i>Loi sur les renseignements concernant le consommateur</i>	17 182	14 730
<i>Loi sur les huissiers</i>	10 830	9 500
<i>Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques</i>	1 900	2 280
	7 925 937	7 620 934
AMENDES ET PÉNALITÉS	50	2 400
RECouvreMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Paiements de transfert	5 653	95 000
Services et locations	0	9 112
Autres	5 610	1 478 531
	11 263	1 582 643
DIVERS	150	63 603
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	7 937 400	9 269 580

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-316
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-317
AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)	2-319
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	2-321
SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO	2-323
ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS	2-328
SERVICE ONTARIO	2-330
ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES	2-332
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-318, 2-320, 2-326, 2-327, 2-331
ÉTAT DES RECETTES	2-334

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
32 570 068	Administration du ministère	30 495 714	29 659 513
1 913 345 566	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)	1 737 401 000	1 320 720 125
118 018 909	Direction des ressources humaines	118 285 600	117 740 233
323 686 260	Services opérationnels de la FPO	309 996 400	313 076 246
2 359 370	Organismes, conseils et commissions	2 261 100	2 213 480
289 827 128	ServiceOntario	290 291 900	280 834 915
0	Achat groupé de services médiatiques	5 715 300	0
2 679 807 301	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	2 494 447 014	2 064 244 512
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
12 622 060	Services opérationnels de la FPO	15 590 500	13 271 060
12 622 060	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	15 590 500	13 271 060
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
8 249 839	Administration du ministère	9 153 500	9 151 256
19 256 157	Services opérationnels de la FPO	19 501 600	18 653 245
2 655 729	ServiceOntario	7 262 500	4 547 567
30 161 725	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	35 917 600	32 352 068
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
49 697 824	Services opérationnels de la FPO	352 312 800	50 270 001
13 663 844	ServiceOntario	5 332 300	5 324 685
63 361 668	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	357 646 100	55 594 686
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1801 PROGRAMME D'ADMINISTRATION				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			DU MINISTÈRE	
1	32 955 700	(2 525 000)	30 430 700	Administration du ministère 29 567 183
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 277
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	0		0	Traitement de ministre sans portefeuille, <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 25 085
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
	<u>33 020 714</u>	<u>(2 525 000)</u>	<u>30 495 714</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 29 659 513
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	7 952 500	1 200 000	9 152 500	Administration du ministère 9 151 256
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>7 953 500</u>	<u>1 200 000</u>	<u>9 153 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 9 151 256
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
6	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme:

Le programme d'administration du ministère assure les services administratifs et de soutien qui aident le ministère à réaliser des résultats conformes aux objectifs et priorités budgétaires du gouvernement. Ses fonctions comprennent la gestion des finances et des ressources humaines et la gestion des locaux et des installations. Le programme fournit également des services juridiques et de communication, de planification et de surveillance des résultats. Il aide et soutient les programmes du ministère dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1801
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Ressources humaines</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	890 922	
Traitements et salaires	13 513 307		Avantages sociaux	113 138	
Avantages sociaux	1 850 759		Transports et communications	12 753	
Transports et communications	469 153		Services	56 102	
Services	13 381 680		Fournitures et matériel	2 694	
Fournitures et matériel	352 284				1 075 609

	29 567 183		<i>Gouvernement ouvert</i>		
	-----		Traitements et salaires	580 524	
<i>Bureau principal</i>			Avantages sociaux	44 406	
Traitements et salaires	1 695 506		Transports et communications	66 877	
Avantages sociaux	185 737		Services	433 367	
Transports et communications	61 196		Fournitures et matériel	13 968	
Services	241 052				1 139 142
Fournitures et matériel	15 669				-----
		2 199 160	<i>Crédits législatifs</i>		
	-----	-----	<i>Autres opérations</i>		
<i>Services financiers et administratifs</i>			Créances irrécouvrables,		
Traitements et salaires	7 471 512		<i>Loi sur l'administration financière</i>		1 277
Avantages sociaux	1 145 405		Traitement versé au ministre en vertu de la		
Transports et communications	117 956		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Services	2 312 179		Traitement de ministre sans portefeuille,		
Fournitures et matériel	91 902		<i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		25 085
		11 138 954	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
	-----	-----	vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
<i>Services juridiques</i>					-----
Traitements et salaires	121 578				92 330
Avantages sociaux	199				-----
Transports et communications	168 471		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Services	8 502 139		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		29 659 513
Fournitures et matériel	136 907				=====
		8 929 294	CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
	-----	-----	<i>Administration du ministère (Poste 4)</i>		
<i>Services de vérification</i>			Services	9 151 256	
Services	1 107 584				9 151 256
	-----	1 107 584			-----
<i>Services de communication</i>			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Traitements et salaires	2 753 265		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		9 151 256
Avantages sociaux	361 874				=====
Transports et communications	41 900				
Services	729 257				
Fournitures et matériel	91 144				
		3 977 440			
	-----	-----			

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1807				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)
1	910 680 800	(42 600 000)	868 080 800	Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur)..... 828 270 237
L	869 320 200		869 320 200	Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent <i>Loi sur l'administration financière</i> 492 449 888
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES AVANTAGES
				SOCIAUX ET PRESTATIONS
				DE RETRAITE (PART PRISE EN
				CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)..... 1 320 720 125
	1 780 001 000	(42 600 000)	1 737 401 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme des avantages sociaux et des prestations de retraite (partie prise en charge par l'employeur) prend en charge les dépenses que le gouvernement effectue en qualité d'employeur au chapitre des services assurés, des programmes prévus par la loi, des services non assurés et de certains régimes de retraite de la fonction publique, notamment les coûts d'arbitrage et d'administration par des tiers. Les charges dépendent de l'évolution des charges à payer du gouvernement à titre de répondant ou de co-répondant de certains régimes de services assurés, régimes de retraite et droits aux indemnités de cessation d'emploi.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE
(PART PRISE EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR) – CRÉDIT 1807Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Crédits législatifs Redressements actuariels et obligations de l'exercice précédent, <i>Loi sur l'administration financière</i>		
Avantages sociaux et prestations de retraite (part prise en charge par l'employeur) (Poste 1)			Avantages sociaux		
Avantages sociaux			Indemnités légales de		
Indemnités légales de			cessation d'emploi	7 408 718	
cessation d'emploi	60 874 995		Absences et		
Comptes des avantages			congés rémunérés*	(14 719 451)	
sociaux supplémentaires			Indemnisation des		
des fonctionnaires	6 697 426		travailleurs (CSPAAT)	(3 317 548)	
Régime de retraite du Syndicat			Comptes des avantages		
des employés de la fonction			sociaux supplémentaires		
publique de l'Ontario	220 069 232		des fonctionnaires	15 001 779	
Régime de retraite			Régime de retraite du Syndicat		
des fonctionnaires	353 615 903		des employés de la fonction		
Fonds de prestations			publique de l'Ontario	74 462 704	
des juges provinciaux	32 860 484		Régime de retraite		
Assurance-emploi	74 431 338		des fonctionnaires	196 461 264	
Assurance-vie collective	7 593 502		Fonds de prestations		
Protection du revenu			des juges provinciaux	8 247 943	
à long terme	77 201 260		Assurance-vie collective	13 857 914	
Impôt-santé des employeurs	103 776 770		Protection du revenu		
Régime d'assurance			à long terme*	(104 400 000)	
complémentaire maladie			Prestations aux		
et hospitalisation	138 859 234		employés retraités	289 981 241	
Régime de soins dentaires	54 934 586		Régime de retraite		
Prestations aux			complémentaire		
employés retraités	154 608 493		des juges de paix	1 755 624	
Régime de retraite			Continuation des prestations pour		
complémentaire			la CSPAAT et la protection		
des juges de paix	244 376		du revenu à long terme	7 709 700	
Avantages sociaux –					492 449 888
Association de la Police					
provinciale de l'Ontario	43 372 786				492 449 888
Régime de pensions du Canada ..	157 603 407				
Autres avantages sociaux	1 824 139				
		1 488 567 931	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DES AVANTAGES		
		1 488 567 931	SOCIAUX ET PRESTATIONS DE		
Moins : Recouvrements	660 297 694		RETRAITE (PART PRISE EN		
			CHARGE PAR L'EMPLOYEUR)	1 320 720 125	
		828 270 237			=====

*Les crédits découlent du rajustement de fin d'année en raison d'une nouvelle évaluation actuarielle, indiquant une augmentation plus faible de la dette non provisionnée que ce qui avait été prévu auparavant.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1808				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
8	108 404 400	4 146 300	112 550 700	RHOntario 112 091 409
				Services centralisés de la FPO – Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail....
9	1 000		1 000	0
10	3 872 000	27 800	3 899 800	Bureau de la diversité..... 3 827 329
11	2 329 000	(494 900)	1 834 100	Secrétariat des relations de travail 1 821 495
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DE LA DIRECTION
				DES RESSOURCES HUMAINES 117 740 233
	114 606 400	3 679 200	118 285 600	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

La Direction des ressources humaines soutient l'engagement du gouvernement d'être un chef de file mondial souple et novateur en service à la clientèle en le dotant d'un effectif qualifié et novateur.

RHOntario fournit des services intégrés de ressources humaines et de réorganisation des activités à l'appui des objectifs opérationnels des ministères, observe la législation, fait la promotion de pratiques exemplaires et élabore et met en œuvre les politiques et stratégies qui font de la fonction publique de l'Ontario (FPO) un employeur de premier choix. Le programme coordonne également les services de sécurité interne à la FPO.

Le Bureau de la diversité soutient la vision de la FPO, à savoir être une organisation inclusive, diverse et accessible assurant d'excellents services publics et aidant tous ceux et celles qui en font partie à réaliser leur plein potentiel. En qualité de centre d'excellence, le Bureau dirige les efforts pour que la FPO se conforme à la *Loi de 2005 sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario*. Le Bureau est également chargé de fournir du leadership stratégique et innovateur dans les domaines de la diversité et de l'accessibilité à l'échelle de la FPO, en tant que décideur et fournisseur de services.

Le Secrétariat des relations de travail analyse les facteurs qui influent sur les résultats des négociations collectives dans le secteur parapublic afin de formuler et d'offrir des orientations et des avis stratégiques au gouvernement, aux ministères et aux employeurs du secteur parapublic relativement aux questions liées aux négociations collectives et aux relations de travail.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES – CRÉDIT 1808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Bureau de la diversité (Poste 10)	
RH Ontario (Poste 8)			Traitements et salaires	2 837 430
Traitements et salaires	67 337 044		Avantages sociaux	347 521
Avantages sociaux	9 802 582		Transports et communications	68 110
Transports et communications	1 861 135		Services	537 346
Services	26 272 082		Fournitures et matériel	36 922
Fournitures et matériel	667 538			-----
Paielements de transfert				3 827 329
Subventions pour l'Institut d'administration				-----
publique du Canada	100 000			
Club du quart de siècle	162 000		Secrétariat des relations de travail (Poste 11)	
	-----	262 000		
Autre opérations			Traitements et salaires	1 156 158
Autres	626 865		Avantages sociaux	126 796
Emplois d'été	9 293 102		Transports et communications	32 746
	-----	9 919 967	Services	474 197
		-----	Fournitures et matériel	31 598
		116 122 348		-----
Moins : Recouvrements	4 030 939			1 821 495
		-----		-----
		112 091 409		

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME DE LA DIRECTION	
			DES RESSOURCES HUMAINES	117 740 233
				=====
Services centralisés de la FPO – Commission				
de la sécurité professionnelle et de l'assurance				
contre les accidents du travail (Poste 9)				
Services	34 501 125			
Moins : Recouvrements	34 501 125			

		0		

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO
1	64 067 600	(1 358 600)	62 709 000	Information et technologie de l'information du gouvernement 58 985 151
5	157 385 400	(14 809 500)	142 575 900	Services communs de l'Ontario 140 340 564
7	17 746 100	92 000	17 838 100	Information, protection de la vie privée et archives publiques 17 520 387
15	73 253 500	119 900	73 373 400	Groupe ITI pour les organismes centraux 73 011 331
L	13 500 000		13 500 000	Loi sur les actions contre la Couronne 23 218 813
	325 952 600	(15 956 200)	309 996 400	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO 313 076 246
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	11 329 500		11 329 500	Information et technologie de l'information du gouvernement 9 218 726
6	2 384 000	126 800	2 510 800	Services communs de l'Ontario 2 508 670
22	1 877 000	(126 800)	1 750 200	Groupe ITI pour les organismes centraux 1 543 664
	15 590 500	0	15 590 500	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO 13 271 060
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	13 028 600	(2 657 600)	10 371 000	Information et technologie de l'information du gouvernement 9 907 075
12	2 000	(2 000)	0	Services communs de l'Ontario 0
8	3 914 600		3 914 600	Information, protection de la vie privée et archives publiques 3 715 075
21	1 000	(1 000)	0	Groupe ITI pour les organismes centraux 0
				Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, Loi sur l'administration financière 1 681 600
L	1 681 600		1 681 600	
				Amortissement – Services communs de l'Ontario, Loi sur l'administration financière 3 349 495
L	3 533 400		3 533 400	
L	1 000		1 000	Amortissement – Loi sur l'administration financière .. 0
	22 162 200	(2 660 600)	19 501 600	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO 18 653 245
				=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1811				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO
13	338 936 800	(7 831 300)	331 105 500	Information et technologie de l'information du gouvernement 30 551 547
14	18 706 300	2 500 000	21 206 300	Services communs de l'Ontario..... 19 718 454
23	1 000		1 000	Groupe ITI pour les organismes centraux 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DES SERVICES
				OPÉRATIONNELS DE LA FPO 50 270 001
	357 644 100	(5 331 300)	352 312 800	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme des services opérationnels de la FPO est chargé d'améliorer la prestation des services internes et externes du gouvernement afin de répondre aux besoins des Ontariens et des Ontariennes et de la FPO. Tous les programmes de prestation des services s'attachent à transformer et améliorer les services gouvernementaux.

Le Programme d'information et de technologie de l'information du gouvernement assume le leadership relatif à la technologie de l'information au sein du gouvernement. Cela comprend la stratégie, la sécurité, les politiques, la mise en œuvre d'une infrastructure commune, la gouvernance et la responsabilité ainsi que la prestation des services communs à l'échelle de la FPO, tels que le traitement informatique et les installations de réseaux.

Les Services communs de l'Ontario agissent en qualité de fournisseur du gouvernement de l'Ontario pour les services d'arrière-guichet touchant les opérations, le personnel et la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Ils fournissent des conseils stratégiques et assurent le contrôle financier et une prestation de services rentable dans le traitement des opérations financières, le traitement des revenus non fiscaux, le traitement de la paie et des avantages sociaux, l'administration des avantages sociaux, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et les services opérationnels de la FPO.

Information, protection de la vie privée et archives publiques soutient de bonnes pratiques de conservation des documents dans tout le gouvernement et assume le leadership stratégique pour l'accès à l'information et la protection de la vie privée et la gestion de l'information. La Division recueille, gère et préserve les documents d'archives de la province, encourage le public à consulter les documents historiques de l'Ontario et est le gardien de la collection d'œuvres d'art du gouvernement de l'Ontario.

Le Groupement ITI pour les organismes centraux fournit à ses clients un leadership et un soutien efficace en technologie de l'information (TI) pour l'amélioration des services gouvernementaux. Pour ce faire, il rend applicables les solutions sous-jacentes en TI nécessaires à la modernisation des opérations gouvernementales et à la prestation de services rentables aux clients de toute la FPO.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Programme de responsabilité civile – dossiers généraux et circulation routière</i>		
Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 1)					
Traitements et salaires	129 427 434		Traitements et salaires	824 717	
Avantages sociaux	17 106 355		Avantages sociaux	102 816	
Transports et communications.....	69 561 431		Transports et communications	15 856	
Services	210 084 339		Services	7 337 898	
Fournitures et matériel	11 889 380		Fournitures et matériel	7 281	

	438 068 939			8 288 568	
Moins : Recouvrements.....	379 083 788		Moins : Recouvrements.....	338 541	
	-----			-----	7 950 027
	58 985 151				-----
	-----		<i>Secrétariat de la gestion de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur parapublic</i>		
Services communs de l'Ontario (Poste 5)					
Traitements et salaires	83 816 653		Traitements et salaires	2 724 696	
Avantages sociaux	14 353 636		Avantages sociaux	325 038	
Transports et communications.....	8 642 569		Transports et communications	48 237	
Services	45 842 849		Services	885 568	
Fournitures et matériel	2 973 542		Fournitures et matériel	24 406	
Paiements de transfert			Paiements de transfert		
Projets liés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et à l'innovation dans le secteur parapublic.....	6 730 887		Projets liés à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et à l'innovation dans le secteur parapublic	6 730 887	
	-----			-----	10 738 832
	162 360 136				-----
Moins : Recouvrements.....	22 019 572				
	-----		Information, protection de la vie privée et archives publiques (Poste 7)		
	140 340 564				

<i>Services opérationnels</i>					
Traitements et salaires	80 267 240		Traitements et salaires	8 914 362	
Avantages sociaux	13 925 782		Avantages sociaux	1 169 511	
Transports et communications.....	8 578 476		Transports et communications	708 533	
Services	37 619 383		Services	12 220 776	
Fournitures et matériel	2 941 855		Fournitures et matériel	230 586	
			Paiements de transfert		
			Subventions à l'appui des		
			Archives publiques de l'Ontario.....	45 700	
	143 332 736			-----	
Moins : Recouvrements.....	21 681 031			23 289 468	
	-----	121 651 705	Moins : Recouvrements.....	5 769 081	
		-----		-----	17 520 387

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$	\$
Groupement ITI pour les organismes centraux (Poste 15)	Groupement ITI pour les organismes centraux (Poste 22)
Traitements et salaires 62 642 048	Dépôts et charges payées d'avance..... 1 543 664
Avantages sociaux 8 317 216	-----
Transports et communications..... 2 487 510	1 543 664
Services 221 046 168	-----
Fournitures et matériel 185 384	

294 678 326	
Moins : Recouvrements..... 221 666 995	

73 011 331	

Crédits législatifs	CHARGES D'IMMOBILISATIONS
Autre opérations	Information et technologie de
Loi sur les actions contre la Couronne 23 218 813	l'information du gouvernement (Poste 3)

23 218 813	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	Services..... 9 907 075
PROGRAMME DES SERVICES	-----
OPÉRATIONNELS DE LA FPO 313 076 246	9 907 075
=====	-----
ACTIF DE FONCTIONNEMENT	Information, protection de la vie privée
Information et technologie de	et archives publiques (Poste 8)
l'information du gouvernement (Poste 2)	
Dépôts et charges payées d'avance..... 9 218 726	Services..... 3 715 075
-----	-----
9 218 726	3 715 075
-----	-----
Services communs de l'Ontario (Poste 6)	
Dépôts et charges payées d'avance..... 2 508 670	

2 508 670	

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
PROGRAMME DES SERVICES OPÉRATIONNELS DE LA FPO – CRÉDIT 1811
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$	\$
Crédits législatifs	BIENS IMMOBILISÉS
Autres opérations	Information et technologie de l'information du gouvernement (Poste 13)
Amortissement – Information et technologie de l'information du gouvernement, <i>Loi sur l'administration financière</i>	
46 270 888	
Moins : Recouvrements.....	
44 589 288	

1 681 600	

Crédits législatifs	
Autres opérations	Services communs de l'Ontario (Poste 14)
Amortissement – Services communs de l'Ontario, <i>Loi sur l'administration financière</i>	
3 349 495	

3 349 495	

TOTAL (CHARGE D'IMMOBILISATIONS) –	
PROGRAMME DES SERVICES	
OPÉRATIONNELS DE LA FPO	
18 653 245	
=====	
	Barrages et ouvrages d'art
	322 064
	Matériel de technologie de l'information
	30 229 483

	30 551 547

	Machines et équipement –
	coûts relatifs aux immobilisations.....
	525 765
	Logiciels d'application de gestion –
	traitements et salaires.....
	4 801 559
	Logiciels d'application de gestion –
	avantages sociaux
	530 835
	Logiciels d'application de gestion – coûts
	relatifs aux immobilisations
	13 860 295

	19 718 454

	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –
	PROGRAMME DES SERVICES
	OPÉRATIONNELS DE LA FPO
	50 270 001
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS – CRÉDIT 1812

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission de révision de la publicité (Poste 4)	
Traitements et salaires	470 154
Avantages sociaux	42 975
Transports et communications.....	15 211
Services	613 285
Fournitures et matériel	7 053

	1 148 678

Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts (Poste 5)	
Traitements et salaires	597 222
Avantages sociaux	46 978
Transports et communications.....	29 577
Services	387 285
Fournitures et matériel	3 740

	1 064 802

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
ORGANISMES, CONSEILS	
ET COMMISSIONS	2 213 480
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1814 PROGRAMME SERVICEONTARIO				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	280 613 100	(1 900 000)	278 713 100	ServiceOntario 274 542 130
4	6 312 200	(35 400)	6 276 800	Groupe ment ITI pour ServiceOntario 6 270 123
L	5 001 000		5 001 000	Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, <i>Loi sur</i> <i>l'enregistrement des droits immobiliers</i> 0
L	301 000		301 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i> <i>l'administration financière</i> 22 662
	<u>292 227 300</u>	<u>(1 935 400)</u>	<u>290 291 900</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME SERVICEONTARIO 280 834 915
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	2 001 000		2 001 000	ServiceOntario 1 585 897
5	1 000		1 000	Groupe ment ITI pour ServiceOntario 0
L	5 259 500		5 259 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 2 961 670
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>7 262 500</u>		<u>7 262 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO 4 547 567
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	1 000	5 331 300	5 332 300	ServiceOntario 5 324 685
	<u>1 000</u>	<u>5 331 300</u>	<u>5 332 300</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME SERVICEONTARIO 5 324 685
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

ServiceOntario est la voie d'accès aux services du gouvernement pour des transactions régulières et liées à l'information par les particuliers et les entreprises. ServiceOntario facilite pour les Ontariens et les Ontariennes l'accès rapide, courtois et simple à de nombreux renseignements et services gouvernementaux efficaces et économiques. ServiceOntario a pour vision d'offrir des services, des solutions, un leadership et du personnel qui satisfont ou surpassent les attentes des clients à chaque fois.

En harmonisation avec le programme de ServiceOntario, le Groupe ment ITI pour ServiceOntario offre des conseils stratégiques et des solutions technologiques rentables à ServiceOntario et aux partenaires des ministères dans la réalisation des principaux objectifs opérationnels ainsi que dans la modernisation des services gouvernementaux proposés directement au public au moyen d'applications en ligne.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
ServiceOntario (Poste 1)		ServiceOntario (Poste 2)	
Traitements et salaires	117 797 636		
Avantages sociaux	20 473 822		
Transports et communications.....	13 547 300		
Services	117 717 934	Services	1 585 897
Fournitures et matériel	10 121 004		1 585 897
	-----		-----
	279 657 696		
Moins : Recouvrements.....	5 115 566		

	274 542 130		

Groupement ITI pour ServiceOntario (Poste 4)		Crédits législatifs	
Traitements et salaires	13 931 520		
Avantages sociaux	1 866 264		
Transports et communications.....	1 870 048		
Services	39 925 276	Autres opérations	
Fournitures et matériel	74 157	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ..	2 961 670
	-----		-----
	57 667 265		2 961 670
Moins : Recouvrements.....	51 397 142		-----

	6 270 123		

Crédits législatifs		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Autres opérations		PROGRAMME SERVICEONTARIO	
Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		4 547 567	
<i>l'administration financière</i>	22 662	=====	

	22 662		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		BIENS IMMOBILISÉS	
PROGRAMME SERVICEONTARIO		ServiceOntario (Poste 3)	
280 834 915		Logiciels d'application de gestion –	
=====		traitements et salaires.....	
		590 135	
		Logiciels d'application de gestion –	
		avantages sociaux	
		77 200	
		Logiciels d'application de gestion – coûts	
		relatifs aux immobilisations	
		4 657 350	

		5 324 685	

TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME SERVICEONTARIO		PROGRAMME SERVICEONTARIO	
5 324 685		5 324 685	
=====		=====	

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1815				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME D'ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES
1	25 000 000	(19 284 700)	5 715 300	Achat groupé de services médiatiques..... 0
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME D'ACHAT GROUPÉ
				DE SERVICES MÉDIATIQUES 0
	25 000 000	(19 284 700)	5 715 300	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme Achat groupé de services médiatiques soutient l'achat de temps médiatique pour les campagnes publicitaires du gouvernement. Les fonds portent également sur les frais d'agence s'y rattachant, les coûts des études de marché et l'élaboration de matériel publicitaire connexe en vue de soutenir les campagnes intégrées relatives aux initiatives gouvernementales. La publicité payée du gouvernement est régie par la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale* et examinée par le vérificateur général, qui en rend compte.

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

PROGRAMME D'ACHAT GROUPÉ DE SERVICES MÉDIATIQUES – CRÉDIT 1815

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Achat groupé de services médiatiques (Poste 1)	
Services	0

	0

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME D'ACHAT GROUPÉ	
DE SERVICES MÉDIATIQUES	0
	=====

MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Subvention afférente à des travaux statistiques.....	20 294	82 494
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	2 076 527	2 598 352
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
<i>Loi sur les sûretés mobilières</i>	42 477 696	40 765 082
Constitutions en société	21 630 744	22 086 798
<i>Loi sur les statistiques de l'état civil</i>	19 170 850	19 102 728
<i>Loi sur les noms commerciaux</i>	8 897 171	8 975 564
Recherches, certificats et hypothèques	6 380 810	6 080 145
<i>Loi sur le mariage</i>	2 717 080	2 864 943
<i>Loi sur le changement de nom</i>	1 473 565	1 409 065
<i>Loi sur les sociétés en commandite</i>	530 039	575 382
En dehors de la province	115 610	125 627
<i>Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers</i>	74 425	97 442
<i>Loi sur l'administration financière</i> (frais pour chèques refusés)	17 920	15 435
Déclarations annuelles obligatoires.....	9 410	11 268
<i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie</i>	5 169	5 491
Autres.....	1 212 277	1 260 257
	-----	-----
	104 712 766	103 375 227
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Publications Ontario – Ventes	2 908 208	78 975
Autres.....	83 195	140 520
	-----	-----
	2 991 403	219 495
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	2 135 492	1 502 836
	-----	-----
DIVERS		
Intérêt.....	1 673	3 558
Autres.....	2 224 014	2 473 425
	-----	-----
	2 225 687	2 476 983
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	114 162 169	110 255 387
	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-336
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-337
SERVICES AUX ADULTES.....	2-339
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-338, 2-341, 2-342
ÉTAT DES RECETTES.....	2-343

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
33 267 511	Administration du ministère	36 703 414	35 807 216
9 688 829 490	Services aux adultes	10 016 586 400	9 963 645 867
9 722 097 001	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	10 053 289 814	9 999 453 083
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
30 000 000	Services aux adultes	53 304 000	43 974 275
30 000 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	53 304 000	43 974 275
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
14 985 274	Services aux adultes	26 156 800	19 687 407
14 985 274	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	26 156 800	19 687 407
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
53 520 816	Services aux adultes	45 348 800	44 880 849
53 520 816	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	45 348 800	44 880 849
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	39 338 400	(2 700 000)	36 638 400	Administration du ministère 35 745 276
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 12 639
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>39 403 414</u>	<u>(2 700 000)</u>	<u>36 703 414</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) - PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 35 807 216
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des priorités du ministère en offrant à la haute direction, aux bureaux du ministère et au personnel sur le terrain de l'orientation concernant les politiques et les programmes, des conseils stratégiques en gestion des ressources et des finances et des services d'aide administrative et opérationnelle.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	1 656 026	
Traitements et salaires	18 912 729		Avantages sociaux	287 057	
Avantages sociaux	3 142 223		Transports et communications	36 692	
Transports et communications	697 887		Services	471 793	
Services	12 656 157		Fournitures et matériel	27 392	
Fournitures et matériel	336 280			-----	2 478 960
	-----				-----
	35 745 276		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Transports et communications	56 714	
<i>Bureau de la direction</i>			Services	4 376 905	
Traitements et salaires	1 660 344		Fournitures et matériel	69 549	
Avantages sociaux	201 873			-----	4 503 168
Transports et communications	55 302				-----
Services	107 018		<i>Services de vérification</i>		
Fournitures et matériel	8 588		Services	989 097	
	-----	2 033 125		-----	989 097
		-----			-----
<i>Soutien aux activités</i>			<i>Services informatiques</i>		
Traitements et salaires	6 144 351		Traitements et salaires	7 992 278	
Avantages sociaux	1 065 668		Avantages sociaux	1 261 282	
Transports et communications	228 674		Transports et communications	273 054	
Services	1 505 633		Services	5 086 541	
Fournitures et matériel	125 638		Fournitures et matériel	90 926	
	-----	9 069 964		-----	14 704 081
		-----			-----
<i>Ressources humaines</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	1 459 730		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	326 343		de la Loi sur le Conseil exécutif		49 301
Transports et communications	47 451		Traitement versé à l'adjoint parlementaire		
Services	119 170		en vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		12 639
Fournitures et matériel	14 187				-----
	-----	1 966 881			61 940
		-----			-----
			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		35 807 216
					=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES
3	8 049 981 800	(109 091 400)	7 940 890 400	Soutien financier et soutien à l'emploi..... 7 868 608 320
6	1 996 956 300	650 000	1 997 606 300	Services à la collectivité et aux personnes ayant une déficience intellectuelle..... 1 990 790 752
7	53 778 700	711 000	54 489 700	Bureau des obligations familiales 54 185 321
L	23 600 000		23 600 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 50 061 474
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX ADULTES 9 963 645 867
	10 124 316 800	(107 730 400)	10 016 586 400	
	=====	=====	=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
9	26 904 000	26 400 000	53 304 000	Services aux adultes 43 974 275
				TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DES
				SERVICES AUX ADULTES 43 974 275
	26 904 000	26 400 000	53 304 000	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
702				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
8	13 000 000		13 000 000	Services aux adultes 12 976 790
L	13 156 800		13 156 800	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 6 710 617
	<u>26 156 800</u>	<u>=====</u>	<u>26 156 800</u>	<u>TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)</u>
				<u>- PROGRAMME DES</u>
				<u>SERVICES AUX ADULTES..... 19 687 407</u>
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>

BIENS IMMOBILISÉS

11	20 210 700	25 137 100	45 347 800	Services aux adultes 44 880 849
12	1 000		1 000	Bureau des obligations familiales..... 0
	<u>20 211 700</u>	<u>25 137 100</u>	<u>45 348 800</u>	<u>TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)</u>
				<u>- PROGRAMME DES</u>
				<u>SERVICES AUX ADULTES..... 44 880 849</u>
	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>	<u>=====</u>

Description du programme:

Par le Programme des services aux adultes, des services communautaires efficaces et responsables sont offerts aux plus démunis de la façon la plus équitable possible. Les programmes d'aide sociale de l'Ontario fournissent des aides à l'emploi et au revenu aux personnes admissibles dans le besoin, y compris les personnes handicapées et leurs familles. Le programme des Services à la collectivité et aux personnes ayant une déficience intellectuelle offre des services favorisant l'inclusion des adultes ayant une déficience intellectuelle et de leurs familles en les aidant à vivre et participer à un vaste éventail d'activités au sein de leur collectivité. Le programme fournit également des soutiens et des programmes de service communautaire aux Autochtones par l'entremise de la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones, des services à l'intention des femmes et des enfants victimes de violence familiale et des personnes qui ont une déficience sensorielle. Le Bureau des obligations familiales est un programme d'application de la loi qui travaille avec les personnes versant une pension alimentaire et celles touchant une pension alimentaire en vue de l'exécution des obligations alimentaires envers la famille.

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3)			Crédits législatifs		
Traitements et salaires	159 747 505				
Avantages sociaux	29 022 783				
Transports et communications.....	9 752 163				
Services	73 720 509		Autres opérations		
Fournitures et matériel	2 030 737		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Paiements de transfert			<i>l'administration financière</i>	50 061 474	
Programme ontarien de soutien					
aux personnes handicapées				50 061 474	
– Soutien financier.....	4 165 688 973				
Programme ontarien de soutien			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
aux personnes handicapées			PROGRAMME DES SERVICES		
– Soutien à l'emploi	41 774 154		AUX ADULTES.....	9 963 645 867	=====
Programme Ontario au travail					
– Soutien financier	2 249 341 662				
Programme Ontario au travail					
– Soutien à l'emploi.....	183 770 881				
Programme de médicaments					
de l'Ontario	953 758 953				
		7 594 334 623			
		7 868 608 320			
			ACTIF DE FONCTIONNEMENT		
Services à la collectivité et aux personnes			Services aux adultes (Poste 9)		
ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)					
Traitements et salaires	22 028 147				
Avantages sociaux	6 487 090		Avances et montants récupérables		
Transports et communications.....	1 000 688		Programme ontarien de soutien		
Services	4 210 218		aux personnes handicapées –		
Fournitures et matériel	214 141		Aide financière	43 974 275	
Paiements de transfert					
Services en établissement.....	1 163 949 682			43 974 275	
Services de soutien	582 356 766				
Violence faite aux femmes.....	144 584 237				
Soutiens pour l'intégration					
communautaire	45 758 866				
Stratégie de ressourcement					
pour le mieux-être des					
Autochtones	20 200 917		TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) –		
		1 956 850 468	PROGRAMME DES SERVICES		
			AUX ADULTES	43 974 275	=====
		1 990 790 752			
Bureau des obligations familiales (Poste 7)					
Traitements et salaires	29 123 376				
Avantages sociaux	4 908 511				
Transports et communications.....	2 058 607				
Services	17 880 164				
Fournitures et matériel	214 663				
		54 185 321			

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES – CRÉDIT 702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			BIENS IMMOBILISÉS	
Services aux adultes (Poste 8)			Services aux adultes (Poste 11)	
Paiements de transfert				
Subventions d'immobilisations	3 961 000		Logiciels d'application de	
Renouvellement des			gestion – traitements et salaires	4 408 697
installations des partenaires	7 793 214		Logiciels d'application de	
	-----	11 754 214	gestion – avantages sociaux.....	596 191
Autres opérations			Logiciels d'application de	
Investissements dans les immobilisations		1 222 576	gestion – coûts relatifs aux immobilisations	39 875 961
		-----		-----
		12 976 790		44 880 849
		-----		-----
Crédits législatifs			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
			PROGRAMME DES SERVICES	
Autres opérations			AUX ADULTES	44 880 849
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière...</i>	6 710 617			=====

		6 710 617		

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –				
PROGRAMME DES SERVICES				
AUX ADULTES		19 687 407		
		=====		

MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens	92 616 596	90 853 249
Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées	38 205 739	38 205 738
Logement en milieu de soutien	2 399 306	2 415 635
Gouvernement/Canada – Fonds pour initiative familiale	1 028 858	1 029 716
	<u>134 250 499</u>	<u>132 504 338</u>
 REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
Cas attribués (BOF) – POSPH.....	12 840 645	12 786 319
	<u>12 840 645</u>	<u>12 786 319</u>
 DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Frais d'administration – BOF.....	1 194 619	24 070 242
Accès à l'information – Droits.....	82 914	55 910
Frais pour chèques refusés.....	770	11 725
	<u>1 278 303</u>	<u>24 137 877</u>
 AMENDES ET PÉNALITÉS	<u>2 000</u>	<u>0</u>
 RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES		
Subventions de fonctionnement.....	18 346 537	10 259 611
Frais de fonctionnement.....	189 540	896 033
Subventions	212 239	263 241
	<u>18 748 316</u>	<u>11 418 885</u>
 DIVERS		
Comptes de subrogation	2 531 356	2 217 931
Pénalités – intérêt	5 480	12 695
Indemnités de service judiciaire et de témoin	98	55
Autres.....	19 188	155 059
	<u>2 556 122</u>	<u>2 385 740</u>
 TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>169 675 885</u>	<u>183 233 159</u>

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-346
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-347
TOURISME	2-349
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES	2-351
IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES	2-353
CULTURE	2-355
FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO	2-357
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO	2-359
CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS	2-361
SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS	2-363
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-348
ÉTAT DES RECETTES	2-365

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
9 197 956	Administration du ministère	8 437 128	8 332 100
161 252 708	Tourisme	145 181 100	145 100 485
51 384 842	Sports, loisirs et programmes communautaires	53 624 000	53 588 511
244 590 533	Culture	244 511 600	244 504 750
120 000 000	Fondation Trillium de l'Ontario	115 001 000	115 000 000
6 934 139	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario	4 994 500	4 903 466
577 712 087	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels	505 728 000	505 727 941
38 406 804	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	53 707 600	53 081 234
1 209 479 069	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 131 184 928	1 130 238 487
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	4 000	0
0	Tourisme	2 000	0
51 657 576	Immobilitisations touristiques et culturelles	53 116 900	46 041 446
0	Culture	2 000	0
217 846 869	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	1 000	0
269 504 445	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	53 125 900	46 041 446
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	2 000	0
0	Tourisme	3 251 000	3 250 000
0	Culture	1 000	0
0	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains	255 341 900	231 144 825
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	258 595 900	234 394 825
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3801				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	7 496 100	813 000	8 309 100	Administration du ministère 8 266 086
L	95 682		95 682	Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	32 346		32 346	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 713
	<u>7 624 128</u>	<u>813 000</u>	<u>8 437 128</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 8 332 100
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 000		2 000	Administration du ministère 0
L	2 000		2 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>4 000</u>		<u>4 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	2 000		2 000	Administration du ministère 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) – PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE..... 0
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre et la Direction des communications. Le programme assure l'orientation et la direction générale du ministère et il est aussi responsable de l'administration interne.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 3801

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Administration du ministère (Poste 1)		
Traitements et salaires		4 841 803
Avantages sociaux		583 248
Transports et communications.....		178 779
Services		2 451 091
Fournitures et matériel		211 165

		8 266 086

<i>Bureau principal</i>		
Traitements et salaires	2 579 183	
Avantages sociaux	307 801	
Transports et communications.....	149 365	
Services	2 143 773	
Fournitures et matériel	56 716	

		5 236 838

<i>Services de communication</i>		
Traitements et salaires	2 262 620	
Avantages sociaux	275 447	
Transports et communications.....	29 414	
Services	307 318	
Fournitures et matériel	154 449	

		3 029 248

Crédits législatifs		
Traitements versés aux ministres en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 713

		66 014

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		8 332 100
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3802	PROGRAMME DU TOURISME			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	134 758 200	10 422 900	145 181 100	Tourisme 145 100 485
	<u>134 758 200</u>	<u>10 422 900</u>	<u>145 181 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME 145 100 485
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Tourisme 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000	3 250 000	3 251 000	Tourisme 3 250 000
	<u>1 000</u>	<u>3 250 000</u>	<u>3 251 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DU TOURISME 3 250 000
				=====

Description du programme:

Le Programme du tourisme a pour objectif d'appuyer et de stimuler la compétitivité de l'industrie touristique de l'Ontario.

Le ministère travaille en collaboration avec les associations et entreprises touristiques pour développer et renforcer l'industrie touristique de la province et pour promouvoir l'Ontario dans le monde entier comme destination de choix offrant des activités toute l'année. En particulier, il soutient les treize organismes de tourisme régionaux et les festivals et autres manifestations dans toute la province, définit les possibilités de développement touristique et offre des études stratégiques afin que les intervenants du secteur touristique demeurent bien informés sur les tendances, les enjeux et les attentes des visiteurs.

Le ministère supervise les activités et les responsabilités de huit attractions et organismes qui favorisent le tourisme, la croissance économique et la création d'emplois. Les attractions et les organismes à vocation touristique du ministère sont les intendants des lieux historiques, des espaces verts et des parcs dans les régions de tout l'Ontario, et offrent une large gamme de programmes d'éducation, de loisirs, de culture et de divertissement à l'intention des résidents et des visiteurs.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT					
Tourisme (Poste 1)			Marketing touristique		
Traitements et salaires	12 038 358		Paiements de transfert		
Avantages sociaux	1 721 446		Société du Partenariat ontarien		
Transports et communications.....	350 626		de marketing touristique.....	44 078 418	44 078 418
Services	4 050 366			-----	-----
Fournitures et matériel	1 074 669				
Paiements de transfert					
Subventions à l'appui du					
développement des					
investissements touristiques	7 888 835				
Subventions à l'appui du Programme					
de sollicitation et de soutien					
pour les événements					
et les festivals	21 259 967				
Subventions pour les					
régions touristiques	38 905 000				
Société du Partenariat ontarien					
de marketing touristique	44 078 418				
Société d'exploitation					
de la Place Ontario	6 610 000				
Commission des parcs					
du Saint-Laurent	7 122 800				
	-----	125 865 020			

		145 100 485			

Politiques et développement du tourisme					
Traitements et salaires	4 497 478				
Avantages sociaux	600 229				
Transports et communications.....	144 357				
Services	1 066 242				
Fournitures et matériel	87 053				
Paiements de transfert					
Subventions à l'appui du					
développement des					
investissements					
touristiques	7 888 835				
Subventions à l'appui du					
Programme de sollicitation et					
de soutien pour les événements					
et les festivals	21 259 967				
Subventions pour les					
régions touristiques	38 905 000				
	-----	74 449 161			

			Planification et activités touristiques		
			Traitements et salaires	7 540 880	
			Avantages sociaux	1 121 217	
			Transports et communications	206 269	
			Services	2 984 124	
			Fournitures et matériel	987 616	
			Paiements de transfert		
			Société d'exploitation		
			de la Place Ontario	6 610 000	
			Commission des parcs		
			du Saint-Laurent	7 122 800	
				-----	26 572 906

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			PROGRAMME DU TOURISME	145 100 485	=====
			BIENS IMMOBILISÉS		
			Tourisme (Poste 2)		
			Parc automobile et flotte de bateaux –		
			coûts relatifs aux immobilisations		3 250 000

					3 250 000

			TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –		
			PROGRAMME DU TOURISME	3 250 000	=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3803	SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	50 564 000	3 060 000	53 624 000	Sports, loisirs et programmes communautaires 53 588 511
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES
				COMMUNAUTAIRES 53 588 511
	50 564 000	3 060 000	53 624 000	53 588 511
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

La Direction des sports, des loisirs et des programmes communautaires s'est engagée à accroître la pratique des sports et l'activité physique en Ontario et à former des athlètes de haut niveau, dont les réalisations sont une source d'inspiration pour les gens de tout l'Ontario et du Canada.

La Direction est chargée d'établir une culture qui valorise le sport, les loisirs et l'activité physique afin de bâtir des collectivités plus saines et plus dynamiques. L'établissement de cette culture repose sur des partenariats solides avec d'autres ordres de gouvernement, des organismes nationaux et provinciaux voués aux sports et aux loisirs et d'autres partenaires ministériels.

La Direction gouverne les intérêts de l'Ontario à l'égard du sport amateur par les activités suivantes : veiller à ce que les sports reconnus soient pratiqués de manière équitable et sécuritaire; encourager la pratique du sport parmi toute la population ontarienne; soutenir les athlètes de haut niveau; veiller aux retombées sportives des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 et défendre les priorités de l'Ontario à l'échelon fédéral.

La Direction gouverne les intérêts de l'Ontario en matière de loisir par les activités suivantes : financer des partenaires clés pour l'exécution de projets qui accroîtront la pratique de l'activité physique et offriront des programmes après l'école aux enfants et aux jeunes; améliorer l'infrastructure de loisir à l'échelon local; coordonner les intérêts provinciaux relatifs aux sentiers, aux parcs, aux espaces ouverts et aux ressources récréatives aquatiques.

La Direction soutient également les programmes communautaires qui mènent des programmes ciblés de promotion de la santé axés sur le sport et les loisirs et qui incitent les communautés autochtones à pratiquer davantage l'activité physique.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES – CRÉDIT 3803

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Sports, loisirs et programmes communautaires (Poste 1)		
Traitements et salaires		3 063 587
Avantages sociaux		439 640
Transports et communications.....		179 896
Services		1 037 057
Fournitures et matériel		88 377
Paiements de transfert		
Sport et perfectionnement		
des athlètes	24 286 451	
Programmes pour les jeunes	12 764 542	
Fonds pour les		
communautés en santé.....	7 204 072	
Programmes pour		
les Autochtones	1 472 891	
Soutien des Jeux panaméricains		
et parapanaméricains.....	3 051 998	
	-----	48 779 954
		53 588 511

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
 SPORTS, LOISIRS ET PROGRAMMES		
 COMMUNAUTAIRES.....		53 588 511
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3804				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES
1	67 204 500	(14 087 600)	53 116 900	Immobilisations touristiques et culturelles 46 041 446
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS
				TOURISTIQUES ET CULTURELLES 46 041 446
	67 204 500	(14 087 600)	53 116 900	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme d'immobilisations touristiques et culturelles veille à la préservation et à la promotion des fonds investis par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et culturelle. Le ministère finance la réparation et la réfection des immobilisations de 13 de ses 21 attractions et organismes culturels et touristiques. Ce financement permet aux organismes et attractions relevant du ministère d'entreprendre des réparations et des réfections de l'infrastructure existante (rénovations, aménagements requis par le Code du bâtiment, améliorations liées à la santé et la sécurité, conformité aux lois et règlements) afin de les aider à demeurer concurrentiels et à enrichir l'expérience vécue par les visiteurs.

Le ministère gère les engagements pris en matière de développement de l'infrastructure dans le cadre du programme Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme ainsi que les investissements ponctuels sur un exercice dans les immobilisations.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET CULTURELLES – CRÉDIT 3804
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Immobilisations touristiques et culturelles (Poste 1)		
Services		4 360 110
Fournitures et matériel		476 522
Paiements de transfert		
Réparations et rénovations		
des organismes touristiques.....	4 868 180	
Réparations et rénovations		
des organismes culturels.....	8 282 381	
Subventions pour le tourisme	1 285 715	
Subventions pour la culture	20 020 040	
Subventions pour la culture –		
contribution fédérale.....	1 638 240	
Revitalisation de la		
Place de l'Ontario.....	4 000 000	
Subventions visant à soutenir les		
Jeux panaméricains et		
parapanaméricains	875 000	
Partenariats du millénaire	235 258	
	-----	41 204 814

		46 041 446

TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
 PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS		
 TOURISTIQUES ET CULTURELLES.....		46 041 446
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3805				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE LA CULTURE
1	244 511 600		244 511 600	Culture..... 244 504 750
	<u>244 511 600</u>	<u></u>	<u>244 511 600</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA CULTURE..... 244 504 750
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Programme de la culture 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>	<u></u>	<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA CULTURE..... 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Programme de la culture 0
	<u>1 000</u>	<u></u>	<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE LA CULTURE..... 0
				=====

Description du programme :

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture, protège le patrimoine de l'Ontario, veille au développement du réseau de bibliothèques publiques et aide les organismes culturels afin d'optimiser leur contribution au bien-être social, culturel et économique de l'Ontario. Le ministère fournit du soutien et des conseils aux municipalités, aux Premières nations, aux comités municipaux du patrimoine et à d'autres groupes participant aux efforts de conservation et de protection du patrimoine ou à la planification culturelle.

Par des investissements stratégiques dans les industries de la culture faisant partie du groupement de la création et du divertissement, le ministère soutient l'innovation, encourage la création d'emplois hautement qualifiés et contribue au renforcement de l'avantage concurrentiel de l'Ontario dans l'économie du savoir.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DE LA CULTURE – CRÉDIT 3805

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Culture (Poste 1)		
Traitements et salaires		8 948 074
Avantages sociaux		1 378 028
Transports et communications.....		137 988
Services		2 565 204
Fournitures et matériel		294 367
Paielements de transfert		
Soutien au secteur d'arts	7 292 795	
Soutien au secteur du patrimoine	6 212 306	
Soutien au secteur		
des bibliothèques	28 883 402	
Soutien aux organismes culturels	1 898 500	
Musée des beaux		
-arts de l'Ontario	20 758 900	
Collection McMichael		
d'art canadien	3 119 800	
Conseil des arts de l'Ontario	60 051 665	
Société de développement		
de l'industrie des		
médias de l'Ontario	22 950 300	
Fiducie du patrimoine ontarien.....	3 966 300	
Centre des sciences de l'Ontario.	18 995 400	
Jardins botaniques royaux	3 743 500	
Musée royal de l'Ontario	26 967 400	
Science Nord	6 640 820	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Sud	3 133 300	
Services des bibliothèques		
de l'Ontario – Nord	1 566 701	
Fonds ontarien de promotion		
de la musique	15 000 000	
	-----	231 181 089

		244 504 750

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
PROGRAMME DE LA CULTURE		244 504 750
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3806				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
			PROGRAMME DE LA FONDATION	
			TRILLIUM DE L'ONTARIO	
1	115 001 000		115 001 000	Fondation Trillium de l'Ontario
				115 000 000
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE LA FONDATION
				TRILLIUM DE L'ONTARIO
	115 001 000		115 001 000	115 000 000
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

La Fondation Trillium de l'Ontario est l'une des plus importantes fondations subventionnaires de bienfaisance au Canada. Elle aide à bâtir des communautés saines et dynamiques par un soutien financier aux organismes de bienfaisance à but non lucratif dans les domaines des arts et de la culture, des sports et des loisirs, de l'environnement et des services humains et sociaux.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3806
Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1)	
Paiements de transfert	
Fondation Trillium de l'Ontario.....	115 000 000

	115 000 000

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DE LA FONDATION	
TRILLIUM DE L'ONTARIO.....	115 000 000
	=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3807				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO
1	4 994 500		4 994 500	Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario..... 4 903 466
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES
				PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO.... 4 903 466
	4 994 500		4 994 500	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario défend, entreprend et appuie les initiatives en matière de politique qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées de l'Ontario et les campagnes d'éducation du public se rapportant ou s'adressant à ce groupe.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO – CRÉDIT 3807

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1)		
Traitements et salaires	2 101 856	
Avantages sociaux	271 850	
Transports et communications.....	42 319	
Services	713 200	
Fournitures et matériel	31 052	
Palements de transfert		
Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées	1 743 189	

	4 903 466	

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO.....	4 903 466	
	=====	

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

3808
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE
L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS**

1	343 516 800	162 211 200	505 728 000	Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels.....	505 727 941
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT	
				DE L'ONTARIO POUR LES	
				MÉDIAS CULTURELS	505 727 941
	343 516 800	162 211 200	505 728 000		=====
	=====	=====	=====		=====

Description du programme :

Six crédits d'impôt pour entreprises visant à soutenir la production de films, de programmes télévisuels, d'animation, d'enregistrements musicaux, de livres et de contenu interactif numérique par les producteurs admissibles de l'Ontario.

L'Agence du revenu du Canada administre le programme au nom de l'Ontario par l'entremise du système d'imposition fédéral.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS – CRÉDIT 3808

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les médias culturels (Poste 1)		
Paiements de transfert		
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition.....	5 257 561	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les effets spéciaux et l'animation informatiques.....	21 227 278	
Crédits d'impôt pour la production cinématographique et télévisuelle ontarienne.....	170 839 601	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques	147 775 901	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour les services de production	158 721 700	
Crédits d'impôt de l'Ontario pour l'enregistrement sonore.....	1 905 900	
	-----	505 727 941

		505 727 941

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO POUR LES MÉDIAS CULTURELS.....		505 727 941
		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
3809				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS
1	54 662 800	(955 200)	53 707 600	Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains..... 53 081 234
	54 662 800	(955 200)	53 707 600	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS
				ET PARAPANAMÉRICAINS 53 081 234
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
2	1 000		1 000	Jeux panaméricains et parapanaméricains – Immobilisations 0
	1 000		1 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS
				ET PARAPANAMÉRICAINS 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	255 341 900		255 341 900	Jeux panaméricains et parapanaméricains – biens immobilisations..... 231 144 825
	255 341 900		255 341 900	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS
				ET PARAPANAMÉRICAINS 231 144 825
				=====

Description du programme :

Le Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains est chargé de surveiller les engagements financiers de l'Ontario à l'égard des Jeux et de collaborer avec le Comité d'organisation de Toronto pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 et les administrations fédérale et municipales pour veiller à l'atteinte de la vision des Jeux. Le Secrétariat coordonne la participation de la province à la planification et aux activités opérationnelles relatives aux Jeux, fournit des services importants et de l'expertise pour l'accueil des Jeux et fait en sorte que les générations futures de l'Ontario puissent continuer d'en retirer les fruits. Le Secrétariat travaille avec Infrastructure Ontario et le ministère de l'Infrastructure à la coordination de l'accélération de l'aménagement de West Don Lands pour le village des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains, et il collabore étroitement avec tous les partenaires participant à l'élaboration d'installations sportives et récréatives nouvelles ou améliorées à l'intention des athlètes et de toute la population ontarienne.

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT
SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS ET PARAPANAMÉRICAINS – CRÉDIT 3809

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		BIENS IMMOBILISÉS	
Secrétariat des Jeux panaméricains et parapanaméricains (Poste 1)		Jeux panaméricains et parapanaméricains – biens immobilisations (Poste 3)	
Traitements et salaires	4 990 738	Immeubles - diversification des modes de financement et de l'approvisionnement	231 144 825
Avantages sociaux	590 244		-----
Transports et communications.....	127 758		231 144 825
Services	3 191 998		-----
Fournitures et matériel	87 496		
Paielements de transfert			
Jeux panaméricains et parapanaméricains	44 093 000		

	53 081 234		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS		SECRÉTARIAT DES JEUX PANAMÉRICAINS	
ET PARAPANAMÉRICAINS	53 081 234	ET PARAPANAMÉRICAINS	231 144 825
	=====		=====

MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DU SPORT

ÉTAT DES RECETTES

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Programme d'infrastructures Canada-Ontario – quote-part du gouvernement fédéral..	1 030 826	9 166 752
	<u>1 030 826</u>	<u>9 166 752</u>
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Vieux Fort William	694 396	614 057
Parcs historiques de la Huronia	598 503	558 280
Autres.....	0	533
	<u>1 292 899</u>	<u>1 172 870</u>
VENTES ET LOCATIONS		
Vieux Fort William	79 145	47 978
	<u>79 145</u>	<u>47 978</u>
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	3 656 769	4 083 730
	<u>3 656 769</u>	<u>4 083 730</u>
DIVERS.....	9 293	2 752
	<u>9 293</u>	<u>2 752</u>
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	<u>6 068 932</u>	<u>14 474 082</u>

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-368
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-369
POLITIQUES ET PLANIFICATION	2-372
SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE.....	2-374
GESTION DES ROUTES PROVINCIALES.....	2-377
GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	2-382
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-370, 2-371, 2-373, 2-376, 2-379, 2-381
ÉTAT DES RECETTES	2-384

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
Dépenses réelles	PROGRAMMES	Crédits autorisés	Dépenses réelles
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
43 563 381	Administration du ministère	44 905 414	43 739 701
464 601 204	Politiques et planification	522 090 100	199 621 814
108 480 822	Sécurité des usagers de la route	115 679 200	115 045 074
363 346 382	Gestion des routes provinciales	366 136 200	364 821 310
70 907 698	Groupement du travail et des transports	59 193 100	59 028 579
1 050 899 487	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	1 108 004 014	782 256 478
=====		=====	=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Politiques et planification	1 000	0
0	Sécurité des usagers de la route	1 000	0
0	Gestion des routes provinciales	1 000	0
0	Groupement du travail et des transports	1 000	0
0	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	5 000	0
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
288 727	Administration du ministère	800 500	632 324
2 039 407 104	Politiques et planification	2 881 922 400	2 012 213 455
0	Sécurité des usagers de la route	27 201 000	22 395 979
632 737 767	Gestion des routes provinciales	709 682 000	782 561 159
2 672 433 598	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	3 619 605 900	2 817 802 917
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
8 405 443	Administration du ministère	17 490 900	13 858 794
40 666 696	Sécurité des usagers de la route	39 615 000	20 068 372
2 128 421 976	Gestion des routes provinciales	2 203 593 700	1 855 314 865
2 177 494 115	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 260 699 600	1 889 242 031
=====		=====	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2701				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE
1	45 887 400	(1 047 000)	44 840 400	Soutien opérationnel 43 673 687
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 713
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>45 952 414</u>	<u>(1 047 000)</u>	<u>44 905 414</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 43 739 701
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
2	1 000		1 000	Soutien opérationnel 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
4	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	799 500		799 500	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 632 324
	<u>800 500</u>		<u>800 500</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 632 324
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	17 490 900		17 490 900	Administration du ministère 13 858 794
	<u>17 490 900</u>		<u>17 490 900</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE 13 858 794
				=====

Description du programme :

Le Programme d'administration du ministère offre de l'orientation et aide le ministère dans l'atteinte de ses objectifs opérationnels. De l'apport de connaissances spécialisées sur la gestion des dépenses à l'appui fourni au ministère dans l'optimisation de ses ressources humaines, ce programme donne au ministère le soutien professionnel nécessaire à la réalisation de ses objectifs généraux.

Le programme fournit un éventail complet de services, notamment dans les domaines suivants : gestion et planification des ressources, contrôle financier, approvisionnement, service à la clientèle, planification de l'accessibilité, gestion des situations d'urgence et autres fonctions ministérielles. Il administre également le parc de véhicules du gouvernement au nom de l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Soutien opérationnel (Poste 1)			Traitements et salaires	3 387 368	
Traitements et salaires	17 011 761		Avantages sociaux	500 341	
Avantages sociaux	2 765 477		Transports et communications	48 400	
Transports et communications	488 783		Services	1 028 070	
Services	31 710 640		Fournitures et matériel	32 562	
Fournitures et matériel	10 497 477				4 996 741
			<i>Ressources humaines</i>		
	62 474 138		Traitements et salaires	2 244 416	
Moins : Recouvrements	18 800 451		Avantages sociaux	265 726	
			Transports et communications	44 745	
	43 673 687		Services	145 608	
			Fournitures et matériel	32 522	
					2 733 017
<i>Bureau principal</i>			<i>Services de vérification</i>		
Traitements et salaires	1 078 843		Services	1 449 781	
Avantages sociaux	126 466				1 449 781
Transports et communications	70 166		<i>Services juridiques</i>		
Services	126 950		Transports et communications	29 206	
Fournitures et matériel	19 125		Services	2 421 892	
		1 421 550	Fournitures et matériel	69 494	
					2 520 592
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Crédits législatifs</i>		
Traitements et salaires	4 220 639		Traitement versé au ministre en vertu		
Avantages sociaux	699 297		de la Loi sur le Conseil exécutif		49 301
Transports et communications	67 536		Traitement versé à l'adjoint parlementaire en		
Services	980 450		vertu de la Loi sur le Conseil exécutif		16 713
Fournitures et matériel	102 633				66 014
		6 070 555			
<i>Installations et services opérationnels</i>			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
Traitements et salaires	6 080 495		ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		
Avantages sociaux	1 173 647				43 739 701
Transports et communications	228 730				=====
Services	25 557 889				
Fournitures et matériel	10 241 141				
	43 281 902				
Moins : Recouvrements	18 800 451				
		24 481 451			

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 2701

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$		\$	
CHARGES D'IMMOBILISATIONS		BIENS IMMOBILISÉS	
Crédits législatifs		Administration du ministère (Poste 3)	
Autres opérations		Parc automobile et flotte de bateaux –	
Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> ...	11 531 013	coûts relatifs aux immobilisations.....	13 858 794
Moins : Recouvrements.....	10 898 689		-----
	632 324		13 858 794
	-----		-----
TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	632 324	ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	13 858 794
	=====		=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2702				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	32 087 600		32 087 600	Politiques et planification..... 30 621 903
2	480 481 500	9 520 000	490 001 500	Transports urbains et régionaux..... 168 999 911
L	0		0	Réservant des fonds aux transports en commun .. 0
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 0
	<u>512 570 100</u>	<u>9 520 000</u>	<u>522 090 100</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION..... 199 621 814
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
4	1 000		1 000	Transports urbains et régionaux..... 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION..... 0
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	2 909 122 400	(27 200 000)	2 881 922 400	Transports urbains et régionaux..... 2 012 213 455
	<u>2 909 122 400</u>	<u>(27 200 000)</u>	<u>2 881 922 400</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DES POLITIQUES
				ET DE LA PLANIFICATION..... 2 012 213 455
				=====

Description du programme:

Le Programme des politiques et de la planification surveille les intérêts stratégiques de l'Ontario en matière de transport. Sa principale priorité est de planifier et de promouvoir une stratégie et un réseau de transport multimodal efficaces et durables dans toute la province.

Avec les principaux partenaires fédéraux et municipaux, le programme se charge de l'élaboration des politiques relatives au transport multimodal et de la planification des transports. Il veille aussi à ce que les réseaux aérien, ferroviaire, routier, maritime et de transports en commun fonctionnent efficacement ensemble.

Le programme fournit des fonds pour les réseaux de transport multimodaux et contribue à l'atteinte des objectifs provinciaux liés au changement climatique pour ce qui a trait aux transports. Il est responsable de gérer les relations de la province avec les organismes de la Couronne, comme Metrolinx, qui inclut le Réseau GO.

De plus, la Division s'attache à faire avancer les priorités et les intérêts de l'Ontario en matière de transport en travaillant avec le gouvernement fédéral et d'autres provinces dans des domaines d'intérêt commun.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION – CRÉDIT 2702

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			CHARGES D'IMMOBILISATIONS		
Politiques et planification (Poste 1)			Transports urbains et régionaux (Poste 3)		
Traitements et salaires	16 952 991		Paiements de transfert		
Avantages sociaux	2 629 281		Transports en commun.....	2 007 103 525	
Transports et communications.....	421 020		Infrastructure municipale		
Services	10 359 128		relative à la navigation.....	5 109 930	
Fournitures et matériel	259 483				2 012 213 455
	30 621 903				2 012 213 455
Transports urbains et régionaux (Poste 2)			TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
Paiements de transfert			PROGRAMME DES POLITIQUES		
Programme d'encouragement pour			ET DE LA PLANIFICATION		
les véhicules électriques			2 012 213 455		
et les infrastructures	6 867 667		=====		
Subventions de fonctionnement					
de Metrolinx	161 480 058				
Subventions pour la participation					
et la sensibilisation.....	652 186				
		168 999 911			
		168 999 911			
Crédits législatifs					
Paiements de transfert					
Financement des transports en commun					
municipaux, <i>Loi de 2013 réservant des</i>					
<i>fonds aux transports en commun</i>	323 720 099				
Moins : Recouvrements.....	323 720 099				
		0			
TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –					
PROGRAMME DES POLITIQUES					
ET DE LA PLANIFICATION					
199 621 814					
=====					

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

2703
CHARGES DE FONCTIONNEMENT

**PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
DES USAGERS DE LA ROUTE**

1	111 279 200	4 100 000	115 379 200	Sécurité des usagers de la route.....	112 839 586
L	300 000		300 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i>	2 205 488
	<u>111 579 200</u>	<u>4 100 000</u>	<u>115 679 200</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	<u>115 045 074</u>
	=====	=====	=====		=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	1 000		1 000	Sécurité des usagers de la route.....	0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE	<u>0</u>
	=====	=====	=====		=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2703				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ DES USAGERS DE LA ROUTE
4	1 000	27 200 000	27 201 000	Sécurité des usagers de la route..... 22 395 979
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
				DES USAGERS DE LA ROUTE 22 395 979
	1 000	27 200 000	27 201 000	
	=====	=====	=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS				
3	39 615 000		39 615 000	Sécurité des usagers de la route..... 20 068 372
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ
				DES USAGERS DE LA ROUTE 20 068 372
	39 615 000		39 615 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le Programme de la sécurité des usagers de la route élabore et met en œuvre des stratégies destinées à renforcer la sécurité routière et la circulation grâce à un meilleur comportement des conducteurs et à une plus grande sécurité des véhicules.

L'Ontario est en matière de sécurité routière un chef de file et l'un des territoires de compétence les plus sûrs d'Amérique du Nord. Le programme de sécurité routière du ministère des Transports collabore activement à des projets (qu'il dirige dans certains cas) avec d'autres administrations au Canada et aux États-Unis pour élaborer et promouvoir des pratiques exemplaires et des initiatives de sécurité routière. Le programme travaille avec de nombreux partenaires (police, groupes communautaires, organisations de prévention des accidents, secteur privé, etc.) pour réduire le nombre d'accidents mortels et de blessures sur les routes de l'Ontario.

Les principales responsabilités du programme sont les suivantes : établir les normes de sécurité et élaborer les politiques, programmes, lois et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs commerciaux et les véhicules automobiles; inspecter, surveiller et faire appliquer ces normes; gérer et exécuter les programmes de sécurité applicables aux véhicules commerciaux; favoriser la sensibilisation du public en matière de sécurité routière; gérer les revenus tirés de la délivrance des permis de conduire et de l'immatriculation des véhicules; se centrer sur la clientèle en créant des produits et services plus rapides, plus intelligents et plus efficaces; gérer et protéger les renseignements personnels et l'identité. Le programme soutient aussi l'exécution de programmes d'autres ministères.

Le programme établit des politiques et des normes et encadre la prestation des services de délivrance des permis de conduire, d'immatriculation des véhicules et autres fournis par notre administration et nos partenaires du secteur privé.

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$		\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		CHARGES D'IMMOBILISATIONS	
Sécurité des usagers de la route (Poste 1)		Sécurité des usagers de la route (Poste 4)	
Traitements et salaires	65 835 140		
Avantages sociaux	12 584 515		
Transports et communications.....	2 293 012	Autres opérations.....	22 395 979
Services	36 413 217		-----
Fournitures et matériel	1 816 777		22 395 979
Paiements de transfert			-----
Subventions pour la sécurité publique	861 522		

	119 804 183	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –	
Moins : Recouvrements.....	6 964 597	PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
	-----	DES USAGERS DE LA ROUTE.....	22 395 979
	112 839 586		=====

Crédits législatifs		BIENS IMMOBILISÉS	
Autres opérations		Sécurité des usagers de la route (Poste 3)	
Créances irrécouvrables,			
<i>Loi sur l'administration financière</i>	2 205 488		

	2 205 488		

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		Logiciels d'application de	
PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ		gestion – traitements et salaires.....	3 447 502
DES USAGERS DE LA ROUTE	115 045 074	Logiciels d'application de	
	=====	gestion – avantages sociaux.....	457 968
		Logiciels d'application de	
		gestion – coûts relatifs aux immobilisations.....	16 162 902

			20 068 372

		TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) –	
		PROGRAMME DE LA SÉCURITÉ	
		DES USAGERS DE LA ROUTE.....	20 068 372
			=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES
1	377 935 200	(11 800 000)	366 135 200	Opérations et entretien..... 363 944 485
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, Loi sur l'administration financière 876 825
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	377 936 200	(11 800 000)	366 136 200	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION
				DES ROUTES PROVINCIALES 364 821 310
				=====
ACTIF DE FONCTIONNEMENT				
5	1 000		1 000	Gestion des routes provinciales 0
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME DE GESTION
				DES ROUTES PROVINCIALES 0
				=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2704				
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
				PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES
2	50 606 800		50 606 800	Génie des transports et construction..... 30 768 826
4	1 000		1 000	Travaux routiers en cours..... 0
L	659 074 200		659 074 200	Amortissement, Génie et construction, <i>Loi sur l'administration financière</i> 751 792 333
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	709 682 000		709 682 000	DES ROUTES PROVINCIALES 782 561 159
	=====	=====	=====	=====

BIENS IMMOBILISÉS

3	2 203 593 700		2 203 593 700	Infrastructure de transport – actifs..... 1 855 314 865
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				– PROGRAMME DE GESTION
	2 203 593 700		2 203 593 700	DES ROUTES PROVINCIALES 1 855 314 865
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le programme de gestion des routes provinciales supervise le réseau routier de la province, et il élabore des stratégies pour optimiser les investissements dans l'infrastructure routière.

Le réseau routier provincial permet la circulation des personnes et des marchandises, et fait la promotion de la durabilité économique, environnementale et sociale. Le programme réalise ces activités en recourant aux ressources internes, à des partenariats et à des fournisseurs de services du secteur privé.

Les activités comprennent notamment les évaluations environnementales, la planification des investissements, le génie, l'acquisition de propriétés, la réfection, la construction de nouveaux aménagements, la surveillance des contrats, l'entretien de routine en été et en hiver (comme le nivellement des accotements, le déneigement et le déverglaçage) pour l'ensemble des routes et des ponts de la province. Le programme est responsable des aéroports éloignés dans tout le Nord de l'Ontario, des services de traversiers à divers endroits partout dans la province, des subventions routières visant les Premières nations, de l'apport d'améliorations routières dans les communautés non enregistrées, des centres de services et de la production de la carte routière officielle de l'Ontario.

Le programme élabore des politiques et des directives et fixe les normes d'entretien, de conception, d'utilisation des matériaux, de planification des investissements et de construction pour les routes et les ponts.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

\$			\$	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>	
Opérations et entretien (Poste 1)				
Traitements et salaires	65 847 318		Traitements et salaires	3 551 088
Avantages sociaux	16 239 322		Avantages sociaux	578 035
Transports et communications	4 848 563		Transports et communications	1 211 098
Services	283 767 253		Services	3 984 091
Fournitures et matériel	26 348 158		Fournitures et matériel	3 109 931
Paiements de transfert				
Paielements tenant lieu				
d'impôt aux municipalités	5 454 735			
Traversiers municipaux	3 425 583			
	-----	8 880 318		
		405 930 932		
Moins : Recouvrements		41 986 447		

		363 944 485		

<i>Exploitation et entretien des routes</i>			<i>Crédits législatifs</i>	
Traitements et salaires	62 296 230			
Avantages sociaux	15 661 287			
Transports et communications	3 637 465			
Services	279 783 162			
Fournitures et matériel	23 238 227			
Paiements de transfert				
Paielements tenant lieu				
d'impôt aux				
municipalités	5 454 735			
Traversiers				
municipaux	3 425 583			
	-----	8 880 318		
		393 496 689		
Moins : Recouvrements		41 908 483		

		351 588 206		

			TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
			PROGRAMME DE GESTION	
			DES ROUTES PROVINCIALES	
			364 821 310	
			=====	

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES – CRÉDIT 2704

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES D'IMMOBILISATIONS					
Génie des transports et construction (Poste 2)			<i>Transport aérien dans les régions éloignées</i>		
Traitements et salaires	1 116 793		Transports et communications	42 670	
Avantages sociaux	122 401		Services	1 683 195	
Transports et communications	76 362		Fournitures et matériel	2 915 821	
Services	14 811 572			-----	4 641 686
Fournitures et matériel	3 193 551				-----
Paiements de transfert			<i>Groupe de mise en œuvre des initiatives frontalières de Windsor</i>		
Liaisons interprovinciales			Traitements et salaires	1 116 793	
de transport – rivière			Avantages sociaux	122 401	
des Outaouais	350 385		Transports et communications	33 692	
Premières nations	2 995 759		Services	13 128 377	
Projets municipaux liés			Fournitures et matériel	277 730	
à l'autoroute 407	550 000			-----	14 678 993
Projets municipaux financés					-----
par le Fonds Chantiers			Travaux routiers en cours (Poste 4)		
Canada – volet Grandes			Traitements et salaires	85 250 305	
infrastructures	671 628		Avantages sociaux	16 257 151	
Améliorations municipales			Transports et communications	2 168 172	
et environnementales	1 879 394		Services	16 241 325	
Élargissement et réfection			Fournitures et matériel	1 106 077	
de Walker Road	5 000 981			-----	121 023 030
	-----	11 448 147	Moins : Recouvrements	121 023 030	
		-----			0
		30 768 826			-----
		-----	<i>Travaux routiers en cours</i>		
<i>Paiements de transfert et autres dépenses pour les routes</i>			Traitements et salaires	83 753 738	
Paiements de transfert			Avantages sociaux	16 064 731	
Liaisons interprovinciales			Transports et communications	2 071 162	
de transport – rivière			Services	16 153 565	
des Outaouais	350 385		Fournitures et matériel	1 095 307	
Premières nations	2 995 759			-----	119 138 503
Projets municipaux liés			Moins : Recouvrements	119 138 503	
à l'autoroute 407	550 000				0
Projets municipaux financés					-----
par le Fonds Chantiers					
Canada – volet Grandes					
infrastructures	671 628				
Améliorations					
municipales et					
environnementales	1 879 394				
Élargissement et réfection					
de Walker Road	5 000 981				
	-----	11 448 147			

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

[illegible]

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
2705				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS
1	59 656 100	(561 500)	59 094 600	Services d'information et de technologie de l'information..... 59 005 756
3	97 500		97 500	Recouvrements d'autres ministères 22 823
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	59 754 600	(561 500)	59 193 100	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- GROUPEMENT DU TRAVAIL
				ET DES TRANSPORTS..... 59 028 579
				=====

ACTIF DE FONCTIONNEMENT

2	1 000		1 000	Information et technologie de l'information..... 0
	1 000		1 000	TOTAL (ACTIF DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- GROUPEMENT DU TRAVAIL
				ET DES TRANSPORTS..... 0
				=====

Description du programme :

Le Groupement du travail et des transports offre aux ministères du Travail et des Transports son leadership relativement à l'utilisation de l'information et de la technologie de l'information (ITI). Le Groupement est également le fournisseur central de solutions technologiques .NET dans toute la fonction publique de l'Ontario.

Le Groupement permet aux ministères de réaliser certains volets de leur planification axée sur les résultats en soutenant une gestion efficace de leurs ressources en ITI. De plus, le Groupement planifie les investissements en ITI de manière à en optimiser la valeur et à aider les ministères à préserver de manière socialement responsable la confiance du public.

En soutenant la modernisation des pratiques des ministères en matière d'information, le Groupement du travail et des transports améliore la prestation des programmes, génère de nouveaux débouchés et améliore le service à la clientèle.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS – CRÉDIT 2705

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Services d'information et de technologie de l'information (Poste 1)	
Traitements et salaires	26 744 839
Avantages sociaux	4 094 853
Transports et communications.....	1 054 948
Services	42 599 537
Fournitures et matériel	272 272

	74 766 449
Moins : Recouvrements.....	15 760 693

	59 005 756

Recouvrements d'autres ministères (Poste 3)	
Traitements et salaires	555 408
Avantages sociaux	74 642
Transports et communications.....	41 194
Services	10 037 662
Fournitures et matériel	9 303

	10 718 209
Moins : Recouvrements.....	10 695 386

	22 823

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DU GROUPEMENT DU TRAVAIL ET DES TRANSPORTS	59 028 579
	=====

MINISTÈRE DES TRANSPORTS
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Fonds pour l'infrastructure frontalière.....	14 329 928	11 416 803
Fonds Chantiers Canada	10 577 593	8 069 131
Programme stratégique d'infrastructures routières	6 720 141	6 720 142
Fonds de stimulation de l'infrastructure.....	2 451 853	2 451 853
Validations des véhicules de défense	2 081 028	1 529 945
Code nationale de sécurité	1 148 282	1 148 282
Autres Infrastructure.....	75 000	0
Autres.....	14 112	600
	-----	-----
	37 397 937	31 336 756
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES	0	50
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules	1 248 496 684	1 125 000 811
Frais pour chèques refusés.....	64 340	157 504
Autres.....	6 945 066	7 637 255
	-----	-----
	1 255 506 090	1 132 795 570
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Indemnités de non-exécution	1 970 744	1 341 799
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Ventes et locations – Immobilisations	18 511 431	403 200
Ventes et locations – Fonctionnement	6 968 354	9 929 544
	-----	-----
	25 479 785	10 332 744
	-----	-----
REDEVANCES	14 471	11 778
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	12 417 434	38 805 336
	-----	-----
DIVERS		
Pénalités – intérêt	23 763	12 868
Autres.....	5 208 729	202 690
	-----	-----
	5 232 492	215 558
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	1 338 018 953	1 214 839 591
	=====	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

EXERCICE 2013 – 2014

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE	2-386
ADMINISTRATION DU MINISTÈRE	2-387
COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	2-389
RELATIONS DE TRAVAIL	2-391
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL	2-393
DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	2-396
DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L)	2-388
ÉTAT DES RECETTES	2-398

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT SOMMAIRE DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME
 Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

2012 – 2013		2013 – 2014	
		Crédits autorisés	Dépenses réelles
Dépenses réelles	PROGRAMMES		
\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			
20 796 864	Administration du ministère	21 335 014	21 226 795
3 393 595	Commission de l'équité salariale	3 404 700	3 261 531
23 426 221	Relations de travail	24 788 700	23 920 918
184 956 323	Santé et sécurité au travail	203 686 700	201 519 864
31 775 079	Droits et responsabilités en matière d'emploi	35 285 500	35 139 982
264 348 082	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE	288 500 614	285 069 090
=====		=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			
0	Administration du ministère	2 000	0
594 000	Santé et sécurité au travail	492 000	331 233
594 000	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE	494 000	331 233
=====		=====	=====
BIENS IMMOBILISÉS			
0	Administration du ministère	1 000	0
0	Santé et sécurité au travail	1 000	0
0	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS) DU MINISTÈRE	2 000	0
=====		=====	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1601				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
1	21 320 000	(50 000)	21 270 000	Administration du ministère 21 159 691
L	47 841		47 841	Traitement versé au ministre en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 49 301
L	16 173		16 173	Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i> 16 667
L	1 000		1 000	Créances irrécouvrables, <i>Loi sur l'administration financière</i> 1 136
	<u>21 385 014</u>	<u>(50 000)</u>	<u>21 335 014</u>	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 21 226 795
				=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
3	1 000		1 000	Administration du ministère 0
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
	<u>2 000</u>		<u>2 000</u>	TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
				=====
BIENS IMMOBILISÉS				
2	1 000		1 000	Administration du ministère 0
	<u>1 000</u>		<u>1 000</u>	TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
	=====	=====	=====	- PROGRAMME D'ADMINISTRATION
				DU MINISTÈRE..... 0
				=====

Description du programme:

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en œuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE – CRÉDIT 1601

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			<i>Services de communication</i>		
Administration du ministère (Poste 1)			Traitements et salaires	2 720 751	
Traitements et salaires	8 212 866		Avantages sociaux	535 186	
Avantages sociaux	1 384 024		Transports et communications	108 470	
Transports et communications	542 314		Services	315 023	
Services	10 881 638		Fournitures et matériel	11 541	
Fournitures et matériel	138 849				3 690 971

	21 159 691		<i>Services juridiques</i>		
	-----		Transports et communications	299 739	
<i>Bureau principal</i>			Services	7 118 321	
Traitements et salaires	2 470 986		Fournitures et matériel	71 289	
Avantages sociaux	381 298				7 489 349
Transports et communications	68 974				-----
Services	1 818 056		<i>Services de vérification</i>		
Fournitures et matériel	32 728		Services	252 100	
		4 772 042			252 100
		-----			-----
<i>Services financiers et administratifs</i>			<i>Systèmes informatiques</i>		
Traitements et salaires	1 998 393		Services	338 169	
Avantages sociaux	324 492				338 169
Transports et communications	35 643				-----
Services	730 102		<i>Crédits législatifs</i>		
Fournitures et matériel	9 548		Traitement versé au ministre en vertu		
		3 098 178	de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		49 301
		-----	Traitements versés aux adjoints parlementaires en		
<i>Direction de l'efficacité organisationnelle</i>			vertu de la <i>Loi sur le Conseil exécutif</i>		16 667
Traitements et salaires	1 022 736		Autres opérations		
Avantages sociaux	143 048		Créances irrécouvrables, <i>Loi sur</i>		
Transports et communications	29 488		<i>l'administration financière</i>		1 136
Services	309 867				-----
Fournitures et matériel	13 743				67 104
		1 518 882			-----
		-----	TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
			ADMINISTRATION DU MINISTÈRE		21 226 795
					=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1602				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
1	3 438 100	(395 000)	3 043 100	Bureau de l'équité salariale..... 2 971 708
2	761 600	(400 000)	361 600	Tribunal de l'équité salariale..... 289 823
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE LA COMMISSION
				DE L'ÉQUITÉ SALARIALE 3 261 531
	4 199 700	(795 000)	3 404 700	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le mandat du Bureau de l'équité salariale (BES) consiste à administrer et à appliquer la *Loi sur l'équité salariale* de l'Ontario, dont l'objet est d'éliminer la discrimination sexuelle systémique en matière de rémunération salariale pour le travail essentiellement accompli par les femmes. Afin de mener à bien son mandat, le Bureau sensibilise et conseille les employeurs, employés et agents de négociation des secteurs public et privé pour les aider à mettre en place et à maintenir un système d'équité salariale sur leurs lieux de travail. Par ailleurs, le Bureau enquête sur les plaintes, surveille l'observation de la loi sur les lieux de travail, cherche à régler les différends liés à l'équité salariale opposant les parties et émet des ordonnances exécutoires, au besoin.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, statue sur les litiges tombant sous le coup de la *Loi sur l'équité salariale*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE – CRÉDIT 1602

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Bureau de l'équité salariale (Poste 1)	
Traitements et salaires	2 153 154
Avantages sociaux	299 403
Transports et communications.....	47 045
Services	437 856
Fournitures et matériel	34 250

	2 971 708

Tribunal de l'équité salariale (Poste 2)	
Traitements et salaires	190 213
Avantages sociaux	14 580
Transports et communications.....	6 953
Services	76 596
Fournitures et matériel	1 481

	289 823

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE	3 261 531
	=====

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL

1	14 012 900	345 000	14 357 900	Commission des relations de travail de l'Ontario ..	13 969 308
2	1 484 100		1 484 100	Commission de règlement des griefs	1 374 983
3	8 561 700	385 000	8 946 700	Services de règlement des différends	8 576 627
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)	
				– PROGRAMME DES	
	24 058 700	730 000	24 788 700	RELATIONS DE TRAVAIL	23 920 918

Description du programme:

Le rôle des Relations de travail est de promouvoir un climat propice à des relations de travail stables et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure, conformément à plusieurs lois de l'Ontario, la médiation et l'arbitrage de diverses questions touchant l'emploi et les relations de travail, notamment les appels de décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail.

La Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne (CRGEC) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage des conflits de travail mettant en cause des employés de la Couronne de l'Ontario. Cette commission fournit également des services financiers et administratifs à la Commission des griefs de la fonction publique, un organisme du ministère des Services gouvernementaux.

Les Services de règlement des différends fournissent une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs par la prestation de services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives, la désignation d'arbitres, la fourniture d'information sur les négociations collectives, l'établissement de relations et la formation.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL – CRÉDIT 1603

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Commission des relations de travail de l'Ontario (Poste 1)	
Traitements et salaires	7 620 021
Avantages sociaux	1 073 432
Transports et communications.....	348 858
Services	4 864 748
Fournitures et matériel	62 249

	13 969 308

Commission de règlement des griefs (Poste 2)	
Traitements et salaires	418 798
Avantages sociaux	56 819
Transports et communications.....	185 935
Services	1 821 573
Fournitures et matériel	9 427

	2 492 552
Moins : Recouvrements.....	1 117 569

	1 374 983

Services de règlement des différends (Poste 3)	
Traitements et salaires	5 371 827
Avantages sociaux	667 743
Transports et communications.....	485 037
Services	2 157 702
Fournitures et matériel	54 175

	8 736 484
Moins : Recouvrements.....	159 857

	8 576 627

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –	
PROGRAMME DES	
RELATIONS DE TRAVAIL.....	23 920 918
	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
1	88 371 100	(345 400)	88 025 700	Santé et sécurité au travail 87 211 854
				Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail 100
2	1 000		1 000	
3	1 000		1 000	Bureau des conseillers des travailleurs 100
4	1 000		1 000	Bureau des conseillers des employeurs 100
7	115 658 000		115 658 000	Bureau de la prévention 114 307 710
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				- PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 201 519 864
	204 032 100	(345 400)	203 686 700	
	=====	=====	=====	=====
CHARGES D'IMMOBILISATIONS				
6	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail 0
8	490 000		490 000	Bureau de la prévention – Immobilisations 331 233
L	1 000		1 000	Amortissement – <i>Loi sur l'administration financière</i> 0
				TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS)
				- PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 331 233
	492 000		492 000	
	=====	=====	=====	=====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1604				
BIENS IMMOBILISÉS				
				PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL
5	1 000		1 000	Santé et sécurité au travail 0
				TOTAL (BIENS IMMOBILISÉS)
				- PROGRAMME DE SANTÉ
				ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL 0
	1 000		1 000	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme :

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer, de communiquer et de faire appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail et de coordonner le système ontarien de prévention des blessures et maladies liées au lieu de travail afin de réduire ou d'éliminer ces blessures ou ces maladies.

Le programme veille au respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi) et aide les parties à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Par l'administration et l'application de la Loi et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les travailleurs à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau de la prévention coordonne le système ontarien de prévention des blessures et des maladies, y compris l'éducation et la promotion en matière de santé et de sécurité, en établissant et en mettant en œuvre une stratégie provinciale en matière de santé et de sécurité au travail afin de garantir l'harmonisation des activités de santé et de sécurité parmi tous les partenaires du système, en désignant les associations en santé et sécurité, en finançant leur fonctionnement et leurs immobilisations et en assurant la surveillance de ces associations par des ententes de paiements de transfert, en établissant des normes applicables aux programmes et aux fournisseurs de formation et en approuvant ces derniers, en établissant les exigences pour l'agrément des membres des comités mixtes sur la santé et la sécurité et en soutenant les décisions en matière de financement concernant les subventions pour la prévention et la recherche sur la prévention aux bénéficiaires qui remplissent des critères d'admissibilité précis.

Le Bureau des conseillers des travailleurs (BCT) offre des services de consultation, de représentation et d'éducation aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux survivants, et il les représente devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des repréailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

Le Bureau des conseillers des employeurs (BCE) offre des services de consultation et d'éducation à tous les employeurs ontariens ainsi que des services de représentation, principalement aux petites entreprises ayant moins de 100 employés, concernant des affaires liées à la sécurité professionnelle et à l'assurance devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail. Le Bureau fournit également aux employeurs comptant moins de 50 travailleurs des services de représentation à la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les affaires de plaintes touchant des repréailles en vertu de l'article 50 de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL – CRÉDIT 1604

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$	\$		\$	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4)		
Santé et sécurité au travail (Poste 1)			Traitements et salaires	2 542 348	
Traitements et salaires	57 763 219		Avantages sociaux	679 150	
Avantages sociaux	9 094 732		Transports et communications	116 792	
Transports et communications	3 521 030		Services	368 835	
Services	15 255 622		Fournitures et matériel	43 085	
Fournitures et matériel	1 287 251			3 750 210	
Paielements de transfert			Moins : Recouvrements	3 750 110	
Subventions à l'Institut de				100	
radioprotection du Canada	40 000				
Subventions pour la promotion de			Bureau de la prévention (Poste 7)		
l'amélioration des pratiques			Traitements et salaires	7 019 466	
de santé et sécurité	250 000		Avantages sociaux	885 336	
		290 000	Transports et communications	216 876	
			Services	2 863 615	
		87 211 854	Fournitures et matériel	208 487	
Administration du Programme de consultation			Paielements de transfert		
portant sur la sécurité professionnelle et			Associations en santé		
l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2)			et sécurité	93 064 194	
Traitements et salaires	505 200		Recherche en matière		
Avantages sociaux	75 900		de prévention	8 368 496	
Transports et communications	8 200		Subventions aux programmes		
Services	5 600		de prévention	1 681 240	
Fournitures et matériel	10 400			103 113 930	
		605 300		114 307 710	
Moins : Recouvrements	605 200		TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) –		
		100	PROGRAMME DE SANTÉ		
			ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
			201 519 864		
			=====		
CHARGES D'IMMOBILISATIONS			Bureau de la prévention – Immobilisations (Poste 8)		
Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3)			Paielements de transfert		
Traitements et salaires	8 027 836		Associations en santé et sécurité		
Avantages sociaux	2 556 775		– Immobilisations	331 233	
Transports et communications	331 512			331 233	
Services	1 529 465				
Fournitures et matériel	99 251		TOTAL (CHARGES D'IMMOBILISATIONS) –		
		12 544 839	PROGRAMME DE SANTÉ		
Moins : Recouvrements	12 544 739		ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL		
		100	331 233		
			=====		

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR CRÉDIT ET POSTE

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

CRÉDIT et poste	Crédits autorisés			Dépenses réelles
	Prévisions	par le Conseil	Total	
	\$	\$	\$	\$
1605				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
				PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI
1	35 170 500	115 000	35 285 500	Normes d'emploi 35 139 982
				TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT)
				– PROGRAMME DES DROITS
				ET RESPONSABILITÉS EN
				MATIÈRE D'EMPLOI 35 139 982
	35 170 500	115 000	35 285 500	
	=====	=====	=====	=====

Description du programme:

Le Programme des droits et responsabilités en matière d'emploi assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le Programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections, d'enquêtes et de mesures d'application et encourage l'autonomie par des initiatives d'éducation, de sensibilisation et de partenariat.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI – CRÉDIT 1605

Détail des dépenses et des actifs par poste et selon la classification
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	\$
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Normes d'emploi (Poste 1)	
Traitements et salaires	21 919 452
Avantages sociaux	3 764 355
Transports et communications.....	1 325 160
Services	7 885 471
Fournitures et matériel	288 786

	35 183 224
Moins : Recouvrements.....	43 242

	35 139 982

TOTAL (CHARGES DE FONCTIONNEMENT) – PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI	35 139 982 =====

MINISTÈRE DU TRAVAIL
ÉTAT DES RECETTES
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
GOUVERNEMENT DU CANADA		
Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire	45 532	30 848
	-----	-----
REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES		
<i>Loi sur la santé et la sécurité au travail</i>	210 684 409	193 426 743
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO	1 161 234	1 168 250
Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur...	210 480	190 176
Programme de protection des salaires des employés.....	0	264
	-----	-----
	212 056 123	194 785 433
	-----	-----
DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS		
Laboratoire de manipulation de matériaux	603 310	627 753
Demande de renseignements – <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la protection de la vie privée	10 874	8 088
Droits liés à l'application de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la protection de la vie privée	4 838	5 562
Programme de perfectionnement des arbitres	200	400
Frais pour chèques refusés.....	35	0
	-----	-----
	619 257	641 803
	-----	-----
AMENDES ET PÉNALITÉS		
Amendes et pénalités – Amendes administratives.....	253 967	330 278
<i>Loi sur les normes d'emploi</i>	236 026	315 703
Pénalité monétaire	18 340	20 925
	-----	-----
	508 333	666 906
	-----	-----
VENTES ET LOCATIONS		
Publications, imprimés, photocopies etc.	36 330	35 074
Abonnements	16 800	16 800
Véhicules	0	5 600
	-----	-----
	53 130	57 474
	-----	-----
RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES	1 461	8 602
	-----	-----
DIVERS		
Audiences de grief dans l'industrie de la construction.....	475 035	533 500
Autres.....	10 470	247 452
	-----	-----
	485 505	780 952
	-----	-----
TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE	213 769 341	196 972 018
	=====	=====

section 3

Annexes – Dette

DETTE À LONG TERME
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-13 à 3-39 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
Office d'investissement du régime de pensions du Canada :			
CPP818	3,41	6 juillet 2035	44 887 000

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT - OFFICE D'INVESTISSEMENT DU RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA			44 887 000

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :			
Escompte amorti sur les obligations à coupon zéro pour l'exercice terminé le 31 mars 2014			18 148 948

OIIC146	2,02	25 mars 2018	8 732 536
OIIC147	2,36	25 juin 2018	14 366 594
OIIC148	2,33	25 juillet 2018	1 395 696
OIIC149	2,53	28 août 2018	446 857
OIIC150	2,44	24 septembre 2018	72 348
OIIC151	2,22	25 octobre 2018	8 203 359
OIIC152	2,25	26 novembre 2018	11 908 537
OIIC153	2,448	21 décembre 2018	114 698
OIIC154	2,10	25 janvier 2019	360 000
OIIC155	2,11	22 février 2019	5 279 986
OIIC156	2,16	25 mars 2019	6 214 999

			57 095 610

AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS HORS DES MARCHÉS PUBLICS			120 131 558

DETTE À LONG TERME – Suite
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS			
PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS			
DMTN213	1,90	8 septembre 2017	1 100 000 000
DMTN221	3M TCAB +0,12	30 mai 2018.....	775 000 000
DMTN222	3M TCAB +0,16	28 août 2018	600 800 000
DMTN218	2,10	8 septembre 2018	3 628 000 000
DMTN224	3M TCAB +0,15	3 décembre 2018	937 000 000
DMTN200	4,20	2 juin 2020.....	1 000 000 000
DMTN215	2,85	2 juin 2023.....	4 650 000 000
DMTN223	3,50	2 juin 2024.....	3 500 000 000
DMTN214	3,50	2 juin 2043.....	1 600 000 000
DMTN220	3,45	2 juin 2045.....	8 675 000 000
DMTN216	3,25	2 juin 2062.....	25 000 000
Obligations d'épargne de l'Ontario	Divers	21 juin 2016 - 21 juin 2023.....	446 188 500
AUGMENTATION DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS – EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS.....			26 936 988 500
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS			27 057 120 058
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G64	1,00	22 juillet 2016	2 500 000 000
G63	2,00	27 septembre 2018	1 750 000 000
G65	2,00	30 janvier 2019.....	2 000 000 000
			6 250 000 000
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,06081 \$			6 630 080 000

DETTE À LONG TERME – Fin
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)			
AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES			6 630 080 000
Écarts dus à la conversion en dollars canadiens de la dette contractée en devises étrangères			1 010 728 901
Redressement en fonction de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour les obligations à rendement réel			30 813 240
DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			34 728 742 199
Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario.....			3 528 490 822
TOTAL – DETTE À LONG TERME			38 257 233 021

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME

pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

CPP	4,17	6 mai 2013.....	44 887 000

Société canadienne d'hypothèques et de logement :

CMHC	5,375 à 15,75	1 ^{er} avril 2013 - 3 mars 2014	14 472 332

Caisse de retraite des fonctionnaires :

PSPF	11,10 à 11,19	15 avril 2013 - 17 mars 2014	430 307 869

Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :

OPSEU	11,10 à 11,19	15 avril 2013 - 17 mars 2014	204 419 739

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :

OIIC	Zéro	23 avril 2013 - 21 mars 2014	270 245 557

REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS ...			964 332 497

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

DMTN193	3M TCAB + 0,99	2 avril 2013.....	827 000 000

DMTN069	4,75	3 juin 2013.....	3 566 000 000

JA	9,4688	10 janvier 2014.....	1 882 321

DMTN93	5,00	10 mars 2014	5 100 000 000

			9 494 882 321

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO			
1995	Divers	1 ^{er} mars 2000	69 500
1996	Divers	21 juin 2001	36 500
1997	Divers	21 juin 2000 - 21 juin 2004	26 600
1998	Divers	21 juin 2001 - 21 juin 2005	35 300
1999	Divers	21 juin 2002 - 21 juin 2006	113 100
2000	Divers	21 juin 2003 - 21 juin 2007	112 500
2001	Divers	21 juin 2004 - 21 juin 2008	603 100
2002	Divers	21 juin 2005 - 21 juin 2009	247 000
2003	Divers	21 juin 2006 - 21 juin 2010	935 800
2004	Divers	21 juin 2007 - 21 juin 2011	1 193 400
2005	Divers	21 juin 2008 - 21 juin 2012	1 291 600
2006	Divers	21 juin 2009 - 21 juin 2013	52 665 900
2007	Divers	21 juin 2010 - 21 juin 2014	10 024 500
2008	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2015	57 262 600
2009	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2016	8 281 400
2010	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2020	100 413 300
2011	Divers	21 juin 2011 - 21 juin 2021	4 663 200
2012	Divers	21 juin 2012 - 21 juin 2022	32 544 300
2013	Divers	21 juin 2013 - 21 juin 2023	90 951 800
			----- 361 471 400 -----

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

EMTN056	5,50	17 avril 2013	275 000 000
			----- 275 000 000 -----

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS			
EMTN057	5,50	23 avril 2013	100 000 000

			100 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,88595 \$			88 595 320

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS			
NZ	4,125	14 mai 2013	750 000 000
PT	4,25	11 décembre 2013	750 000 000

			1 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,56316 \$			2 344 734 758

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG			
EMTN061	TIOL 3 M + 0,05	26 juin 2013	500 000 000
EMTN89	2,98	27 novembre 2013	200 000 000
EMTN92	3,50	11 décembre 2013	230 000 000

			930 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,17022 \$			158 305 019

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Suite
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS			
EMTN059	0,50	24 juin 2013	5 000 000 000
EMTN85	1,89	12 novembre 2013.....	6 000 000 000
EMTN87	1,805	12 décembre 2013.....	3 000 000 000

			14 000 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,011632 \$			162 845 173

PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES			
EMTN102	3,00	14 mai 2013	2 500 000 000

			2 500 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16749 \$			418 712 745

PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING			
EMTN109	2,00	10 décembre 2013.....	375 000 000

			375 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,56149 \$			585 559 825

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS			
G49	TIOL 3 M + 0,16	7 mai 2013	500 000 000
G35	3,50	15 juillet 2013.....	1 000 000 000
G53	1,375	27 janvier 2014	3 445 000 000

			4 945 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,00089 \$			4 949 415 000

REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME – Fin

pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ÉTRANGÈRES			8 708 167 840
Contribution au fonds d'amortissement de la dette du trust des conseils scolaires et rendement.....			21 360 684
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE			19 825 214 742
Redressement net de consolidation et autres redressements – Autres organismes gouvernementaux.....			42 609 606
REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....			19 867 824 348
Remboursement de la dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			4 915 959 065
TOTAL – REMBOURSEMENT DE LA DETTE À LONG TERME			24 783 783 413

VARIATION NETTE DE LA DETTE À COURT TERME

pour l'exercice terminé le 31 mars 2014

Série	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Valeur nominale
	%		\$
Pour les besoins de la province			
Bons du Trésor			(741 635 000)
Effets de commerce américains			2 046 059 820

			1 304 424 820
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario			
Bons du Trésor			199 956 000
Redressement net de consolidation et autres redressements –			
Autres organismes gouvernementaux			(185 043 814)

TOTAL – AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA DETTE À COURT TERME ...			1 319 337 006
			=====

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2014

	2014 \$	2013 \$
Dette contractée pour les besoins de la province :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	10 002 740 000	10 002 740 000
Caisse de retraite des fonctionnaires	225 469 353	655 777 223
Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique	107 110 257	311 529 995
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants	582 804 697	777 805 696
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	81 019 946	95 492 278
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS	10 999 144 253	11 843 345 192
Investisseurs publics.....	233 041 709 748	217 454 874 370
Obligations d'épargne de l'Ontario	2 880 118 800	2 795 401 700
Bons du Trésor	11 594 426 000	12 336 061 000
Effets de commerce américains	8 657 497 175	6 611 437 355
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS	256 173 751 723	239 197 774 425
Dette du trust des conseils scolaires	717 652 063	739 012 748
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE	267 890 548 039	251 780 132 365
Redressement net de consolidation et autres redressements ..	1 721 388 099	1 949 041 519
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS.....	269 611 936 138	253 729 173 884
Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) :		
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	230 466 000	230 466 000
Investisseurs publics.....	17 376 894 802	17 789 808 599
Bons du Trésor	1 581 221 000	1 381 265 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE POUR LA SFIEO.....	19 188 581 802	19 401 539 599
Dette directe de la SFIEO.....	6 957 619 000	7 934 474 000
TOTAL – DETTE DE LA SFIEO	26 146 200 802	27 336 013 599
TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE	295 758 136 940	281 065 187 483
Dette contractée aux fins d'investissement* :		
Ontario Power Generation Inc.	5 126 000 000	5 126 000 000
Hydro One Inc.....	3 759 000 000	3 759 000 000
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT	8 885 000 000	8 885 000 000

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. est éliminée au moment de la consolidation.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Suite**Au 31 mars 2014**

La Caisse de retraite des fonctionnaires et la Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrées respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. La dette contractée pour ces fonds consiste en débentures non négociables de la province.

L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débentures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débentures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débenture de remplacement) à un taux fondé sur ceux des marchés financiers au moment de la reconduction.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario qui a été constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et investit les fonds reçus du PII dans des obligations de l'Ontario.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction des installations d'élimination des déchets appartenant à la province. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La province de l'Ontario a émis pour les investisseurs publics qui transigent sur les marchés financiers des obligations en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en euros, en francs suisses, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong, en couronnes norvégiennes et en rands sud-africains.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OEO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OEO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières. Il existe trois types d'obligations : à taux variable, à taux accélérateur et à taux fixe. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé.

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

Les effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 270 jours.

Une fiducie, le trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer de façon permanente la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars et a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Cette dette sera remboursée au cours de la période de 30 ans par les paiements de transfert annuels que versera le ministère de l'Éducation dans le fonds d'amortissement du trust en vertu du programme des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.

Le redressement net de consolidation et les autres redressements comprennent les titres de créance de tiers émis par d'autres organismes gouvernementaux et l'élimination des titres de créance provinciaux détenus par d'autres organismes gouvernementaux.

SOMMAIRE DE L'ENCOURS DE LA DETTE – Fin**Au 31 mars 2014**

Dettes contractées pour la SFIEO : La province emprunte, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), des fonds à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada et émet sur les marchés publics des débentures et des bons du Trésor. Le produit de tous ces emprunts est avancé à la SFIEO en échange d'obligations et de billets à court terme assortis de conditions semblables.

Dettes contractées aux fins d'investissement : Le 1^{er} avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. sont deux de ces sociétés. OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière soit concurrentielle avec celle des autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif d'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

ENCOURS DE LA DETTE

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

Office d'investissement du régime de pensions du Canada :

Exercice prenant fin le 31 mars

2016	2008	CPP	4,68.....	42 300 000	
2017	2008	CPP	4,08 à 4,88.....	91 896 000	
2019	1999	CPP	5,81 à 5,84.....	45 270 000	
2020	2000	CPP	5,50 à 6,91.....	869 889 000	
2021	2001	CPP	6,33 à 6,67.....	609 834 000	
2022	2002	CPP	6,22 à 6,47.....	330 994 000	
2024	2004	CPP	5,26 à 5,97.....	688 007 000	
2025	2005	CPP	5,15 à 5,79.....	1 133 182 000	
2026	2006	CPP	4,67 à 5,19.....	574 612 000	
2031	2009	CPP	4,79.....	43 880 000	
2032	2009	CPP	4,75.....	52 000 000	
2036	2006-2014	CPP	3,41 à 4,73.....	725 953 000	
2037	2007	CPP	4,50 à 4,76.....	351 269 000	
2038	2008	CPP	4,63 à 4,68.....	241 756 000	
2039	2009	CPP	4,70 à 5,48.....	493 439 000	
2040	2010-2012	CPP	4,36 à 5,03.....	1 179 395 000	
2041	2011	CPP	4,20 à 4,86.....	799 613 000	
2042	2012	CPP	4,23 à 4,56.....	954 179 000	
2043	2013	CPP	3,36 à 3,62.....	775 272 000	

				10 002 740 000	(3)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Caisse de retraite des fonctionnaires :					
Exercice prenant fin le 31 mars					
2015	1997	OPB	11,19.....	225 469 353	

				225 469 353	(4)

Caisse de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :					
Exercice prenant fin le 31 mars					
2015	1997	OPPT	11,19.....	107 110 257	

				107 110 257	(4)

Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :					
Exercice prenant fin le 31 mars					
2015	2010	OIIC118-129	Zéro	273 768 875	
2016	2011	OIIC130-138	Zéro	230 062 447	

				503 831 322	
Moins : Escompte non amorti				12 222 742	

				491 608 580	

2017	2012-2013	OIIC139-143	1,917 à 2,501	19 823 105	
2018	2013	OIIC144-145	2,04 à 2,21.....	14 277 402	
2019	2014	OIIC146-156	2,02 à 2,53.....	57 095 610	

				91 196 117	

Total - Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants				582 804 697	(5)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
Société canadienne d'hypothèques et de logement :					
Exercice prenant fin le 31 mars					
2000-2015	1975	CMHC	7,50 à 10,375	740 120	
2000-2016	1976	CMHC	5,375 à 10,75	3 350 862	
2000-2017	1977	CMHC	7,625 à 10,75	3 562 075	
2000-2018	1977-1979	CMHC	7,625 à 13,00	12 137 601	
2000-2019	1977-1980	CMHC	7,625 à 15,25	16 278 847	
2000-2020	1977-1980	CMHC	7,625 à 15,75	28 886 989	
2000-2021	1979-1981	CMHC	9,50 à 15,75	15 382 958	
2000-2022	1982	CMHC	9,75 à 15,75	680 494	

				81 019 946	(6)

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				10 999 144 253	
				=====	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS

8 septembre 2014	30 juin 2009	DMTN197	3,25	3 500 000 000	
28 octobre 2014	3 novembre 2009	DMTN198	3M TCAB + 0,25.....	1 965 000 000	(7)
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	3M TCAB + 0,14.....	115 000 000	(7)
2 décembre 2014	2 décembre 2004	MW	6,80	11 450 000	(7)
8 mars 2015	9 mars 2005	DMTN135	4,50	2 500 000 000	
12 mai 2015	12 mai 2010	DMTN203	3M TCAB + 0,18.....	40 000 000	(7)
1 ^{er} septembre 2015	1 ^{er} septembre 2000	DMTN1	6,25	34 000 000	(7)
8 septembre 2015	9 mars 2010	DMTN201	3,15	2 150 000 000	
5 octobre 2015	5 octobre 2010	DMTN205	3M TCAB + 0,23.....	1 121 000 000	(7)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 250 000 000	
12 avril 2016	12 avril 2011	DMTN209	3M TCAB + 0,125.....	1 090 000 000	(7)
2 juin 2016	29 juin 2005	DMTN149	Accélérateur	200 000 000	(8)
24 juin 2016	24 juin 2009	DMTN196	3M TCAB + 0,62.....	275 000 000	(7)
27 juin 2016	27 mai 2011	DMTN210	3M TCAB + 0,18.....	1 000 000 000	(7)
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	807 000 000	
14 septembre 2016	14 juillet 2011	DMTN211	3M TCAB + 0,15.....	1 050 000 000	(7)
2 décembre 2016	7 décembre 2004	DMTN132	4,875	200 000 000	
2 décembre 2016	22 août 2005	DMTN152	Accélérateur	300 000 000	(9)
8 mars 2017	25 janvier 2007	DMTN173	4,30	3 100 000 000	(7)
8 septembre 2017	20 janvier 2012	DMTN213	1,90	6 350 000 000	
22 septembre 2017	22 février 2013	DMTN219	3M TCAB + 0,19.....	1 119 500 000	(7)
23 novembre 2017	23 novembre 2012	DMTN217	3M TCAB + 0,25.....	750 000 000	(7)
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 560 000 000	
30 mai 2018	30 mai 2013	DMTN221	3M TCAB + 0,12.....	775 000 000	(7)
2 juin 2018	28 août 2003	DMTN79	5,50	605 000 000	(7)
28 août 2018	28 août 2013	DMTN222	3M TCAB + 0,16.....	600 800 000	(7)
8 septembre 2018	15 janvier 2013	DMTN218	2,10	6 128 000 000	
3 décembre 2018	3 décembre 2013	DMTN224	3M TCAB + 0,15.....	937 000 000	(7)
2 juin 2019	19 avril 2004	DMTN105	5,35	100 000 000	(7)
2 juin 2019	17 avril 2009	DMTN195	4,40	7 050 000 000	(7)
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	562 000 000	
2 juin 2020	23 février 2010	DMTN200	4,20	8 875 000 000	
4 septembre 2020	4 septembre 1998	LY	6,30	15 000 000	
2 juin 2021	27 décembre 2007	DMTN180	4,50	75 000 000	(7)
2 juin 2021	12 janvier 2011	DMTN207	4,00	8 915 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

2 juin 2022	8 novembre 2011	DMTN212	3,15	10 271 700 000	
13 juillet 2022	13 juillet 1992	HC	9,50	1 590 438 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	8 207 500 000	
8 septembre 2023	8 septembre 1993	HP	8,10	940 570 000	
8 septembre 2023	31 juillet 2007	DMTN177	4,95	75 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	3 500 000 000	
2 juin 2025	20 décembre 1994	JE	9,50	460 000 000	
2 décembre 2025	5 octobre 1995	JQ	8,50	1 000 000 000	
6 février 2026	6 février 1996	JY	8,00	12 500 000	
2 juin 2026	21 décembre 1995	JU	8,00	1 000 000 000	
2 décembre 2026	13 février 1997	KR	8,00	386 500 000	
2 décembre 2026	20 janvier 1999	MH	7,00	124 584 000	(10)
3 février 2027	5 août 1997	KN	7,50	58 220 000	
3 février 2027	5 août 1997	KT	6,95	8 726 000	
3 février 2027	1 ^{er} avril 1998	KY	7,50	11 549 000	
3 février 2027	4 décembre 1998	LA	7,50	5 507 000	
4 février 2027	4 février 1998	KQ	7,375	990 000	
2 juin 2027	17 octobre 1996	KJ	7,60	4 734 700 000	
25 août 2028	25 février 1998	LQ	6,25	2 020 000	
8 mars 2029	8 janvier 1998	LK	6,50	4 727 000 000	
13 janvier 2031	8 septembre 1995	JN	9,50	125 000 000	
2 juin 2031	27 mars 2000	NF	6,20	3 000 000 000	
2 juin 2031	25 novembre 2010	DMTN206	5,20	133 300 000	
8 mars 2033	17 février 2003	DMTN61	5,85	4 674 610 000	
8 mars 2033	29 avril 2004	DMTN110	5,85	188 000 000	
8 mars 2033	23 juillet 2004	DMTN116	5,85	100 000 000	(11)
13 juillet 2034	21 septembre 2005	DMTN157	5,00	47 500 000	(12)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

3 novembre 2034	3 novembre 1994	HY	9,75	248 800 000	
10 janvier 1995 -					
10 janvier 2035	30 novembre 1994	HZ	9,4688	2 315 904	(13)
"	"	JA	9,4688	3 880 974	(13)
"	"	JB	9,4688	8 482 324	(13)
"	"	JC	9,4688	4 764 354	(13)
"	"	JD	9,4688	3 171 134	(13)
12 janvier 2035	12 janvier 2007	JG	9,50	110 950 000	
8 février 2035	8 février 1995	JJ	9,875	32 000 000	
2 juin 2035	25 août 2004	DMTN119	5,60	6 882 300 000	
2 juin 2035	12 janvier 2005	DMTN133	Accélérateur	150 000 000	(14)
20 juin 2036	28 juin 1996	KC	8,25	98 984 000	
1 ^{er} décembre 2036	8 mars 2006	DMTN158	2,00 Rendement réel.	2 462 126 721	(15)
2 juin 2037	22 février 2006	DMTN164	4,70	8 700 000 000	
2 décembre 2037	1 ^{er} février 2005	DMTN138	5,20	100 000 000	
2 juin 2038	28 juillet 2004	DMTN117	10,00	75 000 000	(16)
20 juin 2038	16 septembre 1996	KG	8,10	120 000 000	
13 juillet 2038	29 juillet 1998	LS	5,75	50 000 000	
25 août 2038	17 août 1998	LT	6,00	86 500 000	
2 juin 2039	15 janvier 2008	DMTN182	4,60	9 600 000 000	
13 juillet 2039	2 février 1999	MK	5,65	232 200 000	
2 décembre 2039	25 février 2000	NE	5,70	1 489 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

13 juillet 2040	18 avril 2002	DMTN44	6,20	100 000 000	
2 juin 2041	15 juin 2010	DMTN204	4,65	11 368 000 000	
2 décembre 2041	15 août 2001	DMTN10	6,20	340 000 000	
8 mars 2042	4 décembre 2001	DMTN29	6,00	41 000 000	
2 juin 2042	18 janvier 2002	DMTN33	6,00	240 000 000	
2 juin 2043	24 février 2003	DMTN62	5,75	75 000 000	
2 juin 2043	31 janvier 2012	DMTN214	3,50	11 000 000 000	
2 juin 2044	13 septembre 2006	DMTN169	4,60	27 000 000	
10 janvier 2045	25 mai 1995	JL	8,435	35 531 176	(17)
1 ^{er} mars 2045	1 ^{er} mars 1995	JK	9,50	150 000 000	
2 juin 2045	31 août 2005	DMTN153	4,50	175 000 000	
2 juin 2045	10 mai 2013	DMTN220	3,45	8 675 000 000	
2 juin 2046	24 mai 2006	DMTN166	4,85	154 700 000	
2 juin 2047	28 février 2007	DMTN176	4,50	158 000 000	
2 juin 2048	6 mai 2008	DMTN184	4,70	50 000 000	
2 juin 2054	22 juillet 2008	DMTN185	4,60	40 000 000	
2 juin 2062	8 novembre 2012	DMTN216	3,25	475 000 000	
				174 076 370 587	
Rajustement des contrats d'échange à rendement réel en fonction de l'IPC				(41 242 614)	(15)
				174 035 127 973	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO

21 juin 2014	21 juin 2007	Annuel	Variable	16 804 900
21 juin 2014	21 juin 2007	Composé	Variable	23 454 500
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	Accélérateur	444 091 500
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	Accélérateur	250 803 100
21 juin 2014	21 juin 2009	Annuel	3,00	29 544 400
21 juin 2014	21 juin 2009	Composé	3,00	29 080 900
21 juin 2014	21 juin 2011	Annuel	Variable	4 037 100
21 juin 2014	21 juin 2011	Composé	Variable	4 394 500
21 juin 2014	21 juin 2011	Annuel	2,15	26 065 200
21 juin 2014	21 juin 2011	Composé	2,15	22 438 100
21 juin 2015	21 juin 2008	Annuel	Variable	12 770 700
21 juin 2015	21 juin 2008	Composé	Variable	13 690 600
21 juin 2015	21 juin 2010	Annuel	Accélérateur	344 569 900
21 juin 2015	21 juin 2010	Composé	Accélérateur	186 947 900
21 juin 2015	21 juin 2012	Annuel	Variable	1 962 300
21 juin 2015	21 juin 2012	Composé	Variable	3 996 600
21 juin 2015	21 juin 2012	Annuel	1,50	6 899 900
21 juin 2015	21 juin 2012	Composé	1,50	5 544 900
21 juin 2016	21 juin 2009	Annuel	Variable	6 206 900
21 juin 2016	21 juin 2009	Composé	Variable	7 153 000
21 juin 2016	21 juin 2011	Annuel	Accélérateur	210 672 600
21 juin 2016	21 juin 2011	Composé	Accélérateur	102 780 100
21 juin 2016	21 juin 2013	Annuel	Variable	8 479 400
21 juin 2016	21 juin 2013	Composé	Variable	8 317 200

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO (Suite)

21 juin 2016	21 juin 2013	Annuel	1,50	5 602 400	
21 juin 2016	21 juin 2013	Composé	1,50	5 735 600	
21 juin 2017	21 juin 2010	Annuel	3,75	9 761 600	
21 juin 2017	21 juin 2010	Composé	3,75	8 748 100	
21 juin 2017	21 juin 2012	Annuel	Accélérateur	330 362 700	
21 juin 2017	21 juin 2012	Composé	Accélérateur	245 131 900	
21 juin 2018	21 juin 2011	Annuel	3,20	6 669 100	
21 juin 2018	21 juin 2011	Composé	3,20	6 381 300	
21 juin 2018	21 juin 2013	Annuel	Accélérateur	210 167 600	
21 juin 2018	21 juin 2013	Composé	Accélérateur	98 905 000	
21 juin 2020	21 juin 2010	Annuel	4,25	42 676 100	
21 juin 2020	21 juin 2010	Composé	4,25	30 700 200	
21 juin 2021	21 juin 2011	Annuel	3,80	11 890 400	
21 juin 2021	21 juin 2011	Composé	3,80	13 281 700	
21 juin 2022	21 juin 2012	Annuel	2,80	4 034 600	
21 juin 2022	21 juin 2012	Composé	2,80	5 372 100	
21 juin 2023	21 juin 2013	Annuel	3,10	10 855 800	
21 juin 2023	21 juin 2013	Composé	3,10	7 173 700	

Séries actives				2 824 156 100	(18)
Séries arrivées à échéance				55 962 700	(19)

TOTAL – OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO				2 880 118 800	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				176 915 246 773	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS

7 février 2024	7 février 1994	HS	7,50	1 106 700 000	
TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS CANADIENS.....				1 106 700 000	

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

21 octobre 2015	21 octobre 2005	EMTN73	TCAB 3 M + 0,03 .	250 000 000	(7)
13 juillet 2034	13 juillet 1994	EMTN5	9,40	300 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				550 000 000	

Dettes en devises étrangères

(20)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

29 septembre 2020	29 septembre 2010	AUD2	6,25	500 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,01231 \$				506 154 720	(20a)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

Dettes en devises étrangères (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN EUROS

23 avril 2019	23 avril 2009	EMTN97	4,75	1 500 000 000	
3 décembre 2019	3 décembre 2009	EMTN100	4,00	1 750 000 000	
28 septembre 2020	28 septembre 2010	EMTN107	3,00	1 250 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN EUROS				4 500 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,42435 \$				6 409 595 209	(20b)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS

9 janvier 2018	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3 M + 1,39	120 000 000	
TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				120 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,7180 \$				206 160 000	(20c)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG

11 avril 2014	20 avril 2009	EMTN96	2,94	300 000 000	
7 juin 2015	7 juin 2010	EMTN103	HIBOR 3 M + 0,04	1 550 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				1 850 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,13632 \$				252 200 923	(20a)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS

28 juillet 2014	28 juillet 2003	YL015	0,76	5 000 000 000	
8 août 2018	8 août 2008	YL016	1,675	8 000 000 000	

TOTAL – PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS.....				13 000 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,009965 \$				129 548 277	(20d)

PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS

8 juin 2015	7 juin 2010	EMTN104	0,93	95 700 000 000	
8 juin 2020	7 juin 2010	EMTN105	1,65	36 900 000 000	

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS.....				132 600 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,010751 \$				1 425 603 827	(20d)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS

16 juin 2015	16 juin 2005	PG	6,25	718 450 000	

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS.....				718 450 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,89505 \$				643 050 875	(20a)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES

11 juin 2015	11 juin 2010	EMTN106	3,25	1 350 000 000	
20 janvier 2016	23 décembre 2010	EMTN108	3,375	750 000 000	

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES.....				2 100 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16936 \$				355 661 864	(20a)

PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS

17 août 2015	17 août 2005	EMTN71	7,75	300 000 000	
20 septembre 2016	20 septembre 2006	EMTN78	9,00	60 000 000	

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN RANDS SUD-AFRICAIS				360 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,18808 \$				67 708 404	(20a)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

8 septembre 2014	8 septembre 2005	PH	2,00	200 000 000
2 décembre 2014	2 décembre 2008	EMTN88	2,645	50 000 000
4 décembre 2014	4 décembre 2009	EMTN98	1,625	400 000 000
29 juin 2015	29 juin 2005	PF	2,125	200 000 000
1 ^{er} décembre 2015	1 ^{er} décembre 2008	EMTN84	3,375	225 000 000
30 juillet 2018	30 juillet 2008	EMTN82	3,75	225 000 000
30 juillet 2018	14 août 2009	PY	2,525	100 000 000
14 décembre 2018	14 août 2009	PZ	2,59	100 000 000
29 avril 2019	29 avril 2009	EMTN95	3,375	225 000 000
4 décembre 2019	4 décembre 2009	EMTN99	2,50	275 000 000
7 mai 2020	7 mai 2010	EMTN101	2,375	400 000 000

TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES	2 400 000 000

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,09642 \$	2 631 406 570	(20e)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS

18 novembre 2014	18 novembre 2004	DMTN131	4,50	300 000 000	
21 décembre 2016	21 décembre 2006	DMTN171	4,95	100 000 000	

TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS				400 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22113 \$				488 450 000	(20f)

PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS

1 ^{er} avril 2015	29 février 2012	USMTN1	TIOL 3 M + 0,15 ...	750 000 000	
23 novembre 2017	23 novembre 2012	USMTN2	TIOL 3 M + 0,25 ...	250 000 000	

TOTAL – PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS				1 000 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,08266 \$				1 082 663 250	(20g)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

16 juin 2014	16 juin 2009	PX	4,10	4 000 000 000	
3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
5 février 2015	5 février 2010	G47	2,95	3 000 000 000	
26 mai 2015	24 mai 2012	G57	0,95	3 500 000 000	
16 juin 2015	16 juin 2010	G50	2,70	2 500 000 000	
13 août 2015	7 février 2013	G61	TIOL 3 M + 0,05 ...	500 000 000	
15 septembre 2015	15 septembre 2010	G51	1,875	1 250 000 000	
19 janvier 2016	18 janvier 2006	PJ	4,75	950 000 000	
27 avril 2016	27 avril 2006	PK	5,45	900 000 000	
10 mai 2016	10 mai 2011	G54	2,30	3 000 000 000	
22 juillet 2016	23 juillet 2013	G64	1,00	2 500 000 000	
21 septembre 2016	21 septembre 2011	G56	1,60	2 000 000 000	
28 novembre 2016	28 novembre 2006	PM	4,95	891 000 000	
25 octobre 2017	25 octobre 2012	G60	1,10	2 250 000 000	
15 décembre 2017	15 décembre 2010	G52	3,15	1 250 000 000	
14 février 2018	14 février 2013	G62	1,20	705 000 000	
16 juillet 2018	14 juillet 2011	G55	3,00	1 000 000 000	
27 septembre 2018	27 septembre 2013	G63	2,00	1 750 000 000	
30 janvier 2019	30 janvier 2014	G65	2,00	2 000 000 000	
27 septembre 2019	27 septembre 2012	G59	1,65	1 250 000 000	
7 octobre 2019	7 octobre 2009	G44	4,00	2 000 000 000	
14 avril 2020	14 avril 2010	G48	4,40	2 000 000 000	
29 juin 2022	29 juin 2012	G58	2,45	1 000 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)					
TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				40 696 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,05985 \$				43 131 569 207	(20h)

TOTAL – OBLIGATIONS				235 901 719 899	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				20 108 649	

TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				235 921 828 548	
BONS DU TRÉSOR				11 594 426 000	

EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)				7 833 000 000	(21)

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,10526 \$				8 657 497 175	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				256 173 751 723	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS ET HORS DES MARCHÉS PUBLICS				267 172 895 976	
				=====	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE DU TRUST DES CONSEILS SCOLAIRES					
Exercice prenant fin le 31 mars					
2037	2004		5,90	891 000 000	
Fonds d'amortissement				(173 347 937)	
				717 652 063	(22)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE				267 890 548 039	
REDRESSEMENT NET DE CONSOLIDATION – AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX					
DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Société ontarienne d'hypothèques et de logement				419 607 944	
Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants.....				1 139 227 694	(5)
DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS PAR LES ORGANISMES :					
Infrastructure Ontario.....				1 603 745 374	
Commission des parcs du Niagara.....				36 629 849	
Commission de transport Ontario Northland				17 045 292	
ORNGE.....				288 730 974	
Centre des congrès d'Ottawa				2 109 653	
TITRES ONTARIENS DÉTENUS PAR LES ORGANISMES :					
Obligations				(907 133 697)	
Bons du Trésor				(878 574 984)	
TOTAL – REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION				1 721 388 099	(23)
TOTAL – DETTE CONTRACTÉE POUR LES BESOINS DE LA PROVINCE					
APRÈS REDRESSEMENT DE CONSOLIDATION.....				269 611 936 138	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

**DETTE CONTRACTÉE POUR LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE
L'ONTARIO (SFIEO)**

DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS****Office d'investissement du régime de pensions du Canada :**

2021	2001	CPP	6,08	19 375 000	
2022	2002	CPP	6,17 à 6,29	172 961 000	
2023	2003	CPP	6,16	38 130 000	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS.....				230 466 000	(3)

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS**PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS**

8 septembre 2014	9 octobre 2009	DMTN197	3,25	150 000 000	
19 novembre 2014	22 janvier 2010	DMTN199	3M TCAB + 0,14 ..	135 000 000	(7)
8 mars 2015	24 janvier 2005	DMTN135	4,50	500 000 000	
8 septembre 2015	10 décembre 2010	DMTN201	3,15	100 000 000	
5 octobre 2015	26 novembre 2010	DMTN205	3M TCAB + 0,23 ..	50 000 000	(7)
8 mars 2016	14 février 2006	DMTN163	4,40	1 800 000 000	
8 septembre 2016	16 février 2011	DMTN208	3,20	193 000 000	
8 mars 2017	12 janvier 2007	DMTN173	4,30	2 300 000 000	
23 novembre 2017	23 novembre 2012	DMTN217	3M TCAB + 0,25 ..	205 000 000	
8 mars 2018	10 mars 2008	DMTN183	4,20	1 440 000 000	
2 juin 2018	6 juin 2005	DMTN79	5,50	110 000 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS (Suite)

8 septembre 2018	22 juillet 2013	DMTN218	2,10	372 000 000	
2 juin 2019	27 avril 2009	DMTN195	4,40	800 000 000	
2 juin 2020	22 février 2005	DMTN140	4,85	29 000 000	
2 juin 2020	22 avril 2010	DMTN200	4,20	675 000 000	
2 juin 2021	15 avril 2011	DMTN207	4,00	85 000 000	
2 juin 2022	3 mai 2012	DMTN212	3,15	478 300 000	
2 juin 2023	6 novembre 2012	DMTN215	2,85	2 642 500 000	
8 septembre 2023	29 novembre 2004	HP	8,10	50 000 000	
2 juin 2024	25 novembre 2013	DMTN223	3,50	300 000 000	
2 juin 2027	11 février 2000	KJ	7,60	100 500 000	
25 août 2028	13 avril 1999	LQ	6,25	78 600 000	
1 ^{er} décembre 2036	4 octobre 2005	DMTN158	2,00 Rendement réel	803 866 000	(15)
2 juin 2037	1 ^{er} septembre 2006	DMTN164	4,70	400 000 000	
2 juin 2039	10 juillet 2009	DMTN182	4,60	100 000 000	
2 juin 2041	9 mars 2011	DMTN204	4,65	282 000 000	
2 juin 2043	15 mai 2012	DMTN214	3,50	200 000 000	
2 juin 2045	1 ^{er} octobre 2013	DMTN220	3,45	425 000 000	
TOTAL – PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS				14 804 766 000	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS

8 juillet 2014	8 juillet 2004	EMTN63	3M TCAB + 0,07 ..	500 000 000	
17 février 2015	17 février 2005	EMTN69	4,50	200 000 000	
TOTAL - PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS				700 000 000	

Dettes en devises étrangères

(20)

PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS

30 novembre 2016	30 novembre 2006	AUD1	6,00	300 000 000	
PAYABLE EN AUSTRALIE EN DOLLARS AUSTRALIENS				300 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,87509 \$				262 525 500	(20i)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS

9 octobre 2017	9 janvier 2009	PU	TIBEUR 3M + 1,39	105 000 000	
PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN EUROS				105 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,70800 \$				179 340 000	(20i)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG

29 décembre 2015	29 décembre 2008	EMTN94	3,30	515 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG				515 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,16034 \$				82 572 774	(20i)

PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES

27 mai 2016	27 mai 2008	EMTN80	3,375	200 000 000	
30 juillet 2018	29 décembre 2008	EMTN82	3,75	125 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES				325 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22449 \$				397 958 739	(20i)

PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS

18 décembre 2018	18 décembre 2008	EMTN93	4,28	60 000 000	
TOTAL – PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS				60 000 000	
ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22750 \$				73 650 000	(20i)

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	

DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS (Suite)

PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS

3 février 2015	3 février 2005	PE	4,50	500 000 000	
14 février 2018	14 février 2013	G62	1,20	295 000 000	

TOTAL – PAYABLE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX EN DOLLARS AMÉRICAINS				795 000 000	

ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,06654 \$				847 900 000	(20i)

TOTAL – OBLIGATIONS				17 348 713 013	
GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				28 181 789	

TOTAL – OBLIGATIONS NETTES DES GAINS/(PERTES) SUR CHANGE NON AMORTIS				17 376 894 802	
BONS DU TRÉSOR				1 581 221 000	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS				18 958 115 802	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE PAR LA PROVINCE POUR LA SFIEO				19 188 581 802	

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Date d'échéance	Date d'émission	Série	Taux d'intérêt	Encours	Référence
			%	\$	
DETTE DIRECTE DE LA SFIEO				6 957 619 000	

TOTAL – DETTE DE LA SFIEO				26 146 200 802	

TOTAL – DETTE CONSOLIDÉE				295 758 136 940	
				=====	
 DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT*					
ONTARIO POWER GENERATION INC.....				5 126 000 000	
HYDRO ONE INC.....				3 759 000 000	

TOTAL – DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT				8 885 000 000	

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc, est éliminée au moment de la consolidation.

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

Références :

1. Aucune dette contractée n'est remboursable, sauf tel qu'indiqué dans les notes qui suivent. La dette est payable à un taux fixe ou à un taux flottant révisé selon un indice stipulé. Le taux d'intérêt est en règle générale révisé tous les trois mois (3M). Ces indices à taux variables sont les suivants : TCAB - taux canadien d'acceptations bancaires; TIBEUR - taux interbancaire offert en euros; HIBOR - taux interbancaire offert à Hong Kong; et TIOL - taux interbancaire offert à Londres.
2. Les séries d'obligations suivantes sont émises pour les besoins de la province et de la SFIEO : DMTN197; DMTN199; DMTN135; DMTN201; DMTN205; DMTN163; DMTN208; DMTN173; DMTN217; DMTN183; DMTN79; DMTN218; DMTN195; DMTN140; DMTN200; DMTN207; DMTN212; DMTN215; HP; DMTN223; KJ; LQ; DMTN158; DMTN164; DMTN182; DMTN204; DMTN214; DMTN220; PE; G62; PU; EMTN82.
3. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (OIRPC) investit des fonds dans les titres non négociables de la province de l'Ontario. À compter du 1^{er} juillet 2005, en vertu d'une lettre d'entente accessoire signée par l'OIRPC et la province, l'OIRPC a offert à la province, à l'échéance des débetures détenues au nom du Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (FPRPC) et émises avant le 1^{er} janvier 1998, l'option d'émettre de nouvelles débetures de remplacement pour le compte de l'OIRPC assorties d'un terme maximal de 30 ans (terme minimal de 5 ans avec options de renouvellement sans dépasser le terme maximal de 30 ans à compter de la date d'émission de la première débeture de remplacement) à un taux fondé sur ceux des marchés financiers au moment de la reconduction. Ces débetures ne sont ni négociables ni transférables et peuvent être cédées uniquement à une filiale appartenant en propriété exclusive à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada. Le 1^{er} avril 2007, toutes les débetures détenues au nom du FPRPC ou achetées par le ministre des Finances du Canada conformément à l'article 110 du Régime de pensions du Canada ont été transférées à l'OIRPC.
4. OPB et OPPT : En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province a dû procéder à une nouvelle répartition des débetures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (« CRF ») et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fonds du SEFPO). Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994. La répartition actuelle après remboursement de la dette a été faite en vertu de cette nouvelle entente. Selon les modalités de ces débetures, le principal doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux au cours de l'année précédant la date d'échéance.
5. OIIC : Le montant total de l'encours s'élève à 1 139 millions de dollars de dollars, dont 492 millions de dollars d'obligations à coupon zéro, 91 millions de dollars d'obligations à taux fixe composé et 556 millions de dollars d'obligations détenues par Infrastructure Ontario.
6. CMHC (SCHL) : Selon les modalités de ces débetures, des versements égaux doivent être faits chaque année jusqu'à l'échéance, chacun consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis.
7. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt pour certaines obligations du Canada afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux : DMTN198 3,02 %, DMTN199 2,75 %, MW 3M TCAB – 0,05 %, DMTN203 3,39 %, DMTN1 3M TCAB – 0,02 %, DMTN205 2,61 %, DMTN209 2,83 %, DMTN196 3,73 %, DMTN210 2,77 %, DMTN211 2,31 %, DMTN173 3M TCAB – 0,279 % (210 millions de dollars), DMTN219 1,95 %, DMTN217 1,88 %, DMTN79 3M TCAB – 0,02 % (125 millions de dollars), DMTN105 4,94 %, DMTN195 3M TCAB + 0,58 % (600 millions de dollars), DMTN180 4,52 %, DMTN221 2,19 % (475 millions de dollars), DMTN222 2,52 % (531 millions de dollars), DMTN224 2,14 % et EMTN73 4,34 %.
8. DMTN149 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 juin 2016, à la date d'échéance finale, le 2 juin 2035 et, en cas de prorogation, les obligations peuvent être échangées au gré des porteurs le 13 juin 2016 contre des obligations de la série DMTN119. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,6 % jusqu'au 2 juin 2016 et au taux de 4,8 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,67 %.
9. DMTN152 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 2 décembre 2016, à la date d'échéance finale le 2 juin 2035, et, dans ce cas, les obligations peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 14 décembre 2016. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 4,75 % par la suite, en cas de prorogation. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cette obligation au taux de 4,76 %.
10. MH : Selon les modalités de ces débetures, un paiement d'intérêt ponctuel spécial de 31,1 millions de dollars sera effectué à l'échéance.

ENCOURS DE LA DETTE - Suite

Au 31 mars 2014

11. DMTN116 : L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs de la date d'échéance initiale, le 8 septembre 2013, à la date d'échéance finale, le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale et au taux de 5,85 % par la suite, en cas de prorogation. Le 8 septembre 2013, les porteurs ont exercé l'option de reporter la date d'échéance au 8 mars 2033 avec intérêt payable au taux de 5,85 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cet engagement au taux de 4,22 %.
12. DMTN157 : L'intérêt est payable semestriellement au taux de 15,0 % jusqu'au 13 janvier 2006 et au taux de 5,0 % par la suite.
13. Séries HZ, JA, JB, JC, JD : Il s'agit d'obligations à coupon zéro aux termes desquelles des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à intervalles irréguliers déterminés à l'avance. Au cours de l'exercice 2013-2014, le principal remboursé était de 1,9 million de dollars. D'ici le 10 janvier 2035, le principal et l'intérêt à rembourser sur ces obligations seront de 230 millions de dollars.
14. DMTN133 : Les obligations sont encaissables par anticipation au gré des porteurs le 2 décembre 2014 ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4,0 % jusqu'au 2 décembre 2014 et de 5,35 % par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir le taux d'intérêt sur cette obligation au taux de 5,26 %.
15. DMTN158 : Cette obligation à rendement réel porte un intérêt sur le principal rajusté en fonction de l'Indice d'ensemble des prix à la consommation du Canada (l'IPC), qui comportait un indice de base de 127,54839 au 8 mars 2006. Après le changement de la période de référence de base officielle de 1992 à 2002 effectué par la Banque du Canada le 19 juin 2007, l'indice de base est passé à 107,18352. Le montant total de l'émission du principal est de 2 844 millions de dollars, dont 700 millions de dollars ont été prêtés à la SFIEO et 300 millions de dollars ont été effectivement convertis en une dette nominale à taux fixe de 4,66 %. L'encours représente la valeur indexée du principal.
16. DMTN117 : L'obligation a été émise à une prime élevée en 2004 pour offrir un rendement de 5,74 %.
17. JL : Selon les modalités de ces débentures, des versements inégaux, consistant en un versement de principal et d'intérêts réunis, doivent être effectués à des intervalles irréguliers déterminés à l'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le total du principal et des intérêts à payer sur la durée des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.
18. OEO : Les Obligations d'épargne de l'Ontario sont rachetables au gré des porteurs le 21 juin et le 21 décembre et pendant les 14 jours civils suivant les dates de rachat précitées. Les obligations à taux fixe ne sont rachetables qu'à l'échéance. Depuis 2009, les obligations à taux variable émises ne sont rachetables qu'une fois par an, le 21 juin. Toutes les OEO actuellement en circulation sont rachetables au décès du propriétaire bénéficiaire.
OEO – Taux fixe :
 En 2009, la province a émis des obligations à taux fixe pour des termes de deux, trois et cinq ans; en 2010 et 2011, les termes étaient de trois, sept et dix ans; en 2012 et 2013, les termes n'étaient que de trois et dix ans.
OEO – Taux accélérateur :
 Série 2009 : L'intérêt est payable au taux de 0,75 %, 1,5 %, 2,5 %, 3,5 % et 4,5 %;
 Série 2010 : L'intérêt est payable au taux de 1,0 %, 2,0 %, 3,0 %, 3,75 % et 4,25 %;
 Série 2011 : L'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 2,0 %, 2,5 % et 3,75 %;
 Série 2012 : l'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 1,75 %, 2,0 % et 2,25 %;
 Série 2013 : L'intérêt est payable au taux de 1,25 %, 1,5 %, 1,75 %, 2,0 % et 2,25 %;
 les 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e années respectivement.
OEO – Taux variable :
 Pour les obligations émises avant 2009, le ministre des Finances rajuste le taux d'intérêt tous les six mois. Depuis 2009, le taux d'intérêt n'est rajusté qu'une seule fois par an, le 21 juin. Le 21 juin 2013 et le 21 décembre 2013, le taux d'intérêt a été rajusté à 1,3 %.
19. OEO : L'encours représente les obligations arrivées à échéance dont le remboursement n'a pas encore été demandé. Ces obligations ne portent aucun intérêt.

ENCOURS DE LA DETTE - Fin

Au 31 mars 2014

20. La dette en devises étrangères a été convertie en dollars canadiens aux taux des contrats de change lorsqu'elle était couverte, ou aux taux de change à la fin de l'exercice lorsqu'elle ne l'était pas. Au total, 98,0 % de la dette en devises étrangères étaient couverts au 31 mars 2014. Les taux de change des devises étrangères en dollars canadiens au 31 mars 2014 sont les suivants : dollar australien 1,02430, euro 1,52164, dollar de Hong Kong 0,14241, yen japonais 0,010703, dollar néo-zélandais 0,95791, couronne norvégienne 0,184475, rand sud-africain 0,10492, franc suisse 1,24955, dollar américain 1,1046 et livre sterling 1,84153.
- De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec la stratégie ontarienne de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux :
- a) En Australie en dollars australiens – 3,82 %; EMTN en dollars de Hong Kong – 3,33 %; sur les marchés internationaux en dollars néo-zélandais – 4,24 %; EMTN en couronnes norvégiennes – 3,01 %; EMTN en rands sud-africains – 4,36 %;
 - b) EMTN en euros : 4,65 % (4 665 millions de dollars); 3 M TCAB + 1,43 % (1 744 millions de dollars);
 - c) Sur les marchés internationaux en euros : 4,00 %;
 - d) Au Japon en yens : 3,38 %; EMTN en yens : 1,93 % (1 031 millions de dollars);
 - e) EMTN en francs suisses : 4,12 % (1 823 millions de dollars); 5,15 % (246 millions de dollars, taux mixte);
 - f) Au Canada en dollars américains : 4,47 %;
 - g) Aux É.-U. en dollars américains : 1,84 % (254 millions de dollars); 1,24 % (829 millions de dollars, taux mixte);
 - h) Sur les marchés internationaux en dollars américains : 3,46 % (28 240 millions de dollars); 3M TCAB + 0,34 % (12 377 millions de dollars); 1,47 % (2 514 millions de dollars);
- La SFIEO a également conclu des ententes sur taux d'intérêt afin de convertir ces engagements en accord avec sa stratégie de gestion des risques. Voici ces obligations et leurs taux :
- i) En Australie en dollars australiens – 4,24 %; sur les marchés internationaux en euros – 4,0 %; EMTN en dollars de Hong Kong – 4,13 %; EMTN en francs suisses – 5,27 %; EMTN en dollars américains – 4,22 %; sur les marchés internationaux en dollars américains : 5,02 % (553 millions de dollars) et 3 M TCAB + 0,32 % (295 millions de dollars).
21. Les effets de commerce américains sont des billets à escompte ayant des termes de 270 jours maximum.
22. SBT : Une fiducie, le trust des conseils scolaires, a été créée en juin 2003 pour refinancer de façon permanente la dette contractée par 55 conseils scolaires. La fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars et a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province. Celle-ci sera remboursée au cours de la période de 30 ans par les paiements de transfert annuels que versera le ministère de l'Éducation dans le fonds d'amortissement du trust en vertu du programme des Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires.
23. Le redressement total de consolidation comprend les titres de créance de tiers émis par d'autres organismes gouvernementaux et l'élimination des titres de créance provinciaux détenus par d'autres organismes gouvernementaux. Les titres de l'Ontario détenus par d'autres organismes gouvernementaux sont les suivants (en millions de dollars) :
- Obligations de l'Ontario :
- AgriCorp : DMTN132 – 18 millions de dollars; DMTN135 – 10,1 millions de dollars; DMTN173 – 20 millions de dollars; DMTN197 – 3 millions de dollars; MW – 3 millions de dollars.
 - Fonds de reboisement : DMTN173 – 2,5 millions de dollars; DMTN195 – 1,6 million de dollars.
 - Infrastructure Ontario : DMTN197 – 15 millions de dollars; DMTN214 – 2,6 millions de dollars; DMTN215 – 66 millions de dollars; DMTN218 – 100,7 millions de dollars; DMTN220 – 6,9 millions de dollars.
 - Commission de l'énergie de l'Ontario : DMTN173 – 2,8 millions de dollars; DMTN201 – 0,9 million de dollars; DMTN208 – 1 million de dollars.
 - Fondation Trillium de l'Ontario : DMTN135 – 11,5 millions de dollars; DMTN163 – 11,4 millions de dollars; DMTN173 – 11,5 millions de dollars; DMTN197 – 11,8 millions de dollars; DMTN201 – 11,9 millions de dollars; DMTN208 – 12 millions de dollars.
 - Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : OIIC 118-156 – 582,8 millions de dollars.
- Bons du Trésor :
- Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario : 162 millions de dollars; Société ontarienne de financement de la croissance : 112 millions de dollars; Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : 69 millions de dollars; Infrastructure Ontario : 496 millions de dollars; Fondation Trillium de l'Ontario : 38 millions de dollars; Fonds de reboisement : 2 millions de dollars.

**OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE
L'ONTARIO (SFIEO)
pour l'exercice terminé le 31 mars 2014**

	2014 \$	2013 \$
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(3 939 104 065)	(1 685 738 671)
de titres émis hors des marchés publics -		
Office d'investissement du régime de pensions		
du Canada.....	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	3 528 490 822	1 870 800 000
variation nette des emprunts à court terme	199 956 000	200 008 000
	-----	-----
Augmentation (diminution) nette		
des débentures et billets aux fins de la SFIEO	(210 657 243)	385 069 329
	=====	=====
Intérêt sur titres provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	747 907 547	751 962 690
à court terme.....	14 005 439	12 749 510
de titres émis hors des marchés publics -		
Office d'investissement du régime de pensions		
du Canada.....	14 310 702	14 310 702
	-----	-----
	776 223 688	779 022 902
	-----	-----
Recouvrements de la SFIEO		
Remboursement d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	3 939 104 065	1 685 738 671
de titres émis hors des marchés publics -		
Office d'investissement du régime de pensions		
du Canada.....	0	0
Produit d'emprunts provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(3 528 490 822)	(1 870 800 000)
variation nette des emprunts à court terme	(199 956 000)	(200 008 000)
	-----	-----
Recouvrements/(avances) nets	210 657 243	(385 069 329)
	=====	=====
Intérêts sur avances provenant :		
de titres émis sur les marchés publics -		
à long terme	(747 907 547)	(751 962 690)
à court terme.....	(14 005 439)	(12 749 510)
de titres émis hors des marchés publics -		
Office d'investissement du régime de pensions		
du Canada.....	(14 310 702)	(14 310 702)
	-----	-----
	(776 223 688)	(779 022 902)
	-----	-----

section 4

Autres annexes supplémentaires

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	Solde au 1 ^{er} avril 2013 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2014 \$
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation / Affaires rurales:					
• Débentures pour drainage au moyen de tuyaux	27 013 126	3 608 600	5 515 821	-	25 105 905
Débentures pour drainage au moyen de tuyaux – Intérêts à recevoir.....	1 620 787	-	-	(132 431)	1 488 356
	28 633 913	3 608 600	5 515 821	(132 431)	26 594 261
• Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités	235 063	-	135 945	-	99 118
Prêts pour drainage au moyen de tuyaux – territoires non érigés en municipalités – Intérêts à recevoir ...	15 599	-	-	(9 652)	5 947
	250 662	-	135 945	(9 652)	105 065
Ministère du Développement économique, du Commerce et de l'Emploi / Recherche et de l'Innovation:					
• Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile	175 309 647	-	2 993 021	-	172 316 626
Stratégie ontarienne d'investissement – Intérêts à recevoir	-	-	-	(123 782)	(123 782)
Moins : Escompte non amorti	(112 079 061)	-	-	3 289 801	(108 789 260)
	63 230 586	-	2 993 021	3 166 019	63 403 584
• Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe	175 964 320	2 410 973	31 405 194	-	146 970 099
Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe – Intérêts à recevoir...	327 167	-	-	(310 151)	17 016
Moins : Escompte non amorti	(8 536 723)	-	-	3 739 192	(4 797 531)
	167 754 764	2 410 973	31 405 194	3 429 041	142 189 584
• Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques	43 060 014	16 049 452	-	-	59 109 466
Moins : Escompte non amorti	(3 153 186)	-	-	(466 943)	(3 620 129)
	39 906 828	16 049 452	-	(466 943)	55 489 337
• Garantie du service de la dette	-	857 437	-	-	857 437
• Fonds pour les projets pilotes d'innovation	2 600 000	-	1 000 000	-	1 600 000
Fonds pour les projets pilotes d'innovation – Intérêts à recevoir.....	32 567	-	-	(32 567)	-
Moins : Escompte non amorti	(81 263)	-	-	25 004	(56 259)
	2 551 304	-	1 000 000	(7 563)	1 543 741

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	Solde au 1 ^{er} avril 2013 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2014 \$
Ministère des Finances :					
• Aide sous forme de prêt – Stelco	37 500 000	-	-	-	37 500 000
Moins : Escompte non amorti	(536 400)	-	-	178 800	(357 600)
	-----	-----	-----	-----	-----
	36 963 600	-	-	178 800	37 142 400
	-----	-----	-----	-----	-----
• Ontario Power Generation*	5 126 000 000	-	-	-	5 126 000 000
• Hydro One Inc.*	3 637 000 000	-	-	-	3 637 000 000
• Société ontarienne de travaux d'infrastructure*	2 879 680 827	610 000 000	-	-	3 489 680 827
• Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario	2 323 653 201	632 780 205	424 000 000	-	2 532 433 406
• Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario – Prêts à court terme	(921 700 000)	921 700 000	-	-	-
• Billets à terme adossés à des actifs	422 613 223	-	10 626	-	422 602 597
• Gouvernement du Canada – Secteur de l'automobile	3 093 123 218	-	525 725 576	-	2 567 397 642
• Prêts de l'Office ontarien de financement :					
Conseils scolaires	5 039 272 480	684 498 860	148 569 529	-	5 575 201 811
Société des loteries et des jeux de l'Ontario* ..	92 778 844	-	60 499 814	-	32 279 030
Société ontarienne de travaux d'infrastructure* – marge de crédit	73 000 000	10 000 000	58 000 000	-	25 000 000
Musée royal de l'Ontario*	39 900 000	-	4 392 963	-	35 507 037
Corporation de la ville de Windsor	15 905 544	-	2 808 884	-	13 096 660
Commission de transport Ontario Northland* ..	8 876 595	-	3 304 656	-	5 571 939
Commission des parcs du Niagara*	5 753 930	-	278 240	-	5 475 690
Centre Centennial des sciences et de la technologie*	2 000 000	-	500 000	-	1 500 000
Centre des congrès d'Ottawa*	40 000 000	1 658 800	-	-	41 658 800
Institut universitaire de technologie de l'Ontario	24 157 774	-	4 236 256	-	19 921 518
Collèges d'arts appliqués et de technologie... ..	156 575 159	70 468 716	8 109 707	-	218 934 168
	-----	-----	-----	-----	-----
Total des prêts – Office ontarien de financement	5 498 220 326	766 626 376	290 700 049	-	5 974 146 653
	-----	-----	-----	-----	-----
• Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)*	231 000 000	-	11 000 000	-	220 000 000
Moins : Escompte non amorti	(113 127 420)	-	-	5 387 020	(107 740 400)
	-----	-----	-----	-----	-----
	117 872 580	-	11 000 000	5 387 020	112 259 600
	-----	-----	-----	-----	-----
• Hypothèques de la Société foncière de l'Ontario	218 853	-	-	-	218 853

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	Solde au 1 ^{er} avril 2013 \$	Prêts ¹ \$	Remboursements ² \$	Autres ³ \$	Solde au 31 mars 2014 \$
Ministère de l'Infrastructure :					
• Actif net de la Société foncière de l'Ontario.....	4 353 578	-	139 500	-	4 214 078
Ministère des Affaires municipales et du Logement :					
• <i>Loi sur l'aide aux propriétaires riverains</i>	19 912	-	4 956	-	14 956
• Crédits d'impôt pour les mun. et les écoles	195 255	-	13 525	-	181 730
• Ville de Toronto	170 171 125	-	-	-	170 171 125
Moins : Escompte non amorti	(12 625 108)	-	-	-	(12 625 108)
	-----	-----	-----	-----	-----
	157 546 017	-	-	-	157 546 017
	-----	-----	-----	-----	-----
Ministère du Développement du Nord et des Mines:					
• Commission de transport Ontario Northland	35 207 935	-	-	-	35 207 935
• Développement économique.....	12 329 428	5 000 000	-	-	17 329 428
Développement économique-Intérêts à recevoir	-	-	-	253 546	253 546
	-----	-----	-----	-----	-----
	12 329 428	5 000 000	-	253 546	17 582 974
	-----	-----	-----	-----	-----
Ministère du Tourisme, de la Culture et du Sport:					
• Science Nord – Cinéma IMAX.....	75 837	-	-	-	75 837
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :					
• Prêts pour l'acquisition d'outils de travail.....	12 747 312	872 700	3 689 657	-	9 930 355
• Prêts aux étudiants.....	453 209 691	69 550 568	94 074 746	-	428 685 513
TOTAL DES PRÊTS ET INVESTISSEMENTS EN COURS AVANT					
LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2014.....					24 842 504 382
					=====
PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES AU 31 MARS 2014.....					(2 602 795 458)
					=====

1. Comprend les montants d'amortissement.

2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses, les libérations de prêts et les ajustements d'évaluation.

3. Comprend l'intérêt couru à recevoir et les redressements aux escomptes non amortis.

Les prêts et investissements au moment de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.

*Les états financiers de ces sociétés, conseils et commissions se trouvent dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le Fonds de la Stratégie ontarienne d'investissement dans l'industrie automobile consiste en un prêt conditionnel de 173 millions de dollars accordé à General Motors du Canada Limitée pour l'aider à réaliser son projet Beacon, évalué à 2,5 milliards de dollars. Ce projet vise à accroître la capacité de conception et de fabrication de véhicules de trois usines ontariennes et à appuyer un centre canadien de l'ingénierie. L'accent sera mis notamment sur les technologies de fabrication novatrices et la formation spécialisée. Le ministère a aussi accordé un prêt conditionnel de 2,2 millions de dollars à Valiant Corporation pour appuyer les investissements de l'entreprise dans des systèmes de montage flexibles.

La Stratégie d'investissement dans le secteur de fabrication de pointe a permis d'accorder des prêts afin d'encourager les entreprises à investir dans les procédés et les technologies de pointe en vue d'améliorer leur productivité et leur compétitivité. Le programme n'accepte plus de nouvelles demandes depuis le 5 février 2010.

Le Fonds pour les emplois et les investissements stratégiques est un fonds pluriannuel, constitué de prêts conditionnels et de prêts remboursables visant à attirer des investissements stratégiques dans des projets innovateurs en vue de faciliter la transition de l'économie ontarienne et de favoriser sa compétitivité à l'échelle internationale et sa prospérité à long terme.

La garantie du service de la dette fournit des fonds remboursables temporaires pour les remboursements insuffisants de prêts dans le cadre de la phase 2 du projet Tower de MaRS. Tous les fonds sont payables à la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier et ils sont limités à 7,1 millions de dollars par année pour une période allant jusqu'à 15 ans.

Le Fonds pour les projets pilotes d'innovation (FPPI) est un programme discrétionnaire de financement, sous réserve de restrictions, qui se concentre sur la commercialisation et la démonstration technique initiale de technologies, processus et produits verts et innovateurs qui s'avéreront concurrentiels à l'échelle mondiale. Le programme vise à aider les entreprises à commercialiser des technologies novatrices en Ontario.

En 2005-2006, dans le cadre de la restructuration financière de Stelco Inc., le ministère a prêté à cette société 150 millions de dollars pour une période de dix ans à un taux de 1 %. En retour, Stelco verse 400 millions de dollars dans ses régimes de retraite et a accepté un plan de refinancement de ces régimes. Soixante-quinze pour cent du prêt ne sera pas remboursé si les quatre principaux régimes de retraite de Stelco sont entièrement capitalisés à la fin de la période de dix ans du prêt.

Le 1^{er} avril 1999, les cinq sociétés suivantes et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generation Inc., Hydro One Inc., la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (Hydro One) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structure de leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 8 885 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFIEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et de Hydro One (3 759 millions de dollars). De plus, la SFIEO était redevable à Hydro One pour un rajustement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à Hydro One le 1^{er} avril 1999. En guise de règlement, Hydro One a diminué le compte de capital de ses actionnaires en 2004. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFIEO, ce qui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans Hydro One, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

La Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier (Infrastructure Ontario) a été établie en vertu de la *Loi de 2011 sur la Société ontarienne des infrastructures et de l'immobilier*. Au 31 mars 2014, il existe un billet à ordre de 800 millions de dollars qui arrive à échéance le 31 mars 2053. L'intérêt sur le billet, dont le taux est révisé chaque trimestre en fonction du taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois de la province, est payable chaque trimestre. De plus, au 31 mars 2014, la province avait prêté 2 690 millions de dollars à Infrastructure Ontario.

La Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario a été créée en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants qui fréquentent les établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants ayant présenté une demande approuvée par la Direction du soutien aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable du service et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette dernière. La province contracte des emprunts et réaffecte des prêts pour le compte de la SFIEO. De plus, la province lui accorde des prêts à court terme pour répondre à ses besoins de financement à court terme. Les opérations effectuées avec la SFIEO étant des prêts à un jour, ce montant a été déplacé au poste Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Le 21 janvier 2009, la restructuration du marché canadien du papier commercial adossé à des actifs de tiers gelé a été complétée. En échange, la province a reçu des billets à long terme émis par le véhicule d'actifs cadre (VAC). Les billets à terme adossés à des actifs ont été comptabilisés à la valeur de recouvrement nette lors de l'échange et peuvent être assujettis à un autre ajustement d'évaluation s'il se produit une perte qui n'est pas temporaire. Les remboursements de capital seront reçus pendant la durée des billets.

Les gouvernements de l'Ontario et du Canada, par l'entremise d'Exportation et développement Canada, une société de la Couronne appartenant entièrement au gouvernement du Canada, ont pris des mesures concertées pour assurer la viabilité et la compétitivité à long terme du secteur canadien de l'automobile. L'investissement de la province a représenté le tiers de l'aide financière canadienne totale accordée à General Motors, General Motors du Canada Limitée, Chrysler LLC et Chrysler Canada Ltée pour la restructuration de leurs opérations. Au 1^{er} avril 2013, l'investissement net de la province dans les fabricants d'automobiles se chiffrait à 3 093,1 millions de dollars. Au cours de l'exercice, l'investissement de la province a été réduit de 526 millions de dollars, ce qui a entraîné un solde de clôture de 2 567,3 millions de dollars au 31 mars 2014.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers; offre des services de gestion des investissements à court terme; donne des conseils sur le financement de projets; et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario.

Depuis 2006, les conseils scolaires reçoivent des prêts dans le cadre de divers programmes. Durant l'exercice qui a pris fin le 31 mars 2014, les conseils scolaires ont reçu d'autres prêts et fait deux versements confondus (capital et intérêts) semestriels. La totalité du montant impayé s'élève à 5 575,2 millions de dollars (5 039,2 millions de dollars en 2013). Les taux d'intérêt de ces prêts s'échelonnent entre 2,42 % et 5,38% et les prêts arrivent à échéance entre 2019 et 2039.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Des prêts totalisant 32,3 millions de dollars (92,5 millions de dollars en 2013) lui ont été accordés pour financer plusieurs projets. L'intérêt de ces prêts s'échelonne entre 2,32 % et 2,93 %. Ils arrivent à échéance entre mai 2016 et janvier 2018.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Suite**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Infrastructure Ontario a obtenu une facilité de crédit renouvelable pour un montant maximal de 200 millions de dollars qui arrivera à échéance en juin 2019. Infrastructure Ontario a utilisé un prêt de 25,0 millions de dollars (73,0 millions de dollars en 2013) de ce crédit à des taux d'intérêt variant entre 1,59 % et 2,59 %.

Le Musée royal de l'Ontario est un organisme de la Couronne de la province en vertu d'une loi spéciale adoptée par l'Assemblée législative de l'Ontario, qui a emprunté 35,5 millions de dollars (39,9 millions de dollars en 2013). Ce prêt est constitué de 5,8 millions de dollars à un taux fixe de 5,04 % et de 29,7 millions de dollars à taux variable (taux actuel de 2,54 %). Les prêts en cours doivent être remboursés d'ici mars 2027.

La corporation de la ville de Windsor est une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Le prêt de 20 ans a un taux de 6,41 % et vient à échéance en mars 2021. Le montant impayé s'élevait à 13,1 millions de dollars (15,9 millions de dollars en 2013).

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les emprunts totaux de la CTON de 5,6 millions de dollars (8,9 millions de dollars en mars 2013) arrivent à échéance entre 2014 et 2031 et ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 4,90 % et 6,29 %.

La Commission des parcs du Niagara, un organisme de la Couronne de la province exploité en vertu de la *Loi de 1990 sur les parcs du Niagara*, a obtenu un prêt de 5,5 millions de dollars (5,8 millions de dollars en 2013) pour financer des dépenses en immobilisations supplémentaires engagées pour le réaménagement de la phase I de Table Rock House dans le parc Queen Victoria à Niagara Falls. Ce prêt, dont le taux d'intérêt est de 5,07 %, arrive à échéance en avril 2027.

Le Centre Centennial des sciences et de la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé sous le régime de la *Loi de 1990 sur le Centre Centennial des sciences et de la technologie*. Le prêt de 1,5 millions de dollars (2,0 millions de dollars en 2013) a été accordé en vue de financer la réalisation de l'initiative des agents de change. Son taux d'intérêt est de 4,35 % et il arrive à échéance en mars 2017.

Le Centre des congrès d'Ottawa est un organisme de la Couronne de la province en vertu de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, qui a obtenu un prêt de 41,7 millions de dollars (40 millions de dollars en 2013) aux fins d'un emprunt à terme fixe pour financer une partie de la construction du Centre des congrès d'Ottawa. Ce prêt de 25 ans, dont le taux d'intérêt est de 4,67 %, arrive à échéance en septembre 2036. Conformément à une directive signée par le ministre des Finances le 2 novembre 2012, l'Office ontarien de financement a reporté la date de remboursement du principal et de l'intérêt par le Centre des congrès d'Ottawa d'une période pouvant atteindre cinq ans. L'intérêt continue de s'accumuler pendant la période du report. Le montant en souffrance englobe des intérêts capitalisés de 1,7 million de dollars.

L'Institut universitaire de technologie de l'Ontario est une société établie en vertu de la *Loi de 2002 sur l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario*. L'Institut universitaire de technologie de l'Ontario a emprunté 19,9 millions de dollars (24,2 millions de dollars en 2013) portant un intérêt de 2,77 % et arrivant à échéance en octobre 2017.

On a accordé des prêts à des collèges d'arts appliqués et de technologie d'une valeur de 218,9 millions de dollars (156,6 millions de dollars en 2013) pour divers projets relatifs aux campus, notamment pour la construction de nouvelles résidences d'étudiants ou l'agrandissement de résidences, du matériel informatique, des terrains de stationnement et un projet d'immobilisations visant les économies d'énergie. Ces prêts ont des taux d'intérêt s'échelonnant entre 1,81 % et 5,49 % et arrivent à échéance entre 2015 et 2040.

PRÊTS ET INVESTISSEMENTS – Fin
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des demandes de règlement, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1^{er} décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à celles-ci.

Les prêts au titre des crédits d'impôt aux municipalités et aux écoles représentent les remboursements accordés aux municipalités pour les crédits et les remboursements autorisés par la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux écoles*.

La province a conclu un accord de prêt sous forme de débentures avec la ville de Toronto en 2004. Le principal impayé est désormais estimé à quelque 170,2 millions de dollars. L'intérêt couru sera d'environ 61,1 millions de dollars et le montant total remis sera de 231,3 millions de dollars.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La somme de 35 207 935 \$ représente le placement en actions des ministères dans la Commission de transport Ontario Northland. La province a versé des subventions s'élevant à 108 407 865 \$ (84 220 720 \$ en 2012-2013).

À la fin de l'exercice 2014, la somme de 17 582 974 \$ était due au ministère, plus une somme supplémentaire de 10 millions de dollars, pour un total de 27 329 428 \$ en prêts et de 253 546 \$ en intérêts.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 \$ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 800 \$ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer à la fin des études. Le prêt est sans intérêt jusqu'à un an après la fin de la formation.

Le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario (RAFEO) permet d'offrir une aide financière fondée sur l'évaluation des besoins, sous la forme de prêts et de bourses aux étudiants de niveau postsecondaire admissibles. Le remboursement des prêts à la Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario commence six mois après la fin des études. Si le remboursement du prêt n'est pas effectué et que survient un défaut de remboursement, le prêt devient une dette envers la province et l'Unité de gestion des services de recouvrement de la province entame le processus de recouvrement.

FONDS ET AUTRE PASSIF

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	Solde au 1 ^{er} avril 2013 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2014 \$
Ministère du Procureur général :			
• Dépôts — jeux et alcools	10 406 383	(2 427 223)	7 979 160
• Fonds d'aide aux victimes	28 273 919	(4 575 231)	23 698 688
• Bureau du recours civil à l'égard d'activités illicites – <i>Loi sur les recours civils</i>	5 559 695	476 140	6 035 835
• Produits de la criminalité	5 951 676	1 436 100	7 387 776
Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :			
• Produits de la criminalité	7 288 335	3 647 413	10 935 748
• Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique	5 131 083	127 222	5 258 305
Ministère de l'Environnement :			
• Fonds en fiducie d'assurance	27 582 179	8 190 779	35 772 958
• Caisse de garantie des propriétaires de puits d'élimination des déchets	1 520 927	12 192	1 533 119
• Entente de partage des coûts – Port Loring	730 908	(45 745)	685 163
Ministère des Finances :			
• Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles	41 478 512	5 763 364	47 241 876
• Réserve pour chèques en circulation	50 727 095	14 066 533	64 793 628
• Intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives	9 592 169	(309 583)	9 282 586
Ministère des Services gouvernementaux :			
• Caisse d'assurance des sûretés mobilières	19 270 669	360 033	19 630 702
• Pensions et prestations supplémentaires:			
- Caisse de retraite des juges provinciaux	801 041 329	57 433 540	858 474 869
- Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres – Dépôts	46 811 902	(2 322 058)	44 489 844
- Au-delà des prestations suppl. max. – RRF	251 168 430	32 187 378	283 355 808
- Au-delà des prestations suppl. max. – SEFPO	9 119 626	1 164 635	10 284 261
- Régime complémentaire des juges de paix	14 963 899	2 517 898	17 481 797

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

	Solde au 1 ^{er} avril 2013 \$	Transactions nettes \$	Solde au 31 mars 2014 \$
Ministère de la Santé et des Soins de longue durée :			
• Réserve pour chèques en circulation	16 189 305	(15 445)	16 173 860
Ministère des Richesses naturelles :			
• Fonds de réserve forestier	1 858 586	46 530	1 905 116
• Fonds de reboisement	1 249 873	17 900	1 267 773
• Pêche et faune	12 523 084	6 989 422	19 512 506
• Parcs Ontario – <i>Loi sur les parcs provinciaux</i>	15 657 482	2 661 705	18 319 187
Ministère du Développement du Nord et des Mines :			
• Fonds de réhabilitation des mines	31 589 200	5 990 481	37 579 681
Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :			
• Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF)	11 919 405	372 280	12 291 685
Ministère des Transports :			
• Programme international d'immatriculation	4 332 149	578 483	4 910 632
• Programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité	13 503 957	(1 246 199)	12 257 758
• Prestation des services – Examens de conduite	4 833 918	(4 833 918)	-
• Fonds réservés au transport en commun	-	1 491 598	1 491 598

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2014, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 6 312 060 \$ et ceux relatifs aux alcools à 1 667 100 \$, soit un montant total pour ce compte de 7 979 160 \$.

Le Fonds d'aide aux victimes est un compte à fin déterminée établi en vertu de la Charte de 1995 des droits des victimes d'actes criminels. La majorité (95 %) des revenus de ce fonds provient d'amendes supplémentaires pour les victimes imposées en vertu de la Loi sur les infractions provinciales. Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on peut veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On peut garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère du Procureur général gère un compte à fin déterminée lié à la confiscation de biens au civil et aux produits d'activités illicites. Les fonds qui y sont versés servent à indemniser les victimes directes des activités illicites ayant mené à la confiscation, à couvrir une partie des coûts d'administration associés aux cas de confiscation de biens au civil, et à accorder des subventions aux organismes d'application de la loi pour venir en aide aux victimes et prévenir les activités illicites qui entraînent la victimisation.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent chacun un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Le financement est recommandé par un comité consultatif, qui a aussi été établi selon les directives du décret. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies et selon les directives du ministre, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les particuliers et les sociétés sont tenus de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Les contributions de garantie financière fournies sont en espèces et produisent des intérêts pendant qu'elles sont déposées auprès du ministre des Finances. Ces dépôts en espèces et les intérêts sont remboursables.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau qui les rendraient inutilisables.

Il s'agit d'un compte spécial portant intérêt, qui est détenu en fiducie pour la collectivité de Port Loring par le ministère de l'Environnement. Il sera utilisé comme subvention de fonctionnement pour un réseau d'alimentation en eau communautaire qui a été construit en raison de la contamination par de l'essence d'eau souterraine qui a affecté des puits privés dans la collectivité.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2c.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2014.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2014.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Suite
Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le régime complémentaire des juges de paix, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministère de la Santé qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2014.

La *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») prévoit l'établissement de Fonds de réserve forestier. Ces fonds servent aux fins suivantes : 1) le paiement des frais de sylviculture pour une terre sur laquelle du bois de la Couronne est mort ou endommagé par suite d'un incendie ou par des causes naturelles; 2) le paiement des frais de sylviculture pour une terre assujettie à un permis, si le titulaire du permis devient insolvable; 3) le paiement de programmes d'aménagement intensif des peuplements et de lutte antiparasitaire relativement au bois de la Couronne.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur la durabilité des forêts de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, à gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M. 14.

Le Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation (FAAF) est une disposition de la *Loi de 2005 sur les collèges privés d'enseignement professionnel* (Loi). Le FAAF est administré par le surintendant des collèges privés d'enseignement professionnel avec l'aide du Conseil consultatif du Fonds d'assurance pour l'achèvement de la formation, dont les membres sont nommés par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités. Si un collège privé d'enseignement professionnel ferme, la sûreté financière de ce collège servira à l'achèvement de la formation des étudiants ou à des remboursements. Une fois que la sûreté financière aura été éliminée, les réclamations des étudiants en souffrance seront payées à partir du FAAF.

FONDS ET AUTRE PASSIF – Fin**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2014**

Le programme international d'immatriculation (IRP) est une entente nord-américaine qui facilite la perception et la distribution des droits d'immatriculation des véhicules utilitaires à tous les territoires qui en sont parties. Ces droits sont calculés en fonction de la distance parcourue dans chaque territoire. Toutes les provinces canadiennes et tous les États américains en sont membres. Le compte de passif de l'IRP représente les droits d'immatriculation perçus auprès des entreprises ontariennes de transport par camions et par autocars qui ont été déposés dans un compte bancaire américain ouvert par le gouvernement de l'Ontario pour le compte des territoires américains membres de l'IRP. Les recettes ainsi générées sont accumulées et distribuées tous les mois aux territoires américains et canadiens membres de l'IRP.

Le compte du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies dans le cadre du programme des routes situées dans des territoires non érigés en municipalité. Cela englobe les régies des routes locales. Il s'agit notamment de fonds versés par les régies des routes locales et les conseils des corvées légales, et dans le cadre d'ententes spéciales sur l'entretien et de contributions provinciales correspondantes, ainsi que de fonds provenant du fonds fédéral de la taxe sur l'essence pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. En vertu du programme lié aux terrains dans un territoire non érigé en municipalité, les régies sont constituées d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on en dénombre de 300 à 350 en activité dans la province. Ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. (Serco) remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 \$ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le ministère des Transports puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

Le ministère administre le Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence. À compter de 2004, la province a partagé des revenus tirés de la taxe provinciale sur l'essence, à raison de 1 cent le litre; ce montant est passé à 1,5 cent le litre en octobre 2005 et à 2 cents le litre en octobre 2006. Ce programme constitue une source durable à long terme de financement pour permettre aux municipalités d'étendre et d'améliorer leurs réseaux de transport en commun. Le financement correspondant à 2 cents le litre est devenu permanent lors de l'adoption de la *Loi de 2013 réservant des fonds aux transports en commun* qui a découlé du budget de l'Ontario de 2013. Un compte à fin déterminée, portant le nom Fonds réservés aux transports en commun, a été établi et des fonds, déterminés à l'aide de la formule précisée dans la Loi, y sont déposés et par la suite versés aux bénéficiaires. En 2013-2014, le ministère a modifié l'année du Programme de financement des transports en commun par la taxe sur l'essence pour qu'elle corresponde à l'exercice de la province et a établi un programme provisoire de 6 mois doté de 163,4 millions de dollars pour combler l'écart entre la fin du programme de 2012-2013 et le début de celui de 2014-2015. Pour 2013-2014, 96 réseaux de transport en commun dans 133 collectivités, représentant 90 % de la population totale de l'Ontario, ont reçu du financement provenant de la taxe sur l'essence.

PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Au 31 mars 2014

PRÊTS GARANTIS

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2014	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES				
Programme de garanties d'emprunt pour les produits agricoles	Permanent	Préférentiel	22 514 465	(1)
Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins d'engraissement	Permanent	Divers	69 405 059	(2)
Régime AgriPLUS de fonds commun pour les prêts aux collectivités rurales	Avant 2006	Divers	1 653 161	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION / AFFAIRES RURALES			93 572 685	
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DE L'EMPLOI / RECHERCHE ET DE L'INNOVATION				
Garantie du service de la dette de la phase 2 de MaRS.....	2011	Aucun	105 642 563	
TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DU COMMERCE ET DE L'EMPLOI / RECHERCHE ET DE L'INNOVATION			105 642 563	
MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE				
Village des athlètes des Jeux panaméricains et parapanaméricains – Project Co.....	2013-14	15	243 000 000	
TOTAL, MINISTÈRE DE L'INFRASTRUCTURE			243 000 000	
MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES				
Olav Haavaldsrud Timber Company Ltd. – Scierie	2011	7	4 430 000	
Olav Haavaldsrud Timber Company Ltd. – projet de cogénération	2011	7,5	17 800 000	
Global Sticks Inc. – Prêt no 2	2009	6	1 606 256	
Global Sticks Inc. – Prêt no 4	2010	6,5	1 316 744	
TOTAL, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES			25 153 000	

**PASSIF ÉVENTUEL – OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Suite**

Au 31 mars 2014

PRÊTS GARANTIS – Suite

	Année d'émission	Taux d'intérêt	Encours au 31 mars 2014	Références
		%	\$	
MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS				
Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario:				
Catégorie A	Divers	Préférentiel	3 134 873	
Catégorie B	Divers	Préférentiel + 1	293 396	
Catégorie C	Divers	Préférentiel + 1	53 306 786	

TOTAL, MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS			56 735 055	

TOTAL DES PRÊTS GARANTIS			524 103 303	
			=====	

AUTRE GARANTIES :

MINISTÈRE DES FINANCES

Facilité de prêt offerte par la United Communities Credit Union à la Pelee Island Co-operative Association				
2010	4,75	546 404	(3)	
Facilité de crédit accordée par la Banque Royale du Canada à l'Ordre des métiers de l'Ontario				
2011	Préférentiel – 0,75	352 500		
Garanties d'emprunt en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones..				
2011	Divers	129 950 000	(4)	

TOTAL, MINISTÈRE DES FINANCES.....		130 848 904		

TOTAL DES AUTRES GARANTIES		130 848 904		

TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL		654 952 207		
		=====		

**PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES
PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO – Fin**

Au 31 mars 2014

GARANTIES FINANCIÈRES – MINISTÈRE DES FINANCES :

Deux ententes existent pour donner suite aux exigences en matière de délivrance de permis de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) relativement aux garanties financières en ce qui concerne les obligations liées au déclassement de la centrale nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires d'Ontario Power Generation Inc. (OPG). Une entente donne à la CCSN accès (dans des cas prescrits) au fonds distinct créé aux termes de l'Ontario Nuclear Funds Agreement (ONFA). L'autre entente conclue entre la province et la CCSN donne une garantie provinciale directe à la CCSN pour le compte de l'OPG. Cette garantie, jusqu'à hauteur de 1,551 milliard de dollars, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, a trait à la partie des obligations liées au déclassement des centrales et à la gestion des déchets nucléaires qui n'est pas couverte par la valeur estimée du fonds de l'ONFA au 1^{er} janvier 2013. En retour, la province reçoit de l'OPG des droits annuels équivalant à 0,5 % de la valeur de la garantie. La garantie provinciale est en vigueur jusqu'à la fin de 2017.

Références :

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 120 000 000 \$.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 130 000 000 \$.
3. La province a garanti le remboursement d'une facilité de crédit offerte par la United Communities Credit Union Limited à la Pelee Island Cooperative Association pour une période commençant le 11 mai 2010 et se terminant le 1^{er} avril 2015 au plus tôt ou le remboursement de tous les montants empruntés. Le montant maximal garanti est de 0,6 million de dollars, avec les intérêts, les coûts et les charges connexes impayés.
4. La province a fourni quatre garanties en vertu du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones : deux au cours de l'exercice 2011-2012 et deux autres au cours de l'exercice 2013-2014 pour une valeur combinée de 129,95 millions de dollars. Ces garanties arriveront à échéance au cours des exercices 2025-2026 et 2029-2030. Les emprunteurs ont versé à la province des droits annuels de garantie d'emprunt de 0,15 % du montant garanti. Le Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones permet aux Autochtones d'obtenir des garanties d'emprunt pour appuyer leur participation au capital social dans des projets de production et de transport d'énergie renouvelable et a une enveloppe de programme maximale de 400 millions de dollars.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE****Au 31 mars 2014**

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et autres (recours collectif proposé).
2. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
3. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
4. Chuang, David, Dr, D.M.D. : demande en dommages-intérêts selon laquelle le demandeur allègue avoir été victime de diffamation, de manquement à une obligation fiduciaire, d'action fautive dans le cadre d'une charge publique, d'injustice, d'embarras, de harcèlement, d'humiliation, etc. L'Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario a retiré le permis du demandeur pour inconduite sexuelle.
5. Greenfield Ethanol (anciennement Commercial Alcohols Inc.) et Suncor sont les seuls fabricants d'éthanol (carburant à base de maïs) en Ontario. Greenfield Ethanol se plaint que l'Ontario a accordé un traitement préférentiel à Suncor et exige que la province la traite sur le même pied que Suncor.
6. Dr Jeffrey Lipsitz c. Ontario : demande selon laquelle, lors de l'inspection et de la régularisation des centres de troubles du sommeil, qui appartiennent au plaignant, les défendeurs ont fait preuve d'un comportement tortueux (conspiration, ingérence illégitime dans les relations économiques, abus de procédure, négligence dans l'exécution d'une obligation d'origine législative, abus de fonctions publiques, et enquête négligente dans une intention malveillante).
7. Magnotta Winery Corporation et al. c. la CAJO et al. : allégations que la politique « Made Policy » qui impose des restrictions sur la vente de produits alcooliques a été établie de façon inéquitable et exerce une discrimination à l'égard de l'entreprise du demandeur.
8. Mayotte, Michael c. Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario : allégation que l'Ontario a omis de fournir une compensation adéquate et a manqué à son obligation d'agir de bonne foi à l'égard des membres du réseau de bureaux de l'immatriculation et des permis de conduire privés depuis 2003.
9. Keatley Surveying Ltd. c. Teranet Inc. : recours collectif contre Teranet pour dommages-intérêts pour infraction à la *Loi sur le droit d'auteur*, relativement au système électronique d'enregistrement immobilier.
10. W. Ross Macdonald School for the Blind c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario. La réclamation est faite par un ancien élève et pensionnaire qui a fréquenté l'école et y a été pensionnaire entre 1954 et 1965.
11. Trillium Power Wind Corporation c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, représentée par les ministères des Richesses naturelles, de l'Environnement et de l'Énergie et de l'Infrastructure : réclamation pour dommages-intérêts découlant de la révocation de son statut d'auteur de demande inscrit au dossier et d'entreprise exclusive inscrite pour le développement de l'énergie éolienne sur les terres de la Couronne en vertu de la *Loi de 2009 sur l'énergie verte*.
12. George Stifel : Recours collectif en vertu de la *Loi de 1992 sur les recours collectifs* et dommages-intérêts contre Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et La Great-West, compagnie d'assurance-vie pour la déduction de paiements du Régime de pensions du Canada indexés en fonction des ajustements au coût de la vie en 1996 relativement à des prestations d'invalidité de longue durée.
13. Janice Cerra et autres c. la Corporation de la cité de Thunder Bay : Demande en dommages-intérêts à l'endroit de Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et le ministère de l'Environnement résultant de défaillances présumées de l'infrastructure des eaux usées et de déversements de contaminants ayant affecté des propriétaires fonciers et des occupants de la cité de Thunder Bay à la suite de l'inondation et du refoulement des égouts qui ont débuté vers le 28 mai 2012 et qui ont continué avec la même intensité pendant des semaines.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2014**

14. Northern Superior Resources Inc. c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Demande en dommages-intérêts résultant de concessions minières non concédées par patente appartenant à la société demanderesse situées sur des terres de la Red Lake Mining Division, nord-ouest de Thunder Bay.
15. SkyPower CL 1 LP, et al. c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et l'Office de l'électricité de l'Ontario : Demande en dommages-intérêts pour inexécutions de contrats ou présentation inexacte des faits par négligence en ce qui a trait au traitement de demandes présentées au Programme de tarifs de rachat garantis (TRG) et à des modifications apportées à ce programme en juillet 2012.
16. Quinte, Elaine, et al. c. Algoma Central Properties – Écroulement du centre commercial Algo d'Elliot Lake : Recours collectif découlant de l'écroulement du centre commercial Algo le 23 juin 2012.
17. Papassay, Holly c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Recours collectif pour dommages-intérêts et blessures subies par des membres pendant qu'ils étaient dans des foyers d'accueil de sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario relevant du ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse.
18. Johnson, Glenn et autres c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Ébauche de demande en recours collectif pour dommages-intérêts envisagée par un groupe de détenus du EMDC entre le 1^{er} janvier 2010 et le 25 août 2013.
19. StandardBred Breeders of Ontario Association c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario et l'OLG : Présentation inexacte des faits par négligence présumée pour le programme de machines à sous dans les hippodromes (Slots-at-Racetracks Program (SARP)).
20. Établissements de l'Annexe 1 de l'Ontario, Centre de réadaptation pour adultes Edgar et D'Arcy Place, McIntyre, Marlene : Demande en dommages-intérêts pour négligence et violation d'obligations fiduciaires pour l'exploitation et la gestion par la province de l'Ontario de D'Arcy Place, du Centre de réadaptation pour adultes Edgar et d'établissements de l'Annexe 1 de l'Ontario.
21. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et autres.
22. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et autres contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et autres.
23. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
24. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
25. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
26. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
27. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
28. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
29. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
30. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
31. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
32. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
33. Première nation Big Grass (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
34. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Suite****Au 31 mars 2014**

35. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
36. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
37. Première nation no 58 de Longlac. Les plaignants allèguent qu'ils possèdent un titre ancestral exclusif visant une partie de la rive du lac Supérieur.
38. Première nation de Biinjitiwaabik Zaaging Anishnabek (bande de Rocky Bay) : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
39. Première nation de Sand Point : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
40. Première nation Pic Mobert : demande selon laquelle les demandeurs allèguent qu'ils détiennent un titre ancestral exclusif sur une zone longeant la rive du lac Supérieur.
41. Première nation Pays Plat c. le Canada et l'Ontario : cette poursuite demande une déclaration de titre ancestral et des mesures réparatoires connexes relativement aux terres situées sur la rive nord du lac Supérieur. Les demandeurs sont des Indiens Ojibway membres de la Première nation Pawgwashing, alias la Première nation Pays Plat. Ils prétendent qu'ils n'ont jamais signé le Traité Robinson-Supérieur de 1850 et qu'ils ne sont pas liés par celui-ci.
42. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
43. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocation de Samuel Peters Jarvis en 1837.
44. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
45. Première nation de Garden River, réserve no 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu du traité Robinson-Huron.
46. Sinclair, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.
47. Poursuite en dommages-intérêts d'Agency One : revendication éventuelle d'un tiers intentée par le Canada contre l'Ontario et Fort Frances demandant un recours récursoire et le versement d'une indemnité pour dommages pour motif de fiducie constructive.
48. Atikameksheng Anishnawbek c. HMQRO, et autres : avis de demande déposé contre le Procureur général du Canada et Sa Majesté la reine en chef de l'Ontario en ce qui concerne notamment un manquement à des obligations fiduciaires pour défaut de fournir au demandeur une clause de réserve conformément aux modalités écrites et orales du Traité Robinson-Huron de 1850.
49. Première nation crie de Kapuskasing c. Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario, le ministre des Affaires autochtones, Ontario Power Generation et autres : dommages-intérêts pour ingérence quant au titre et aux droits autochtones sans consultation, diverses déclarations, l'annulation de diverses décisions et approbations provinciales, et une ordonnance obligeant une reconnaissance en vertu de la *Loi sur les Indiens* et l'établissement d'une réserve.

*** CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE – Fin****Au 31 mars 2014**

50. Première nation Wahgoshig c. Solid Gold et Sa Majesté la reine du chef de l'Ontario : Début des activités d'exploration minière et de forage par Solid Gold sur le territoire traditionnel de la Première nation Wahgoshig sans avoir donné d'avis à cette première nation.
51. Première nation Aundeck OMNI Kaning et al. : Contestation des demandeurs de la validité quant à l'équité et de la portée du Traité 94 (1862) qui contenait l'abandon de la plupart des terres censément réservées aux demandeurs par le Traité 45 (1836).
52. Première Nation de Northwest Angle (réserve n° 33) : Demande concernant les dommages causés par les inondations et des dommages connexes et déclaration d'obligations fiduciaires aux demandeurs.
53. Inter-Leasing Inc. c. le ministre du Revenu : appels en matière fiscale en vertu de la *Loi sur l'imposition des sociétés* en vue d'obtenir le remboursement de la nouvelle cotisation d'impôt sur le revenu des sociétés établie concernant une entente de planification fiscale mettant en cause une société de financement BVI.
54. Poursuites devant la Commission du droit d'auteur du Canada mettant en cause Access Copyright, le ministère de l'Éducation de l'Ontario et tous les conseils et administrations scolaires financés par les fonds publics.
55. Chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) : Mesa Power Group allègue que le Canada a manqué à ses obligations en vertu de l'ALENA en raison des mesures prises par l'Office de l'électricité de l'Ontario lors de l'attribution de la capacité de transport et de l'octroi de contrats de rachats garantis dans la région de Bruce.
56. Chapitre 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) : Windstream Energy allègue que le Canada a manqué à ses obligations en vertu de l'ALENA en raison des mesures prises par l'Ontario en ce qui a trait au report de l'établissement d'un cadre stratégique pour la production d'énergie éolienne extracôtière et au Programme de tarifs de rachat garantis (TRG).

* Mis à jour en fonction des modifications jusqu'à la date de publication des Comptes publics. 56 des réclamations susmentionnées ont été évaluées comme « indéterminables ».

Le présent document est publié en français et en anglais.
On peut en obtenir une version sur CD-ROM dans l'une ou l'autre langue auprès de :

Publications ServiceOntario
Téléphone : 416 326-5300
Sans frais : 1 800 668-9938
Téléimprimeur (ATS) sans frais : 1 800 268-7095
Site Web : www.serviceontario.ca/publications

Pour en obtenir une version électronique, il suffit de consulter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca

This publication is available in English and French. CD-ROM copies in either language may be obtained from:

ServiceOntario Publications
Telephone: (416) 326-5300
Toll-free: 1-800-668-9938
TTY Toll-free: 1-800-268-7095
Website: www.serviceontario.ca/publications
For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2014
ISSN 0833-1189 (Imprimé)
ISSN 1913-5564 (En ligne)